

Les combats ont pris fin au Koweït et en Irak

Après-guerre

L'APRÈS-GUERRE a commencé. A l'aube du jeudi 28 février - cent heures après le début des combats terrestres - les armes se sont tues au Koweït et dans le sud de l'Irak. La « mère de toutes les batailles », tant exaltée par M. Saddam Hussein, n'accouche que d'une défaite cuisante pour l'Irak et son chef. L'humiliation infligée à celui qui se prenait pour un nouveau Saladin est à la mesure de l'éclatante victoire remportée par M. George Bush.

Le président américain aura, de bout en bout, imprimé sa marque à cette guerre - « sa » guerre - laquelle, de son propre aveu, prit de plus en plus l'allure d'un duel implacable livré au dictateur irakien. M. George Bush tint à marquer, jusqu'à la dernière minute, qu'il conservait - et lui seul - l'initiative des événements. Ainsi annonça-t-il l'ordre de cessez-le-feu avant même que l'Irak n'ait, en une dernière reculade, publiquement accepté les douze résolutions du Conseil de sécurité.

SOUDAIN surolé d'un immense prestige qui en fait le plus populaire des présidents américains depuis Harry Truman au lendemain de la victoire de 1945, M. George Bush a la sagesse de ne pas se laisser griser par le succès des armes. Sur un ton grave plus qu'euphorique, il savoura son triomphe avec fierté mais sans inutile gloire. Sa satisfaction est légitime.

Sept mois durant, la coalition des vingt-huit nations qu'il avait ralliées à ses côtés, et sous la bannière de l'ONU, a résisté aux multiples aléas d'une trop longue crise et aux incessantes tentatives irakiennes d'en briser l'unité. Quoique soucieuse sur la fin de mener un jeu personnel, l'Union soviétique est restée fidèle aux engagements pris envers l'Amérique, dès l'invasion du Koweït. Sur le champ de bataille, après cinq semaines de bombardements aériens, quatre jours ont suffi aux forces alliées pour pulvériser la quasi-totalité des divisions ennemies. La mission fixée par le Conseil de sécurité est accomplie.

RESTE, bien sûr, le sort de M. Saddam Hussein. M. George Bush entend faire chèrement payer le prix de la paix à son pire ennemi du moment. Il fera tout pour l'empêcher de transformer, par une ultime ruse de guerre, sa défaite militaire en un succès politique. Ainsi les États-Unis envisagent de maintenir leurs pressions - notamment économiques - sur un régime dont ils souhaitent ouvertement la perte. Pour aménager les lendemains de l'après-guerre, l'Amérique n'entend pas traiter avec celui qui reste, à ses yeux, l'homme à abattre.

Cette ultime bataille n'est pas gagnée d'avance. Une partie des foules arabes reste tellement avide d'admirer un héros - si méprisable apparaisse-t-il aux yeux du reste du monde - qu'elles sont à même de rationaliser du jour au lendemain l'échec subi par M. Saddam Hussein et de ne retenir que le défi lancé pendant sept mois par l'un des leurs à l'Occident. Quitte à oublier que le président irakien ne suscite pas le même enthousiasme - loin de là - chez son propre peuple.

M0147 - 0301 0 - 6.00 F



- Washington puis Bagdad ont annoncé l'arrêt des hostilités
- M. Saddam Hussein a accepté sans conditions les douze résolutions de l'ONU

Au quarante-deuxième jour des hostilités, les combats ont cessé, jeudi 28 février, aussitôt après l'heure fixée par Washington pour la suspension des opérations militaires alliées (6 heures à Paris). Cette décision a été prise après que l'Irak, qui a ordonné de son côté de ne plus ouvrir le feu, eut fait savoir à l'ONU qu'il acceptait finalement toutes les résolutions du Conseil

de sécurité. Le président Bush a déclaré : « Le Koweït est libéré, l'armée irakienne est défaite, nos objectifs militaires sont atteints, cette guerre est maintenant derrière nous ; l'Amérique et le monde ont tenu parole. » Bagdad disposait de quarante-huit heures pour envoyer sur le front une délégation qui doit discuter avec les chefs militaires de la coalition des conditions d'un cessez-le-feu définitif. « Nous avons tourné une page », a déclaré à Paris le ministre de la défense, M. Joxe, en annonçant la réouverture de l'ambassade de France à Koweït. A Londres, le premier ministre britannique, M. Major, a déclaré que « le droit l'a emporté » et que la guerre du Golfe était « finie » après « l'une des plus remarquables campagnes militaires de tous les temps ».

Une victoire presque totale

WASHINGTON
de notre correspondant

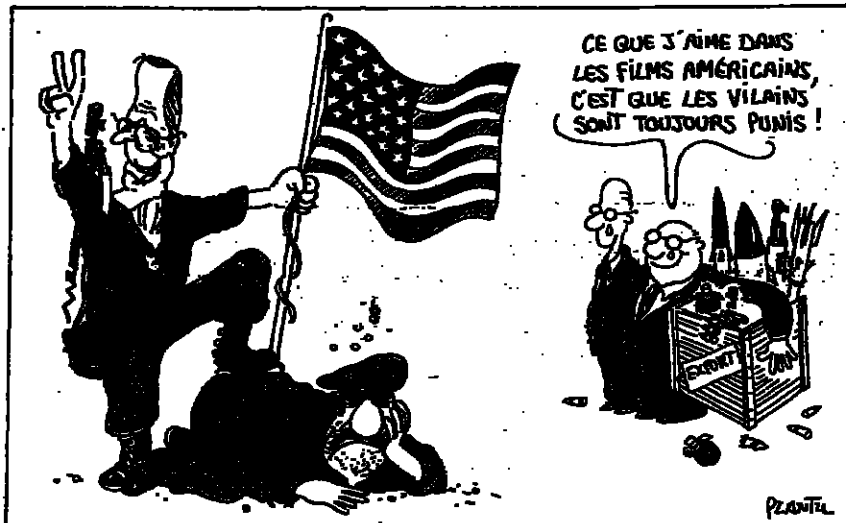
« Cette guerre est maintenant derrière nous. » Le président Bush a prononcé mercredi 27 février un discours de victoire, et il a annoncé une « suspension des actions offensives ». Cette suspension, qui a pris effet à minuit, heure de Washington (6 heures, heure de Paris, jeudi), et concerne toutes les forces de la coalition, est le premier pas vers un cessez-le-feu qui ne sera formalisé que si l'Irak se plie à un certain nombre de conditions.

Les principales concernent la libération des prisonniers de guerre alliés et des ressortissants du Koweït ou de pays tiers détenus en Irak ; la fin des attaques de missiles Scud, et l'acceptation par l'Irak de toutes les résolutions prises à son encontre par le Conseil de sécurité de l'ONU - une condition apparemment déjà acceptée par Bagdad (voir par ailleurs). D'autre part, M. Bush a donné quarante-huit heures à l'Irak pour désigner les « commandants militaires » qui rencontreront, sur le théâtre des opérations, leurs homologues de la coalition, pour « régler les aspects militaires du cessez-le-feu ». « Au cas où l'Irak violerait ces conditions, les forces de la coalition seront libres de reprendre les opérations militaires. »

Si M. Bush a décidé d'ordonner à ses troupes de cesser leurs « opérations offensives », « cent heures exactement après le début de l'offensive terrestre et six

semaines après le début de l'opération « Tempête du désert », c'est que, avec l'acceptation officielle par l'Irak de se plier aux résolutions de l'ONU, les buts qu'il s'était fixés ont été atteints : « Le Koweït est libéré. L'armée irakienne est défaite. Nos objectifs militaires sont atteints. » La libération du Koweït était le but de guerre officiel, conforme au mandat des Nations unies.

JAN KRAUZE
Lire la suite page 2



Lire également

■ Le film des événements : « Capitulations »
par JACQUES DE BARRIN

■ La double erreur de M. Saddam Hussein
par JACQUES ISNARD

■ De violents combats ont précédé la cessation des hostilités

■ La prise par « Osagets » du PC d'une division irakienne
par DANIEL SCHNEIDERMAN

■ Chronologie : du lancement de l'offensive terrestre à l'arrêt des combats

■ L'Irak a accepté toutes les résolutions de l'ONU sans conditions
par AFSANÉ BASSIR POUR

■ Moscou « lâche » Saddam Hussein
par SOPHIE SHIHAB

■ Israël s'inquiète de la présence des lanceurs de Scud en Irak
par ALAIN FRACHON

■ En Jordanie, le début de révisions déchantantes
par JEAN GUEYRAS

■ Le deuxième état de grâce de M. Mitterrand
par JEAN-YVES LHOMEAU

■ Koweït : quel régime à l'avenir ?
par FRANCIS CORNU

■ Une reprise économique qui pourrait être forte
par ÉRIC FOTTORINO et ALAIN VERNHOLES

pages 2 à 9 et page 28
« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 28

« Bienvenue au Koweït libre... »

KOWEÏT
de notre envoyée spéciale

« Merci, merci, bienvenue au Koweït libre. » Dans la capitale koweïtienne en liesse, mercredi 27 février, les Koweïtiens n'ont pas assez de mots ou de gestes pour témoigner leur reconnaissance. Toute la journée, drapeau national au vent, dans leurs voitures aux vitres tapissées de nombreuses photos de l'émir et du prince héritier, ils ont sillonné la capitale en klaxon-

nant. Massés sur les trottoirs par petits groupes, des femmes en longue robe noire, des enfants, des vieillards acclament longuement leurs sauveurs d'un jour qu'ils ne sont pas prêts d'oublier. De chaque position déjà occupée par les soldats koweïtiens, américains, saoudiens ou égyptiens montent des ovations et sur la corniche du bord de mer, en fin d'après-midi, ils sont des milliers à venir remercier les GIs, face à l'ambassade des États-Unis, sur laquelle flotte un drapeau tout neuf.

Deux jeunes gens s'approchent et tendent leur appareil photo au visiteur de passage pour qu'il les prenne ensemble, afin de garder le souvenir de leur présence devant ce bâtiment devenu le symbole de leur libération. « Armée américaine, je t'aime à jamais », écrit rapidement à la bombe un jeune homme, sur un mur voisin. Enveloppée dans son tchador noir, une femme nous tend son fils de six mois, il se prénomme désormais « Bush », explique-t-elle. La fille de sa sœur, un bébé du même âge, s'appelle, elle, « Thatcher ». Elles aussi insistent pour prendre une photo de famille avec l'étranger. Militaire ou journaliste, qu'importe, lit-on dans leurs yeux, s'il est là, c'est qu'il est sûrement pour quelque chose dans la fin de leur calvaire.

Dans la joie touchante et profonde qui marque cette journée, on en oublierait presque les stigmates de la violence affichés par une capitale que l'armée irakienne n'a pas épargnée avant son départ.

FRANÇOISE CHIPAUX
Lire la suite page 7

Les dossiers de la paix

par Jacques Amalric
et Claire Tréan

Ce n'est sans doute pas un hasard si M. Roland Dumas devait faire escale jeudi 28 février à New-York pour s'entretenir avec le secrétaire général des Nations unies avant d'aller rencontrer, à leur demande, les responsables américains, à la veille de la tournée que M. James Baker va entreprendre dans le Golfe. C'est vers l'ONU en effet que la France

entend se tourner pour le règlement des problèmes immédiats de l'après-guerre mais aussi, contrairement aux Américains, pour celui de certains dossiers qu'elle estime directement ou indirectement ouverts par le conflit : les autres problèmes politiques de la région et même la redistribution des profits du pétrole et le nouvel ordre économique régional.

M. François Mitterrand s'était clairement prononcé dans ce sens lors de son intervention télévisée du 7 février : « C'est le Conseil de

sécurité qui a autorisé la guerre, l'emploi de tous les moyens possibles. C'est le Conseil de sécurité qui doit organiser le retour à la paix. Il ne faut pas s'y tromper, aucune autre autorité ne peut s'y substituer. » Les problèmes du retour à la paix sont nombreux, complexes. Nous avons essayé ci-dessous d'en dresser la liste, une liste bien sûr qui n'est pas exhaustive :

■ Embargo, réparations : les Américains ont renvoyé explicitement ces derniers jours au Conseil

de sécurité une partie des « dossiers de la paix » en réclamant de l'Irak l'acceptation de toutes les résolutions de l'ONU et en renvoyant par conséquent au Conseil de sécurité, et à lui seul, le soin de lever ou non certaines de ces résolutions, en particulier celle qui porte sur l'embargo total, commercial, financier et militaire, imposé à l'Irak le 6 août, et celle du 29 octobre qui le rend redevable de réparations de guerre.

Lire la suite page 3

Un livre-événement : Le Coran

Jacques Berque

Prix de lancement :

Sindbad

Dame, pique et gagne

Avec « la Dame de pique », montée par Andreï Konchalovsky
l'Opéra-Bastille emporte enfin la mise

Enfin un franc succès pour le nouvel Opéra parisien qui commençait à en avoir besoin. Certes *Un re in ascolto*, la *Tempête* de Shakespeare revue par Berio, la production invitée le mois dernier (le Monde du 5 février), avait prouvé que la malédiction était en train de se lever, qu'on pouvait, sortant de chez M. Bergé, aller dîner en paix sans croiser des mines crispées et des regards bas. Mais l'opéra contemporain, ce n'est pas de l'opéra lorsqu'il s'agit de tester « la montée en puissance » d'une grande machine destinée, un jour ou l'autre, à héberger sans faiblir *Samson et Dalila* (pas plus tard qu'en mai prochain), voire les éléphants d'*Aïda*.

Cette fois, la preuve est faite qu'on peut voir ailleurs qu'à Garnier, dans des conditions techniques à peu près satisfaisantes (il suffit d'un peu de patience lors des

changements de décors), sous des éclairages en état de marche (hors une petite panne et quelques clignotements), une œuvre du grand répertoire, coproduction avec la Scala, spectacle rodé à Milan il est vrai, mais grand spectacle d'opéra-opéra.

ANNE REY
Lire la suite page 15

LIVRES ♦ IDÉES

■ Plaisirs de Chine. ■ Lacan, dira-t-on... ■ Les femmes et l'histoire face à face : excessives comme des images. ■ Le feuillet de Michel Bragadeau : « Le don d'insularité ». ■ D'autres mondes, par Nicole Zand : « Prague sous la neige ». ■ pages 29 à 36 - section B

LE CONFLIT DU GOLFE

Le film des événements — Capitulation

Six semaines après le début de l'opération « Tempête du désert » et cent heures après le déclenchement de l'offensive terrestre, les jeux sont faits. Alors que ses troupes battaient en retraite ou livraient encore des combats d'arrière-garde, M. Saddam Hussein a fini par accepter les douze résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU. Sa capitulation a permis au président George Bush d'annoncer, « avec plaisir », depuis le bureau ovale de la Maison Blanche, que la campagne militaire était suspendue à partir du jeudi 28 février, à 5 heures GMT (6 heures, heure de Paris).

« Le Koweït est libéré, l'armée irakienne est défaite, nos objectifs militaires sont atteints, cette guerre est maintenant derrière nous », a constaté M. Bush, sur un ton de tranquille assurance. L'Amérique et le monde ont tenu leur promesse. Et de reconforter les compatriotes de M. Saddam Hussein : « Vous n'êtes pas notre ennemi, nous ne cherchons pas votre destruction. » Il faut, désormais, à conclut le président, « voir au-delà de la victoire » et « relever le défi de la paix ».

M. Saddam Hussein s'est vu donner quarante-huit heures pour dépecer, sur le théâtre des opérations, des chefs militaires qui discuteront avec leurs homologues de la coalition des modalités pratiques d'un cessez-le-feu définitif. Ce qui implique notamment la libération de tous les prisonniers de guerre et la fourniture d'informations précises sur l'emplacement des mines.

Déphasée, Radio-Bagdad avait ouvert ses émissions,

jeudi matin, par un bref commentaire, annonçant que l'Irak « ne fléchira pas ». Un peu plus tard, un porte-parole militaire se déclarait « heureux » de l'arrêt des opérations qui « épargnera l'effusion de sang de nos fils ». Il se félicitait aussi de la « leçon inoubliable » infligée aux ennemis.

La route de Bagdad

« Koweït-Ville est totalement libérée », avait affirmé, mercredi en fin de matinée, M. John Major, le premier ministre britannique. « La libération du Koweït est presque achevée », lui avait fait écho, quelques heures plus tard, M. Bush. Puis, au cours d'une conférence de presse, le général Norman Schwarzkopf, le commandant en chef de l'opération « Tempête du désert », plus loquace que jamais, dressait un tableau de la situation militaire qui ressemblait déjà à un bilan d'après-guerre.

Plus de 106 000 raids aériens, 3 008 chars sur 4 200 et 2140 pièces d'artillerie détruits, 29 divisions irakiennes mises hors de combat sur 42, au minimum 50 000 prisonniers de guerre. « Ce fut une opération absolument superbe, un modèle du genre qui sera étudié pendant des années », soulignait alors le général Schwarzkopf, rendant hommage, en passant, au « boulot absolument magnifique » fait par les hommes de la division « Daguet ». Et de dresser, in fine, le bilan extraordinairement léger des pertes alliées, toutes causes confondues, depuis l'ouverture des hostilités : 126 morts dont 79 Américains, 51

disparus et 13 prisonniers. « Si nous l'avions voulu, nous aurions pu, sans aucune difficulté, prendre le contrôle de l'Irak », précisait le commandant en chef. Mais, telle n'était pas notre mission. Certaines unités alliées n'étaient-elles pas, mercredi après-midi, à 240 kilomètres seulement de Bagdad, qu'elles auraient pu atteindre « sans rencontrer d'opposition » ?

L'un des temps forts du « blitzkrieg » allié avait été, mercredi, la « féroce bataille » de centaines de chars qui avait opposé, dans une plaine sablonneuse, le long de l'Euphrate, à environ 80 kilomètres à l'ouest de Bassorah, la deuxième ville irakienne, des divisions blindées américaines et britanniques à des unités de la garde républicaine, prises dans une nasse.

On ouvre !

Poursuivant ses diatribes comme si de rien n'était, Radio-Bagdad prévenait, au même moment, les forces de la coalition que l'Irak, « prêt à défendre chaque pouce de son territoire, ne se laissera pas humilier et n'acceptera qu'une paix juste et honorable ». Elle invitait alors la population à « user de toutes les armes » pour « mettre en pièces les ennemis ».

Cependant, nécessité faisant loi, M. Tarek Aziz, le chef de la diplomatie irakienne, informait par écrit le Conseil de sécurité des Nations unies, mercredi en fin d'après-midi, que son pays était disposé à reconnaître, en cas de « cessez-le-feu immédiat », deux résolutions onusiennes essentielles, à savoir la 662, stipulant que l'annexion du

Koweït n'a « aucun fondement juridique », et la 674, posant le principe de réparations financières. La Maison Blanche laissait aussitôt entendre qu'il s'agissait encore, à ses yeux, d'« une proposition conditionnelle, très en deçà de ce qui est nécessaire ».

Cette fin de non-recevoir fut, très vite, suivie d'une deuxième missive de M. Tarek Aziz, adressée au président en exercice du Conseil de sécurité, pour l'informer que « le gouvernement irakien accepte de se conformer à la résolution 660 et à toutes les (autres) résolutions » de l'ONU. La diplomatie irakienne ne désespérait pas de se réunir, sous peu, pour formaliser un cessez-le-feu dont les États-Unis, cependant, ne se laisseront pas dicter les conditions.

A Koweït-Ville, la vie reprend, peu à peu, son cours normal. Mais le gouvernement local a indiqué que, par mesure de sécurité, il ne regagnerait la capitale que « dans quelques jours » car, à l'en croire, il y avait encore « beaucoup d'ennemis à l'intérieur » de l'émirat. De nombreux pays étrangers, dont les États-Unis et la France, ont déjà rouvert leur mission diplomatique. Paris a nommé un nouvel ambassadeur. Pour l'exemple.

Le général Schwarzkopf avait fait état d'un « nombre énorme d'atrocités » commises par les forces d'occupation irakiennes, soulignant que celles-ci « n'appartiennent pas à la même race humaine que nous autres ». Le Koweït dénombre ses blessures avant de les panser. Près de

650 puits de pétrole sont en feu et les responsables locaux n'escomptent pas une reprise de la production d'or noir avant neuf mois. Le coût de la reconstruction pourrait atteindre 60 milliards de dollars. Pour financer l'effort de guerre, l'émirat a déjà vendu une partie de ses avoirs placés à l'étranger.

« Un grand militaire... »

L'après-guerre, M. James Baker, le secrétaire d'État américain, et M. Douglas Hurd, son homologue britannique, ont été parés, mercredi, à Washington. Ce conflit « va modifier, de façon substantielle, les choses dans la région », a assuré le premier. « Le choc enduré par tous engendrera un sursaut qui produira peut-être des idées nouvelles, une volonté de prendre en compte des suggestions rejetées jusqu'ici », a laissé espérer le second.

Et Saddam Hussein ? M. Evgueni Primakov, le conseiller du président Mikhaïl Gorbatchev, qui le connaît bien, le juge sans complaisance dans un entretien accordé à la Pravda. Du dictateur de Bagdad, il relève « une dureté se transformant souvent en cruauté, une volonté voisine de l'obstination pour atteindre un but à n'importe quel prix et une imprévisibilité dangereuse ». Hommage « posthume » : « Le général Schwarzkopf : « Ce n'est ni un stratège, ni un homme versé dans l'art de la guerre, ni un tacticien, ni un général, ni un bon soldat. Mais, à part cela, c'est un grand militaire... »

JACQUES DE BARRIN

L'annonce de la suspension des combats par le président George Bush

« Le Koweït est libéré... »

L'Amérique et le monde ont tenu leur parole

Voici le texte intégral de l'adresse du président George Bush à la nation, dans laquelle il a annoncé, mercredi soir 27 février, la libération du Koweït et la suspension des opérations militaires.

« Le Koweït est libéré. L'armée irakienne est défaite. Nos objectifs militaires sont atteints. Le Koweït est à nouveau dans les mains des Koweïtiens, qui contrôlent maintenant leur propre destin. »

« Nous partageons leur joie, qui est uniquement tempérée par notre compassion pour l'épreuve qu'ils ont subie. Ce soir, le drapeau koweïtien flotte de nouveau au-dessus de la capitale d'une nation libre et souveraine, et le drapeau américain flotte au-dessus de notre ambassade. »

« Il y a sept mois, l'Amérique et le monde avaient tracé une ligne dans le sable, en déclarant que l'agression contre le Koweït ne serait pas tolérée. Et, ce soir, l'Amérique et le monde ont tenu leur parole. »

« Ce n'est pas le moment de l'euphorie et certainement pas celui de se vanter. Mais c'est le moment d'être fiers. Fiers de nos soldats, fiers de nos amis qui ont été à nos côtés durant la crise, fiers de notre nation et de son peuple dont la force et la détermination ont rendu la victoire rapide, décisive et juste. »

« Et bientôt nous ouvrirons largement nos bras pour accueillir en Amérique nos magnifiques forces armées. »

« C'est une victoire pour les Nations unies, pour toute l'espèce humaine, pour le règne de la loi et pour le bien. »

« Après avoir consulté le secrétaire à la défense Cheney, le chef d'état-major interarmes, le général Powell, je suis heureux d'annoncer qu'à minuit (jeudi 6 heures, heure de Paris), exactement cent heures après le début des opérations terrestres et six semaines après celui de l'opération « Tempête du désert », toutes les forces des États-Unis

et de la coalition suspendront toutes les opérations de combat offensives. »

« C'est à l'Irak de faire en sorte que cette suspension de la part de la coalition se transforme en un cessez-le-feu permanent. »

« Les conditions politiques et militaires de la coalition pour un cessez-le-feu formel comprennent les exigences suivantes : »

« L'Irak doit libérer immédiatement tous les prisonniers de guerre de la coalition, les ressortissants des pays tiers et rendre les dépouilles de tous ceux qui sont tombés ; »

« L'Irak doit libérer tous les détenus koweïtiens ; »

« L'Irak doit aussi informer les autorités koweïtiennes de la localisation et de la nature de toutes les mines terrestres et maritimes ; »

« Nous devons répondre au défi d'assurer la paix »

« L'Irak doit respecter pleinement toutes les résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies. Ceci comprend une annulation de la décision prise par l'Irak en août d'annexer le Koweït et l'acceptation de principe de la responsabilité de l'Irak dans le paiement de compensations pour les pertes, les dommages et les blessures que son agression a causés ; »

« La coalition appelle le gouvernement irakien à désigner des responsables militaires qui renonceraient dans les quarante-huit heures leurs homologues de la coalition, dans un lieu qui sera désigné sur le théâtre des opérations, pour convenir des aspects militaires du cessez-le-feu ; »

« De plus, j'ai prié le secrétaire d'État Baker de demander une réunion du Conseil de sécurité des Nations unies pour formuler les dispositions nécessaires pour que soit mis un terme à cette guerre. »

« La suspension des opérations militaires offensives dépend de l'acceptation par l'Irak de se abstenir d'attaquer les forces de la coalition et de lancer des missiles Scud contre d'autres pays. Si l'Irak viole ces conditions, les forces de la coalition seront libres de reprendre les opérations militaires. »

« A chaque occasion, j'ai dit au peuple irakien que notre litige n'était pas avec lui, mais avec ses dirigeants et avant tout avec Saddam Hussein. Cela reste le cas. Vous, le peuple d'Irak, n'êtes pas notre ennemi. Nous ne cherchons pas votre destruction. Nous avons traité vos prisonniers de guerre avec bonté. Les forces de la coalition n'ont livré cette guerre qu'en dernier recours et ils aspirent au jour où l'Irak serait dirigé par des gens prêts à vivre en paix avec leurs voisins. »

« Nous devons maintenant commencer à regarder au-delà de la victoire et de la guerre. Nous devons répondre au défi d'assurer la paix. A l'avenir, comme par le passé, nous consulterons nos partenaires de la coalition. Nous avons déjà longuement réfléchi et étudié la période de l'après-guerre. Et le secrétaire Baker a commencé à consulter nos partenaires de la coalition sur les défis de la région. Il ne peut y avoir et il n'y aura pas de réponse purement américaine à ces défis, mais nous pouvons assister et soutenir les pays de la région et être un catalyseur de la paix. Dans cet esprit, le secrétaire Baker se rendra dans la région la semaine prochaine pour entamer une nouvelle série de consultations. »

« La guerre est derrière nous. Devant nous s'ouvre la tâche difficile d'assurer une paix potentiellement historique. Ce soir, néanmoins, soyons fiers de ce que nous avons fait. Remercions ceux qui ont risqué leur vie. N'oublions jamais ceux qui ont donné leur vie. »

« Que Dieu bénisse nos vaillantes forces armées et leurs familles. Gardons leur souvenir dans nos prières. Bonsoir, et que Dieu bénisse les États-Unis d'Amérique. » — (AFP, Reuter.)

Une victoire presque totale

Suite de la première page

Un autre objectif majeur, la destruction des capacités offensives de l'Irak était apparu en filigrane dès l'annonce par M. Bush de l'ouverture des hostilités, et était devenu de plus en plus évident au cours du conflit. Dès mercredi matin le général Schwarzkopf, dans un briefing rendant exceptionnellement hommage aux armées américaines — et à sa propre habileté — avait indiqué que l'essentiel des divisions blindées irakiennes avaient été détruites, et que l'Irak ne pourrait plus attaquer ses voisins.

Dès lors M. Bush pouvait mettre fin à la guerre selon ses propres termes. Aller plus loin, « jusqu'à Bagdad » comme l'y encourageait le *Wall Street Journal*, aurait soumis à très rude épreuve la cohésion de la coalition et entamé les États-Unis sur un terrain dangereux.

Pourtant, si retentissant qu'elle soit, la victoire de Bush n'est pas absolument totale. Son troisième objectif, celui qui lui tenait le plus à cœur, si l'on juge par son attitude et ses propos depuis six mois, n'a pas, ou pas encore, été atteint. Saddam Hussein, « le brutal dictateur », est toujours au pouvoir à Bagdad. Mais M. Bush n'a pas renoncé.

George Bush a tenu parole

Si ses appels à renverser l'homme fort de Bagdad ont jusqu'à présent été vains, les États-Unis comptent désormais sur une autre méthode : maintenir les sanctions économiques, et en particulier l'embargo commercial qui empêchera l'Irak de vendre son pétrole pour financer sa reconstruction, tant que les Irakiens ne se seront pas dotés d'un régime acceptable. La Grande-Bretagne, par la voix du secrétaire au Foreign office Douglas Hurd, en visite à Washington, a fait savoir mercredi qu'elle approuvait la méthode M. Roland Dumas, qui était attendu jeudi dans la capitale américaine, dira peut-être si la France est disposée à suivre.

Même si la victoire de M. Bush n'est pas tout à fait complète, il reste de première grandeur, et l'ex-président au caractère et aux convictions incertaines, est

devenu le « commandant en chef » célébré pour sa perspicacité, le symbole de la détermination et de la puissance retrouvées de l'Amérique. D'abord, parce qu'il a tenu parole, depuis qu'un lendemain de l'invasion du Koweït le 2 août dernier il avait annoncé : « cette agression ne sera pas tolérée ».

Ensuite parce que, profitant de la décapitation soviétique, il s'est placé à la tête de la communauté mondiale, et a mené exactement comme il l'entendait une guerre livrée au nom de la légalité internationale, financée pour l'essentiel par les partenaires des États-Unis et qui devrait apporter, à terme, des bénéfices non négligeables à l'économie américaine.

Les défis de l'après-guerre

Dans son discours de victoire, M. Bush n'a pas évoqué explicitement le « nouvel ordre international » dont il avait si souvent fait état ces derniers mois. Mais même s'il a paru modérer un peu ses ambitions en ce domaine, le président américain a parlé du « défi » qui consiste à « assurer la paix », et annoncé que les États-Unis consulteraient leurs alliés « au sujet des défis de la région », pour lesquels « il ne peut y avoir et il n'y aura pas de réponse uniquement américaine ». M. Baker, après ses entretiens avec M. Douglas Hurd, Roland Dumas et le ministre allemand des affaires étrangères, Hans Dietrich Genscher, près de se rendre successivement à Washington, partira à son tour pour le Golfe.

Mais si « l'après-guerre » reste à gagner, ou à aménager au mieux des intérêts des États-Unis, M. Bush peut, dans l'immédiat, se prévaloir d'un succès infiniment plus important en termes politiques, d'une promesse majeure qu'il a tenue au-delà de toute espérance : il a conduit la guerre de manière à limiter à un niveau incroyablement bas les pertes des forces américaines — une centaine de tués.

C'était là une condition majeure, et sans doute essentielle, pour qu'un succès militaire se transforme en victoire politique et donne à M. Bush une aura d'invincibilité lors de la prochaine élection présidentielle, dans un

peu moins de deux ans, (pour lequel aucun concurrent sérieux n'a encore osé se faire connaître). Parvenir à ce résultat sans précédent dans l'histoire des guerres passait par la mise en place de forces massives dotées d'une écrasante supériorité technologique, mais aussi par des bombardements d'une ampleur également sans précédent contre les objectifs militaires ou assimilés, de nombreux objectifs économiques, et les troupes irakiennes elles-mêmes.

Le refus systématique des commandants alliés de fournir la moindre estimation des pertes ennemies, et le trop peu d'intérêt manifesté par l'opinion américaine pour les victimes civiles irakiennes, ont permis de laisser longtemps dans l'ombre cet aspect de la guerre. Mercredi, pour la première fois, le général Schwarzkopf a indiqué que les Irakiens avaient subi de « très très grandes pertes », tandis qu'un général saoudien avançait le chiffre provisoire d'environ cent mille tués.

Dans l'esprit de M. Bush, pourtant, cette guerre était livrée « à Saddam », et non à l'Irak, et il l'a redit dans son allocution de victoire : « A chaque occasion, j'ai dit au peuple d'Irak que nous n'avions pas de querelle avec lui, mais plutôt avec ses dirigeants, et surtout avec Saddam Hussein. (...) Vous, peuple d'Irak, n'êtes pas notre ennemi. Nous ne recherchons pas votre destruction. Nous avons traité vos prisonniers de guerre avec bienveillance. »

Mais qu'en sera-t-il des bonnes intentions de M. Bush si le « peuple d'Irak » ne peut pas ou ne veut pas se débarrasser de Saddam Hussein ? Et, avec ou sans Saddam, comment l'Irak pourra-t-il à la fois rembourser des dettes colossales, payer des dommages de guerre non moins considérables et se relever de ses ruines, — la Maison-Blanche ayant déjà fait savoir que les États-Unis n'entendaient pas contribuer à la reconstruction du pays ?

Ces questions, et beaucoup d'autres, seront pour un autre jour. Pour l'instant, l'Amérique exulte, célèbre son président, ses armes et sa force morale. Ce qu'un représentant démocrate, David Obey, a exprimé mercredi très simplement : « Dieu merci, cette guerre est terminée et les méchants ont perdu. »

JAN KINAST

L'Irak a de

« L'Irak se conforme à la résolution 660 et toutes les autres résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU. Quelques minutes après le discours de presse, le président de l'ONU a annoncé que les douze résolutions de l'ONU adoptées le 27 février étaient acceptées par l'Irak. Le secrétaire général de l'ONU a déclaré que toutes les résolutions de l'ONU adoptées entre le 27 novembre 1980 et le 27 février 1991 étaient acceptées par l'Irak. »

NEW YORK, 28 FÉVRIER 1991

« L'Irak se conforme à la résolution 660 et toutes les autres résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU. Quelques minutes après le discours de presse, le président de l'ONU a annoncé que les douze résolutions de l'ONU adoptées le 27 février étaient acceptées par l'Irak. Le secrétaire général de l'ONU a déclaré que toutes les résolutions de l'ONU adoptées entre le 27 novembre 1980 et le 27 février 1991 étaient acceptées par l'Irak. »

NEW YORK, 28 FÉVRIER 1991

« L'Irak se conforme à la résolution 660 et toutes les autres résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU. Quelques minutes après le discours de presse, le président de l'ONU a annoncé que les douze résolutions de l'ONU adoptées le 27 février étaient acceptées par l'Irak. Le secrétaire général de l'ONU a déclaré que toutes les résolutions de l'ONU adoptées entre le 27 novembre 1980 et le 27 février 1991 étaient acceptées par l'Irak. »

NEW YORK, 28 FÉVRIER 1991

« L'Irak se conforme à la résolution 660 et toutes les autres résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU. Quelques minutes après le discours de presse, le président de l'ONU a annoncé que les douze résolutions de l'ONU adoptées le 27 février étaient acceptées par l'Irak. Le secrétaire général de l'ONU a déclaré que toutes les résolutions de l'ONU adoptées entre le 27 novembre 1980 et le 27 février 1991 étaient acceptées par l'Irak. »

NEW YORK, 28 FÉVRIER 1991

« L'Irak se conforme à la résolution 660 et toutes les autres résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU. Quelques minutes après le discours de presse, le président de l'ONU a annoncé que les douze résolutions de l'ONU adoptées le 27 février étaient acceptées par l'Irak. Le secrétaire général de l'ONU a déclaré que toutes les résolutions de l'ONU adoptées entre le 27 novembre 1980 et le 27 février 1991 étaient acceptées par l'Irak. »

NEW YORK, 28 FÉVRIER 1991

« L'Irak se conforme à la résolution 660 et toutes les autres résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU. Quelques minutes après le discours de presse, le président de l'ONU a annoncé que les douze résolutions de l'ONU adoptées le 27 février étaient acceptées par l'Irak. Le secrétaire général de l'ONU a déclaré que toutes les résolutions de l'ONU adoptées entre le 27 novembre 1980 et le 27 février 1991 étaient acceptées par l'Irak. »

NEW YORK, 28 FÉVRIER 1991

« L'Irak se conforme à la résolution 660 et toutes les autres résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU. Quelques minutes après le discours de presse, le président de l'ONU a annoncé que les douze résolutions de l'ONU adoptées le 27 février étaient acceptées par l'Irak. Le secrétaire général de l'ONU a déclaré que toutes les résolutions de l'ONU adoptées entre le 27 novembre 1980 et le 27 février 1991 étaient acceptées par l'Irak. »

NEW YORK, 28 FÉVRIER 1991

« L'Irak se conforme à la résolution 660 et toutes les autres résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU. Quelques minutes après le discours de presse, le président de l'ONU a annoncé que les douze résolutions de l'ONU adoptées le 27 février étaient acceptées par l'Irak. Le secrétaire général de l'ONU a déclaré que toutes les résolutions de l'ONU adoptées entre le 27 novembre 1980 et le 27 février 1991 étaient acceptées par l'Irak. »

NEW YORK, 28 FÉVRIER 1991

« L'Irak se conforme à la résolution 660 et toutes les autres résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU. Quelques minutes après le discours de presse, le président de l'ONU a annoncé que les douze résolutions de l'ONU adoptées le 27 février étaient acceptées par l'Irak. Le secrétaire général de l'ONU a déclaré que toutes les résolutions de l'ONU adoptées entre le 27 novembre 1980 et le 27 février 1991 étaient acceptées par l'Irak. »

NEW YORK, 28 FÉVRIER 1991

« L'Irak se conforme à la résolution 660 et toutes les autres résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU. Quelques minutes après le discours de presse, le président de l'ONU a annoncé que les douze résolutions de l'ONU adoptées le 27 février étaient acceptées par l'Irak. Le secrétaire général de l'ONU a déclaré que toutes les résolutions de l'ONU adoptées entre le 27 novembre 1980 et le 27 février 1991 étaient acceptées par l'Irak. »

NEW YORK, 28 FÉVRIER 1991

« L'Irak se conforme à la résolution 660 et toutes les autres résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU. Quelques minutes après le discours de presse, le président de l'ONU a annoncé que les douze résolutions de l'ONU adoptées le 27 février étaient acceptées par l'Irak. Le secrétaire général de l'ONU a déclaré que toutes les résolutions de l'ONU adoptées entre le 27 novembre 1980 et le 27 février 1991 étaient acceptées par l'Irak. »

NEW YORK, 28 FÉVRIER 1991

« L'Irak se conforme à la résolution 660 et toutes les autres résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU. Quelques minutes après le discours de presse, le président de l'ONU a annoncé que les douze résolutions de l'ONU adoptées le 27 février étaient acceptées par l'Irak. Le secrétaire général de l'ONU a déclaré que toutes les résolutions de l'ONU adoptées entre le 27 novembre 1980 et le 27 février 1991 étaient acceptées par l'Irak. »

NEW YORK, 28 FÉVRIER 1991

« L'Irak se conforme à la résolution 660 et toutes les autres résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU. Quelques minutes après le discours de presse, le président de l'ONU a annoncé que les douze résolutions de l'ONU adoptées le 27 février étaient acceptées par l'Irak. Le secrétaire général de l'ONU a déclaré que toutes les résolutions de l'ONU adoptées entre le 27 novembre 1980 et le 27 février 1991 étaient acceptées par l'Irak. »

NEW YORK, 28 FÉVRIER 1991

« L'Irak se conforme à la résolution 660 et toutes les autres résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU. Quelques minutes après le discours de presse, le président de l'ONU a annoncé que les douze résolutions de l'ONU adoptées le 27 février étaient acceptées par l'Irak. Le secrétaire général de l'ONU a déclaré que toutes les résolutions de l'ONU adoptées entre le 27 novembre 1980 et le 27 février 1991 étaient acceptées par l'Irak. »

NEW YORK, 28 FÉVRIER 1991

« L'Irak se conforme à la résolution 660 et toutes les autres résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU. Quelques minutes après le discours de presse, le président de l'ONU a annoncé que les douze résolutions de l'ONU adoptées le 27 février étaient acceptées par l'Irak. Le secrétaire général de l'ONU a déclaré que toutes les résolutions de l'ONU adoptées entre le 27 novembre 1980 et le 27 février 1991 étaient acceptées par l'Irak. »

NEW YORK, 28 FÉVRIER 1991

« L'Irak se conforme à la résolution 660 et toutes les autres résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU. Quelques minutes après le discours de presse, le président de l'ONU a annoncé que les douze résolutions de l'ONU adoptées le 27 février étaient acceptées par l'Irak. Le secrétaire général de l'ONU a déclaré que toutes les résolutions de l'ONU adoptées entre le 27 novembre 1980 et le 27 février 1991 étaient acceptées par l'Irak. »

NEW YORK, 28 FÉVRIER 1991

« L'Irak se conforme à la résolution 660 et toutes les autres résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU. Quelques minutes après le discours de presse, le président de l'ONU a annoncé que les douze résolutions de l'ONU adoptées le 27 février étaient acceptées par l'Irak. Le secrétaire général de l'ONU a déclaré que toutes les résolutions de l'ONU adoptées entre le 27 novembre 1980 et le 27 février 1991 étaient acceptées par l'Irak. »

NEW YORK, 28 FÉVRIER 1991

« L'Irak se conforme à la résolution 660 et toutes les autres résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU. Quelques minutes après le discours de presse, le président de l'ONU a annoncé que les douze résolutions de l'ONU adoptées le 27 février étaient acceptées par l'Irak. Le secrétaire général de l'ONU a déclaré que toutes les résolutions de l'ONU adoptées entre le 27 novembre 1980 et le 27 février 1991 étaient acceptées par l'Irak. »

NEW YORK, 28 FÉVRIER 1991

« L'Irak se conforme à la résolution 660 et toutes les autres résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU. Quelques minutes après le discours de presse, le président de l'ONU a annoncé que les douze résolutions de l'ONU adoptées le 27 février étaient acceptées par l'Irak. Le secrétaire général de l'ONU a déclaré que toutes les résolutions de l'ONU adoptées entre le 27 novembre 1980 et le 27 février 1991 étaient acceptées par l'Irak. »

NEW YORK, 28 FÉVRIER 1991

« L'Irak se conforme à la résolution 660 et toutes les autres résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU. Quelques minutes après le discours de presse, le président de l'ONU a annoncé que les douze résolutions de l'ONU adoptées le 27 février étaient acceptées par l'Irak. Le secrétaire général de l'ONU a déclaré que toutes les résolutions de l'ONU adoptées entre le 27 novembre 1980 et le 27 février 1991 étaient acceptées par l'Irak. »

NEW YORK, 28 FÉVRIER 1991

« L'Irak se conforme à la résolution 660 et toutes les autres résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU. Quelques minutes après le discours de presse, le président de l'ONU a annoncé que les douze résolutions de l'ONU adoptées le 27 février étaient acceptées par l'Irak. Le secrétaire général de l'ONU a déclaré que toutes les résolutions de l'ONU adoptées entre le 27 novembre 1980 et le 27 février 1991 étaient acceptées par l'Irak. »

NEW YORK, 28 FÉVRIER 1991

« L'Irak se conforme à la résolution 660 et toutes les autres résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU. Quelques minutes après le discours de presse, le président de l'ONU a annoncé que les douze résolutions de l'ONU adoptées le 27 février étaient acceptées par l'Irak. Le secrétaire général de l'ONU a déclaré que toutes les résolutions de l'ONU adoptées entre le 27 novembre 1980 et le 27 février 1991 étaient acceptées par l'Irak. »

NEW YORK, 28 FÉVRIER 1991

« L'Irak se conforme à la résolution 660 et toutes les autres résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU. Quelques minutes après le discours de presse, le président de l'ONU a annoncé que les douze résolutions de l'ONU adoptées le 27 février étaient acceptées par l'Irak. Le secrétaire général de l'ONU a déclaré que toutes les résolutions de l'ONU adoptées entre le 27 novembre 1980 et le 27 février 1991 étaient acceptées par l'Irak. »

سكس من الإصم

LE CONFLIT DU GOLFE

L'annonce de la suspension des combats par le président George Bush

L'Irak a accepté toutes les décisions de l'ONU sans conditions

L'Irak se conforme à la résolution 660, et toutes les résolutions du Conseil de sécurité. Quelques minutes à peine après le discours du président Bush annonçant la fin de la « guerre des cent heures », mercredi 27 février, l'ambassadeur irakien à l'ONU a informé par écrit le président du Conseil de sécurité et le secrétaire général de la décision de Bagdad d'accepter toutes les résolutions du Conseil adoptées entre le 2 août et le 29 novembre 1990.

NEW-YORK (NATIONS UNIES) correspondance

Selon des diplomates occidentaux, cette lettre aurait été écrite à l'administration Bush « quelques heures avant l'intervention de M. Bush à la télévision, ce qui a précipité le discours du président américain ». Le président du Conseil de sécurité, l'ambassadeur du Zimbabwe, M. Simbarashe Simbenenduku Mumbengegwi, a décidé de convoquer ses collègues jeudi matin pour de nouvelles consultations.

« Mettre fin à l'effusion de sang »

Mercredi, le Conseil de sécurité s'était réuni à propos de la première lettre de M. Tarek Aziz, le

ministre irakien des affaires étrangères, dans laquelle Bagdad annonçait l'acceptation de toutes les résolutions du Conseil : retrait inconditionnel des troupes irakiennes du Koweït, retour du gouvernement légitime du Koweït, et paiement de réparations à ce pays. Mais cette lettre, immédiatement rejetée par Londres et Washington, comprenait aussi deux conditions : l'adoption d'une résolution décrétant un cessez-le-feu, et la « non-applicabilité » de toutes les résolutions du Conseil.

A 15 heures locales, une deuxième lettre irakienne était présentée au Conseil, n'annonçant que l'acceptation du retrait irakien du territoire koweïtien. Tout en insistant sur le fait que son pays « ne jouait pas les médiateurs », l'ambassadeur soviétique, M. Yuli Vorontsov, a lancé un appel à l'Irak afin qu'il se conforme immédiatement aux résolutions du Conseil « pour mettre fin à l'effusion de sang ». Les cinq membres permanents continuèrent de réclamer l'acceptation de toutes les résolutions et estimaient que la demande de cessez-le-feu était une condition. Le rejet des deux lettres

irakiennes donna lieu à des remarques, selon lesquelles les membres du Conseil exigeaient une réponse de Saddam Hussein en personne. Ce que les représentants de la Grande-Bretagne n'ont pas accepté. « Le Conseil ne traite pas avec les présidents mais avec les gouvernements », une lettre claire et pas encombrée de l'Irak, même si elle est signée par l'ambassadeur Al-Andari, serait acceptable pour nous.

Une zone de séparation

Au cours de ces deux réunions, le Conseil a tout de même pris une décision : le retrait des forces d'observation de l'ONU entre l'Irak et l'Irak. Dans un rapport présenté au Conseil, le secrétaire général constate que la mission de ces forces est achevée et qu'il n'est plus nécessaire de renouveler leur mandat.

Jeudi matin, le Conseil devait discuter notamment de l'opportunité de faire durer les sanctions de forces d'observation de l'ONU. Selon le plan du secrétaire général de l'ONU, M. Javier Pérez de Cuellar, cinq mille soldats observateurs de l'ONU seront envoyés dans la région d'une « zone de séparation » de quatre kilomètres et de trente-cinq kilomètres seront créées entre l'Irak et le Koweït.

AFANÉ BASSIR POUR

La lettre de M. Tarek Aziz

La mission irakienne auprès de l'ONU a transmis mercredi soir 27 février, une lettre du ministre des affaires étrangères, M. Tarek Aziz, indiquant que Bagdad acceptait « sans conditions » les douze résolutions du Conseil de sécurité.

« J'ai l'honneur, écrit M. Aziz dans ce document qui devait permettre plus tard au président George Bush d'annoncer la fin des hostilités, de vous informer officiellement que le gouvernement irakien accepte de se conformer intégralement à la résolution 660 du Conseil de

sécurité de l'ONU et à toutes les autres résolutions de cet organe. Cette lettre est adressée au président du Conseil de sécurité, l'ambassadeur du Zimbabwe, M. Simbarashe Simbenenduku Mumbengegwi, et au secrétaire général de l'ONU, M. Javier Pérez de Cuellar.

« Je vous serais obligé, ajoute M. Aziz, de bien vouloir en informer les membres du Conseil de sécurité et de faire distribuer la présente lettre comme document officiel du conseil. » — (AFP)

Les dossiers de la paix

Suite de la première page

Ces deux aspects de l'expression « l'acceptation » ont été discutés par les membres du Conseil de sécurité, l'ambassadeur du Koweït étant en partie lié au maintien ou non de l'embargo sur le pétrole irakien à Bagdad. Il est probable en outre que la question du maintien d'un embargo sur les ventes d'armes à l'Irak sera traitée indépendamment de celle de l'embargo commercial et financier.

Le rétablissement de la souveraineté et de l'intégrité du Koweït : La cessation des hostilités devrait être suivie, en principe, d'un règlement de paix relatif au strict conflit irakien-koweïtien et composant par conséquent la reconnaissance de l'intégrité du Koweït ainsi que des frontières actuelles. La plupart des belligères (M. James Baker lui-même l'avait affirmé dans son intervention du 6 février devant la commission des affaires étrangères de la Chambre des représentants) ont fait savoir que les principes d'intégrité territoriale et d'indivisibilité des frontières s'appliquaient dans leur esprit non seulement au Koweït mais aussi à l'Irak. Autrement dit il n'est question pour personne (notamment pas pour les voisins turc, iranien, syrien qui se sont tous prononcés sur cette question) de dépecer le territoire irakien.

La logique voudrait que ce règlement irakien-koweïtien soit au moins garanti par les Nations unies. Il suppose que Saddam Hussein se plie à la négociation (laquelle peut ou non englober d'autres pays de la région, voire les intervenants dans le conflit), fût-ce de quoi il s'exposerait au maintien des sanctions onusiennes et, à coup sûr, au maintien de troupes étrangères sur place.

Les régimes koweïtien et irakien : l'idée émise le 24 septembre à l'ONU par M. Mitterrand selon laquelle il faudrait permettre au peuple koweïtien « d'exprimer ses choix démocratiques » ne paraît plus d'actualité alors que le premier ministre et le prince héritier s'apprêtent à regagner leur pays. Quant à l'avenir de Saddam Hussein, le chef de l'Etat français qui, comme bien d'autres, souhaiterait lui voir quitter la scène, a cependant convenu dans sa dernière intervention que seuls les Irakiens pouvaient décider. L'idée que Saddam Hussein n'a pas été retenue par la communauté internationale. Les seuls moyens contre lui dont dis-

posent les alliés sont les pressions par le maintien de sanctions et l'exigence de réparations, ainsi que les garanties juridiques et militaires pour le mettre hors d'état de nuire.

La sécurité dans le Golfe : le Koweït, mais aussi l'Arabie saoudite et les Emirats du Golfe, échaudés, réclameront des garanties de sécurité qui pourraient ne pas être d'ordre purement juridique. Avant l'organisation éventuelle d'un système de contrôle, voire de réduction des armements dans toute la région du Proche-Orient, se posera la question du maintien sur place d'une force de sécurité. Doit-elle être onusienne, exclusivement arabe, ou en partie américaine ? Les Etats-Unis ont affirmé à plusieurs reprises qu'ils n'entendaient pas maintenir une « présence terrestre permanente dans la péninsule arabique » (de même que le roi d'Arabie saoudite, qui craint une déstabilisation de son royaume en cas de présence prolongée américaine), mais ils ont systématiquement évoqué une « phase transitoire » et n'ont jamais exclu qu'une partie du dispositif mis en place dans la région (en Turquie, en Arabie saoudite notamment) y soit maintenue. Ce débat risque d'échapper en partie au Conseil de sécurité. Rien n'empêche en effet les Etats-Unis de conclure des accords d'assistance militaire bilatéraux avec les pays concernés.

Les conflits israélo-arabe et israélo-palestinien : même s'ils ont toujours refusé tout lien direct entre l'affaire du Koweït et la question palestinienne, l'heure va venir pour les Occidentaux de la coalition de prouver qu'ils ne pratiquent pas la politique des « deux poids, deux mesures ». On le sait à Jérusalem, où le maintien au pouvoir, au moins provisoire, de Saddam Hussein sera utilisé comme argument pour s'opposer à toute concession. M. Bush et ses alliés, qui ont dénoncé sur le terrain la force de leur engagement, n'en devront pas moins persuader les dirigeants israéliens que l'heure est venue de bouger.

La tâche sera particulièrement difficile : le roi de Jordanie est toujours sur son trône, ce qui élimine pour l'instant la « solution jordanienne » chère au cœur de plusieurs responsables israéliens et la guerre des pierres risque de reprendre, avec plus d'intensité, dès la levée du couvre-feu dans les territoires occupés. A ce stade, l'appui d'une majorité de pays européens, à peu de chances d'im-

poser son idée de conférence internationale. Il le sait d'ailleurs mais n'entend pas pour autant abandonner son projet, tout en étant prêt à se rallier à toute autre idée. M. Bush a donc une marge de manœuvre, presque un droit, sinon un devoir, d'initiative, qui lui serait de toutes façons rappelé s'il ne l'exerçait pas, par les membres arabes de la coalition.

M. Shamir, qui refuse plus que jamais d'entendre parler de la représentativité de l'Olp et de M. Yasser Arafat, va donc se retrouver en position délicate. D'autant plus délicate qu'un débat est en train d'apparaître au sein de la société israélienne. Il ne devrait se développer davantage, surtout si M. Bush met en parallèle au règlement de la question palestinienne la garantie de la sécurité d'Israël. Encore faudrait-il que plusieurs pays de la région se rallient à la solution égyptienne (qui a permis la reconnaissance d'Israël par le Liban), à commencer par la Syrie, qui pourrait ainsi espérer récupérer le Golan.

Le Liban : le problème, ici, est double. La frange sud du pays est contrôlée, pour des raisons de sécurité, par Israël, mais ce sont l'indépendance et la souveraineté de l'Etat libanais qui sont contestées par la Syrie. La solution du premier problème relève clairement d'un règlement du contentieux israélo-palestinien, puisque la zone de sécurité contrôlée par Jérusalem n'a d'autre but que de faire échec aux tentatives d'infiltration de commandos palestiniens.

La reconnaissance de l'indépendance et de la souveraineté du Liban va se heurter, elle, au refus de principe de Damas, qui ne manquera pas, pour bloquer tout progrès, d'invoquer sa participation dans la coalition anti-irakienne. La Syrie compte, pour faire prévaloir son point de vue, sur la compréhension de nombreux pays arabes et musulmans et sur l'indifférence des Etats-Unis à l'égard de la question libanaise. Depuis l'échec de la force d'interposition mise en place par les Occidentaux au Liban, échec consacré par l'attentat d'octobre 1983, qui fit plus de 240 morts parmi le contingent américain, Washington ne veut plus s'impliquer dans l'affaire libanaise et a fermé les yeux, pour ne pas dire plus, sur l'intervention syrienne qui a renversé le général Aoun au début de la crise du Golfe.

La France est donc assurée de se retrouver isolée sur cette question, même s'il y a des chances de voir se régler le cas du général Aoun, toujours réfugié à l'ambassade de France à Beyrouth. Elle reconnaît d'ailleurs la validité des accords de Taëf (1989), qui prévoient en principe un retrait syrien du Liban mais dont la dernière intervention syrienne à Beyrouth a montré la

vanité. Ce texte ambigu parle d'autre part des « relations privilégiées » qui existent entre le Liban et la Syrie et affirme « l'identité et l'appartenance arabes » du Liban.

La question kurde : ce peuple, qui n'a jamais eu son Etat, vit dans quatre pays : la Turquie, l'Irak, l'Irak et la Syrie. Tous les pays de la région s'étant déclarés hostiles à un « charcutage » des frontières, les Kurdes n'ont aucune chance de se voir reconnaître un territoire national. Les efforts, si efforts il y a, consisteront à convaincre les dirigeants des pays dans lesquels ils vivent de leur reconnaître un statut particulier et des droits spécifiques et de les respecter. La tâche sera ardue, chaque minorité kurde étant considérée par les dirigeants des pays où elle vit comme une cinquième colonne potentielle du voisin. Les Kurdes, dont les traditions guerrières sont bien établies, sont loin, d'autre part, de parler d'une même voix.

Le contrôle des armements : ce sera d'un des dossiers cruciaux de l'après-guerre. Le conflit du Golfe n'aurait pas eu lieu, en effet, si l'Irak n'était pas parvenu à se procurer des armements sophistiqués de toutes sortes et des technologies sensibles tant auprès de l'URSS que de plusieurs pays occidentaux (dont la France). Un système de contrôle mondial, outre qu'il serait très lourd et pas forcément efficace, a peu de chances d'être retenu. Les experts penchent plutôt en faveur de systèmes régionaux, qui permettraient de combiner action diplomatique et lutte contre la prolifération des armements. Le surarmement est en effet la conséquence et non la cause de problèmes non résolus.

Il ne faut pas, d'autre part, donner aux pays du Sud l'impression d'une action coercitive et globale des pays du Nord à leur égard, d'une interdiction d'accéder à la modernité même si certaines techniques civiles et militaires seraient touchées. Cela dit, il est bien connu que toute prohibition entraîne contournement, marché noir et concurrence sauvage. La démarche envisagée ne sera donc possible que si les gouvernements augmentent les contrôles sur leurs propres industriels et restreignent leurs marchés. Elle implique donc un manque à gagner, un réel sacrifice, un déficit du commerce extérieur.

Ces restrictions vont d'autre part raccourcir les séries d'armements fabriqués puisque les débouchés extérieurs seront moins nombreux. Un vrai problème pour l'industrie d'armement française. Une incitation aussi à raisonner en termes européens et non plus nationaux.

JACQUES AMALRIC et CLAIRE TRÉAN

THE UNIVERSITY OF JORDAN
LIBRARY
SERIALS NO. 78151
CLASS
DATE 7 MAY 1991

Les douze résolutions du Conseil de sécurité

Voici les principaux extraits des douze résolutions adoptées par le Conseil de sécurité de l'ONU depuis le 2 août 1990, date de l'invasion du Koweït par l'Irak :

1. Retrait immédiat de l'Irak (résolution 660, 2 août, adoptée par 14 voix pour (le Yémen n'a pas pris part au vote). — Le Conseil, « alarmé par l'invasion du Koweït par les forces militaires de l'Irak, constatant qu'il existe, du fait de l'invasion du Koweït par l'Irak, une rupture de la paix et de la sécurité, agissant en vertu des articles 39 et 40 de la Charte des Nations unies :

1. Condamne l'invasion du Koweït par l'Irak ;

2. Exige que l'Irak retire immédiatement et inconditionnellement toutes ses forces pour les ramener aux positions qu'elles occupaient le 1^{er} août 1990 ;

3. Engage l'Irak et le Koweït à entamer immédiatement des négociations intensives pour régler leurs différends et appuie tous les efforts déployés à cet égard, en particulier ceux de la Ligue arabe ;

4. Décide de se réunir de nouveau (...) pour examiner les autres mesures à prendre afin d'assurer l'application de la présente résolution ;

2. Sanctions économiques (résolution 661, 6 août). — Le Conseil « prie » le boycottage commercial, financier et militaire de l'Irak, par 13 voix et 2 abstentions (Cuba et le Yémen). Cette mesure inclut les importations de pétrole irakien et koweïtien. Une clause prévoit d'exclure « les fournitures à but strictement médical et, dans des cas particuliers, les vivres » à destination des deux pays.

3. Annexion nulle et non avenue (résolution 662, 9 août, adoptée à l'unanimité). — « L'annexion du Koweït par l'Irak, quels qu'en soient la forme et le prétexte, n'a aucun fondement juridique et est nulle et non avenue. » Cette résolution appelle « à s'abstenir de tout contact qui pourrait être interprété comme une reconnaissance » de l'annexion. Le Conseil se déclare « déterminé à rétablir l'autorité gouvernementale légitime du Koweït » ainsi que « sa souveraineté, son indépendance et son intégrité territoriale ».

4. Contre la détention d'otages (résolution 664, 18 août, votée à l'unanimité). — Le Conseil « exige » que l'Irak « autorise et facilite le départ immédiat du Koweït et de l'Irak des nationaux des Etats tiers ».

5. Recours à la force navale (résolution 665, 25 août, adoptée par 13 voix et 2 abstentions (Cuba et le Yémen)). — Le Conseil « demande aux Etats membres qui coopèrent avec le gouvernement koweïtien et déploient des forces navales dans la région de prendre des mesures, qui soient en rapport avec les circonstances du moment (...) pour arrêter tous les navires marchands qui arrivent ou partent (de l'Irak) afin d'inspecter leur cargaison, de s'assurer de leur destination et de faire appliquer strictement les sanctions économiques ».

6. Aide alimentaire (résolution 668, 14 septembre, adoptée par 13 voix contre 2 (Cuba et le Yémen)). — Le Conseil demande que l'aide alimentaire éventuellement envoyée à l'Irak et au Koweït soit acheminée et distribuée par l'ONU, le CICR et

d'autres organisations internationales ou sous leur supervision « afin qu'elle parvienne bien à ceux qui doivent en être les bénéficiaires ».

7. Condamnation du viol des ambassades (résolution 667, 16 septembre, votée à l'unanimité). — Le Conseil condamne « énergiquement » l'Irak pour ses « actes agressifs contre des locaux et du personnel diplomatique au Koweït, y compris l'enlèvement de ressortissants étrangers qui se trouvaient dans ces locaux ». Le Conseil demande leur libération immédiate et celle de tous ceux qui sont (à l'époque) retenus en otage aussi bien en Irak qu'au Koweït.

8. Résolution interne sur l'embargo (résolution 669, 24 septembre). — Le Conseil demande à l'unanimité au « comité des sanctions » d'examiner toutes les demandes d'assistance qui seront formulées par les pays éprouvant des difficultés économiques en raison de leur respect de l'embargo contre l'Irak.

9. Extension de l'embargo au trafic aérien (résolution 670, 25 septembre, votée par 14 voix contre 1 (Cuba)). — Le Conseil décrète l'embargo aérien contre l'Irak et décide l'immobilisation de tout navire irakien relâchant dans un port étranger s'il est soupçonné d'avoir violé l'embargo.

10. Les dommages de guerre (résolution 674, 29 octobre, votée par 13 voix et 2 abstentions (Cuba et le Yémen)). — Le Conseil condamne « les agissements des autorités et des forces d'occupation irakiennes » au Koweït. Il « rappelle à l'Irak qu'en vertu du droit international il est responsable de toute perte, tout dommage ou tout préjudice subis, s'agissant du Koweït et des Etats tiers ainsi que de leurs ressortissants et sociétés, du fait de l'invasion et de l'occupation illégale du Koweït par l'Irak ». Le Conseil « décide de rester en permanence activement saisi de la question jusqu'à ce que le Koweït ait recouvré son indépendance et que la paix ait été rétablie conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité ».

11. Préservation de l'état civil koweïtien (résolution 677, 28 novembre, votée à l'unanimité). — Le Conseil condamne à l'unanimité les tentatives irakiennes de modifier la démographie du Koweït et confie à l'ONU la garde d'une copie du registre d'état civil de ce pays.

12. Autorisation du recours à la force contre l'Irak (résolution 678, 29 novembre, adoptée par 12 voix contre 2 (Cuba et le Yémen) et une abstention (la Chine)). — Le Conseil « exige que l'Irak se conforme pleinement à la résolution 660 (1990) et à toutes les résolutions pertinentes ultérieures et, sans revenir sur aucune de ses décisions, décide de lui accorder une période de grâce pour lui laisser une dernière chance de le faire ». Il « autorise les Etats membres qui coopèrent avec le gouvernement du Koweït, si au 15 janvier 1991 l'Irak n'a pas pleinement appliqué les résolutions sus-mentionnées (...), à user de tous les moyens nécessaires pour faire respecter et appliquer la résolution 660 du Conseil de sécurité et toutes les résolutions pertinentes ultérieures, ainsi que pour rétablir la paix et la sécurité internationales dans la région ».

Avec Le Monde sur Minitel

Calculez vos impôts rapidement

36-17

Tapez IMP91

LE CONFLIT DU GOLFE

La situation militaire jeudi 28 février à l'aube

De violents combats ont précédé la cessation des hostilités

Les soldats alliés ont cessé le feu jeudi matin à 8 heures locales (6 heures à Paris). La fin de la guerre est intervenue après une offensive militaire qui a duré cent heures, et à la suite de l'annonce, par le président américain Bush, au milieu de la nuit de mercredi à jeudi, de l'interdiction des hostilités. Quelques heures après, les Américains confirmaient que le cessez-le-feu était respecté tandis que Radio-Bagdad annonçait à 11 heures locales que les forces armées irakiennes avaient reçu l'ordre de ne plus ouvrir le feu. A Londres, le secrétaire au Foreign Office a annoncé jeudi matin que les troupes britanniques engagées dans le Golfe seront rapatriées « dès que possible (...) Elles ne resteront pas là-bas ».

Quelques heures avant l'interdiction des hostilités, la guerre était presque terminée, selon les propos des militaires sur le terrain et ceux du président américain Bush. Au cours des dernières heures de la bataille, les forces armées irakiennes, y compris la garde présidentielle, ont vu les reines brisées par l'offensive des alliés en territoire irakien, tandis que la libération de Koweït s'achevait. Il ne resterait plus que deux divisions irakiennes opérationnelles sur quarante-deux, et moins de vingt mille soldats en état de combattre au Koweït et dans le sud de l'Irak, selon les Américains.

La bataille de chars de Bassorah

Jeudi matin, un haut responsable militaire américain a annoncé que les troupes américaines s'étaient « placées en position défensive » après l'annonce de la suspension des opérations offensives. Selon la chaîne de télévision CNN, les combats avaient « diminué d'intensité » en fin de journée mercredi. Cependant, de violents bombardements aériens et des combats acharnés se sont poursuivis, en particulier entre blindés dans la banlieue de Bassorah, la deuxième ville d'Irak. Selon l'agence irakienne IRNA, l'aviation alliée a lancé des bombes sans discernement dans le sud-est irakien en raison d'un ciel couvert, et le bombardement d'installations pétrolières a provoqué de tels dégâts que la fumée noire qu'il faisait nuit en plein jour dans certaines régions frontalières.

La journée de mercredi et la nuit de mercredi à jeudi ont été marquées par deux opérations importantes, à l'ouest avec le renforcement de la percée franco-américaine vers l'Euphrate, à l'est avec les violents affrontements de chars entre Américains et divisions de la garde républicaine. De part et d'autre, des centaines de blindés étaient face à face, 250 chars américains contre 200 irakiens selon certaines informations, 470 chars ultramodernes

M1A1 Abrams et 330 blindés transportés de troupes du côté américain face à la division Hammourabi de la garde, selon CNN.

Cette bataille paraît avoir été un gros succès et le général Schwarzkopf a estimé mercredi que les Irakiens avaient perdu 3 008 chars sur 4 230 et qu'ils étaient encerclés : « Les portes sont closes (...). Il n'y a plus aucune voie de retraite », a-t-il déclaré. Les unités américaines ont désorganisé plusieurs divisions d'élite, détruit plus d'un millier de blindés ennemis – dont cinquante-sept T-72 soviétiques – et fait plus de dix mille prisonniers. Au moins neuf soldats américains y ont trouvé la mort. Prises dans une nasse, les unités d'élite du président Saddam Hussein ont « offert une farouche résistance » tout en s'efforçant de sortir du piège.

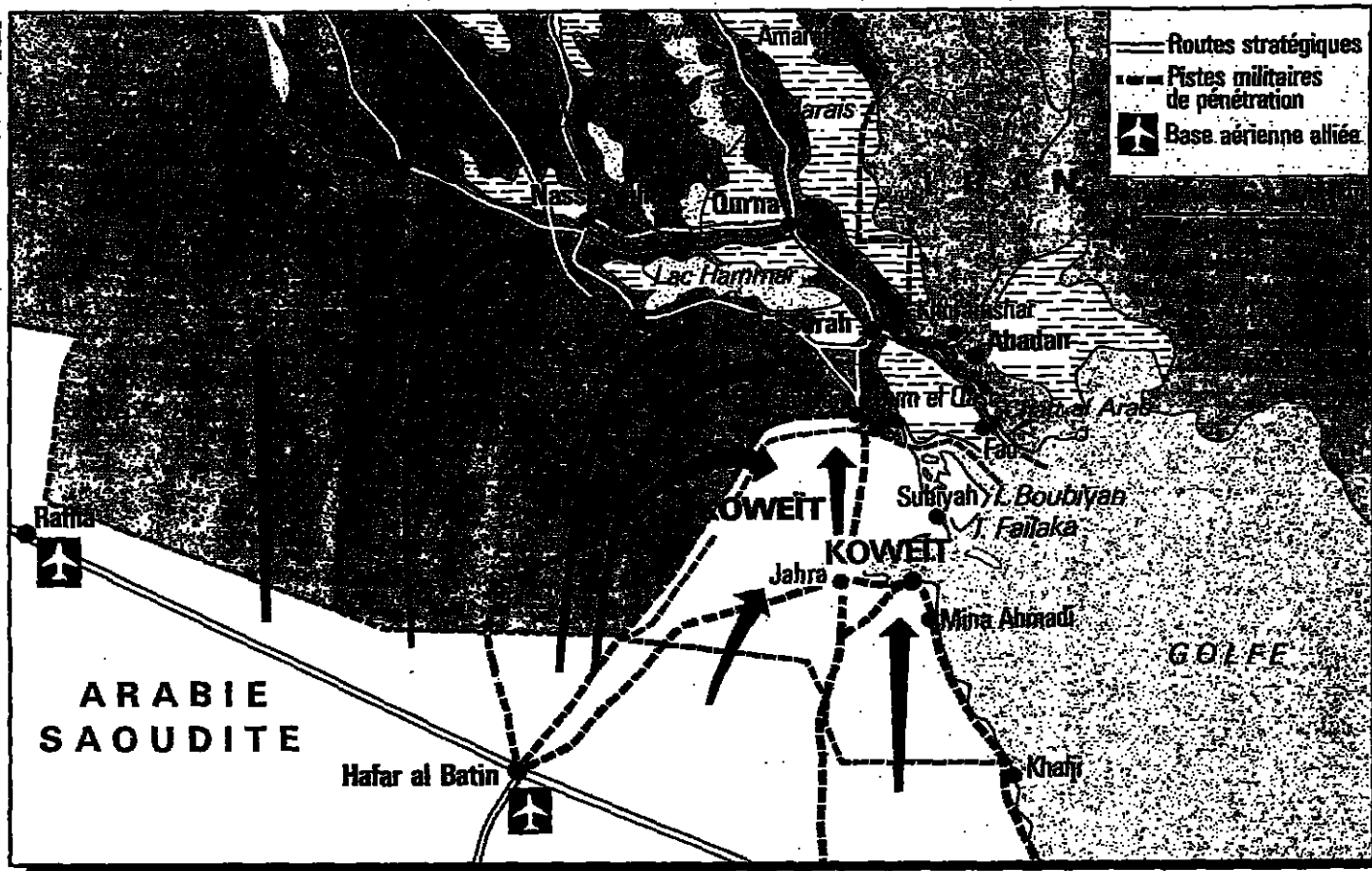
Les Irakiens ont ainsi construit des ponts de bateaux sur l'Euphrate pour tenter de fuir vers le nord tandis que des unités menaient des combats d'arrière-garde. Des G.I. ont vu une division irakienne détruisant une partie de son matériel en faisant marche arrière pour consolider ses positions autour de Bassorah.

Une folle « course poursuite » s'est déroulée toute la journée de mercredi entre des alliés – Britanniques et Américains – s'efforçant de « casser » au plus vite la garde présidentielle du régime et le commandement irakien tentant, selon un officier supérieur allié, « au moins d'empêcher que les troupes de la garde républicaine et leur encadrement de sous-officiers et d'officiers compétents et dévoués au régime ne soient faits prisonniers, quitte à abandonner leur matériel ».

Un phénomène que l'on avait noté dès le début de l'offensive terrestre au vu de soldats se rendant en masse aux alliés après avoir été abandonnés par leurs officiers.

A l'ouest, selon un correspondant de l'agence américaine AP, Français de la division « Daguet » et Américains du 18^e corps avaient atteint l'Euphrate, coupant toute retraite de la garde républicaine vers Bagdad. Toujours de sources américaines, les Français ont pris le contrôle d'une petite ville et capturé, avec l'aide de l'artillerie américaine, l'importante base aérienne de Tallil, proche de la ville de Nassiriyah. Trois MIG-29, quatre hélicoptères et un avion-cargo ont été détruits. Mais il n'est pas question pour la division « Daguet », comme l'avait indiqué clairement le président Mitterrand, de poursuivre vers l'Ouest, en direction de la capitale irakienne.

Enfin, à Ryad, un officier supérieur américain a indiqué mercredi que les forces alliées avaient découvert des dépôts d'armes chimiques lors de leur offensive, mais qu'aucun signe ne permettait de dire que ces armes avaient été utilisées. Il a confirmé que les commandants irakiens étaient autorisés par Bagdad à utiliser ces armes, mais qu'ils n'avaient pas eu le temps de le faire en raison de l'attaque éclair des alliés et des mauvaises conditions atmosphériques. (AFP, Reuters, AP, UPI)



Bagdad a été bombardée jusqu'à la dernière minute

L'annonce que les troupes irakiennes avaient reçu l'ordre de « ne pas ouvrir le feu » a été faite par Radio-Bagdad à 11 heures locales (9 heures à Paris), trois heures après la cessation des hostilités par les forces de la coalition et six heures après le discours du président Bush.

Un porte-parole militaire cité par la radio officielle a affirmé qu'il s'agit de l'annonce par les États-Unis de la suspension des opérations militaires par les forces de la coalition « d'ouvrir le feu » a été donné aux forces armées irakiennes. « Nous sommes heureux de l'arrêt des opérations militaires, car cela épargnera l'effusion du sang de nos fils et d'autres êtres humains », a indiqué le porte-parole, ajoutant que « les forces irakiennes ont infligé de lourdes pertes aux ennemis et leur ont donné une leçon inoubliable dans les combats de mercredi soir dans la province de Bassorah et dans d'autres régions ». « C'est pour cette raison que Bush a pris la décision de suspendre les opérations militaires », a-t-il conclu.

Jusqu'à la radio irakienne n'avait fait aucune allusion aux événements de la nuit. Les émissions par Bagdad à utiliser ces armes, mais qu'ils n'avaient pas eu le temps de le faire en raison de l'attaque éclair des alliés et des mauvaises conditions atmosphériques. (AFP, Reuters, AP, UPI)

pose à Bagdad, qui ne s'écroule pas. Cependant, les stations étrangères avaient annoncé la nouvelle, et le jour s'était levé sur la capitale irakienne, rapporte l'envoyé spécial de l'AFP, Jacques Charnelot, au son des tirs d'armes automatiques silénifiant l'annonce d'un cessez-le-feu. Un peu avant 6 heures du matin et pendant une heure, des tirs, parfois nourris, ont résonné dans la ville et l'on pouvait entendre des soldats crier sur les toits « Allah akbar » (Dieu est le plus grand).

La soirée de mercredi et la nuit avaient été marquées par au moins six raids alliés sur des objectifs dans la capitale irakienne et à sa périphérie, parmi les plus violents depuis le début de la guerre, il y a six semaines. A chaque raid, une cinquantaine de boules de feu se sont élevées dans le ciel, le souffle des explosions a fait trembler les vitres des immeubles au centre-ville et de la fumée noire s'est déversée à l'horizon. Une dernière explosion, apparemment causée par un missile de croisière, a retenti à 6 h 50 (4 h 50 à Paris).

Dans l'après-midi de mercredi, Radio-Bagdad avait rapporté que M. Saddam Hussein avait présidé une réunion conjointe du Conseil de commandement de la révolution, de la direction du Parti Basa au pouvoir et de plusieurs responsables gouvernementaux, afin d'examiner « la situation politique et les positions prises dans le monde à l'égard de l'agression des États-Unis et de leurs alliés ». Selon la radio, le président

irakien avait fait l'« éloge » du discours prononcé mardi par M. Gorbatchev et exprimé « l'espoir que l'Union soviétique et les autres États amis prendront au Conseil de sécurité des mesures concrètes empêchant les États-Unis et leurs alliés de poursuivre leurs agressions contre l'Irak, son peuple et ses forces armées ». Le président soviétique avait affirmé mardi qu'il serait « inadmissible » que la coalition alliée sorte du cadre fixé par les résolutions du Conseil de sécurité exigeant le retrait irakien du Koweït.

Pendant toute la journée de mercredi, Radio-Bagdad avait diffusé des commentaires triomphalistes sur la situation, affirmant notamment que l'Irak, en se retirant volontairement du Koweït, avait « confondu les plans de tous ses ennemis », car ceux-ci n'avaient pas pu « empêcher » le retrait irakien. « L'ennemi a échoué dans sa guerre aérienne et terrestre, et ses armes ont été calcinées sur les frontières du Koweït, où il n'a pu pénétrer qu'après le retrait de nos troupes victorieuses », a dit encore la radio, avant d'ajouter : « Maintenant, l'ennemi s'achève en Irak et on nous attend sur notre territoire, mais Zikar (la province du Sud) va l'engloutir et nos forces armées héroïques le combattront ».

Quant à l'avenir à plus long terme, les derniers événements ne signifient pas, toujours selon la radio, que l'Irak « renonce à la volonté de combattre et à faire face à l'agression ». « Si des circonstances ont reporté,

pour un certain temps, l'heure du règlement final, cela ne signifie pas que nous renonçons à nos idéaux et à nos objectifs », qui restent notamment « la libération de la Palestine et la fin de l'occupation subie par ses fils », affirmait un commentateur, avant d'ajouter : « Tant que l'armée demeure le pilier face à leurs plans, notre patrie se portera toujours bien. L'armée de l'Irak restera, ainsi que son commandement, et nos ennemis ne récolteront que la déception ».

Pour sa part l'agence irakienne INA, reçue à Nicosie, annonçait que le secrétaire général de la Conférence populaire islamique (pro-irakienne) a appelé les musulmans à travers le monde au djihad (la guerre sainte) contre les pays de la coalition, et que, d'autre part, les volontaires arabes qui se trouvent dans les « camps d'entraînement » en Irak « s'apprêtent à participer à la mère des batailles ».

Par ailleurs le directeur du Croissant-Rouge irakien, le docteur Ibrahim El Nouri, a déclaré au journaliste de l'AFP présent à Bagdad que « des milliers de personnes présentent les premiers symptômes du choléra, notamment des diarrées et des vomissements, accompagnés de fièvre », du fait qu'« une grande partie de la population irakienne doit utiliser de l'eau impropre à la consommation ». Une délégation de la Croix-Rouge internationale est présente à Bagdad pour mesurer les besoins du pays dans le domaine sanitaire, a indiqué ce responsable. (AFP, Reuters)

La prise par « Daguet » du PC d'une division irakienne

« On a plutôt bien fait notre job ! »

SALMAN (sud de l'Irak)
de notre envoyé spécial

Le drapeau tricolore flotte sur le village qui, la censure étant désormais levée, a perdu son nom de code de « Clèves » pour redevenir Salman, mercredi 27 février au matin. Le colonel Bernier, nouveau maître des lieux, était un homme malheureux : la logistique française avait tout prévu, sauf un drapau. Il en réquisitionne un à l'amiable à une unité qui passait par là et, dès lundi, l'oubli était réparé. « Salman, explique-t-il, est une place française conquise militairement par les Français. Nous n'avons aucune raison de ne pas y hisser le drapeau ».

Le colonel Bernier a établi son quartier général dans la plus grande maison du village, dont on ne sait pas au juste ce qu'elle était. « Mais ce doit être une maison de notable », suppose-t-il. Les quelque treize habitants

civils, restés, malgré la guerre, dans ce bourg agricole perdu en plein désert, ont été regroupés dans deux maisons et placés sous la surveillance courtoise, mais ferme, des gendarmes qui suivent l'armée pour assurer l'ordre public dans les zones conquises et prévenir d'éventuels pillages ou tout autre sorte de délit.

Partout des pièges

« Il y a notamment un jeune civil qui n'est pas très net, assure le colonel. On a retrouvé chez lui des armes. Il a prétendu ne pas savoir à qui elles appartenaient. Quand ça commence comme ça, cela ne me plaît pas. Je n'ai pas envie que l'un d'entre eux s'écarte et que mes gars se fassent tirer des rafales dans le dos ».

D'ailleurs, ce n'est pas dans telle demeure que les « mersouins » du 3^e RIMA, qui nettoient le village depuis mardi, ont

retrouvé des armes, mais partout. Déserté par ses habitants depuis plusieurs semaines, Salman était visiblement investi par des unités irakiennes qui ont abandonné derrière elles, dans leur fuite, des centaines de fusils d'assaut Kalachnikov, des casques entières de chargeurs, un canon anti-aérien, sans compter d'autres matériels que deux camions pleins ont emportés mercredi matin. Une maison au moins avait été piégée. En pénétrant par l'arrière, les « mersouins » y ont trouvé un lance-roquettes dirigé vers la porte et relié par un fil à un système de mise à feu électrique. Le premier visiteur éventuel de la maison aurait été pulvérisé.

Il est vrai que les pièges qui guettent les militaires ne sont pas seulement irakiens. Ainsi, terrible ironie de la guerre, c'est vraisemblablement une « cluster bomb » (bombe à fragmentation), larguée dans les jours précédents par les

hélicoptères américains, qui est à l'origine de la mort de deux militaires français, mardi soir, alors qu'ils déminaient le quartier d'un fortin qui surplombe Salman. Mais, sur cet accident, le colonel Bernier ne donnera aucun détail. « On n'aime pas en parler », dit-il simplement. Il conseille néanmoins de rester sagement sur les routes goudronnées aux photographes qui tentent de gagner les bâtiments officiels – écoles ou dispensaires – pour immortaliser les militaires français sur fond de portrait mural géant de M. Saddam Hussein.

La charge des AMX 30

Déployée tout autour de Salman, qui avait servi de PC à la 45^e division d'infanterie irakienne, la division « Daguet » attend les ordres et, faute d'en engager une autre, n'en finit pas de revivre « sa » bataille. Les témoignages n'étant délivrés à la

presse qu'au compte-gouttes, il est encore impossible de s'en faire une idée d'ensemble. Mais, alors que l'on s'attendait, avant l'engagement, à voir l'infanterie de la légion étrangère jouer un rôle important, il semble que ce soient surtout les chars AMX 30 qui aient emporté la décision.

« La première journée, explique le colonel Bourret, commandant le 4^e régiment de dragons, on s'est surtout rencontré des fantassins enterrés. Il ne faut pas croire qu'ils se sont rendus tout de suite. Ils ne se sont levés que quand on leur a tiré sur la queue. Et, contrairement à ce qui a été dit, nous avons capturé certains de leurs officiers, dont un lieutenant-colonel ».

La seconde journée avant d'arriver à Salman, un escadron du 4^e dragons a anéanti une compagnie de chars ennemis (dix véhicules). L'engagement, au total, a duré un quart d'heure, les Français emportant facilement la déci-

sion grâce à la supériorité de leurs engins dotés d'une portée de plus de 2 000 mètres, alors que ceux des Irakiens ne sont capables de tirer qu'à 1 200 mètres. « On les a détectés à 2 kilomètres, explique l'adjudant Sanchez, qui commandait un des chars de tête. On les a tirés à l'obus-fiche. L'obus-fiche ne fait pas forcément exploser, mais il crève le blindage et libère une multitude de billes. A l'intérieur du char, il ne reste plus personne ».

A ce jeu, la bataille des chars est, selon le mot d'un officier, « c'est le premier qui bande qui baise l'autre », les Français, cette fois, ont gagné. « On a eu la chance d'être là au bon moment, dit un capitaine, et, quand on a vu ensuite sur la route tout ce convoi empruntant la piste que nous avions ouverte, on s'est dit qu'on avait plutôt bien fait notre job ».

DANIEL SCHNEIDERMAN

Le général Schwarzkopf aurait

Dans un bilan des opérations terrestres, qui sera communiqué le 27 février, l'armée américaine n'accepte officiellement que la libération de la capitale irakienne à l'issue de la campagne. Le général Schwarzkopf a reconnu que les forces irakiennes ont fait de lourds et que 50 000 Irakiens avaient été faits prisonniers. Le bilan est donc nettement supérieur à celui que l'armée américaine a communiqué.

Le bilan des opérations terrestres, qui sera communiqué le 27 février, l'armée américaine n'accepte officiellement que la libération de la capitale irakienne à l'issue de la campagne.

Quand l'armée

Le bilan des opérations terrestres, qui sera communiqué le 27 février, l'armée américaine n'accepte officiellement que la libération de la capitale irakienne à l'issue de la campagne. Le général Schwarzkopf a reconnu que les forces irakiennes ont fait de lourds et que 50 000 Irakiens avaient été faits prisonniers. Le bilan est donc nettement supérieur à celui que l'armée américaine a communiqué.

Du

DIMANCHE 24 FÉVRIER

3 h 9 : Washington. Les forces alliées ont lancé une offensive terrestre contre l'Irak. Les troupes américaines ont avancé vers le sud-est de l'Irak, franchissant le désert et frappant Bassorah, la deuxième ville du pays.

La 6^e division blindée américaine a avancé vers le sud-est de l'Irak, franchissant le désert et frappant Bassorah, la deuxième ville du pays.

13 h 40 : l'Irak. Les forces alliées ont lancé une offensive terrestre contre l'Irak. Les troupes américaines ont avancé vers le sud-est de l'Irak, franchissant le désert et frappant Bassorah, la deuxième ville du pays.

LE CONFLIT DU GOLFE

Le bilan des opérations militaires à l'heure du cessez-le-feu

Le général Schwarzkopf affirme que les forces alliées auraient pu aller jusqu'à Bagdad

Dans un bilan des opérations terrestres, qui était en fait déjà un bilan de la victoire, mercredi 27 février, juste avant que l'Irak n'accepte officiellement de se plier aux conditions des alliés, le commandant en chef de l'opération « Tempête du désert », le général américain Norman Schwarzkopf, a expliqué que les forces irakiennes avaient perdu les deux tiers de leur matériel lourd et que 50 000 soldats avaient été faits prisonniers. La déroute infligée à l'armée irakienne est due, selon le général, à « une opération absolument superbe, un modèle du genre qui sera étudié pendant des années ».

Faisant un point complet des quatre journées de l'offensive terrestre alliée au Koweït, le général Norman Schwarzkopf a estimé mercredi 27 février, à Ryad, que les forces irakiennes avaient perdu plus de deux tiers de leur matériel lourd. Plus de 3 000 chars, sur le total de 4 200 alignés par l'Irak sur

le théâtre des opérations koweïtien, ont ainsi été détruits, a annoncé le général. En outre, les alliés ont mis hors de combat 29 divisions irakiennes sur 42, a-t-il ajouté (chiffre qui sera révisé quelques heures plus tard, 40 divisions ayant été détruites sur 42) et plus de 50 000 soldats de Saddam Hussein ont été faits prisonniers.

La supériorité alliée a été telle, selon le général américain, que les forces de la coalition auraient pu contrôler tout l'Irak.

« S'il avait été dans notre intention de prendre l'Irak, de détruire le pays, de dominer le pays, nous aurions pu le faire sans rencontrer d'opposition. Mais cela n'a jamais été notre intention (...). Notre intention était seulement de mettre les irakiens hors du Koweït et de détruire la puissance militaire qui y a été installée », a-t-il souligné. Et d'ajouter que, lundi, des forces alliées ne se trouvaient qu'à 240 km environ de Bagdad, sans aucune troupe irakienne entre elles et la capitale, et qu'elles auraient donc pu facilement prendre la route de Bagdad « sans aucune opposition ».

Sur le plan tactique, le général a

révélé que les irakiens avaient été victimes de deux ruses : une fausse menace de débarquement sur les côtes et un mouvement surprise des alliés d'est en ouest prenant à revers les forces irakiennes. Cartes à l'appui, expliquant le déroulement de l'offensive, le commandant en chef de « Tempête du désert », sortant de sa réserve, s'est laissé aller à décrire un succès à ses troupes : « L'opération était absolument superbe, un modèle du genre qui sera étudié pendant des années ».

Les Français « ont fait un superbe boulot »

Tirant les conclusions de ce bilan, le général a ainsi estimé que Saddam Hussein « n'est plus en état de constituer une menace militaire » dans la mesure où le dictateur irakien ne dispose plus d'assez de forces sur le terrain. Il a également ajouté qu'« il y a beaucoup plus de buts dans cette guerre que de faire sortir l'Irak du Koweït », faisant allusion à la volonté américaine d'amener Bagdad à accepter toutes les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU, ce qui, à l'heure

où le général parlait, ne s'était pas encore produit.

Rendant hommage au travail effectué par les pays alliés, le général Schwarzkopf a tout particulièrement cité l'action des forces françaises à l'ouest du Koweït. « Les Français ont atteint tous leurs objectifs », a-t-il estimé, en ajoutant qu'ils avaient fait un « superbe boulot » qui avait été « très fructueux ».

Interrogé sur la raison pour laquelle la division Daguet s'était arrêtée au fort de Salman après trente-six heures d'offensive, le général a répondu : « La mission des Français était de protéger le flanc gauche (nord-ouest du dispositif) et de servir d'écran, ce qui était vital. Ils ont continué d'accomplir cette mission et le font extraordinairement bien (...). Ils n'ont pas cessé le combat ».

Interrogé ensuite sur le fait de savoir si les irakiens disposaient encore d'armes chimiques, le général Schwarzkopf a déclaré « l'ignorer », mais s'est promis « d'en avoir le cœur net prochainement ». Le général a également déclaré qu'il ignorait aussi pourquoi les irakiens ne s'étaient pas servis de leurs armes chimiques, tout en s'en félicitant.

Comme explications possibles, il a avancé le fait que l'artillerie irakienne, vecteur normal pour le lancement d'obus chimiques, avait été en grande partie détruite par l'aviation alliée. Il a cité aussi la possibilité que les irakiens aient craint une riposte nucléaire en cas d'utilisation de l'arme chimique de leur part. Enfin, le commandant en chef des forces américaines a évoqué la possibilité que les armes chimiques des irakiens se soient dégradées, les attaques aériennes sur leurs usines les mettant dans l'impossibilité de les rendre de nouveau opérationnelles.

« C'est l'une des raisons pour lesquelles nous avons pris leurs usines pour cible dès le début de la guerre », a-t-il poursuivi avant de conclure : « En fait je ne saurais jamais pourquoi, mais je remercie Dieu qu'ils ne les aient pas utilisés ».

Enfin, le général a dénoncé le « nombre énorme d'atrocités » commises par les irakiens à Koweït et a confirmé que ces derniers avaient également pris en otages « un grand nombre de jeunes Koweïtiens » au cours de la dernière semaine. Mais « cela n'est rien » en comparaison avec les « atrocités méprisables, innombrables » qui ont été commises dans le même temps par les irakiens dans la dernière semaine. « Les gens qui ont fait cela n'appartiennent pas à la même race », a-t-il conclu, « que les humains ».

(AFP, Reuters, AP)

Entre 45 000 et 50 000 prisonniers de guerre

Les bras en l'air, heureux d'être capturés

« Nous ne pouvons plus les compter... » Le nombre des soldats irakiens faits prisonniers mercredi 27 février est si grand que les commandants d'unités, sur le terrain, ont cessé de les compter. Un porte-parole militaire saoudien donne une estimation : quarante-cinq mille, cinquante mille. Les images sont partout les mêmes : des hommes accroupis les uns derrière les autres, en uniformes décolorés, certains même en pantalons de pyjama, épaules voûtées et regards inquiets, sous la surveillance des vainqueurs.

La plupart sont sortis les mains en l'air de leurs bunkers, brandissant des drapeaux blancs improvisés, embrassant parfois les mains ou les avant-bras des marines américains, des soldats saoudiens ou égyptiens. La chaîne américaine CNN a montré des soldats irakiens hilares, faisant le V de la victoire, et scandant des « Vive George Bush », à bas Saddam Hussein ».

Lorsque les blindés AMX 10-RC du 1^{er} spahis français ont abordé lundi une importante position irakienne, ils ont été accueillis par des drapeaux blancs étendus sur le sol, les soldats restant tapis au fond de leurs abris. Ces derniers avaient décidé de ne pas se battre, après avoir été abandonnés la veille au soir par leurs officiers. Les tranchées étaient vides, et les armes cachées dans les abris n'avaient pas tiré un seul coup de feu. Beaucoup de soldats irakiens se sont étonnés qu'on ait ouvert le feu sur eux, alors qu'ils étaient sortis en levant les bras en l'air dès l'arrivée des avions de la coalition. Tous avaient, caché dans une poche, l'un des tracts lâchés par les Américains, et recommandant, en arabe et en images, de se rendre en levant les bras au passage des avions.

Insultes à M. Saddam Hussein

Selon un témoignage de l'AFP, certains prisonniers ont insulté Saddam Hussein devant leurs vainqueurs. Les spahis français ont capturé des artilleurs de la 45^e division d'infanterie irakienne, postés à la frontière irako-saoudienne, qui avaient déserté en masse : ne

possédant pas de véhicule pour passer en Arabie saoudite, ils avaient marché vers le nord deux jours et deux nuits de suite, sans s'arrêter. Deux journalistes américains qui suivaient la progression des forces alliées vers la ville de Koweït ont eu la surprise de voir dix soldats irakiens surgir devant eux avec des drapeaux blancs.

La Boston Globe, qui raconte l'épisode, précise que lorsque les Américains ont fait valoir leur qualité de journalistes, les soldats irakiens ont demandé qu'on leur envoie quelqu'un pour qu'ils puissent se rendre. Ils avaient enterré leurs armes. Le reste de leur compagnie avait fui vers l'ouest pour tenter de regagner l'Irak. La même aventure est arrivée à une équipe de télévision italienne. Dix soldats irakiens se sont avancés vers ses caméras en levant les bras en l'air ou en tenant un drapeau blanc. Lorsqu'ils ont compris à quel ils avaient affaire, ils ont arboré de larges sourires avant de crier « Italia » et de profiter de l'eau et des biscuits offerts par les journalistes.

De source américaine, on indique que, lorsque les prisonniers irakiens arrivent dans un camp de l'US Army, ils sont douchés, nourris, photographiés, et ils passent une visite médicale sommaire. Leurs empreintes digitales sont prises et certains d'entre eux interrogés. Un dossier est ouvert au nom de chaque homme, dont une copie est envoyée à la Croix-Rouge internationale, à Genève. Les prisonniers sont logés dans des tentes pouvant abriter de vingt à trente personnes. Ils sont autorisés à envoyer un message à leur famille et au bout de cinq jours en moyenne ils sont remis aux autorités saoudiennes.

Toujours selon des sources américaines, les Saoudiens disposent de deux camps pouvant recevoir chacun cinquante mille prisonniers, les Américains en ont cinq, d'une capacité de vingt mille hommes chacun, les Français un et les Britanniques un aussi. (AFP, Reuters, AP)

Quand les marines fixent l'ennemi...

Évoquant le mouvement de faux lancé, à l'ouest du Koweït, par les troupes alliées contre le dispositif irakien afin de le désorganiser, le général Norman Schwarzkopf a révélé, mercredi 27 février, à Ryad, combien l'aviation alliée a aidé la diversion menée, dans le même temps, par les marines.

Cette diversion a été double. Depuis quelque temps, déjà, les 1^{re} et 2^e divisions de marines avaient attiré l'attention par une série de manœuvres amphibies dans le Golfe, comme si elles s'exerçaient à débarquer sur les côtes koweïtiennes. De même, ces unités, appuyées par les tirs des canons de marine, ont donné l'impression, dès les premières heures de l'offensive aéroterrestre, de se lancer dans des opérations amphibies — qu'elles simulaient en vérité — selon des modes d'attaque « tout à fait classiques », a dit le gé-

ral américain, contre le Koweït depuis le Golfe.

Pendant ce temps (le Monde du 28 février), la 82^e division aéroportée américaine et la division « Daguet » française, aventurées en profondeur à l'intérieur même du territoire irakien, protégeaient une opération lourde d'enveloppement du Koweït, par l'ouest, à l'aide du 7^e corps d'armée mécanisé américain (renforcé de la 1^{re} division blindée britannique), pendant que deux autres unités américaines, les 101^{re} division aéroportée et 24^e division d'infanterie mécanisée, attaquaient plus frontalement en avant de la frontière koweïto-saoudienne.

Le rôle des marines a donc consisté, pour l'essentiel, à fixer à l'est de l'émirat, sur la côte, et même plus en arrière, entre Bassorah et Koweït-Ville, suffisamment de troupes irakiennes pour que le mouvement de faux, ailleurs, réussisse.

« Saddam Hussein ? Pas plus un stratège qu'un soldat ! »

estime le commandant des forces alliées

Le général Norman Schwarzkopf, commandant des forces alliées dans le Golfe, a ironisé, mercredi 27 février, à Ryad, sur les qualités militaires du président Saddam Hussein.

Quand les journalistes lui ont demandé ce qu'il pensait des capacités de stratégie du dictateur de Bagdad, le général américain a d'abord fait mine de s'interroger : « Saddam Hussein un grand stratège militaire ? » Avant de lâcher : « Ce n'est ni un stratège, ni un homme versé dans l'art de la guerre, ni un tacticien, ni un général, ni un bon soldat. Mais, à part cela, c'est un grand militaire ! », a-t-il ajouté avec un sourire, déclenchant l'hilarité parmi les journalistes. — (AFP, AP)

Du lancement de l'offensive terrestre à l'arrêt des combats

DIMANCHE 24 FÉVRIER

3 h 9 : Washington annonce que les forces alliées ont lancé une offensive terrestre contre les troupes irakiennes au Koweït. Les 1^{re} et 2^e divisions de marines se lancent vers le nord-est du Koweït, franchissant les défenses des lignes irakiennes, alors qu'une force de frappe saoudienne opère un mouvement vers le nord, le long de la côte.

La 6^e division blindée française et la 101^{re} division aéroportée américaine, qui avaient avancé en masse vers l'ouest, franchissent la frontière irakienne dans la direction nord-nord-est à travers le désert. Le général Schwarzkopf a appelé cette manœuvre vers l'ouest son « Je vous salue Marie », dans lequel il a tout risqué. « Je ne me rappelle pas avoir jamais entendu dans les annales militaires qu'un nombre semblable de forces ait fait un tel mouvement pour se placer en situation d'offensive ».

13 h 40 : l'Irak déclare que ses troupes ont repoussé l'assaut allié et ont « la situation bien en mains ».

2 Dans l'après-midi, les marines avancent rapidement vers le nord, à travers une brèche dans les lignes irakiennes au Koweït. A l'est, la force saoudienne progresse sur la côte. Les unités saoudiennes et arabes, le long de la frontière saoudo-koweïtienne franchissent le front et se dirigent vers le nord-est. Au même moment, la division blindée française et la 101^{re} division aéroportée américaine continuent

d'avancer en Irak, vers le nord-est, à 240 kilomètres de Bagdad.

20 h 5 : le président Mitterrand déclare à la télévision que l'offensive terrestre se déroule pour l'instant « mieux que prévu ».

22 h 15 : le général Schwarzkopf donne l'ordre d'accélérer le rythme des opérations.

LUNDI 25 FÉVRIER

5 h 30 : Radio-Bagdad réitère les affirmations selon lesquelles les forces irakiennes ont repoussé l'offensive terrestre et affirme que les troupes ennemies « roulent dans leur sang et leur honte ».

17 h 5 : le président Bush se félicite des « bonnes nouvelles » en provenance du front, affirme que le Koweït sera bientôt libre, mais met en garde contre toute « euphorie ».

21 h 30 : Le Conseil de sécurité se réunit en consultations. L'URSS fait de nouvelles propositions.

23 h 30 : Radio-Bagdad annonce que l'Irak accepte de se conformer à la résolution 660 de l'ONU (retrait des forces irakiennes du Koweït).

24 heures : La guerre continue, annonce la Maison Blanche, qui affirme ne pas avoir été informée d'une éventuelle décision de Bagdad de se retirer de l'émirat.

Dans la journée et le lendemain, la force de frappe saoudienne poursuit sa progression dans l'est du Koweït, les unités arabes et saoudiennes déjà présentes dans l'ouest de l'émirat se retournent vers l'est et se dirigent vers la capitale. Les



Britanniques s'introduisent en Irak par la frontière koweïtienne. Le 7^e corps américain se dirige vers l'est en direction de la Garde républicaine irakienne.

La 24^e division d'infanterie se rue vers la vallée du Tigre et de l'Euphrate pour empêcher toute retraite vers le nord-ouest. Les Français prennent position à l'ouest pour parer toute attaque irakienne qui surprendrait de flanc les troupes alliées. Selon la coalition, la moitié des 42 divisions irakiennes ont été

phrased pour empêcher toute retraite vers le nord-ouest. Les Français prennent position à l'ouest pour parer toute attaque irakienne qui surprendrait de flanc les troupes alliées. Selon la coalition, la moitié des 42 divisions irakiennes ont été

prises « hors de combat », et plus de 30 000 irakiens ont été faits prisonniers ou se sont rendus.

MARDI 26 FÉVRIER

9 h 30 : le président Saddam Hussein confirme dans un discours l'ordre de retrait du Koweït, indiquant qu'il pourrait être achevé le jour même.

16 heures : le président Bush qualifie ce discours de « scandale » et accuse le président irakien de chercher à transformer une « déroute » en victoire politique. Les autres pays de la coalition rejettent également l'annonce irakienne, soulignant que l'Irak doit s'engager à accepter toutes les résolutions adoptées contre lui par l'ONU.

MERCREDI 27 FÉVRIER

Sur le terrain, une véritable muraille nord-sud fait soudain mouvement vers l'est. Pour attaquer la Garde républicaine, le 18^e corps d'armée aéroporté se dirige vers Bassorah, le 7^e un peu plus vers le sud. Les troupes saoudiennes et arabes se rejoignent pour entrer dans la ville de Koweït. Les marines prennent le contrôle de l'aéroport international de l'émirat et prennent position en dehors de la capitale pour prévenir toute tentative de sortie. Plus de 50 000 irakiens ont été faits prisonniers.

4 heures : les troupes koweïtiennes entrent dans la capitale de l'émirat abandonnée par les troupes irakiennes.

7 h 30 : Radio-Bagdad annonce

que les forces irakiennes ont achevé leur retrait du Koweït.

16 heures : la libération du Koweït par la coalition alliée est « presque achevée », déclare le président Bush.

17 h 15 : l'Irak accepte l'ensemble des douze résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU, déclare l'ambassadeur irakien à l'ONU, M. Abdul Amir Al Anbari.

19 h 30 : les cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies estiment que l'Irak n'a pas encore satisfait aux exigences du Conseil en demandant un cessez-le-feu avant d'accepter les résolutions de l'ONU.

Dans la soirée, la mission irakienne auprès de l'ONU transmet une lettre du ministre irakien des affaires étrangères, M. Tarek Aziz, indiquant que Bagdad accepte sans conditions les douze résolutions du Conseil de sécurité.

JEUDI 28 FÉVRIER

3 heures : Le président George Bush annonce une suspension des opérations offensives de la coalition à partir de 5 heures GMT (6 heures, heure française).

9 heures : Radio-Bagdad annonce que les forces armées irakiennes ont reçu l'ordre de cesser le feu.

LE CONFLIT DU GOLFE

Les pertes alliées

Soixante-huit morts au combat
cinquante-six disparus et treize prisonniers

Les pertes subies en quarante-trois jours de guerre par l'armée irakienne seraient de l'ordre de 85 000 à 100 000 tués et blessés, selon des sources militaires saoudiennes citées jeudi 28 février par le *Washington Post*. La majeure partie de ces pertes auraient été infligées pendant les semaines de bombardements aériens - le nombre de sorties alliées a dépassé les 106 000 - qui ont précédé les cent heures de l'offensive terrestre.

Le général Schwarzkopf, commandant des forces américaines dans le Golfe, avait indiqué mercredi que les Irakiens avaient perdu 71,1 % de leurs chars (3 008 sur 4 230),

64,7 % de leurs blindés (1 856 sur 2 870), et 68,8 % de leurs pièces d'artillerie (2 140 sur 3 110), soit les deux-tiers de leur équipement lourd. Six hélicoptères et quatre-vingt dix-sept avions irakiens ont été détruits; quarante des quarante-deux divisions divisions sont également hors de combat, d'après un haut responsable américain à Ryad. D'autre part, le nombre de prisonniers capturés par les alliés ou qui se sont rendus serait de l'ordre de 50 000.

A la fin de cent heures de combats il est possible de dresser un premier bilan des pertes alliées. Selon les informations à notre disposition

mercredi soir, elles se montaient à trente-neuf morts américains - dont vingt-huit, y compris deux femmes-soldats par un missile Scud à Dharhan - et vingt-et-un blessés, à treize morts et quarante-trois blessés parmi les forces arabes, à quatorze morts et dix blessés chez les Français. Cinquante-deux Américains ont été tués hors combat, s'ajoutant aux 103 morts accidentellement pendant l'opération « Tempête du désert ».

Parmi les morts britanniques figurent neuf occupants de deux blindés légers de transport de troupes détruits accidentellement mardi par

un avion anti-chars américain A-10 au cours de combats avec les forces irakiennes.

En outre, cinquante-six soldats alliés ont été portés disparus au cours des combats, dont 35 Américains, 10 Britanniques, un Italien et 10 Saoudiens. Treize ont été faits prisonniers de guerre par les Irakiens, dont neuf Américains, deux Britanniques, un Italien et un Koweïtien. Les alliés ont par ailleurs perdu quarante-cinq avions, dont trente-six en mission, et quinze hélicoptères. - (AFP, Reuters, AP.)

Les deux soldats
français tués
étaient des spécialistes
de l'action
en profondeur

Les deux militaires français de « Daguet » qui ont trouvé la mort mardi 26 février dans le sud de l'Irak pour la libération du Koweït sont deux gradés le sergent Yves Schmidt et le caporal-chef Eric Cordier, du 1^{er} régiment parachutiste d'infanterie de marine (RPIMa), basé à Bayonne.

Cette unité de la 11^e division parachutiste est, avec le 13^e régiment de dragons parachutistes (RDP), basé à Dieuze (Moselle), spécialisée dans la recherche du renseignement en profondeur, les opérations spéciales et les actions de commandos en territoire adverse. Ces deux formations réunissent des professionnels engagés et des appelés du contingent. En cas d'opérations, elles peuvent être mises directement sous les ordres du haut commandement militaire, qui gère leurs missions.

Dès le début de l'insurrection du dispositif « Daguet », des détachements de ces deux unités ont été envoyés en Arabie saoudite. Le 5 novembre dernier, un officier et deux sous-officiers du 13^e RDP, aventuriers dans l'extrême nord saoudien en mission de reconnaissance, avaient été interceptés par une patrouille irakienne et rendus au chargé d'affaires français à Bagdad sur décision de M. Saddam Hussein.

Quelques heures avant même le déclenchement de la phase aéroterrestre de l'opération « Tempête du désert », des éléments du 1^{er} RPIMa avaient été infiltrés en Irak pour recueillir du renseignement et préparer le terrain à la division « Daguet ».

Vingt-cinq autres soldats français ont été blessés dans la même action en Irak. L'état de quatre d'entre eux est jugé sérieux. Vingt-quatre de ces blessés ont été rapatriés en France, où ils seront soignés dans trois hôpitaux militaires.

RECTIFICATIF. - Dans l'article de notre envoyé spécial sur le Yémen intitulé « Pendant la crise, l'unification continue » (*Le Monde* du 22 février), il fallait lire au 12^e paragraphe : « ... le ryal continue à se dévaluer et a perdu en douze mois 100 % (et non 30 %) »; et, au paragraphe suivant : la zone franche d'Aden prématurément qualifiée ici de « capitale économique du Yémen » (et non « capitale du Yémen »). Il fallait également lire un peu plus loin : l'Union soviétique, dont l'ambassade à Aden, transformée en consulat, compte (au lieu de comme) vingt-six diplomates.

Neuf soldats britanniques tués
par des avions américains

LONDRES

de notre correspondant

C'est une de ces choses horribles qui arrivent, a commenté le premier ministre, M. John Major. Le ministère de la défense venait d'annoncer que neuf soldats britanniques avaient été tués, mardi 26 février, sous le feu de deux avions américains Thunderbolt A 10. Treize soldats britanniques au total ont péri lors de l'offensive terrestre. Un des paradoxes de cette guerre éclair veut que la majorité d'entre eux aient ainsi été tués par erreur par leur propre camp.

Le plus âgé des neuf avait vingt et un ans, et le plus jeune dix-sept ans. Ils appartenaient à une unité de la quatrième brigade blindée, celle des « rats du désert », ainsi appelée depuis les combats contre l'Afrika Korps de Rommel, en Libye et en Tunisie, pendant la seconde guerre mondiale. Ils se trouvaient dans deux véhicules blindés Warrior engagés contre une division irakienne à environ quatre-vingts kilomètres à l'intérieur du territoire irakien. La bataille faisait rage. Près de deux cents chars irakiens ont été détruits et cinq mille hommes faits prisonniers au cours de celle-ci.

Un des survivants de l'unité raconte qu'un avion Thunderbolt a ouvert le feu, avec son canon rapide, sur le véhicule qui les

précédait, tuant ses occupants sur le coup. Les soldats du second véhicule sont descendus pour leur porter secours, ce qui leur a sans doute sauvé la vie, car celui-ci a été attaqué à son tour par un autre appareil Thunderbolt. L'unité a poursuivi le combat. Un peu plus tard, un officier a rassemblé les hommes et leur a dit : « Je suis fier de vous. Ce qui s'est passé n'a rien changé à votre attitude. On continue. »

Retour au foyer

des soldats possibles

A Ryad, un porte-parole de l'armée britannique a déclaré : « Cet événement est particulièrement triste pour nous et pour les forces américaines. C'est un fait cruel, dans toute guerre, que, quel que soit le nombre de précautions prises, ce genre d'accident arrive. Celui-ci s'est produit en pleine bataille. » Le commandant en chef américain, le général Norman Schwarzkopf, a lui aussi « profondément regretté cette tragédie », mais il a fait remarquer que, vu la complexité des opérations, les coalisés ont eu « plutôt de la chance » de ne connaître que si peu d'accidents de ce genre.

Les avions ont un système d'identification électronique qui permet de différencier presque sur-le-champ un appareil ami

d'un ennemi. Mais les véhicules au sol n'ont pas de système comparable. Ils étaient marqués, au cours de cette offensive, d'un signe de reconnaissance, un chevron inversé, tracé avec une peinture spéciale visible à la lumière infra-rouge. Mais il pleuvait mardi, et le champ de bataille, qui avançait très vite, était particulièrement confus.

La presse britannique de jeudi accorde une grande place à cette affaire. Les journaux populaires publient des photos et des témoignages des familles. Le frère d'un des soldats tués, âgé de dix-huit ans, qui a participé lui aussi à l'offensive, est souvent cité : « Il y avait une grande bataille en cours et le pilote a fait une grosse erreur. Nous en avons parlé en famille, et nous avons décidé qu'il ne pouvait pas être tenu pour responsable. » Le père d'une autre victime exprime ainsi son amertume : « Il ne cessait de dire que les pertes sont légères, mais une seule suffit, n'est-ce pas ? »

Le secrétaire au Foreign Office, M. Douglas Hurd, a promis, jeudi matin 28 février, que « les troupes britanniques qui ont combattu rentreront dans leurs foyers aussitôt que possible ». « Elles ne resteront pas là-bas », a-t-il affirmé dans une interview à la BBC.

DOMINIQUE DHOMBRES

Avec les hommes de la division « Daguet »

Une trêve accueillie sans états d'âme

RAFHA

(frontière irako-saoudienne)
de notre envoyé spécial

Les GI's qui font la queue devant les cabines téléphoniques sur la place du village ont d'abord du mal à y croire. Ils avaient quitté leur camp trop tôt, jeudi matin 28 février, pour avoir eu le temps d'appréhender la nouvelle de la trêve par Desert Shield, la radio des forces armées américaines. Et puis l'un d'entre eux a enfin souri : « Great ! » (génial), a-t-il dit simplement.

« On est là depuis presque six mois dans ce foutu pays, renchérit un autre, ni femmes, ni bière, ni

rien. Maintenant, dans deux ou trois mois, on sera peut-être à la maison. » Tous sont membres de cette partie de la 82^e Airborne (division aéroportée) placée sous commandement opérationnel français. « Les Français ont fait un boulot génial », explique Tom, un sergent originaire du Mississippi. « Ils voulaient sans arrêt aller de l'avant, on devait toujours les freiner. Quels types ! »

Précisément, les militaires français accueillent la trêve sans états d'âme. Quelques frustrations, peut-être, chez les légionnaires de base privés de combats par la fuite éperdue de l'ennemi, et qui rêvaient d'en découdre. Mais, comme le dit le colonel Derville,

« patron » du 2^e régiment étranger d'infanterie : « Si on m'ordonne d'avancer, j'avance ; si on m'ordonne de rester sur place, je reste ; si on m'ordonne de reculer, je recule. »

Les hommes de la division « Daguet », dans leur grande majorité, ont fait cette guerre sans motivation idéologique particulière, sans consécration très nette de ses enjeux, mais aussi - c'en est le corollaire - sans haine. Dans les sables du désert, il ne sont rien venus faire d'autre que leur métier. La trêve, si elle devait se confirmer, ne les laisserait nullement frustrés, simplement satisfaits d'avoir accompli leur mission.

D. S.

Manque d'initiative aérienne
et éducation d'une « ligne Maginot »La double erreur militaire
de M. Saddam Hussein

Dans cette guerre du Golfe, l'état-major irakien s'est, toutes comparaisons gardées, retrouvé face au commandement allié dans la situation des chefs militaires en 1940, qui ont été accusés d'avoir commis une double faute de jugement : celle d'avoir estimé incontournable par des manœuvres enveloppantes la ligne Maginot, derrière laquelle ils avaient abrité leurs troupes, et celle de n'avoir pas cru, à l'époque, en l'aptitude de leur adversaire à conjurer sur le terrain la mobilité des blindés avec l'ubiquité de l'aviation. Un demi-siècle après, les généraux de M. Saddam Hussein ont redonné cette double erreur d'appréciation.

Les Irakiens auront joué jusqu'au bout la guerre de positions, en privilégiant l'éventualité de combats terrestres, pour lesquels ils se jugeaient aguerris depuis leur conflit de huit ans avec les Irakiens, sur la perspective d'affrontements aériens, qu'ils maîtrisaient beaucoup plus mal en réalité.

Dès le début, l'Irak n'a pas su tirer profit de son aviation, pourtant bien équipée et correctement entraînée par les Français et les Soviétiques. On en prendra pour preuve à contrario le fait que Bagdad a attendu le 17 janvier, la nuit de l'ouverture du feu par la coalition, que les alliés l'attaquent par les airs au lieu de prendre l'initiative d'un assaut aérien généralisé qui eût préventivement cassé nombre des quinze cents avions alignés par les forces anti-irakiennes sur leurs bases en Arabie saoudite. L'effet de surprise n'eût pas manqué d'agir chez les coalisés.

A cela, plusieurs raisons techniques, dont la moindre n'est pas que les Irakiens n'avaient vraisemblablement pas le savoir-faire pour une action d'aussi grande envergure. Mais, rétrospectivement, deux autres raisons semblent essentielles. D'abord, il est probable que le maître de Bagdad a cru que la coalition et, surtout, les pays arabes en son sein ne l'agresseraient pas en premier. Ensuite, M. Saddam Hussein a paru soucieux, en priorité, de préserver le maximum de ses avions et de ses hélicoptères de combat pour appuyer, au Koweït, des actions aéroterrestres qu'il avait imaginées plus précoces dans le calendrier de la bataille.

En plusieurs phases
autonomes

Pas ou peu convaincu, semble-t-il, de l'intérêt de conduire d'emblée sa propre stratégie aérienne, le président irakien n'a pas davantage été persuadé du fait que les coalisés, suivant en cela des manuels américains, prendraient tout leur temps - un mois - pour planifier méthodiquement l'arrière de son pays, en plusieurs phases aériennes autonomes. Primo, un bombardement du système nerveux (postes de commandement, centres de transmissions, radars) de la défense aérienne pour acquiescer, le plus tôt possible, la maîtrise du ciel irakien. Secundo, en s'en prenant aux muscles (bases, pistes et infrastructures) de cette même défense aérienne. Tertio, en cherchant à détruire la logistique (dépôts de carburant et de munitions, ponts et routes) de ce réseau.

Mobilité
et rapidité

Dans leur inaptitude quasi conceptuelle à user à bon escient de leur aviation, M. Saddam Hussein et ses généraux n'ont pas été en mesure de présenter la manière dont leurs adversaires allaient utiliser la leur, précisément lorsque, pour fractionner systématiquement et contourner la ligne Maginot des Irakiens au Koweït, le général Norman Schwarzkopf choisirait de combiner raids aériens et incursions terrestres véloces.

Cette grande manœuvre d'assauts simultanés et coordonnés sur plusieurs axes de pénétration - qui rassemblerait avions d'attaque au sol, pièces d'artillerie, blindés et hélicoptères de combat - est d'abord fondée sur la mobilité et la rapidité du déplacement de tous ces moyens réunis sur le théâtre des opérations. Elle est d'autant plus assurée de gagner que l'adversaire est statique, comme l'a été une troupe irakienne formée à l'école soviétique.

Excluant une concentration excessive de son dispositif pour jouer à plein la mobilité sur le terrain et mieux pratiquer une certaine dilution de ses forces dans l'espace, la coalition a évité, de la sorte, d'offrir aux Irakiens les objectifs auxquels ils pouvaient s'attendre : ceux qui auraient justifié l'emploi par eux de charges chimiques, comme les obus de leur artillerie sol-sol, les conteneurs largués d'avions ou d'hélicoptères et leurs missiles Frog.

Des sources militaires à Paris ont rapporté que certaines des unités irakiennes au Koweït disposaient bien de leur arsenal chimique, dit organique, c'est-à-dire en dotation permanente. Mais le mode d'attaque retenu par les alliés, les conditions atmosphériques (notamment la direction du vent, la pluie et les nuages, en maints endroits) et l'annonce par les Américains qu'ils seraient assés à répliquer en chimique sur des forces irakiennes mal protégées de ce danger ont dissuadé les Irakiens d'avoir recours à un tel armement.

JACQUES ISNARD

« Bienvenue... »

Suite de la page 5

Devant l'hôtel Mervent, les employés irakiens ont accueilli les soldats américains. Les Irakiens ont été surpris par la rapidité de l'offensive. Les soldats américains ont été accueillis par les Irakiens. Les Irakiens ont été surpris par la rapidité de l'offensive.

Les Irakiens ont été surpris par la rapidité de l'offensive. Les soldats américains ont été accueillis par les Irakiens. Les Irakiens ont été surpris par la rapidité de l'offensive.

Les Irakiens ont été surpris par la rapidité de l'offensive. Les soldats américains ont été accueillis par les Irakiens. Les Irakiens ont été surpris par la rapidité de l'offensive.

Les Irakiens ont été surpris par la rapidité de l'offensive. Les soldats américains ont été accueillis par les Irakiens. Les Irakiens ont été surpris par la rapidité de l'offensive.

Les Irakiens ont été surpris par la rapidité de l'offensive. Les soldats américains ont été accueillis par les Irakiens. Les Irakiens ont été surpris par la rapidité de l'offensive.

Les Irakiens ont été surpris par la rapidité de l'offensive. Les soldats américains ont été accueillis par les Irakiens. Les Irakiens ont été surpris par la rapidité de l'offensive.

Les Irakiens ont été surpris par la rapidité de l'offensive. Les soldats américains ont été accueillis par les Irakiens. Les Irakiens ont été surpris par la rapidité de l'offensive.

Les Irakiens ont été surpris par la rapidité de l'offensive. Les soldats américains ont été accueillis par les Irakiens. Les Irakiens ont été surpris par la rapidité de l'offensive.

Les Irakiens ont été surpris par la rapidité de l'offensive. Les soldats américains ont été accueillis par les Irakiens. Les Irakiens ont été surpris par la rapidité de l'offensive.

Les Irakiens ont été surpris par la rapidité de l'offensive. Les soldats américains ont été accueillis par les Irakiens. Les Irakiens ont été surpris par la rapidité de l'offensive.

Les Irakiens ont été surpris par la rapidité de l'offensive. Les soldats américains ont été accueillis par les Irakiens. Les Irakiens ont été surpris par la rapidité de l'offensive.

Les Irakiens ont été surpris par la rapidité de l'offensive. Les soldats américains ont été accueillis par les Irakiens. Les Irakiens ont été surpris par la rapidité de l'offensive.

Les Irakiens ont été surpris par la rapidité de l'offensive. Les soldats américains ont été accueillis par les Irakiens. Les Irakiens ont été surpris par la rapidité de l'offensive.

Les Irakiens ont été surpris par la rapidité de l'offensive. Les soldats américains ont été accueillis par les Irakiens. Les Irakiens ont été surpris par la rapidité de l'offensive.

Les Irakiens ont été surpris par la rapidité de l'offensive. Les soldats américains ont été accueillis par les Irakiens. Les Irakiens ont été surpris par la rapidité de l'offensive.

Les Irakiens ont été surpris par la rapidité de l'offensive. Les soldats américains ont été accueillis par les Irakiens. Les Irakiens ont été surpris par la rapidité de l'offensive.

Les Irakiens ont été surpris par la rapidité de l'offensive. Les soldats américains ont été accueillis par les Irakiens. Les Irakiens ont été surpris par la rapidité de l'offensive.

Les Irakiens ont été surpris par la rapidité de l'offensive. Les soldats américains ont été accueillis par les Irakiens. Les Irakiens ont été surpris par la rapidité de l'offensive.

Les Irakiens ont été surpris par la rapidité de l'offensive. Les soldats américains ont été accueillis par les Irakiens. Les Irakiens ont été surpris par la rapidité de l'offensive.

Les Irakiens ont été surpris par la rapidité de l'offensive. Les soldats américains ont été accueillis par les Irakiens. Les Irakiens ont été surpris par la rapidité de l'offensive.

Les Irakiens ont été surpris par la rapidité de l'offensive. Les soldats américains ont été accueillis par les Irakiens. Les Irakiens ont été surpris par la rapidité de l'offensive.

Les Irakiens ont été surpris par la rapidité de l'offensive. Les soldats américains ont été accueillis par les Irakiens. Les Irakiens ont été surpris par la rapidité de l'offensive.

Un premier bilan de l'offensive française

Le général Maurice Schmitt, le chef d'état-major des armées, et le général Gilbert Forray, le chef d'état-major de l'armée de terre, ont donné, mercredi 27 février à Paris, des précisions sur l'action de la division française « Daguet », renforcée de quelque 4 000 GI de la 82^e division aéroportée, qui a eu à neutraliser les 8 000 hommes de la 45^e division d'infanterie irakienne établis sur 150 kilomètres en Irak. Durant ces combats, qui ont permis de faire prisonniers 2 956 soldats irakiens, les chars

AMX 30 B2 et AMX 10 RC ont respectivement tiré 270 et 290 obus de 105 mm, pendant que les canons de 155 mm ont tiré 1 190. 328 missiles antichars Hot ont été lancés depuis les hélicoptères Gazelle dotés seulement de 2, obligés de se poser brutalement en raison d'une tempête de sable subite, devront être réparés. Enfin, 22 missiles antichars Milan ont été tirés par l'infanterie, avec 560 obus de mortier de 120.

Le bilan des prises et des destructions s'établit ainsi : 20 chars

détruits et 1 récupéré ; 17 blindés légers détruits ; 114 camions détruits et 7 récupérés ; 6 véhicules légers détruits et 5 récupérés ; 28 canons détruits et 40 récupérés ; 70 mortiers détruits ; 30 mètres cubes d'explosifs divers récupérés.

De son côté, la division « Daguet » n'a perdu aucun blindé. Elle aura couvert, au total, 150 kilomètres en territoire irakien, en trente-six heures, lors de sa mission qui a consisté principalement en une « couverture » des

allées sur le flanc nord-ouest de leur dispositif. Il s'est agi de protéger les coalisés d'une éventuelle contre-attaque de forces irakiennes qui auraient été déployées depuis Bagdad.

Bien avant la décision de la coalition de suspendre les hostilités face à l'Irak, le général Schmitt avait considéré qu'une quinzaine de divisions - sur les 42 dont disposait M. Saddam Hussein au début - étaient encore en état de mener des combats (nos dernières éditions du 28 février).

Le Monde de 1990.
Dernière édition.

Connaître 1990 pour comprendre 1991.

La monarchie

La famille royale du Koweït, chassée de son pays, a été accueillie à Bahraïn, capitale du grand royaume du Golfe.

Après l'invasion du Koweït, le prince héritier du Koweït, le prince Jaber al-Sabah, a été accueilli à Bahraïn.

Six membres de la famille royale du Koweït ont été accueillis à Bahraïn.

La dynastie du Koweït a été accueillie à Bahraïn.

La famille Al Sabah a été accueillie à Bahraïn.

La famille Al Sabah a été accueillie à Bahraïn.

La famille Al Sabah a été accueillie à Bahraïn.

LE CONFLIT DU GOLFE

La libération du Koweït

« Bienvenue... »

Suite de la première page

Devant la carresse noire de l'hôtel Méridien, les quarante employés bengalis qui ont vécu là toute l'occupation témoignent. « Ils ont commencé à incendier les hôtels, certains grands immeubles et le Parlement, le samedi 23 février à 5 heures de l'après-midi (soit au lendemain de la première annonce par Radio-Iraq de l'acceptation conditionnelle par l'Irak du retrait du Koweït) et cela a continué jusqu'au lundi. Ils nous ont donné dix minutes pour sortir puis ils ont tiré au canon. »

Payés et nourris par le propriétaire koweïtien de l'hôtel, fermé pendant ces sept mois, Ranji et ses amis vivent maintenant dans le sous-sol de l'immeuble. « Jusqu'au samedi 23, les Irakiens qui venaient à l'hôtel se nourrissaient de ce qui restait des repas, raconte-t-il. À partir de ce jour, ils sont devenus agressifs et méchants. Puis ils ont disparu lundi, et mercredi matin nous avons vu passer les premiers soldats américains. »

Tous les témoignages concordent à peu près : les troupes irakiennes ont quasiment disparu de la ville de Koweït dans la journée et la soirée de lundi. Un retrait qui aurait déjà commencé dans la nuit de samedi à dimanche.

« Le soir de l'ultimatum fixé pour le début de l'offensive terrestre (soit samedi à 20 heures locales), nous avons entendu passer beaucoup de chars et de voitures. Nous ne savions pas s'il s'agissait de retraits ou de renforts, affirme Hussein, un commerçant. Maintenant, nous pensons qu'ils se retirent. Depuis trois jours, ils passent dans les maisons et prennent les voitures pour fuir plus vite, dit-il encore, on sentait que la fin était proche. »

On a emmené avec eux cinq mille otages comme on le dit ? Dans mon quartier, quatre jeunes, dont mon cousin, ont disparu ces derniers jours, précise Hussein qui ne peut, bien sûr, confirmer les chiffres officiels qui circulent. « C'est la même chose pour les trois autres que je connais, on ne sait pas ce qu'ils sont devenus, affirme encore Hussein, qui en sept mois, a également vu assassiner trois de ses cousins par des soldats irakiens. »

Tortures à l'électricité

Dans le poste de police de son quartier, protégé par des sacs de sable, à l'abri, réside l'opérateur des grands jours. « C'est ce matin, dit-il, que nous avons repris le poste. Quand je suis venu, il n'y avait plus d'Irakiens. J'ai tiré en l'air pour avertir mes amis et tous ensemble nous avons dansé de joie dans la rue. » Sur le bureau du chef de poste, le colonel Mohammed Al Salmane, trône un appareil électrique militaire, très rustique, muni de deux électrodes à l'électricité subies sans doute il y a longtemps par les personnes arrêtées. Tout en expliquant son maintien, le colonel Al Salmane préfère conclure : « Tout cela est fini. Le Koweït est libre à jamais. Regardez aujourd'hui, nous n'avons plus rien. »

Des jeunes gens armés rentrent et sortent sans interruption. En grand nombre, ils ont pris position aux carrefours de la ville et règlent la circulation. Qui sont-ils ? Des jeunes Koweïtiens des quartiers, répond le colonel Al Salmane, ils veulent à ce que tout se passe bien. Des résistants ? Pas forcément, précise cet homme qui pendant toute l'occupation a joué à cache-cache avec les soldats irakiens toujours à sa recherche.

Le cousin de Hussein, capitaine dans la marine koweïtienne, est lui aussi sorti de la clandestinité. Sa famille a été harcelée, sa maison brûlée, ses voitures détruites, et à plusieurs reprises il a failli se faire arrêter. Particulièrement discrète ces dernières semaines, en raison de la répression, la résistance koweïtienne fait sa réapparition au grand jour et opère en particulier avec les marines américains qui ont les premiers pénétré dans la ville. « Ils ont fait du bon travail et nous ont aidés », affirme à cet égard un officier des marines qui insiste sur leur contribution.

Non loin du poste de police, l'ambassade de France dont les accès sont barrés par de gros blocs de pierre, est déserte. Sur le toit, le drapeau est défilé, et ses couleurs passées, mais il flotte. A la résidence de l'ambassade, seule la lueur de deux bougies - l'électricité et l'eau sont coupées à Koweït depuis dimanche 4 heures du matin, soit quelques heures après le déclenchement de l'offensive terrestre - indique une présence humaine.

« La gardienne », une employée étrangère de l'ambassade qui préfère garder l'anonymat, est presque déçue de ne pas voir ces « officiels », annoncés mardi soir par le ministre de la Défense, M. Pierre Joxe, qu'elle et son mari attendent désormais.

L'accueil est toutefois très chaleureux, même si les bombardements alliés ont rendu, depuis le 17 janvier, « la vie beaucoup plus difficile. Quant aux Irakiens, dit-elle en plaisantant, on ne les aime pas beaucoup. Ils ont été les premiers à nous bombarder. »

Depuis cinq semaines, elle n'est pas sortie par crainte des bombardements que nulle sirène n'annonçait. « Depuis le début de la guerre, dit-elle, le téléphone est coupé et les écoles et les magasins sont fermés. »

Rouvertes d'office, les écoles n'étaient plus fréquentées que par les étrangers, et aucun enfant koweïtien ne s'y rendait.

Ces différences de comportement de la population vont sans aucun doute peser lourd sur l'avenir du Koweït, et Hussein ne cache pas, par exemple, son ressentiment. « Si nous avions été seuls, dit-il, cela aurait été plus difficile pour les Irakiens. Ils n'auraient trouvé personne pour les aider et collaborer avec eux. Nous

aurions mieux réussi et c'est une leçon que nous ne devons pas oublier. »

Les Palestiniens sont montrés du doigt

Conscient des risques, les autorités koweïtiennes diffusent d'ailleurs par la radio des appels aux Koweïtiens pour « qu'ils prennent soin de leurs hôtes. Toute vengeance créerait la guerre civile, cela nuirait au pays », indique en substance ces messages.

Parmi les étrangers les plus nombreux, les Palestiniens sont bien sûr montrés du doigt même s'il ne faut pas confondre tout le monde, affirme un homme d'affaires.

Les lendemains de libération risquent toutefois d'être difficiles pour beaucoup, tant les Koweïtiens ont vécu comme une humiliation permanente cette occupation. Les petites histoires sur « les découvertes » de soldats irakiens qui ne savaient plus par exemple « quel palais incendier tant tout ici était pour eux palais » ou « s'étonnaient que même les murs donnent de l'argent avec un distributeur de cartes de crédit » sont légion et tendent un peu la lourde atmosphère qui règne à l'évocation de ces

sept mois. Sur tous les ponts autoroutiers de la capitale koweïtienne, et ils sont nombreux, des bunkers de sable et de pierre donnent un exemple de la façon dont les soldats de l'armée populaire irakienne quadrillaient la ville occupée. Les Irakiens gardaient notamment les écoles, pour les maintenir ouvertes et les stations de police.

Aucun des ponts que nous avons vus n'était détruit et les bombardements alliés n'ont semblé-il pas fait de gros dégâts dans la ville.

Des coups de feu claquaient toujours

Seul le front de mer semble très touché, sans doute par les obus de marine qui visaient les blockhaus installés à intervalles réguliers le long de la plage.

Aux abords de la capitale où jettent de nombreux chars, véhicules blindés et camions brûlés, les dégâts sont plus apparents que le long des routes qui mènent, du sud ou de l'ouest, vers la ville. Mercredi après-midi dans certains quartiers de Koweït-Ville, des coups de feu claquaient toujours et à une vingtaine de kilomètres un engagement opposait des unités des marines à des soldats irakiens. Traits tirés, yeux rougis de fatigue, des marines dénonçaient la circulation, expliquant plus par gestes que par la parole à des Koweïtiens apeurés que ce serait fini bientôt. A quelques kilomètres, une colonne de fumée noire témoignait d'un autre accrochage entre un régiment saoudien et des éléments irakiens.

Sur la route de la capitale, venant de l'ouest, de longues colonnes syriennes, saoudiennes, égyptiennes se frayent un chemin entre les troupes d'obus et les carcasses abandonnées étaient brusquement stoppées dans leur avance à l'entrée d'Al-Jahra. Des chars tiraient sans que l'on puisse rien distinguer. Très vite deux tanks, appartenant aux soldats britanniques des « rita du désert », arrivaient, tiraient à leur tour avant de se replier. Manœuvrant, ils revenaient sur l'objectif invisible, de nouveaux coups se faisaient entendre et puis plus rien.

Après une demi-heure d'attente, la route était de nouveau ouverte et le passage à basse altitude d'un bombardier F-15 américain était bruyamment salué par les premiers Koweïtiens rencontrés. « Égypte, Arabie saoudite, Syrie, toujours avec nous », hurlaient-ils de joie aux soldats saoudiens, qui renvoyaient les saluts du haut de leurs camions. A la nuit tombée, plongée dans le noir absolu, la capitale koweïtienne n'était plus éclairée que par l'horizon qui se levait, immense couche de soleil artificiel, provoqué par les puits de pétrole et feu, visibles depuis la route.

Jamais sans doute plus qu'aujourd'hui, après ces sept mois d'une occupation très dure et destructrice, les Koweïtiens n'avaient eu le sentiment si fort d'appartenir à une véritable « nation ». « Nous avons beaucoup aimé mais nous avons beaucoup appris, concluait l'un d'eux. Cette leçon ne sera pas oubliée. »

FRANÇOISE CHIPAUX

Quel régime à l'avenir ?

par Francis Cornu

L'Émir Jaber a pris une décision apparemment indispensable mais aussi risquée, en proclamant la loi martiale, mardi 26 février, la veille de la libération du Koweït, avant même d'être certain d'avoir la possibilité de rentrer un jour prochain dans son palais dévasté par l'occupant et de déléguer, en attendant, des représentants de son autorité dans la capitale libérée.

Cette mesure d'urgence, décrétée pour trois mois, se conçoit dans un pays ravagé, pillé, en proie au désordre, où la sécurité n'est pas près d'être pleinement rétablie et où on peut craindre des réagissements de comptes contre lesquels le gouvernement en exil a d'ailleurs pris soin de mettre en garde les Koweïtiens - libération rime souvent avec épuration. Mais ce régime, dont le relatif libéralisme politique paraissait assez extraordinaire parmi les autres monarchies du Golfe, au pouvoir sans partage, peut-il prolonger un état d'exception déjà critiqué par certains Koweïtiens ?

Le Koweït ne doit pas rater son nouveau départ car il entre dans une période qui aura valeur de test, non seulement pour l'avenir de cette principauté mais encore pour celui de la région tout entière. Américains et alliés y souhaitent plus ou moins un nouvel ordre durable dans l'après-guerre.

L'émirat peut avoir de l'assurance. Dans l'investiture du commandant international, à l'ONU, a séjourné le départ des Irakiens et le retour du gouvernement « légitime » du Koweït. Mais cette deuxième condition, au début, était moins clairement affirmée que la première par quelques-uns qui estimaient que cela pourrait éventuellement faire l'objet d'un compromis. Beaucoup, dans le monde arabe et du côté de la coalition anti-Irak, n'ont pas hésité à se battre à tout prix pour sauver un régime jaloux et souvent critiqué. Il n'était pas évident de survivre politiquement dans l'exil. Mais le richissime émirat a vraiment prouvé qu'il avait les moyens de subsister et de manifester sa puissance sans territoire.

Privé de ses revenus pétroliers et d'une partie de ses fonds qui étaient bloqués pour qu'ils ne puissent être utilisés par l'occupant, le gouvernement de l'émir a substantiellement dédommagé nombre de pays pour leur participation dans la coalition - la France, tout récemment. Il s'est aussi payé le luxe de remettre la dette de certains de ses plus pauvres débiteurs. Et, depuis de longues semaines, il s'est déjà employé à négocier avec de grandes sociétés internationales d'énormes contrats en vue de la reconstruction du Koweït, de solides acomptes à l'appui.

« Plus rien comme avant »

Cependant, les dirigeants koweïtiens ne peuvent oublier que le président Saddam Hussein a trouvé de l'écho, dans le monde arabe - et même en dehors de celui-ci - lorsque, pour tenter de justifier l'invasion et l'annexion, il n'a cessé d'accuser la famille régnante de « corruption » de toutes sortes, de favoriser systématiquement l'Occident par une politique pétrolière de trop bas prix, d'investir en Amérique ou en Europe plutôt qu'en Proche-Orient et d'entretenir les inégalités Nord-Sud dans cette région entre pays riches et pauvres. Le Koweït s'est également vu reprocher de ne pas soutenir suffisamment la cause des Palestiniens, malgré de larges contributions financières à destination de ces derniers et de leurs organisations.

Le KIO a-t-il vendu une partie de ses actifs ?

Le cheikh Salem Al Sabah, gouverneur de la banque centrale du Koweït, a déclaré (le Monde du 28 février) que le gouvernement koweïtien était opposé à la liquidation des avoirs du Koweït Investment Office (KIO) placés à l'étranger. Le même jour, cette assertion était confirmée par une déclaration à la BBC du cheikh Ali Khalifa Al Sabah, ministre des finances du Koweït et qui se résumait ainsi : le Koweït estime avoir des ressources suffisantes pour faire face aux premières dépenses de la reconstruction.

Néanmoins, le trésor du Koweït, estimé entre 80 et 100 milliards de dollars, semble avoir été écorné au cours de la crise du Golfe. « Durant le

conflit, le Koweït a vendu une partie de ses avoirs, notamment ses parts dans le groupe allemand Daimler-Benz, et continué toujours de le faire », a déclaré M. Jasssem Al Dabbous, sous-secrétaire au ministère des finances du Koweït, au quotidien Al Itihad, des Émirats arabes unis.

La part du KIO dans Daimler représentait 14 % du conglomerat allemand. « En revanche, nous achetons des stations d'essence en Thaïlande, mais cela dépend de la nature des investissements et des conditions du marché financier », a-t-il conclu. Tant qu'un état des lieux n'a pu être mené de manière exhaustive au Koweït, il est clair qu'aucune décision définitive en matière de finances ne pourra être adoptée.

risations. Le Koweït - comme la plupart des autres États du Golfe - ne peut non plus ignorer les dangers de son déséquilibre démographique : avant le 2 août, les deux tiers de la population de l'émirat étaient des composés d'étrangers, dont les droits étaient limités. Certes relativement bien rémunérés et attirés pour cela au Koweït, les travailleurs immigrés arabes ou asiatiques, surtout, avaient quelques raisons de se sentir exploités, tout étranger devant remettre son passeport à son patron ou aux autorités et ayant l'obligation, pour créer la moindre entreprise, de trouver un partenaire koweïtien se contentant de prélever une large part des bénéfices. Des pratiques, communes dans les pays du Golfe, qui placent les intéressés à la merci de redoutables chantages.

« Plus rien ne sera comme avant » ont souvent promis les dirigeants koweïtiens dans leur refuge de Taïf, en Arabie saoudite. Mais cette phrase peut être diversement interprétée, le sens que lui donnent les uns ou les autres membres de la dynastie Al-Sabah étant parfois tout à fait contradictoire.

L'émir Jaber ne peut manquer de se souvenir que cette année 1990, si funeste pour lui, avait commencé par des manifestations de rue et une agitation politique inquiétantes. L'opposition koweïtienne réclamait un retour à la démocratie. Certes, l'émirat peut se prévaloir d'avoir instauré, dès l'indépendance (en 1961), un régime parlementaire comme il y en a toujours fort peu dans le monde arabe - l'Assemblée étant toutefois élue au suffrage restreint et l'émir conservant d'importantes et décisives prérogatives, pour lui-même et sa famille.

Mais, par deux fois, en 1976 et en 1986, la Constitution avait été suspendue et le Parlement dissous. Non seulement toute une fraction de la famille régnante n'avait jamais réellement accepté ce système qu'elle jugeait excessivement libéral depuis le début, mais encore, la deuxième fois notamment, les autres monarchies du Golfe et surtout celle d'Arabie saoudite, avaient-elles fait pression pour l'abandon de ce libéralisme dont elles redoutaient la contagion... En juin 1990, l'émir a fait procéder à l'élection d'un Conseil national provisoire, véritable « parlement croupion », scrutin boycotté par l'opposition.

Mais, après l'invasion, rassemblant les rangs dans l'adversité, le gouvernement et l'opposition parlementaire se sont officiellement réconciliés, lors d'une « conférence populaire », en octobre, à Djeddah (Arabie saoudite), sur la base du respect de la Constitution initiale. Cependant, la solennité de la cérémonie dissimulait mal la persistance de profondes divergences, dans les deux camps et au sein même de chacun. L'émir a paru, par la suite, avoir oublié cet engagement de revenir à la Constitution de 1962. Et les opposants n'ont pas attendu la décision de l'émir de gouverner sous la loi martiale pour en constater le projet (1). Mercredi, plusieurs d'entre eux ont redit leur protestation en dépit de l'atmosphère d'allégresse générale chez les Koweïtiens de l'intérieur comme de l'extérieur. L'opposition dans son ensemble paraît bien déterminée à former un front commun pour tenter d'imposer le retour à la démocratie.

« Plus rien ne sera comme avant... » Au sein de la famille régnante koweïtienne ainsi que dans les autres monarchies du Golfe, le débat continue sur le sens qu'il convient de donner à cette affirmation. Les modérés estiment que la crise du Golfe oblige à des réformes ; les « durs » ou conservateurs pensent qu'au contraire elle implique qu'il faille resserrer encore les « boulons » de leurs régimes. Ce dernier point de vue ne semble pas être celui de la plupart des dirigeants occidentaux qui espèrent des réformes. Le nouveau départ du Koweït pourrait être décisif pour la réussite de l'après-guerre.

(1) La loi martiale donne au pouvoir quasi absolu au prince héritier et chef du gouvernement, Cheikh Saïd Al Abdallah dont celui d'interdire les réceptions, de dissoudre les associations, de censurer la presse et de contrôler les correspondances et les écoutes téléphoniques. Cette loi permet aussi l'expulsion des non-Koweïtiens ou leur détention au cas où ils représenteraient un danger pour l'ordre public.

La monarchie des Al Sabah

La famille régnante des Al Sabah, chassée du pouvoir par l'invasion des forces irakiennes le 2 août dernier, s'est installée au Koweït au dix-septième siècle.

Après l'invasion de l'émirat, l'émir du Koweït, Cheikh Jaber Al Ahmad Al Sabah et sa famille se sont réfugiés à Taïf (saoudite), où se trouve également le gouvernement en exil dirigé par le prince héritier Saïd Al Abdallah Al Sabah.

Six membres de la famille royale ont été tués, dont Cheikh Fahd Al Ahmad Al Sabah, frère de l'émir, lors de l'assaut du palais de Dasmene, résidence de l'émir. Peu après l'annexion du Koweït par l'Irak, Bagdad ordonnait la saisie de tous les biens de la famille Al Sabah, devenus la propriété du gouvernement irakien.

La dynastie des Al Sabah gouverne le Koweït depuis le dix-huitième siècle. Cet émirat de 17 818 kilomètres carrés, qui comptait 2 014 135 habitants avant l'occupation irakienne, était l'un des pays les plus riches du monde avec un PIB de 13 400 dollars par habitant en 1988. Au lendemain du 2 août, les avoirs koweïtiens ont été gelés par plusieurs gouvernements occidentaux afin d'éviter qu'ils ne tombent dans les mains de l'Irak.

La famille Al Sabah (musulmane sunnite) descend directement de la tribu des Bani Khalid de Najd (centre de l'Arabie), dont sont également issues les familles des Al Khalifa, qui règnent à Bahreïn et au Qatar, et des Al Saoud, famille royale d'Arabie saoudite. Elle compte plusieurs milliers de membres et s'est agrandie au fil des mariages contractés avec les tribus du nord-est du Golfe.

Le premier des membres de la famille qui régnait sur le Koweït a été Cheikh Sabah Ben Jaber ou Sabah 1^{er} qui a gouverné de 1752 à 1782. L'un de ses successeurs les plus connus est Cheikh Mubarak Ben Sabah, qui a signé un traité d'amitié et de coopération avec la Grande-Bretagne en 1899. Appelé aussi Mubarak Al Kabir (le grand), il a été le fondateur du Koweït moderne. Il mit au point les premiers services publics du pays et institua la succession héréditaire, toujours en vigueur.

Ahmed Al Jaber, le père de l'émir actuel Cheikh Jaber Al Ahmad Al Sabah, qui régnait de 1921 à 1950, a signé en 1923 le premier contrat de prospection pétrolière. La première cargaison de brut a été exportée en 1946. Cheikh Abdallah Salem Al Sabah, père de l'actuel prince héritier, a résilié en 1961 le traité d'amitié et de coopération avec la Grande-Bretagne, et le Koweït est devenu indépendant.

C'est Cheikh Abdallah aussi qui a donné au pays une constitution introduisant le système de représentation parlementaire. L'Assemblée nationale a toutefois été dissoute en juillet 1986. Un Conseil national, structure transitoire et contestée, chargé de préparer un retour à la vie parlementaire, a été créé par l'émir en avril 1990. - (AFP)

Les ambassadeurs regagnent la capitale

Le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, devait s'entretenir jeudi 28 février à l'ONU avec M. Javier Pérez de Cuellar avant de se rendre à Washington où il devait être reçu par son homologue américain, M. James Baker, et par le président Bush. M. Dumas devait ensuite se rendre à Londres.

Derniers représentants des pays coalisés à être restés à Koweït après l'invasion irakienne, les personnels des ambassades ont commencé dès mercredi 27 février à reprendre possession des locaux diplomatiques.

Dès mercredi, les drapeaux nationaux étaient hissés sur les ambassades des États-Unis, de l'Arabie saoudite, de Qatar et des Émirats arabes unis et plusieurs pays annonçaient le retour proche des diplomates dans des ambassades restées inoccupées mais non fermées.

La France a ainsi nommé dès mercredi comme nouvel ambassadeur au Koweït M. Jean Bressot, qui était chargé depuis plusieurs mois de la représentation auprès des autorités koweïtiennes en exil à Taïf. M. Jean Bressot est arrivé jeudi matin à Koweït-Ville, a annoncé M. Pierre Joxe.

Le département d'État a annoncé de son côté que son ambassadeur, Edward Gossman, qui se trouve lui aussi à Taïf, pourrait gagner son ambassade dès jeudi. La Suède, le Canada, le Sénégal ont été également parmi les premiers à annon-

مكتبة الناصر

LE CONFLIT DU GOLFE

Les réactions dans le monde après la suspension des combats

En Jordanie, le début de révisions déchirantes

AMMAN

de notre envoyé spécial

Les événements vont trop vite et, une fois de plus, la presse jordanienne de ce jeudi matin a été prise au dépourvu, avec des manchettes à la « une » annonçant que « la coalition agressive refuse le cessez-le-feu et met à exécution un plan sioniste pour envahir l'Irak ». Les éditorialistes des quotidiens vont dans le même sens, affirmant que « Washington souhaite terroriser les Arabes et les musulmans », mais que la « croisade » de M. Bush échouera devant la détermination de l'Irak.

Malgré l'échec militaire que l'on essaie ici, dans la mesure du possible, d'occulter, le ton, dans les milieux officiels, demeure toujours triomphaliste. C'est ainsi que le premier ministre, M. Moudar Badraane, a déclaré mercredi, au Parlement, que le retrait irakien du Koweït ne constituait pas une défaite mais faisait partie d'un plan pré-établi pour assurer sa défense. « Le sud de l'Irak se transformera en un vaste cimetière pour tous ceux qui voudront envahir ce beau pays » a-t-il affirmé en soulignant que la décision irakienne constituait seulement une « mesure militaire tactique ».

La décision du président Saddam Hussein de retirer ses troupes du Koweït a cependant semé le désarroi dans toutes les couches de la population jordanienne. Il y a d'abord ceux qui ont été littéralement désarçonnés par la succession rapide et contradictoire des événements de ces derniers jours et qui avouent franchement qu'ils ne savent plus à quels saints se vouer. « Attendons, disent-ils, d'y voir plus clair avant de nous prononcer. » Ils n'arrivent pas à com-

prendre pourquoi l'armée irakienne, qu'on avait présentée comme invincible et toute puissante, s'est ainsi effondrée avec une telle rapidité.

Il y a ensuite ceux qui sont déçus, comme ces étudiants de l'université d'Amman qui reconnaissent ouvertement et sans honte qu'ils ont pleuré lorsqu'ils ont entendu le discours de Saddam Hussein, confirmant qu'il avait donné l'ordre à ses troupes de se retirer. Ce sont cependant des « inconditionnels », et ils gardent une confiance absolue dans le chef d'Etat irakien qui, disent-ils, a certainement agi pour sauver son armée de la destruction, oubliant un peu rapidement qu'il y a encore quelques jours cette armée avait, selon la propagande officielle, pratiquement décimé les « envahisseurs alliés ».

« Une victoire politique »

Un professeur d'université d'origine palestinienne résume le sentiment de ces « inconditionnels » en affirmant « il ne peut que Saddam Hussein soit en train de se suicider. Qu'importe. Nous l'aimons parce qu'il a osé dire non aux Américains et aux Israéliens ».

Al Ahali, l'hebdomadaire du FDLP de M. Nayef Hawatmeh, estimait dans son numéro paru mardi à environ un demi-million (sic) le nombre de soldats ennemis qui auraient été tués ou blessés au cours de la guerre terrestre. Tout semble indiquer qu'il faudra un certain temps avant que les Jordaniens, intoxiqués par une propagande systématique menée par les médias officiels, commencent à réaliser qu'ils ont été jusqu'à présent complètement « dés-

informés » sur la réalité de la situation militaire. Mardi soir, la télévision jordanienne a fait un effort en présentant un bulletin d'information particulièrement « neutre et objectif ». Mais le bulletin a été immédiatement suivi par une table ronde au cours de laquelle trois doctes personnages — deux professeurs de l'université d'Amman et un général à la retraite — ont expliqué, citations du Coran à l'appui, que le retrait des troupes irakiennes du Koweït constituait dans le fond une « victoire politique » incontestable qui avait « non seulement démasqué les Etats-Unis mais également isolé la bataille (...) réveillant l'esprit du djihad (...) et insufflant une confiance nouvelle à la nation arabe ». Ils avaient conclu en affirmant que la bataille ne faisait que commencer.

Certains — ils sont encore peu nombreux — commencent cependant à réaliser que le président Saddam Hussein s'est totalement fourvoyé et que les dirigeants jordaniens et palestiniens se sont discrédités en s'alignant un peu trop vite sur sa politique. Ils appréhendent un retour du bâton, dont les premières victimes seront les Jordaniens et les Palestiniens. On commence à parler ouvertement des « faux calculs » de M. Arafat et du roi Hussein, et l'on craint qu'en dépit de tous les efforts qu'ils feront pour rééquilibrer leur politique en prévision de « l'après Saddam Hussein » qui paraît maintenant proche, ils ne trouvent pas grâce aux yeux des Américains, des Saoudiens et des Koweïtiens.

JEAN GUEYRAS

Moscou « lâche »
M. Saddam Hussein

Le président du Parlement soviétique, M. Anatoli Loukianov, a salué jeudi 28 février le cessez-le-feu dans le Golfe comme « une grande victoire de l'initiative de politique extérieure du président Gorbatchev ». La veille, l'émissaire du chef de l'Etat soviétique, M. Evgueni Primakov, avait eu des mots très durs pour Saddam Hussein.

MOSCOU

de notre envoyée spéciale

Si, en première page de la Pravda, jeudi 28 février, une petite photo montrait la joie des soldats koweïtiens brandissant le drapeau national dans les rues de leur capitale libérée, en page intérieure, l'organe du Parti communiste soviétique a choisi de montrer un immense G.I. tenant en joue à ses pieds un prisonnier irakien, agenouillé et les mains sur la tête. Bouclé avant l'annonce de la suspension des opérations de la coalition, le journal illustrait sans doute ainsi la dernière prise de position soviétique sur le Golfe, la déclaration faite à Minak par le président Gorbatchev qualifiant « d'inadmissible » tout dépassement du mandat du Conseil de sécurité.

Une déclaration qu'a tenu à relever, pour s'en féliciter, Radio-Bagdad. Mais il semble qu'après le canonnet infligé par Saddam Hussein au président soviétique et à son initiative de paix, alors même que l'armée irakienne s'effondrait, Moscou n'a guère plus d'autre solution que de lâcher le dictateur de Bagdad. Dans une série de deux articles publiés mardi et mercredi par la Pravda, M. Evgueni Primakov, le conseiller du président Gorbatchev, coupe les ponts avec le président Saddam Hussein auprès de qui il fut l'envoyé spécial du chef du Kremlin. Il y parle en effet de la « dureté, qui se transforme souvent en cruauté » du président irakien, de sa « volonté qui frise l'obstination avec une détermination d'atteindre son but à n'importe quel prix, tout cela lié à une dangereuse imprévisibilité ».

« Au peuple irakien de décider »

Venant de celui qui fut l'avocat de la nécessité de « sauver la face » du dictateur et qui s'est encore rendu auprès de lui en février, cet avis public ne peut être innocent, même si M. Primakov s'est abstenu encore, mardi, en rencontrant le président français de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale M. Michel Vauzelle, de se prononcer sur l'attitude de son pays envers Saddam Hussein. « C'est au peuple irakien de décider de son avenir », dit-on officiellement à Moscou, où l'on tient à relever, en privé, que les choix dans ce domaine sont limités, entre une opposition extérieure hétéroclite, une opposition intérieure décimée et l'entourage compromis du dictateur. « Ses subordonnés voulaient être plus royalistes que le roi », ajoute M. Primakov dans la Pravda, « mais je ne sais pas s'il ne s'agit pas d'un jeu », dit-il. Quant au ministre des affaires étrangères, M. Tarek Aziz, qui a écrit la lettre à l'ONU annonçant l'acceptation par l'Irak des résolutions du Conseil de sécurité, il n'est, pour le conseiller du président soviétique, qu'un « facteur pour transmettre les messages et qui ne peut prendre de décisions tout seul ».

Pour le reste, M. Primakov

Selon un ancien ministre algérien

Le retrait des troupes irakiennes est « une grande défaite politique » pour le président Bush

A en croire l'ancien ministre algérien et ami personnel du président Saddam Hussein, M. Bachir Boumazza, la suspension des hostilités entre les troupes irakiennes et les forces coalisées est une « grande défaite politique » pour le président Bush et « potentiellement une victoire arabe ». Selon M. Boumazza, qui réagissait « à chaud » sur les ondes de la radio algérienne, jeudi 28 février, « les Etats-Unis n'ont pas atteint leurs objectifs stratégiques », à savoir « la destruction de l'armée irakienne, du système politique irakien et de Saddam Hussein ».

L'ancien ministre estime que le retrait des troupes de Bagdad, qu'il qualifie de « repli stratégique remarquable », est « le résultat d'un compromis et sauvegarde l'essentiel ». Soulignant que, « dans la pratique, l'Arabie saoudite est devenue le ennemi des Etats-Unis », M. Boumazza a prédit que « l'immense mouvement déclenché [par la guerre] dans le monde arabe va se poursuivre et produire ses effets ». M. Boumazza a été chargé, à plusieurs reprises, de missions à Bagdad par le président Chadli Bendjedid. — (AFP)

estime que ce sont les « particularités psychologiques » de Saddam Hussein qui l'ont empêché de céder face aux résolutions de plus en plus dures du Conseil de sécurité. « Peut-être estimait-il, je ne l'exclus pas, que l'Occident lui donnerait encore beaucoup de temps pour manœuvrer », écrit-il. M. Primakov rapporte que lors de sa première visite, le 5 octobre, il a reproché au président irakien de ne pas avoir consulté l'URSS. Ce dernier lui aurait pour sa part déclaré : « Si je n'ai qu'une alternative, me mettre à genoux et capituler ou faire la guerre, je choisirai la seconde solution ». M. Primakov rappelle aussi qu'il a soutenu à Bagdad qu'il n'y avait aucune chance que la formule d'un lien entre le retrait des troupes irakiennes du Koweït et des pas vers la solution du problème palestinien soit retenue, dans la mesure où cela constituerait une prime à l'agression.

SOPHIE SHIHAB

Assassinat
d'un diplomate néerlandais
à Tunis

TUNIS

de notre correspondant

Le conseiller de l'ambassade des Pays-Bas, M. Robert Ackerman, a été assassiné, mercredi 27 février, alors qu'il rentrait, en début de soirée, à son domicile à Sidi-Bou-Saïd, dans la banlieue résidentielle de Tunis.

Des amis diplomates qui devaient dîner chez lui ont rapporté que M. Ackerman venait de descendre de sa voiture et s'apprêtait à pénétrer dans sa villa lorsque l'un des trois hommes qui, apparemment, l'attendaient dans une voiture a tiré plusieurs coups de revolver dans sa direction, le blessant grièvement d'au moins deux balles dans la poitrine. Les assassins, dont les témoins n'ont distingué que les silhouettes, ont pris aussitôt la fuite. Agé de quarante ans, M. Ackerman est mort pendant son transport à l'hôpital de La Marsa, au nord de Tunis.

Judi matin, les services de police n'avaient fourni aucune indication sur ce meurtre qui n'a pas été revendiqué et dont les motifs demeurent mystérieux.

Le diplomate avait assuré provisoirement, en septembre et octobre 1990, les fonctions de chargé d'affaires de l'ambassade des Pays-Bas à Bagdad avant la fermeture de la chancellerie. Il était rentré à Tunis au début du mois de janvier.

M. D.

Liban : les retombées peuvent-elles être favorables ?

BEYROUTH

de notre correspondant

L'épilogue de la guerre du Golfe est accueilli avec tristesse et crainte par la majeure partie de la population. Non sans espoir cependant, car si le conflit n'a pas touché directement les habitants du Liban — gant de fer syrien oblige — l'après-guerre peut déterminer le sort du pays.

Le président de la République, M. Elias Hraoui, est tout de suite allé en discuter avec le président syrien, M. Hafez el-Assad, au fil de sa puissance grâce à sa participation à la coalition et à la débacle de son ennemi irakien. Le pari du président Assad a été gagné et si les Etats-Unis tiennent parole en s'efforçant de favoriser une solution de la crise du Proche-Orient entre Israël et ses voisins arabes, il en est d'ores et déjà l'homme-clé.

Un tel règlement inclurait nécessairement le Liban. Même s'il devait se faire plus ou moins à son détriment — « Moins plutôt que plus si la conjoncture actuelle persiste », prévoit

un ministre libanais — cela signifiera la fin réelle de son interminable crise. Mais Israël pourrait chercher à saboter le processus ou, sans le saboter, à briser la montée en puissance de son voisin syrien. L'armée libanaise pour l'Etat hébreu tant qu'elle est limitée. Ce qui est précisément peut-être en train d'être dépassé. Dans ce cas, le Liban serait le champ idéal du torpillage de la politique du président Assad, d'où les craintes des Libanais. « Quel qu'il en soit, avant que les retombées ne nous atteignent, il se passera un bon moment, durant lequel persistera la pause actuelle », selon l'estimation d'un politicien.

L'autre caractéristique du sentiment populaire est une profonde tristesse face à la débâcle irakienne. Elle découle d'un féroce anti-américanisme qui pourrait changer si une solution valable s'offrait pour le Liban. Sur ce point, chrétiens et musulmans sont sur la même longueur d'ondes.

Pour les musulmans, les arguments sont simples et rejoignent ceux de tous leurs coreligionnaires au sein

du monde arabe. Ils sont convaincus de la mauvaise foi des Etats-Unis et de l'Occident, qu'ils accusent d'avoir tendu un piège au président irakien. Jusqu'à la débâcle militaire, ils ont condamné le refus des conseils de faire toute concession. Ils paraissent toutefois bien contents de ne pas être entrainés dans la catastrophe.

Encore plus virulent, l'anti-américanisme des chrétiens est néanmoins plus complexe, pour que nous n'oublions pas que les Etats-Unis n'ont pas fait pour le Liban ce qu'ils ont fait pour le Koweït : « Nous n'avons pas de pétrole », font-ils remarquer. Deuxièmement, ils ont livré le Liban à la Syrie. Troisièmement, l'Irak de Saddam Hussein, depuis des années, avait aidé les chrétiens (contre la Syrie certes, mais le fait est là) qu'ils fussent assistés ou du côté des Forces libanaises. Enfin, les nostalgiques de l'équipage du général Aoun n'oublient pas que les Etats-Unis leur furent hostiles et qu'ils fermèrent leur ambassade pour bien le montrer.

LUCIEN GEORGE

Sept mois de crise

Voici les principaux événements de la crise du Golfe :

1990

— 2 août : l'Irak envahit le Koweït. La résolution 660 du Conseil de sécurité de l'ONU exige son « retrait immédiat et inconditionnel ». L'envoi du Koweït se réfugie en Arabie saoudite.

— 3 août : dans un « geste inhabituel », Américains et Soviétiques appellent la communauté internationale à prendre des « mesures concrètes » contre l'Irak. Washington annonce l'envoi d'une force navale dans le Golfe.

— 6 août : le Conseil de sécurité décrète un embargo économique contre l'Irak et le Koweït.

— 7 août : les Etats-Unis annoncent l'envoi de forces aériennes et terrestres.

— 8 août : l'Irak annexe le Koweït.

— 9 août : le Conseil de sécurité déclare l'annexion nulle et non avenue.

— 10 août : douze chefs d'Etat arabes réunis au Caire décident l'envoi d'une force panarabe en Arabie saoudite.

— 12 août : après avoir déclaré le djihad (guerre sainte), le président irakien préconise « une solution globale » pour « tous les problèmes d'occupation dans la région », établissant ainsi un lien entre le règlement de la

crise du Golfe et celui du problème palestinien.

— 15 août : M. Saddam Hussein annonce que l'Irak va évacuer les territoires iraniens qu'il occupe encore pour mettre un point final au premier conflit du Golfe.

— 16 août : Bagdad ordonne à 4 000 Britanniques et à 2 000 Américains au Koweït de se rassembler dans des hôtels. L'Irak annonce par la suite que les « hôtes » étrangers serviront de « bouclier humain ».

— 28 août : l'Irak fait du Koweït sa « dix-neuvième province » et ordonne la libération des femmes et enfants occidentaux retenus.

— 9 septembre : rencontre entre M. Bush et M. Gorbatchev à Helsinki. Les deux hommes pressent l'Irak de se retirer du Koweït.

— 24 septembre : devant l'ONU, M. Mitterrand déclare : « Que l'Irak affirme son intention de retirer ses troupes, qu'il libère les otages et tout devient possible ».

— 15 octobre : M. Bush déclare que M. Saddam Hussein pourrait devoir répondre d'atrocités commises au Koweït.

— 30 octobre : les 263 otages français sont libérés.

— 8 novembre : l'Irak menace de réduire en cendres la péninsule arabique. M. Bush ordonne l'envoi de 100 000 soldats supplémentaires dans le Golfe. Les forces américaines dépassent 300 000 hommes.

— 18 novembre : M. Saddam Hussein offre de libérer, du 25 décembre au 25 mars, 2 000 Occidentaux et japonais toujours retenus.

— 29 novembre : dans la résolution 678, le Conseil de sécurité autorise le recours à la force contre l'Irak, après le 15 janvier, s'il n'a pas évacué le Koweït.

— 30 novembre : l'Irak rejette l'ultimatum de l'ONU. M. Bush invite le ministre irakien des affaires étrangères, M. Tarek Aziz, à Washington et propose d'envoyer à Bagdad son secrétaire d'Etat, M. James Baker.

— 1^{er} décembre : Bagdad accepte l'offre américaine, mais doit vouloir discuter en même temps d'autres questions, notamment du problème palestinien.

— 6 décembre : M. Saddam Hussein annonce la libération de tous les étrangers encore retenus en Irak et au Koweït.

— 18 décembre : le président irakien exclut toute négociation avec les Etats-Unis s'il s'agit seulement de réaffirmer les résolutions de l'ONU.

— 22 décembre : l'Irak affirme qu'il n'évacuera jamais le Koweït et qu'il utilisera des armes chimiques s'il est attaqué.

1991

— 3 janvier : M. Bush propose à l'Irak des pourparlers de la dernière

chance à Genève.

— 7 janvier : le secrétaire d'Etat américain James Baker exclut un report de l'ultimatum sur l'évacuation du Koweït.

— 8 janvier : M. George Bush exhorte les alliés de Washington à n'accepter aucun compromis avec l'Irak ; 605 000 hommes de la force multinationale font face à 540 000 soldats irakiens stationnés au Koweït et à proximité.

— 9 janvier : échec des pourparlers de Genève entre M. James Baker et M. Tarek Aziz. L'Irak annonce qu'il attaquera Israël en cas de conflit.

— 12 janvier : le Congrès américain approuve le recours à la force.

— 13 janvier : M. Saddam Hussein affirme que le Koweït « restera la dix-neuvième province de l'Irak » et deviendra « le théâtre de la grande bataille entre croyants et infidèles ».

— 16 janvier : expiration de l'ultimatum de l'ONU.

— 17 janvier : les hostilités déboulent par des bombardements massifs des avions alliés sur l'Irak et le Koweït.

— 18 janvier : l'Irak tire ses premiers missiles Scud sur Israël pour tenter d'impliquer l'Etat hébreu dans le conflit.

— 25 janvier : Washington accuse l'Irak d'avoir provoqué, dans le Golfe, la pire marée noire de l'histoire.

— 29 janvier : l'armée irakienne

lance une attaque contre la ville-frontière saoudienne de Khafji.

— 12 février : l'émissaire soviétique, M. Evgueni Primakov effectue une nouvelle démarche à Bagdad.

— 13 février : plus de 300 civils sont tués, selon un bilan préliminaire, dans un épri de Bagdad bombardé par l'aviation américaine. Washington affirme que l'immense abriait un PC militaire.

— 15 février : l'Irak offre de se retirer sous condition du Koweït. Refus des alliés.

— 18 février : M. Gorbatchev soumet à M. Tarek Aziz un plan de paix, mais M. George Bush estime qu'il ne remplit pas toutes les conditions posées par l'ONU dans ses résolutions.

— 21 février : M. Saddam Hussein jure de ne pas céder et affirme que ses troupes continueront le combat. M. Tarek Aziz repart à Moscou pour de nouvelles négociations.

— 22 février : Moscou annonce que l'Irak a accepté un plan de paix en huit points. M. George Bush le rejette au nom des alliés et lance un ultimatum à M. Saddam Hussein, à qui il donne vingt-quatre heures pour commencer à évacuer le Koweït.

— 23 février : aucun mouvement de troupes irakiennes n'a été constaté à l'expiration de l'ultimatum.

— 24 février : le Pentagone

annonce que les forces alliées ont lancé « une opération terrestre de grande envergure » contre les forces irakiennes au Koweït. « La libération du Koweït est entrée dans sa phase finale », déclare M. Bush.

— 25 février : Bagdad accepte de se conformer à la résolution 660 de l'ONU (retrait des troupes irakiennes de l'émirat), mais « la guerre continue » affirme la Maison Blanche qui, comme l'ensemble de la coalition, exige que l'Irak respecte les douze résolutions.

— 26 février : Dans un discours, qualifié par le président Bush de « scandale », Saddam Hussein confirme l'ordre de retrait des troupes irakiennes du Koweït. Les forces de la coalition continuent leur opération d'encercllement de l'émirat.

— 27 février : A l'aube, les troupes koweïtiennes entrent dans la ville de Koweït. Des combats ont lieu en Irak, où les alliés coupent la retraite des troupes irakiennes. Dans la soirée, on apprend à l'ONU que Bagdad accepte de se conformer sans conditions aux douze résolutions de l'ONU.

— 28 février : le président Bush annonce la suspension des opérations militaires à partir de 5 h 00 GMT. Les forces irakiennes reçoivent l'ordre de cesser le feu.

LE CONFLIT DU GOLFE

Les répercussions en France

Le deuxième « état de grâce » de M. Mitterrand

par Jean-Yves Lhœmeau

M. FRANÇOIS MITTERRAND, devant le conseil des ministres réuni mercredi 27 février, avait assuré que la guerre serait probablement terminée le lundi suivant, voire dimanche. Il a été comblé, au-delà de ses analyses et de ses vœux.

Si, en France, il faut désigner un vainqueur au terme d'un conflit de sept mois, c'est bien M. Mitterrand, impliqué pour la première fois depuis 1981, au nom de son pays, dans un affrontement aussi dramatique. Comme M. Bush aux États-Unis, comme M. Major en Grande-Bretagne, il a réussi à rassembler autour de lui une écrasante majorité de Français et à maintenir, jusqu'au bout, cette cohésion nationale sans laquelle il est quasiment impossible de gouverner en période de crise. Comme M. Bush, comme M. Major, il risquait gros face à ses concitoyens. Les institutions de la V^e République sont ainsi faites que le chef de l'État, chef des armées, est contraint, dans ces périodes critiques, à un « exercice solitaire » de la décision. Bien qu'il ait dénoncé naguère ce « pouvoir personnel », M. Mitterrand en a revendiqué la logique et a accepté d'en supporter les risques.

Si l'affaire avait mal tourné, M. Mitterrand aurait été, en termes de politique intérieure, le seul perdant. Il est logique qu'il soit, aujourd'hui, seul gagnant. Le premier ministre s'est tenu — ou a été tenu — conformément aux institutions, en retrait. Nul ne lui en fera reproche. S'il avait cherché à jouer un rôle plus important, il aurait été aussi l'objet de critiques et de sarcasmes. En 1986, au début de la période de cohabitation avec M. Chirac à Matignon, M. Mitterrand avait expliqué que le premier ministre devait être associé aux débats et aux décisions de l'exécutif sur la politique internationale et de défense. M. Rocard l'a été, sans plus.

Quant au Parlement, le chef de l'État a fait preuve d'une certaine considération à son égard. Le 16 janvier, en le convoquant afin qu'il approuve — ce qui a été fait à une très large majorité — la position de l'exécutif, quelques heures seulement avant le déclenchement

des hostilités. Une certaine considération, c'est-à-dire le minimum, mais aussi la prise d'assurance que les représentants de la nation, liés par un vote positif, exprimeraient la cohésion du pays et seraient pratiquement réduits au mutisme jusqu'à la fin du conflit.

Le crédit des politiques

Cette pratique du pouvoir, autoritaire par nature et compte tenu des circonstances, a eu des effets positifs. Selon les sondages, le premier ministre bénéficie de la confiance massive que les Français ont accordée au président de la République. Quant aux dirigeants politiques, de l'opposition comme de la majorité, qui se sont efforcés, pour la plupart, de réfréner leurs tentations polémiques, ils ont, semble-t-il, retrouvé un peu du crédit que les Français leur avaient, depuis quelques années, retiré.

Mais, le conflit terminé, la politique intérieure devrait retrouver tous ses droits, pour le meilleur et pour le pire. La position confortable dans laquelle M. Mitterrand s'est installé face à l'opinion et qui ressemble à celle dont il a bénéficié pendant l'état de grâce du début de son premier septennat, n'est évidemment pas acquise pour l'éternité. Encore que ses adversaires de l'extérieur et de l'intérieur, ceux de l'opposition mais aussi ceux qui appartiennent à son propre camp soient aujourd'hui privés d'une partie de leurs arguments.

Les pacifistes ont subi un échec. Leurs manifestations, massives avant le déclenchement des hostilités, se sont réduites comme peau de chagrin au fur et à mesure de l'avancée des combats. Ceux qui, comme le Parti communiste, dénonçaient l'alignement de la France sur les États-Unis ont été débordés par une opinion à laquelle M. Mitterrand avait pris soin d'expliquer — dans onze interventions télévisées depuis le 2 août — que la France devait « tenir son rang », qu'elle passait sur les États-Unis afin d'éviter que M. Bush s'exprime seul dans l'action diplomatique et militaire et qu'elle s'efforcerait de faire préva-

loir sa voix lorsque viendrait le temps des négociations pour assurer la paix et la sécurité dans toute la région.

M. Chevènement, qui redoutait une guerre horrible pour les alliés (cent mille morts, disait-il), a été vite rassuré après avoir été remplacé à son poste par un nouveau ministre de la défense, M. Joxe, dont le calme et l'impact médiatique ont marqué, en France, la dernière période de la guerre. L'épisode Chevènement n'a guère nourri la chronique que pendant la journée qui a suivi sa démission.

A droite, M. Giscard d'Estaing a été tenté à plusieurs reprises d'exploiter les faiblesses qu'il discernait dans la position française. Il s'est trompé par excès de précipitation, notamment quand il s'est étonné que les avions français n'interviennent pas en Irak et que la France ne manifeste ainsi qu'une médiocre solidarité avec ses alliés. Il a été aussitôt démenti par les faits. Quant à M. Chirac, qui, par bonheur pour lui, n'a jamais exprimé publiquement son jugement sur l'erreur que constituait à ses yeux l'engagement de troupes terrestres françaises, il a été aussi un peu hâtif dans ses analyses sur la transposition, dans le Golfe, de la stratégie de dissuasion française.

La modestie de M. Chirac

Contrairement à M. Giscard d'Estaing qui, tout au long du conflit, s'est adressé aux Français comme si, toujours chef de l'État, il incarnait encore la France et ses soldats, M. Chirac a eu au moins le mérite de s'efforcer à la modestie. Contesté à l'intérieur de son propre parti lorsqu'il a proposé la réunion d'une conférence régionale, après la guerre, pour régler les problèmes de la région, il a repris avec une certaine activité plus terre à terre en s'en allant, dans les provinces, labourer le terrain politique de l'opposition afin de préparer, à tout hasard, les « primaires » destinées à désigner le candidat de la droite à la prochaine élection présidentielle, dont il n'est pourtant pas assuré qu'elles aient lieu. Quant aux « rénovateurs », ils se sont pris les pieds dans l'indéfini lancé par M. Michel Noir — provoquer des élections législatives partielles à Paris et à Lyon — et sont restés sur le bas côté des débats.

Les réactions

« M. Laurent Fabius : « Il va falloir dominer la victoire et préparer la paix. Puisque le Conseil de sécurité de l'ONU a été l'initiateur de la libération du Koweït, il faut qu'il le soit aussi pour la paix ; et il faut que, dans cette perspective, la France joue pleinement son rôle. »

« M. Valéry Giscard d'Estaing : « Il faut savoir gagner la guerre, il faut aussi savoir l'arrêter. » A propos de l'avenir de M. Saddam Hussein, l'ancien président de la République a déclaré, jeudi 28 février, sur Europe-1 : « Ce n'est pas notre affaire. (...) C'est l'affaire des Irakiens. C'est un homme qui a coûté à son pays deux décennies, aux alentours d'un million de morts contre l'Irak et maintenant la destruction de son pays. C'est un homme qui n'a plus de dents pour mordre. »

« M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR : « Conformément à la résolution 678 du Conseil de sécurité des Nations unies, l'intervention des puissances alliées doit permettre d'assurer durablement la paix et la sécurité internationale dans la région. (...) Des garanties devront être exigées pour que les résultats de l'action entreprise ne soient ni provisoires ni fragiles. »

« M. Michel Vauzelle, président (PS) de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale : « Si la réaction des Occidentaux est celle de la main tendue aux Arabes pour la reconstruction et la construction d'une paix nouvelle, alors nous aurons complètement gagné la guerre. »

« M. Jean Lecanuet, président (CDS) de la commission des affaires étrangères et de la défense du Sénat : « C'est une grande victoire. C'est la première fois que l'ONU a pu faire respecter la force le droit. (...) Maintenant, ce que je souhaite, c'est la capitulation totale, pour ne pas dire l'abdication, le renoncement au pouvoir de Saddam Hussein, que je considère comme un criminel de guerre. »

« M. Jean-Jack Queyranne (PS) : « Maintenant que l'objectif de la

L'opposition, qui a été privée d'angles d'attaque, s'efforcera certainement d'en trouver quelques-uns lorsque la France cherchera difficilement sa place dans l'action diplomatique pour la paix. Elle replongera aussi dans des débats plus internes, telle la politique économique et sociale dont elle estime qu'elle était déjà mal gérée avant le 2 août, sans préjudice des conséquences de la guerre. La politique de défense de la France lui permettra également de faire entendre sa voix lorsqu'il sera question de préparer et de discuter le projet de loi de programmation militaire.

Les difficultés venant du PS

Mais, curieusement, le président de la République et le premier ministre ont éprouvé plus de difficultés avec leurs propres amis qu'avec leurs adversaires. Le Parti socialiste, qui est encore porteur, pour une minorité de ses militants, de traditions pacifistes et de réflexes anti-américains, sort ébranlé de ce conflit. La risque pourtant n'est pas considérable entre les contestataires du Parti communiste, groupés dans une minorité, et les amis de M. Chevènement, fortement divisés, apparaît marginal. Comme dit M. Mitterrand avec une forte dose d'ironie : « C'est intéressant ! »

Depuis quelques semaines, les milieux politiques, au Parlement mais aussi à l'Élysée, bruisent de rumeurs et d'analyses tactiques sur l'opportunité d'un changement de gouvernement, voire d'une dissolution de l'Assemblée nationale. Aucune information sérieuse, émanant directement du président de la République, ne peut jusqu'à ce jour leur donner crédit.

Changer de premier ministre, pour quoi faire alors que les élections législatives, si elles se déroulent à terme normal, ne sont prévues que pour 1993, et qu'un nouveau chef de gouvernement aurait le temps, d'ici là, d'épuiser ses capacités de combat électoral ? Des élections législatives anticipées, pour quoi faire alors que la carte politique partisane ne paraît pas bouleversée et que les Français ne semblent pas passionnés par le retour au débat politique classique ?

A Tripoli

Nouvel attentat anti-français au Liban

Un attentat anti-français a eu lieu mercredi 27 février à Tripoli, au Liban, ce qui porte à vingt-cinq le nombre d'attentats visant les intérêts des membres de la coalition anti-irakienne commis au Liban depuis le début de la guerre.

Le centre culturel français de Tripoli, au nord du Liban, a été endommagé mercredi par l'explosion, à l'aube, d'une charge de dynamite placée devant l'entrée du bâtiment. L'attentat, qui n'a fait aucune victime, a provoqué des dégâts mineurs. Peu après, un deuxième engin explosif de faible puissance était découvert et neutralisé non loin du premier.

Quelques heures plus tard, à Beyrouth-Ouest, une roquette antichar dotée d'un système de lancement à retardement dirigée contre l'annexe de l'ambassade de France était désamorcée par un artificier militaire. L'engin, qui était camouflé derrière une canalisation d'eau, avait été découvert par des gardes libanais. Aucun de ces attentats n'avait été revendiqué.

Enfin, en Europe, plusieurs citoyens américains ont été la cible d'attentats dans la journée de mardi : un jeune homme a été blessé, et l'explosion a causé des dégâts matériels. Le tireur n'a pas été arrêté. En Italie, des voitures appartenant à des membres du personnel de l'armée américaine ont été incendiées devant la base aérienne de San Vito dei Normanni, à quinze kilomètres de Brindisi.

Cet acte visait le véhicule du vice-consul de l'ambassade d'URSS, mais la police, qui estime que les agresseurs visaient avant tout une cible « diplomatique », y voit un acte de « désapprobation envers la politique occidentale dans le Golfe ».

Enfin, en Europe, plusieurs citoyens américains ont été la cible d'attentats dans la journée de mardi : un jeune homme a été blessé, et l'explosion a causé des dégâts matériels. Le tireur n'a pas été arrêté. En Italie, des voitures appartenant à des membres du personnel de l'armée américaine ont été incendiées devant la base aérienne de San Vito dei Normanni, à quinze kilomètres de Brindisi.

« Un appel pour « une initiative de la France ». Plusieurs personnalités, parmi lesquelles M^{me} Gisèle Halimi, M^{me} Jacques Berque, Max Gallo, Georges Gorse, Michel Jobert, ont décidé, mardi 26 février, de se rassembler « pour contribuer à former un courant » afin que la France manifeste « sa spécificité dans la gestion

de la crise du Golfe ». Les signataires de cet appel « pour une initiative de la France » regrettent que M. François Mitterrand n'ait pas entrepris « une initiative diplomatique digne du rôle que la France se doit d'assumer » et estiment « illusoire d'imaginer que la France jouera un rôle substantiel après la guerre ».

ALAIN DUHAMEL. CONFRONTATION DE DEUX GRANDES DESTINEES POLITIQUES.



«Blaise Duhamel, vous aurez 17,5 sur 20 !», Françoise Giroud - Journal du Dimanche
«Un livre amplement ouvert à toutes les hypothèses, généreux dans son interrogation, nuancé en ses réponses», Jean Lacouture - Le Nouvel Observateur
«Ce livre ragaille d'ailleurs parce qu'il fait couler l'eau vive de deux grandes politiques», Jean-Pierre Rioux - Le Monde
«Alain Duhamel nous donne sa version d'un sujet qui deviendra un grand classique : la version d'un maître», Olivier Guichard - Le Figaro
«Le livre-sacrilège», Jean-Pierre Elkabbach

Flammarion

Les divisions entre les amis de M. Chevènement s'aggravent

La tournure prise par les opérations militaires sur le terrain, bien différente de celle que redoutait M. Jean-Pierre Chevènement, n'a pas rapproché les points de vue au sein de son courant, Socialisme et République. Depuis des semaines, deux thèses s'opposent parmi ses amis : d'un côté, ceux qui, comme MM. Max Gallo et Didier Motchane, condamnent l'attitude de la France dans la « guerre américaine » ; de l'autre, ceux qui soutiennent le choix de M. François Mitterrand, notamment les membres de Socialisme et République qui sont restés au gouvernement, comme M. Georges Sarre et M^{me} Edwige Avice.

Ce débat a rebondi, en termes vifs, voire violents, lors de la réunion hebdomadaire du secrétariat de ce courant, mercredi 27 février. Trois attitudes se sont dégagées : certains des tenants de la première thèse (outre MM. Motchane et Gallo, MM. Christian Proust, président du conseil général du territoire de Belfort, et Roland Carraz, député de Côte-d'Or), ont campé sur leurs positions. Absent de cette réunion, M. Chevènement resterait lui-même sur cette ligne « dure ».

Minorité ou scission ?

En face, ceux qui ne critiquent pas la position de la France : outre M. Sarre, il s'agit, notamment, de MM. Jean-Marie Bockel, député du Haut-Rhin, Michel Coffineau, député du Val-d'Oise, M^{me} Chantaline Toutain, ancien député de la Marne, et, avec quelques nuances, MM. Michel Charzat et Jean-Paul Planchou, respectivement députés de Paris et de Seine-et-Marne. Entre les deux groupes, ceux qui, tels M. Pierre Guizon, ont un peu de mal à la lumière des faits et adoptent une position médiane.

La persistance d'une opposition tranchée à la politique du président ouvre-t-elle la voie à la constitution de Socialisme et République

en minorité au sein du PS, voire à une scission au sein du Parti socialiste ? Il est trop tôt pour le savoir, même si les positions se sont figées et radicalisées mercredi.

M. Chevènement, en tout cas, a réuni ses amis, au moment de sa démission, pour leur expliquer qu'il s'agissait d'un désaccord important avec M. Mitterrand, mais pas d'une rupture et que convenait de continuer à travailler au sein du PS (le Monde du 14 février). Il n'aurait pas changé d'avis. En revanche, les plus radicaux de ses amis, qui ont déjà eu du mal, depuis 1982-1983, à avaler bon nombre de couleuvres, pourraient considérer que leurs capacités d'ingestion sont saturées. Ceux-là jugeraient que la démission de M. Chevènement représente quelque chose comme un « acte fondateur ».

En toile de fond, se profile la résurgence de la querelle sur le rôle international des États-Unis. Certains de ceux qui approuvent le président de la République n'en déplorent pas moins la réalité de la domination politique et militaire américaine en dépit, disent-ils, des efforts de la diplomatie française pour faire croire le contraire. Mais ils se méfient de l'application « trop mécanique » de raisonnements anti-américains qui ne tiendraient pas assez compte de l'évolution de la société française. En d'autres termes, les années 90 ne sont pas les années 60.

Qu'on le déplore ou qu'on s'en félicite, la pénétration des schémas américains, notamment culturels, dans la société française est, selon eux, une évidence qui réduit d'autant l'ampleur des réactions de rejet que suscitait, autrefois, l'impérialisme américain. Comme le dit un vieux principe politique cité par l'un d'eux et inspiré d'une lecture critique du léninisme, à être trop à l'avant-garde des masses, on risque de les perdre en route.

J.-L. A.

LE CONFLIT DU GOLFE

La préparation de l'après-guerre

Une reprise économique qui pourrait être forte

par Eric Fottorino et Alain Verhoyes

La fin des combats dans le Golfe devrait déboucher sur une nouvelle période de prospérité dans le monde. La croissance économique va s'accroître, et à terme d'un an le chômage pourrait recommencer à baisser.

Les craintes nées de la crise du Golfe avaient à ce point pesé sur les comportements des entreprises et des ménages que la paix, si elle revient durablement, devrait faire oublier bien des peurs, devrait modifier bien des paysages assombris par une menace que chacun ressentait à la fois imprécise et tangible.

Un peu partout dans le monde, les dépenses de consommation pourraient s'accroître en même temps que se réduirait une épargne accumulée depuis des mois. Les chefs d'entreprise quant à eux pourraient reprendre des projets d'investissement suspendus. D'une façon générale, et c'est probablement le plus important, la façon de voir les choses va changer, les anticipations se retourneront.

Le problème est de savoir si la reprise sera forte comme elle l'avait été en 1988-1989, débouchant sur plusieurs années d'euphorie qui avaient vu un peu partout dans le monde les niveaux de vie augmenter, le chômage reculer, les investissements se multiplier. Le fait le plus important de cette période a été l'extraordinaire effort d'équipement accompli par les pays industrialisés, qui modernisèrent alors de fond en comble leurs appareils de production.

Il est très peu probable qu'un phénomène de pareille ampleur se reproduise et donc que la croissance économique retrouve en 1992-1993 des rythmes élevés, de l'ordre de 4 % l'an. Pour au moins deux raisons. La première est le haut niveau de l'offre : la production peut répondre dans la plupart des pays à la demande, même si celle-ci était brusquement gonflée par l'optimisme né de la fin de guerre. La seconde est la santé financière des entreprises, qui n'est plus aussi bonne — à quelques exceptions près — qu'il y a quelques années.

En 1988, les prix du pétrole s'élevaient effondrés. Pendant tout l'été 1988, les entreprises payaient beaucoup moins cher leurs approvisionnements, tandis que les ménages voyaient leur pouvoir d'achat se gonfler non pas parce que leurs salaires augmentaient plus vite, mais parce que les prix n'augmentaient presque plus. Ce que l'on a appelé le choc pétrolier de 1988 fut incontestablement à l'origine de la prospérité qui suivit.

Si un pareil phénomène se produisait à nouveau, c'est-à-dire si le prix du baril de pétrole retombait à 12, 13, 14 dollars sous l'effet de la surproduction, nul doute que le monde connaîtrait une très forte explosion d'activité, qui pourrait écouler les réserves américaines et britanniques et soulager les économies française, italienne ou espagnole. A condition toutefois que les Américains — les élections présidentielles sont prévues pour novembre 1992 — puissent imposer leurs vues à l'Arabie saoudite.

Mgr Lustiger critique sévèrement l'attitude des médias

« L'information devrait développer la rationalité. Elle a provoqué l'inverse. » Le cardinal-archevêque de Paris, Mgr Jean-Marie Lustiger, dénonce vivement, dans une interview à l'hebdomadaire *Télérama*, la « guerre-spectacle » et son flot continu d'images à la télévision.

« Le jeu de la guerre comme spectacle médiatique me paraît être un danger encore plus grave pour le sort de l'humanité que les douleurs, les crimes ou les blessures qu'elle peut infliger par la violence physique. (...) Quand l'information devient un produit à vendre et donc à capter de l'audience pour faire de l'argent, les producteurs comme les producteurs d'images sont embarqués dans un bateau (lire...). On joue à un poker absurde par experts interposés, le sort des armes, les rapports de force, les relations de puissance, de culture, la coexistence entre des masses énormes de l'hu-

manité. (...) Toute perception humaine est sélective. Nous avons l'habitude de critiquer les témoignages mais nous ne savons pas critiquer les images. »

Aussi le cardinal-archevêque de Paris demande-t-il aux journalistes de prendre « leurs distances à l'égard de la publicité pour se rapprocher des enseignants. (...) Dans la mission éducative sans laquelle une société risque de périr, l'information véhiculée par les médias tient aujourd'hui un rôle aussi important, sinon davantage, que naguère l'Université. »

Cette réflexion amène Mgr Lustiger à « imaginer un serment d'Hippocrate pour les journalistes », « au nom des mêmes exigences d'apprentissage du savoir, de rigueur, d'honnêteté et de respect des autres. »

ASIE

BANGLADESH : élections « démocratiques »

La victoire relative de la bégum Zia

Pour la première fois depuis l'indépendance du Bangladesh en 1971, des élections se sont déroulées presque sans violence et sans fraudes massives. Les résultats partiels du scrutin du 27 février accordent un net avantage au Parti national du Bangladesh (BNP) de la bégum Khaleda Zia. Mais cette victoire est peut-être trop courte pour assurer une réelle stabilité politique.

Dacca

de notre envoyé spécial

Dans un pays où les transitions du pouvoir ont presque toujours été sanglantes et décriées par l'armée, les élections parlementaires, peuvent déjà être considérées comme un signe encourageant vers des pratiques démocratiques. Les affrontements électoraux ont provoqué un mort et une trentaine de blessés à Chittagong, des chiffres presque insignifiants pour la deuxième ville du pays, habituée à des bilans dépassant la centaine de victimes. Un imposant dispositif de sécurité (près de 400 000 hommes) avait été mis en place et des soldats étaient parfois présents à l'intérieur même des bureaux de vote. L'armée, qui avait contrainit le président Ershad à se démettre de ses fonctions le 6 décembre dernier, a joué le jeu de la légalité.

Il ne semble pas que la fraude ait été très répandue, même si, selon la présidente de la Ligue Awami, M^{me} Hasina Wajed, quelques irrégularités ont été commises, notamment à Dacca. Rien à voir en tout cas avec la fraude massive des élections de 1988, organisées par le président Ershad, dont les résultats étaient catastrophes. Les protestations de Sheikh Hasina ne sont probablement pas sans rapport avec les résultats partiels qui, contrairement aux prévisions de la plupart des observateurs, sont en sa défaveur.

Les mauvais souvenirs de « Mujib »

Sur les 267 circonscriptions (298 sièges étaient à pourvoir, le scrutin devant avoir lieu peu tard dans deux autres) dont les résultats avaient été annoncés par la commission électorale jeudi en fin de matinée, le BNP arrive en tête avec 119 sièges, contre 83 pour la Ligue, 33 pour le parti Jatiya du général Ershad, et 17 pour le parti islamique, le Jamaat-e-Islami.

Plusieurs éléments expliquent ces résultats. Le BNP — contrairement à la Ligue Awami, qui avait accepté de participer aux élections organisées par le président Ershad — a l'image d'un parti « sans tache » et qui a refusé de se compromettre avec l'ancien régime. C'est cette image aura qui accompagne le souvenir de l'ancien président Ziaur Rahman, assassiné en mai 1981, dont la bégum Khaleda Zia est la fille. Sa réputation d'homme juste et intègre reste vivace et, s'il n'a pas amélioré sensiblement le sort de ses concitoyens, il n'a du moins laissé aucun mauvais souvenir, contrairement à son prédécesseur, M. Mujibur Rahman.

« Père » de l'indépendance, « Mujib » était aussi un autocrate. Dans un pays où la population est rurale à 85 % et illettrée à plus de 70 %, les villageois se souviennent des « *Ekshiti Bahini* », ces milices de « Sheikh Mujib » qui n'obéissaient qu'à lui-même et qui se sont rendues coupables de nombreux enlèvements et assassinats.

D'autre part, si le président Ziaur était un militaire, donc à priori suspect, son prédécesseur est à l'origine de la décision d'instaurer un système de parti unique qui laissait peu de place aux libertés fondamentales. Le « facteur indien » d'autre part a sûrement joué son rôle. La Ligue Awami a toujours eu la réputation d'être proche de l'Inde. Cela tient à la politique étrangère suivie par M. Mujibur Rahman, au fait aussi que sa fille est restée longtemps en exil en Inde. Bref, dans un pays foncièrement méfiant à l'égard des « visées expansionnistes » de New Delhi, il était facile au BNP de dénoncer le « parti de l'étranger ».

Enfin, outre que le BNP a profité du vote massif de l'électorat féminin (en raison de l'image personnelle de la bégum Zia), le fait que ce parti soit favorable à un simple aménagement du système présidentiel actuel constituait un gage de stabilité politique. La Ligue Awami est, elle, partisane d'une réforme constitutionnelle pour instaurer un système parlementaire.

Une telle réforme supposait un vote de la majorité des deux tiers du Parlement, suivi d'un référen-

dum devant intervenir avant ou après la prochaine élection présidentielle. Dans un pays où l'agitation politique est incessante depuis de nombreuses années, ce calendrier ne pouvait que prolonger la période d'instabilité. Celle-ci est cependant à craindre si une majorité politique ne se dégage pas au Jatiya Sangsad (Parlement).

Le BNP devrait remporter 151 sièges (sur 300) pour obtenir une majorité simple, qui lui permettrait ensuite d'obtenir le « bonus » que constituent les 30 sièges supplémentaires réservés aux femmes. Des alliances politiques vont devoir se nouer au cours des prochaines semaines-huit heures. Le BNP va tenter de rallier des élus des petites formations, quelques indépendants et, surtout, le Jamaat-e-Islami, ce qui devrait suffire à former une majorité de coalition.

En cas d'échec, une crise constitutionnelle — avec les incertitudes quant au rôle de l'armée que celle-ci implique — est à redouter. Il semble exclu que la formation de la bégum Zia accepte de collaborer avec celle de l'ancien président Ershad, dont le bon score électoral constitue la vraie surprise de ce scrutin. Non seulement M. Ershad est élu dans les cinq circonscriptions de son fief de Rangpur, où il était candidat, mais ses partisans ont pourtant largement empêché de faire campagne, enregistrant de bons résultats.

LAURENT ZECCHINI

EUROPE

DANEMARK

Les représentants des trois pays baltes assistent à la session du Conseil nordique

COPENHAGUE

de notre correspondante

En dehors des événements du Golfe, les débats de la trente-neuvième session du Conseil nordique (assemblée consultative où siègent les représentants des cinq pays scandinaves : Suède, Norvège, Danemark, Finlande et Islande), qui se tient cette semaine à Copenhague, sont dominés par la situation dans les pays baltes.

Pour la première fois, les présidents d'Estonie et de Lettonie, M^{me} Rauet et Cordunov et le vice-président de Lituanie, M. Kuznickas, avaient été conviés à assister aux séances plénières à titre d'invités d'honneur. Leur présence a suscité la colère du Kremlin qui, avant même l'ouverture de la session, avait, par l'intermédiaire du ministre soviétique des affaires étrangères, lancé une sévère mise en garde aux dirigeants nordiques, en affirmant qu'ils « avaient pas à se mêler des affaires intérieures de l'Union soviétique ».

Prenant la parole à la tribune du Folketing (Parlement) où se déroulaient les séances, M. Kuznickas a notamment demandé à ses amis nordiques d'organiser une conférence internationale destinée à régler la question de l'avenir des Républiques baltes. Or, est-il dit en substance, la preuve existe aujourd'hui que le Kremlin fait tout pour empêcher des négociations positives en ce domaine.

CAMILLE OLSEN

GRÈCE : nouveau secrétaire général du Parti communiste. — M^{me} Aleka Papariga, quarante-cinq ans, un des membres les plus conservateurs du bureau politique sortant du Parti communiste, a été élue, mercredi 27 février, secrétaire général au cours d'une réunion du nouveau comité central issu du vingt-troisième congrès qui s'est déroulé du 19 au 24 février à Athènes. M^{me} Papariga est professeur de littérature. Le nouveau comité central est désormais composé de soixante « conservateurs » et de cinquante et un « rénovateurs ». — (AFP)

AMÉRIQUES

SALVADOR : violents combats dans la capitale

Les négociations entre la guérilla et le gouvernement sont dans l'impasse

Les guérilleros du Front Farabundo-Martí pour la libération nationale (FMLN) se sont retirés, mercredi 27 février à l'aube, dans leurs sanctuaires du volcan San Salvador après une nuit de violents combats dans les quartiers riches de la capitale qu'ils avaient occupés durant plusieurs jours lors de la grande offensive de novembre 1989. Les affrontements ont fait un mort et une dizaine de blessés parmi la population civile. Les dégâts matériels sont importants, mais la guérilla n'a pas atteint son objectif qui, selon les autorités, était la résidence du président de la République, M. Alfredo Cristiani.

SAN-JOSE-DE-COSTA-RICA

de notre correspondant en Amérique centrale

A l'issue de deux jours de négociations à huis clos dans la capitale costaricaine, les 20 et 21 février, les représentants de la guérilla salvadorienne ont accusé le gouvernement de San Salvador d'avoir « durci sa position » et de chercher à prolonger la guerre. Les deux parties sont convenues de suspendre les rencontres, organisées depuis avril 1990 sous les auspices des Nations unies, jusqu'après les élections législatives du 10 mars.

Dans un communiqué, le Front Farabundo-Martí pour la libération nationale (FMLN) estime que les progrès réalisés lors des rencontres précédentes ont été « virtuellement annulés » par la nouvelle attitude du gouvernement de M. Alfredo Cristiani (conservateur), influencé par « l'armement de l'armée qui, de nouveau, cherche à établir un climat de terreur dans le pays ». La guérilla en veut pour preuves le massacre d'une quinzaine de paysans le 21 janvier, suivi le 9 février de la destruction des installations du *Diario Latino*, seul quotidien indépendant au Salvador, et la campagne d'intimidation menée contre les organisations syndicales, religieuses et humanitaires.

Les rebelles affirment avoir, en revanche, donné des signes de bonne volonté en annonçant leur intention de ne pas saboter le scrutin du 10 mars. Ils étaient même disposés, disent-ils, à décréter un cessez-le-feu unilatéral pour les jours précédant l'élection, à condition toutefois que l'armée n'en profite pas pour poursuivre l'offensive en cours, depuis le début du mois, con-

tre les zones sous leur « contrôle », en particulier dans les départements du Chalatenango et du Morazan (un contrôle que les autorités ne reconnaissent pas, car elles assurent dominer l'ensemble du territoire).

Respectant la consigne de silence sur les entretiens demandés par le représentant des Nations unies, M. Alvaro de Soto, les deux parties ont refusé de fournir des détails sur l'état de la négociation. On sait cependant que la guérilla continue d'insister sur la « démillarisation » du pays, ce qui signifie l'épuration des forces armées, la suppression des « corps de sécurité », le changement de la répression, et la fin de « l'impunité » pour les militaires responsables de massacres.

« Le FMLN n'est pas affaibli »

M. de Soto a, lui aussi, concentré ses efforts sur ce thème en présentant, à la fin d'octobre, un « document de travail » sur une restructuration en profondeur de l'armée. Celle-ci a reçu ces propositions audacieuses mais elle n'a tenu compte en partie dans les réformes rendues publiques fin janvier par le ministre de la défense, le général René Ponce. Ce dernier a notamment annoncé que les différents corps de police seraient désormais dirigés par des civils. « Quant à la réduction graduelle et ordonnée des forces armées, a-t-il ajouté, elle devra être le résultat de la disparition du FMLN comme organisation militaire. »

Pour la guérilla, ces mesures sont de simples opérations de « propagande » destinées à gagner du temps dans l'espoir de l'affaiblir sur les plans militaire et diplomatique. Le principal dirigeant du FMLN, le commandant Joaquín Villalobos, a mis en garde les autorités contre « la tentation d'utiliser les élections comme substitut à la négociation pour enlever sa légitimité à la guerre populaire ». « Ce serait, ajoute-t-il, une très grave erreur d'appréciation, car le FMLN n'est pas affaibli ni pressé par le temps. »

Malgré l'échec de la réunion de San-José, le commandant Villalobos, considéré comme le plus dur des cinq dirigeants du FMLN, partage en partie l'optimisme exprimé par la délégation gouvernementale, menée par le ministre de la justice, M. Oscar Santamaría, en reconnaissant que la guerre civile en cours depuis onze ans ne peut plus se terminer par la voie des armes. « Le gouvernement, a-t-il ajouté, attend sans doute le résultat des élections pour préciser sa position sur les différents points de la négociation. »

Les sondages accordent une large

avance à l'Alliance républicaine nationaliste (ARENA, au pouvoir) avec environ 37 % des intentions de vote, contre à peine plus de 10 % à la Démocratie chrétienne et moins de 4 % aux trois partis de gauche réunis au sein de la Convergence démocratique (l'ancien parti communiste, rebaptisé Union démocratique nationaliste, présente des candidats pour la première fois depuis 1976 mais n'appartient pas à la coalition de gauche). La guérilla craint que la victoire de l'ARENA ne contribue à rendre le gouvernement plus « intransigent » dans la négociation.

C'est pourquoi le FMLN ne souhaite pas faciliter l'organisation d'élections qu'il considère « dépourvues de toute légitimité ». Il empêchera donc l'installation de bureaux de vote dans les zones conflictuelles. Le commandant Villalobos n'a pas écarté non plus, contrairement à un engagement antérieur, la possibilité de saboter les élections en organisant des opérations militaires dans l'ensemble du pays. Et l'attaque menée contre la capitale, dans la nuit de mardi à mercredi, pourrait en être le prélude.

BERTRAND DE LA GRANGE

COLOMBIE

Les massacres ont repris à Medellín

Les massacres collectifs ont repris à Medellín, fief des « barons » de la drogue, faisant en moins de vingt-quatre heures quatorze morts — des jeunes gens d'une vingtaine d'années — et semant à nouveau la terreur dans la capitale de la province d'Antioquia. Mercredi 27 février, cinq jeunes gens ont été froidement assassinés après avoir été tirés de leurs maisons par des hommes portant des uniformes de l'armée.

La veille, neuf autres avaient été tués sur un terrain de football par des « sicarios », les tueurs à gages des mafias de la drogue, qui avaient réussi à prendre la fuite en voiture, laissant la police sans aucune piste. Cette reprise des massacres collectifs survient neuf jours seulement après un attentat meurtrier près des arènes de Medellín qui a fait vingt-trois morts et plus de cent quarante blessés. Les autorités avaient attribué cet attentat à des « sicarios ».

Selon les observateurs, il pourrait s'agir de règlements de comptes entre bandes de tueurs incontrôlés, ou même selon d'autres hypothèses, entre policiers et « sicarios ». — (AFP)

Le « syndrome GNA » a frappé le gouvernement dans les premiers jours qui ont suivi le déclenchement des hostilités dans le Golfe. Certains ministres se sont mis en sommeil dans le Golfe. Certains ministres, qui a fermement leurs déplacements. D'autres ont au contraire préféré faire avancer des dossiers en attente. Matignon s'est inquiété de cette apparente inactivité et a demandé aux membres du gouvernement de montrer l'activité qu'ils le peuvent que pendant la guerre la vie continue.

Justice

Le ministre de la Justice, M. Robert Badier, a annoncé qu'il allait déposer une loi relative à la répression des délits de presse. Cette loi vise à renforcer les sanctions contre les auteurs de délits de presse, notamment les fausses nouvelles et les informations fausses. Le ministre a également annoncé qu'il allait déposer une loi relative à la répression des délits de presse, notamment les fausses nouvelles et les informations fausses.

On s'attendait à ce que le ministre de la Justice, M. Robert Badier, annonce une loi relative à la répression des délits de presse. Cette loi vise à renforcer les sanctions contre les auteurs de délits de presse, notamment les fausses nouvelles et les informations fausses. Le ministre a également annoncé qu'il allait déposer une loi relative à la répression des délits de presse, notamment les fausses nouvelles et les informations fausses.

La loi relative à la répression des délits de presse, annoncée par le ministre de la Justice, M. Robert Badier, vise à renforcer les sanctions contre les auteurs de délits de presse, notamment les fausses nouvelles et les informations fausses. Le ministre a également annoncé qu'il allait déposer une loi relative à la répression des délits de presse, notamment les fausses nouvelles et les informations fausses.

Le ministre de la Justice, M. Robert Badier, a annoncé qu'il allait déposer une loi relative à la répression des délits de presse. Cette loi vise à renforcer les sanctions contre les auteurs de délits de presse, notamment les fausses nouvelles et les informations fausses. Le ministre a également annoncé qu'il allait déposer une loi relative à la répression des délits de presse, notamment les fausses nouvelles et les informations fausses.

Calm relatif

Les syndicats ont obtenu des succès dans la lutte contre la débauchage des salariés. Ils ont obtenu des succès dans la lutte contre la débauchage des salariés. Ils ont obtenu des succès dans la lutte contre la débauchage des salariés. Ils ont obtenu des succès dans la lutte contre la débauchage des salariés.

Mais le calme relatif ne doit pas tromper. Car la situation d'insécurité dans le Golfe continue de peser sur l'économie mondiale. Les tensions géopolitiques restent élevées et les risques de nouvelles escalades sont toujours présents. Les observateurs restent vigilants.

سكوت (البحر)

POLITIQUE

Pendant le conflit dans le Golfe

Le gouvernement au travail, malgré tout

Le « syndrome CNN » a aussi frappé le gouvernement, dans les premiers jours qui ont suivi le déclenchement des hostilités dans le Golfe. Certains ministres se sont mis en sommeil, encouragés en cela par le premier ministre, qui a fermement limité leurs déplacements. D'autres en ont au contraire profité pour faire avancer des dossiers en attente. Matignon s'est inquiété de cette apparente léthargie et a demandé aux membres du gouvernement de montrer pendant la guerre la vie continue.

Le 17 janvier au matin, le gouvernement, comme une bonne partie de la France — du moins celle qui est « câblée » — a été frappée par le syndrome CNN, ou son équivalent français avec les émissions spéciales des radios et des télévisions. Ce jour-là, la France est entrée en guerre et le gouvernement en léthargie. L'image, facile, est un peu excessive. Mais il est évident que l'activité des ministères autres que ceux de la défense, des affaires étrangères et, dans une certaine mesure, de l'intérieur est brutalement passée au second plan.

Certains ont tenté de résister, d'autres s'en sont accommodés. Les ordres du jour du conseil des ministres sont devenus squelettiques. Certaines communications ont été avancées, comme celle sur la sécurité routière de M. Georges Sarre, pour combler des « trous » béants. Le gouvernement devait montrer que la vie continuait. Il a paru faire, parfois, la démonstration contraire.

Le directeur de cabinet du premier ministre, M. Jean-Paul Huchon, s'en est ému. Le vendredi 1^{er} février, devant les directeurs de cabinet des ministères — qu'il voyait une fois par mois auparavant et qu'il réunissait désormais chaque semaine — il a demandé que chacun se secoue un peu. M. Huchon a fait observer que, théoriquement, les ministères, qui ne doivent plus guère se déplacer pour des raisons de sécurité, ont justement plus de temps pour travailler. Encore que certains aient échappé à la règle: M. Hubert Curien, ministre de la recherche, revient des États-Unis. Quant à M. André Laignel, secrétaire d'État à la formation professionnelle, il est allé au Maroc et en Tunisie signer des accords sur ce secteur et compte faire de même, prochainement, en Algérie.

Il faut nuancer le jugement de M. Huchon. Un expert gouvernemental affirme: « Comme les ministères se déplacent beaucoup moins, ils ont fait avancer leurs dossiers, mais cela ne se sentait pas en termes de communication; c'est à cela que Jean-Paul Huchon a réagi. » De même, Matignon observe aujourd'hui un regain d'activité. Les ordres du jour du conseil pour les semaines à venir sont plus fournis.

En toute discrétion

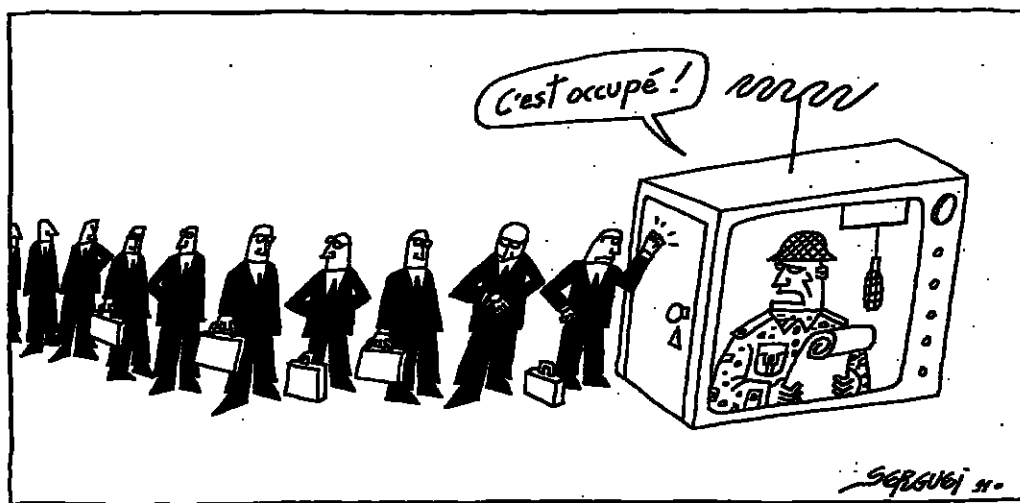
Mais pendant le mois précédant une session (la session ordinaire de printemps commence le 2 avril), les projets qui seront bientôt discutés se succèdent toujours à un rythme accéléré au conseil des ministères. Et il faudrait faire la part exacte entre les projets ou communications dont la présentation répond à l'admonestation de M. Huchon, et ceux qui étaient prévus de longue date. En fait, les réactions à la guerre du Golfe ont été très diverses selon les ministères.

Les mesures de sécurité elles-mêmes ont été modulées selon le degré d'implication dans la guerre. Matignon est carrément isolé par un cordon de CRS qui, rue de Varenne, filtre même les piétons.

Calmé relatif

Les syndicats, hormis quelques brèves acrobies de colère pénétrantes et les protestations jusqu'ici feutrées des avocats sur le projet de réforme de l'aide légale, jouent le jeu de la concertation. Leurs mouvements d'humour se font discrets, comme si, en temps de guerre, il fallait savoir relativiser ses petits soucis corporatistes. En prison, où l'on craignait des heurts entre détenus de communautés diverses, on n'a noté aucune agressivité particulière.

Mais ce calme relatif peut être trompeur, car il reste trois sujets d'inquiétude liés indirectement à la crise du Golfe: à quelle place pourra-t-on consacrer à la justice au cours de la prochaine session parlementaire? La chancellerie a-t-elle une chance d'être éparpillée par les économies budgétaires annoncées? Pourra-t-on envoyer la montée en puissance du nombre des incarcérations, vraisemblablement provoquée à la fois par l'appel d'air qu'entraîne la mise en service des nouvelles prisons, mais aussi par une présence policière accrue et une plus grande sévérité des juges en période de tension?



Une fouille des voitures a été instaurée au ministère de l'intérieur. Une herse métallique a été installée à l'entrée du ministère de la justice, place Vendôme, et les véhicules, là aussi, sont inspectés; le quartier de l'Élysée et de la place Beauvau a été « bouclé »: renforcement des CRS et des escadrons de gendarmerie mobile, installation de barrières ont complété le dispositif.

Pour le travail aussi, les ministères se divisent en plusieurs catégories. Il y a ceux, comme les deux nouveaux arrivants d'octobre 1990 à la justice, MM. Henri Nallet et Georges Kiejman, qui profitent discrètement du fait que les feux de l'actualité ne sont plus braqués

sur eux pour faire avancer leurs dossiers.

C'est aussi, dans une certaine mesure, le cas de M. Philippe Marchand, qui a succédé en janvier à M. Pierre Joxe au ministère de l'intérieur et qui s'emploie à ne pas se laisser seulement absorber par le plan Vigipirate. A peine un peu plus ancien et beaucoup moins concerné par la guerre du Golfe, M. Louis Besson, ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer, profite du calme sur le front intérieur pour se plonger dans ses dossiers.

Toujours chez les « petits nouveaux », M^{me} Elisabeth Guigou, qui ne ménage pas sa peine depuis qu'elle a été nommée en octobre

1990, n'oublie pas les affaires européennes au profit du Golfe. Moi d'ordre: « Le travail gouvernemental n'est pas remis en cause. » De même, les répercussions de la guerre sur le ministère de la culture sont suffisamment minces pour que les activités de M. Jack Lang ne se ralentissent pas, et M. Michel Delebarre, nouveau ministre de la ville, n'a pas levé le pied.

En revanche, le cabinet du ministre de la communication, M^{me} Catherine Tasca, a semblé très absorbé par la guerre et, à Matignon, on a l'impression que M. Lionel Jospin, dont le département ministériel n'est pas non plus directement branché sur le Golfe, a plutôt la tête ailleurs. M. Jospin est occupé par les arbitrages interministériels sur deux dossiers complexes, l'aide sociale aux étudiants et le plan Universités 2000. Ces arbitrages, difficiles, entraînent. Peut-être l'intérêt de M. Jospin pour la guerre du Golfe explique-t-il cette lenteur.

Les poids plume

Des « petits » ministères ou des secrétariats d'État qui se livrent, eux aussi, à des activités totalement « domestiques » travaillent sans se laisser impressionner. C'est le cas de M^{me} Véronique Neiertz, secrétaire d'État chargée de la consommation, qui a présenté au conseil des ministres du 13 février l'un des très rares projets de loi significatifs (l'autorisation de la publicité comparative) adoptés en conseil depuis le déclenchement des hostilités.

Tous les « petits » ne semblent pas réagir de la même manière. M^{me} Michèle André, secrétaire d'État chargée des femmes, paraît avoir baissé les bras face à la concurrence de la guerre et de son spectacle: plus de programme adressé aux journalistes; cabinet et ministre ont adopté un profil bas. (Il sera beaucoup question des femmes au conseil des ministres du 6 mars, mais cela était prévu avant la guerre, compte tenu de la journée de la femme, le 8 mars.) A l'in-

verse, M^{me} Hélène Dorthac, secrétaire d'État chargée de la famille, tente de ne pas se laisser écraser et se débat pour survivre. Mais le résultat est le même: ça ne passe pas. Ni l'un ni l'autre de ces poids plume ne peuvent résister face à l'énorme pression de la guerre.

Le conflit du Golfe agit aussi d'une manière plus subtile sur le travail gouvernemental: ainsi, le cabinet de M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, a-t-il renoncé, pour le moment, à préparer un projet de loi, pourtant prévu, sur la limitation du travail clandestin. L'une des raisons avancées est qu'après l'affrontement avec les Irakiens et les dégâts causés aux relations de la France avec les pays arabes, ce ne sera pas vraiment le moment de crier haro sur l'étranger... A l'inverse, la communication du même M. Soisson, au conseil des ministres du mercredi 27 février, sur le chômage partiel découle directement de la guerre et de la nécessité de réagir au ralentissement très net de l'activité qu'elle a entraîné (Le Monde du 28 février).

Car il est déjà temps de se projeter dans l'après-Golfe. Or, les coupes budgétaires prévues par Matignon et le ministère des finances pourraient, parfois, faire plus mal que le choc de la guerre elle-même, par exemple pour le ministère de l'environnement. Quant à la recherche, on n'est pas loin de juger, au cabinet de M. Hubert Curien, que si les coupes prévues sont réalisées, il ne sera plus possible d'affirmer qu'elle fait partie des priorités gouvernementales. Curieux effet pervers d'une guerre pourtant très technologique, au moins du côté des alliés.

Environnement: le moral des troupes est atteint

Pour le ministère de l'environnement, la guerre du Golfe tombe on ne peut plus mal: le « plan vert », qui doit démultiplier les moyens d'un ministère resté pauvre pendant vingt ans, risque de capoter complètement, au moins pour cette année.

Dans les services de Neully, les directions ont reçu ordre — dans le cadre des 12 milliards d'économies budgétaires prévues pour l'ensemble du gouvernement — d'établir leur budget de fonctionnement pour 1991 en prenant pour base une réduction de 5 % par rapport à 1990. Pour les autorisations de programmes, la réduction prévue est de 10 %. Si bien que l'augmentation du budget dont se vante M. Eric Lalonde (+43 % en 1991) apparaît déjà rognée. Seule la future « grande agence » de l'environnement, dont l'état-major n'est toujours pas désigné, a des chances d'échapper à la hache.

Du coup, le grand élan donné depuis l'automne (promotion du secrétaire d'État au poste de ministre délégué, puis adoption du « plan vert » à l'Assemblée) retombe comme un soufflé. Même si la suppression des voyages oblige chaque service à se concentrer sur le travail en retard, les coupes budgétaires ont atteint le moral des troupes.

Le plan national pour l'environnement prévoit des embauches pour les nouveaux organismes (Agence française de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, Institut français de l'environnement, les directions départementales de l'environnement, etc.). Tout cela est bloqué. Des fonctionnaires vont donc être détachés, ce qui dépeuple encore plus les services déjà squelettiques de Neully...

Les services de M. Lalonde sont actuellement en négociation avec Bercy afin de répartir eux-mêmes leurs propres sacrifices...

Ce dossier a été établi par Jean-Louis Andréani, Roger Cass, Christine Chombeau, Gérard Courtès, Josée Deyrie, Jean-Paul Dufour, Alain Fajon, Pierre-Angel Gay, Eric Luyon, Alain Lebeaud, Agathe Legrand, Emmanuel de Roux, Marie-Pierre Sabat.

Intérieur: la sécurité... et le reste

« Pendant les travaux, la vente continue », avait dit M. Pierre Joxe, alors ministre de l'intérieur, avant son départ pour le ministère de la défense. Les missions liées à la sécurité ont été la priorité de la place Beauvau au cours des dernières semaines. « On essaie de faire en sorte que les autres dossiers — les finances locales, la Corse, la modernisation de la police et des préfectures — ne soient pas relégués au deuxième plan », remarque un responsable du cabinet. Dans l'attente de la fixation, par l'Elysée, de la date de l'éventuelle session extraordinaire du Parlement, qui devait pour l'essentiel concerner des dossiers du ministère de l'intérieur (dotation globale de fonctionnement, loi d'orientation sur l'administration territoriale, Corse), les services ont donc continué de travailler.

Phénomène nouveau: l'apparition de plusieurs réunions quotidiennes liées au plan Vigipirate. Un des objectifs est d'informer au mieux le ministre (qui participe au conseil de défense de 18 heures à l'Élysée). Une cellule

de crise, appelée le « centre opérationnel Beauvau », a été mise en place au 5^e étage du ministère; elle est chargée, 24 heures sur 24, y compris le week-end, de recueillir les informations des différents services chargés de la sécurité intérieure (police, renseignement, gendarmerie, douanes) et d'analyser la menace; elle est organisée par les responsables de la lutte antiterroriste. La cellule produit une évaluation quotidienne de l'état de la menace terroriste, de la sécurité intérieure et de l'évolution de l'état d'esprit des diverses communautés vivant en France.

L'activité du ministre reste écolétique: réunions avec les parlementaires sur la DGF, avec les associations d'immigrés, avec les pompiers, etc. Il a eu de premières prises de contact avec les syndicats policiers représentatifs, et les réunions avec la direction générale de la police nationale sur la réforme de l'instruction policière ont continué malgré la guerre.

Admis pour la première fois au concours de l'école

Les énarques du « troisième type » s'inquiètent de leur statut

Pour la première fois, en septembre, entreront à l'École nationale d'administration une dizaine de candidats qui auront présenté le « troisième concours ». Ces candidats ne sont ni étudiants — le concours « externe » leur est réservé — ni fonctionnaires — ceux-ci passent le concours « interne ». La loi du 2 janvier 1990 a en effet ouvert cette possibilité aux personnes qui justifient de huit ans d'activité professionnelle ou d'un mandat électif local et qui ont moins de quarante ans.

Cette solution a remplacé la « troisième voie » avec scolarité spécifique et recrutement limité, instituée par le gouvernement Mauroy en 1982 et supprimée en 1986 faute de résultats probants. Avec la nouvelle disposition, le gouvernement espère ouvrir davantage la haute fonction publique à la société civile, démocratiser encore son recrutement et faire profiter l'État de compétences acquises ailleurs.

Une première sélection de candidats a été effectuée en septembre dernier. Elle a permis d'en retenir quarante sur plus de cinq cents postulants. Ces candidats suivent

actuellement une préparation spéciale soit au centre de préparation du ministère des finances, soit à l'Institut d'études politiques de Paris, soit par correspondance.

Il semble que, dans son souci d'aller vite, le gouvernement n'ait pas réglé tous les problèmes qui se posent à ces futurs énarques du « troisième type » avant leur intégration dans l'école, ni envisagé le sort de ceux qui ne seront pas reçus au concours d'entrée. C'est pour obtenir des précisions que les stagiaires ont écrit le 19 janvier à M. René Lemoir, directeur de l'ENA. Ils l'ont aussi interrogé sur leur statut actuel, sur leurs droits sociaux et sur leurs perspectives de carrière.

Traitement particulier

Dans sa réponse, le 12 février, M. Lemoir précise que ces candidats sont, pendant leur période de préparation, couverts par le régime général de la Sécurité sociale mais que des discussions sont en cours avec un organisme de retraite complémentaire de droit privé. Pour ceux qui ne seront pas reçus à l'ENA,

l'accès aux indemnités de chômage est également en négociation.

Ces réponses n'apportent pas une totale satisfaction aux candidats qui voudraient obtenir une sorte de reconnaissance statutaire de leur état pendant leur période de préparation. La trentaine d'entre eux qui n'entreront pas à l'ENA souhaiteraient même qu'on leur délivre un diplôme et non un simple certificat. Tous estiment qu'une fois à l'école, leur spécificité due à leur expérience professionnelle devrait être mieux reconnue puisque c'est pour cela que le troisième concours a été créé.

Or, la loi ne prévoit pas un tel traitement particulier puisqu'elle précise même que tous les énarques, quel que soit leur concours d'accès, sont placés sur le même plan pour leur scolarité et pour leur classement de sortie. Les candidats du troisième type ne l'ignoraient pas mais ils voulaient que l'esprit de la loi soit respecté afin que leurs compétences soient mieux et plus vite utilisées par l'administration. Ils proposent donc de pouvoir effectuer leur « mobilité » aussitôt après leur sortie de l'école sans être, contrairement aux autres, astreints à demeurer

quatre ans dans le corps administratif qu'ils auront choisi.

On constate, à l'occasion de cette réforme, que les candidats venant du secteur privé ou de professions libérales s'adaptent très vite au style de revendications et aux préoccupations de carrière qui sont habituels chez les fonctionnaires professionnels. Leurs origines sont pourtant diverses et si certains acceptent de voir leur rémunération strictement diminuer en entrant dans la fonction publique, d'autres espèrent y décrocher un diplôme prestigieux dont ils feraient une « peau d'âne » monnayable avec profit. Tout comme en rêvent d'ailleurs certains des « énarques » issus des autres concours.

Il n'en demeure pas moins que si le gouvernement, comme le disait l'Assemblée nationale, le 24 novembre 1989, M. Michel Durifour, ministre de la fonction publique, juge « indispensable une diversification socio-professionnelle du recrutement de la haute fonction publique », il doit rendre celle-ci suffisamment attractive.

ANDRÉ PASSERON

POLITIQUE

Après les émeutes meurtrières à la Réunion

M. Le Pensec dénonce une « attaque préméditée »

SAINT-DENIS-DE-LA-RÉUNION
de notre correspondant

M. Louis Le Pensec, ministre des DOM-TOM, a regagné Paris, mercredi soir 27 février, au terme d'une brève visite dans l'île de la Réunion. Le porte-parole du gouvernement s'est entretenu avec le préfet, les élus locaux, les travailleurs sociaux et les responsables économiques de la situation dans l'île après les violentes émeutes qui ont suivi, au début de cette semaine, dans le quartier du Chaudron à Saint-Denis, la saisie du matériel de Télé Free-DOM et de Radio Free-DOM dirigées par M. Camille Sudre. Selon le dernier bilan, ces événements ont causé la mort d'au moins dix personnes, dont la majorité a péri dans l'incendie d'un magasin.

A la préfecture de Saint-Denis, M. Le Pensec a affirmé que ces troubles étaient le résultat d'une « attaque préméditée », et il a ajouté : « La casse a été organisée, les cibles choisies, une méthode préétablie à la main. Il y a eu une répartition et un ordonnancement

des tâches. » Le ministre a indiqué que les nombreux appels à la révolte lancés, quelques jours avant les manifestations, sur les ondes de Radio Free DOM et la « désinformation » systématique pratiquée par cette station privée relevaient d'une procédure judiciaire. L'avocat de la station, M. Jacques Vergès, a annoncé, mercredi à Paris, son départ immédiat pour La Réunion.

Le ministre des DOM-TOM a insisté sur les mesures mises en œuvre par le gouvernement, avec une priorité pour le logement social, grâce au contrat de ville dont a bénéficié Saint-Denis, pour résoudre les difficultés sociales et économiques qui affectent les couches les plus défavorisées du chef-lieu du département. Après avoir reçu une délégation du monde socio-économique, M. Le Pensec a assuré que des procédures accélérées d'indemnités des entreprises et des particuliers victimes de ces émeutes allaient être décidées et coordonnées par le préfet.

ALIX DIJOUX

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-88

MINITEL 36.15 CODE A3T puis OSP

Vente sur succession vacante au palais de justice de NANTERRE

le JEUDI 14 MARS 1991 à 14 heures

TERRAIN de 203 m² à CLAMART (92)

9 sentier des Plaines avec maisonnette et deux appartements - MISE A PRIX : 121 800 F
S'adresser à M^{rs} Régis WAQUET, avocat au barreau des Hauts-de-Seine, 56, rue Raymond-Barbet 92000 NANTERRE, tél. : 47-24-64-09 (de 14 h 30 à 15 h 30). Et sur les lieux pour visiter le MARDI 5 MARS 1991 de 14 h à 15 h.

Vente sur succession vacante au palais de justice de NANTERRE

le JEUDI 14 MARS 1991 à 14 heures

APARTEMENT de 3 PIÈCES

principales, cuisine, W.C., débarras, cave
MALAKOFF (92)
23, rue Emile-Zola et 31, rue Pierre-Larousse
MISE A PRIX : 400 000 F
S'adresser à M^{rs} Régis WAQUET, avocat au barreau des Hauts-de-Seine, 56, rue Raymond-Barbet 92000 NANTERRE, tél. : 47-24-64-09 (de 14 h 30 à 15 h 30). Et sur les lieux pour visiter le JEUDI 7 MARS 1991 de 9 h 30 à 10 h 30.

Vente sur succession vacante au palais de justice de NANTERRE

le JEUDI 14 MARS 1991 à 14 heures

APARTEMENT de 4 PIÈCES

entrée, dégagement avec placard, cuisine, salle de bains, W.C. au 10^e ét., du bât. 11, escalier 2 - CAVE - PARKING
MONTFERMEIL (93)
11, rue Picasso - MISE A PRIX : 130 000 F
S'adresser à M^{rs} Régis WAQUET, avocat au barreau des Hauts-de-Seine, 56, rue Raymond-Barbet 92000 NANTERRE, tél. : 47-24-64-09 (de 14 h 30 à 15 h 30). Et sur les lieux pour visiter le JEUDI 7 MARS 1991 de 14 h à 15 h.

Vente sur saisie immobilière au Tribunal de Grande Instance de VERSAILLES

le Mercredi 13 mars 1991 à 9 h 30

IMMEUBLE à us. D'HABITATION

(78) SAINT-GERMAIN-EN-LAYE

Mise à Prix : 800 000 F

S'adresser à la S.C.P. A. & P. JOHANET, tél. : 30-21-46-46

Et tous avocats du barreau de Versailles

LA VILLE DE PARIS vend LIBRES

En la chambre des notaires de Paris place du Châtelet

Le MARDI 19 MARS 1991 à 14 h 30

5 APPARTEMENTS 2, 3, 4 et 5 p.

(56 m², 57 m², 67 m², 93 m² et 118 m² env.)à Paris (16^e)

Entre le bd Suchet et le champ de courses d'Auteuil

M^{rs} BELLARGENT, notaire assoc., 14, rue des Pyramides, Paris (75001)

Tél. : 44-77-37-48 et 44-77-37-49 - Visites s/p. 1, square Malherbe,

les 4, 9, 11, 14, 16, 18 mars de 10 à 13 heures

Vente sur saisie immobilière au palais de justice de PARIS

le jeudi 14 mars 1991 à 14 h 30, en un seul lot

un IMMEUBLE à PARIS

(9^e arrondissement)

17, avenue F.-D.-Roosevelt

Élevé sur caves et terre-plein, d'un rez-de-chaussée

de trois étages carrés et d'un quatrième étage sous combles

Mise à prix : 60 000 000 F

Pour tous renseignements, s'adresser à M^{rs} DIRCKS-DILLY,avocat à Paris (16^e), 3, rue Faustin-Hélie - Tél. : 45-04-88-88

et au greffe du tribunal de grande instance de Paris.

Vente sur saisie au palais de justice de PARIS Jeudi 7 mars 1991 à 14 h 30

en 2 lots avec faculté de réunion

à PARIS-8^e 90, rue La Boétie

au passage communal G-S sans numéro

1^{er} Lot BOUTIQUE au rez-de-cha. (Lot n° 37) avec accès

par escalier privatif à un Local au sous-sol (Lot n° 38).

2^e Lot Appart. escalier A - 2^e étage (Lot n° 3) 4 Pces - Pchales -

Cuis. Cdt Débar. W.C. relié au lot n° 37 par un

escalier intérieur, au sous-sol une Cave n° 8

3^e Lot Appart. escalier A - 2^e étage (Lot n° 4) 5 Pces Pchales - Cuis. Cabinet

Toilette - débarras et W.C.

MISES A PRIX : 1^{er} Lot 1 000 000 F - 2^e Lot 500 000 FS'adr. M^{rs} W. DRIGUEZ, avocat 6, rue Saint-Philippe-du-Roule à Paris-8^e

Tél. : 42-25-78-41 - Pour vis. s/p. chaque Mardi et Jeudi de 14 h à 17 h

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, mercredi 27 février, au palais de l'Élysée. Au terme des travaux, le service de presse de la présidence de la République a diffusé un communiqué dont voici les principaux extraits :

● Chaîne culturelle européenne

(Voir le Monde du 28 février)

● Code des postes et télécommunications

Le ministre des postes, des télécommunications et de l'espace a présenté un projet de loi modifiant le code des postes et télécommunications et le régime des moyens ou prestations de cryptologie.

Le projet de loi introduit dans la procédure de constatation des infractions à la réglementation des télécommunications et de la cryptologie par les fonctionnaires de l'administration des télécommunications habilités et assermentés les garanties demandées par le Conseil constitutionnel dans sa décision du 27 décembre 1990. Le procureur de la République devra être informé au préalable des opérations envisagées. Les fonctionnaires habilités ne pourront accéder aux locaux à usage professionnel que pendant les heures d'ouverture au public et, dans les autres cas, qu'entre 8 heures et 20 heures. Ils ne pourront accéder aux locaux qui servent pour partie de domicile aux intéressés. Enfin, ces derniers devront recevoir copie des procès-verbaux qui seront dressés à la suite de ces interventions.

● La formation des salariés

et le chômage partiel

(Voir le Monde du 28 février.)

● Le renouveau du service public

au ministère de la culture

(Lire ci-contre.)

● La politique d'information scientifique et technique

Le ministre de la recherche et de la technologie a présenté un projet de loi modifiant la politique d'information scientifique et technique.

Condition indispensable de l'innovation, facteur important de la langue française, l'information scientifique et technique constitue une activité économique qui tend à prendre un poids croissant dans la compétition internationale.

La France dispose d'atouts importants avec notamment les centres d'information scientifique et technique de grande qualité que sont l'Institut national de la propriété industrielle (INPI) et l'Institut national d'information scientifique et technique (INIST).

d'information scientifique et technique (INIST). Mais malgré leur nombre important et leur qualité, les bases de données sont encore trop peu consultées dans notre pays. Pour remédier à la trop grande dispersion des acteurs et susciter une utilisation plus importante en France de l'information scientifique et technique, le ministère de la recherche et de la technologie a décidé d'engager une série d'initiatives.

1. - Renforcer et mieux coordonner l'activité des pouvoirs publics.

Un conseil de coordination de l'information scientifique et technique sera constitué dans les organismes de recherche placés sous la tutelle du ministère de la recherche et de la technologie.

2. - Mieux répondre aux besoins des utilisateurs.

a) Rationaliser le nombre des bases et banques de données.

Le ministère de la recherche et de la technologie proposera aux autres ministères compétents une politique de fusion des bases de données afin d'en réduire notablement le nombre.

b) Améliorer et faciliter l'accès aux bases de données.

Un appel d'offre sera lancé en 1991 pour améliorer les outils permettant l'accès et le traitement de l'information. Le programme INFOSOURCE de constitution de répertoires thématiques sur les sources d'information sera renforcé.

3. - Formation à l'information et recherche sur l'information.

En liaison avec le ministère de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, un programme de formation sera développé. Vingt modules de formation initiale seront mis en place dans les écoles d'ingénieurs et les universités. Dix modules supplémentaires seront proposés à la formation continue des ingénieurs déjà en poste dans l'industrie.

Un programme d'aide à la recherche en information (PARINFO) vient d'être lancé pour quatre ans par le ministère de la recherche et de la technologie avec le ministère de l'éducation nationale, en collaboration avec le Centre national de la recherche scientifique, le Centre national d'études des télécommunications, l'Institut national de recherche en information et le Centre de documentation de l'armement.

Le ministre de l'agriculture et de la forêt a souligné l'importance de la négociation qui s'ouvrira lundi à Bruxelles au niveau du Conseil agricole pour la fixation des prix de campagne 1991-1992. Il a demandé que cette fixation n'anticipe pas les décisions qui seront prises ultérieurement sur l'actualisation de la politique agricole commune et que le revenu des agriculteurs soit préservé.

Pour faciliter le recrutement et la gestion des fonctionnaires

Réforme de l'administration culturelle

Il y a deux ans, en février 1989, M. Michel Rocard lançait un plan de « renouveau du service public ». Dans quelques semaines un séminaire du gouvernement fera le point sur deux ans de réformes visant à adapter l'administration et à la moderniser. Mais dès le conseil des ministres du 27 février, une communication a été présentée sur ce sujet par M. Jack Lang, ministre de la culture, de la communication et des grands travaux, dressant un bilan des améliorations administratives apportées aux services publics culturels.

L'enthousiasme du seul ministre socialiste qui ait (presque) constamment eu en charge ce département depuis 1981 a été tel pour exposer ces problèmes aux autres ministres qu'il a dû, à la fin de son intervention, lui a fait passer un mot de félicitations ainsi rédigé : « C'est fou à quel point tu as admirablement compris la politique de renouveau du service public ! Quelle leçon magistrale. Sans rigoler : tout cela est du bon boulot. Bravo. »

M. Lang a d'abord souligné que la réforme du statut des douze mille fonctionnaires de son ministère s'imposait car ils se répartissaient entre plus de cent corps dont certains avaient été créés par Colbert. Leur nombre, déjà ramené à soixante, doit encore être réduit de moitié, ce qui devrait faciliter leur recrutement, leur gestion et leur mobilité. Ainsi

la création du corps des « conservateurs du patrimoine » a-t-il permis la fusion des conservateurs de musée, des inspecteurs de monuments historiques, des conservateurs de l'archéologie, des conservateurs de l'inventaire et des conservateurs des archives jusqu'alors séparés. Cette année, les regroupements statutaires concerneront les techniciens d'art, les inspecteurs généraux et les enseignants.

La formation des personnels sera assurée par un Centre national en cours de création et par la nouvelle Ecole nationale du patrimoine que M. Lang qualifie d'« ENA de la culture ». La déconcentration des responsabilités s'est manifestée par le transfert en 1990 de 30 % des crédits aux directions régionales contre 20 % en 1985, ce qui allège d'autant la charge de l'administration centrale parisienne et doit, en principe, accélérer les procédures. Enfin le ministère devrait publier, cette année, deux codes, l'un sur la communication, l'autre sur la propriété littéraire et artistique faisant le point sur la législation en ces matières.

Si une telle action a pu être entreprise par M. Lang c'est probablement parce que le ministère de la culture est l'un de ceux qui, par sa petite taille, par son personnel réduit et par sa spécificité, se prêtent le plus facilement à la réforme et au... dépoussiérage.

A. P.

BIBLIOGRAPHIE

René Coty
le président oublié

Eclipsé par son successeur, le dernier président de la IV^e République a laissé dans la mémoire collective la trace assez peu marquée d'un homme estimé mais effacé et politiquement impuissant. Cette image incomplète, floue et injuste, est corrigée par M. Francis De Baecque, conseiller d'Etat, ancien collaborateur de René Coty, qui montre bien comment son action et son sacrifice ont permis la transition avec la République suivante et facilité l'arrivée sans drame de de Gaulle à l'Élysée après que celui-ci eut été pendant sept mois son ultime « président du Conseil » et le dernier de la IV^e République.

« Homme de bien », comme le qualifie M. Maurice Schumann dans sa préface, René Coty fut pendant son septennat interrompu (1954-1959) un véritable « républicain ».

« L'autre montre comment le calme sénateur normand s'est inquiété de l'instabilité des pouvoirs et comment le recours au « plus illustre des Français » lui avait semblé le seul moyen d'éviter déchirements et discords. On voit cependant que le rôle du président de la République n'était pas négligeable ni dans le choix des présidents du Conseil (c'est lui qui a appelé Pierre Mendès France à Matignon) ni dans la présidence des conseils des ministres. Ayant toujours souhaité la restauration de l'Etat et l'équilibre des pouvoirs, René Coty s'est toutefois opposé à l'élection du président de la République au suffrage universel lors du référendum du 28 octobre 1962, un mois avant sa mort à l'âge de quatre-vingts ans.

Cet ouvrage comble une lacune puisque René Coty, chef d'Etat oublié (le Monde daté 8-9 janvier 1984), est depuis la dernière guerre le seul président de la République à n'avoir laissé ni mémoires ni œuvres politiques écrites.

ANDRÉ PASSERON
► René Coty, tel qu'on l'a connu, de Francis De Baecque, Editions STH, 314 p., 130 F.

Centre Georges Pompidou
Bibliothèque publique d'information

Coordination

Le Monde

Avec le soutien du Ministère de la Justice

PROCES PENAL
ET DROITS DE
L'HOMME

émergence d'une conscience
européenne,
héritages culturels et
résistance des pouvoirs

Colloque Européen :
26/27 mars 1991

Grande Salle du Centre Georges Pompidou

BULLETIN D'INSCRIPTION

Date limite : 15 mars 1991

NOM

ADRESSE

VILLE

CODE POSTAL

Renseignements :

42 77 12 33 poste 4514

A retourner à :

Salle d'actualité de la BPI
Débats
Jean-Luc Villard
Bibliothèque publique
d'information
75197 PARIS CEDEX 04

JUSTICE

La défense de Simone

A la veille du verdict sur le cour d'assises de l'île de la Réunion, Simone Moselle, Simone Moselle, elle-même poursuivie par les juges de la défense en raison d'un long procès pénal, a fait longuement appel à l'avocat général pour demander l'acquittement de ses clients, avant que ses défenses prennent la parole à leur tour pour demander l'acquittement de leur client, avant un verdict de culpabilité.

Comme dans les autres affaires de la Réunion, les juges de la défense ont demandé l'acquittement de leur client, avant un verdict de culpabilité. Les juges de la défense ont demandé l'acquittement de leur client, avant un verdict de culpabilité.

Les juges de la défense ont demandé l'acquittement de leur client, avant un verdict de culpabilité. Les juges de la défense ont demandé l'acquittement de leur client, avant un verdict de culpabilité.

Les juges de la défense ont demandé l'acquittement de leur client, avant un verdict de culpabilité. Les juges de la défense ont demandé l'acquittement de leur client, avant un verdict de culpabilité.

Les juges de la défense ont demandé l'acquittement de leur client, avant un verdict de culpabilité. Les juges de la défense ont demandé l'acquittement de leur client, avant un verdict de culpabilité.

François Mitterrand
et Arthur Rimbaud

Son propos est de montrer que cette citation est une citation de Bredin. On voit cependant que le rôle du président de la République n'était pas négligeable ni dans le choix des présidents du Conseil (c'est lui qui a appelé Pierre Mendès France à Matignon) ni dans la présidence des conseils des ministres. Ayant toujours souhaité la restauration de l'Etat et l'équilibre des pouvoirs, René Coty s'est toutefois opposé à l'élection du président de la République au suffrage universel lors du référendum du 28 octobre 1962, un mois avant sa mort à l'âge de quatre-vingts ans.

Cet ouvrage comble une lacune puisque René Coty, chef d'Etat oublié (le Monde daté 8-9 janvier 1984), est depuis la dernière guerre le seul président de la République à n'avoir laissé ni mémoires ni œuvres politiques écrites.

ANDRÉ PASSERON

► René Coty, tel qu'on l'a connu, de Francis De Baecque, Editions STH, 314 p., 130 F.

SCIENCES

La navette spatiale

L'incertitude continue de résonner sur le pas de tir de Cap Canaveral (Floride), où la navette spatiale Discovery devait être lancée pour une mission militaire. La navette, avec à son bord un équipage de sept astronautes, devait découvrir dans les semaines à venir des données sur la fusée, lundi 12 février, pour permettre la sécurité de la navette en orbite ou lors de son retour.

سكز ابن (البحر)

JUSTICE

Devant les assises de Meurthe-et-Moselle
La défense de Simone Weber

A la veille du verdict de la cour d'assises de Meurthe-et-Moselle, Simone Weber a elle-même ouvert les plaidoiries de la défense en répondant longuement au réquisitoire de l'avocat général et aux avocats des parties civiles avant que ses défenseurs ne prennent la parole à leur tour pour demander l'acquiescement devant un dossier « ruisseau de doutes ».

Calme, Mme Weber consulte ses notes, s'empare du micro et commence sa plaidoirie. La veille, elle avait éclaté de rire à l'instant où l'avocat général avait requis contre elle la réclusion criminelle à perpétuité assortie d'une période de sûreté de dix-huit ans. Elle tient à s'en expliquer : « J'entends des choses tellement abominables. C'est une réaction que l'on a quand on voit déchirer au-dessus de vous. Mais elle s'attache aussitôt au dossier. Pâle-mêle elle fustige les témoins « à l'imagination trop facile » ou ceux qui ont déposé contre elle « au bout de trois ans, comme des cheveux dans de la soupe ». Elle adopte un ton paisible même lorsqu'elle dit : « Les choses petites sont déformées. C'est très grave, ça, ça se voit. L'instruction lui a laissé un mauvais souvenir : il y a eu la période des juges médiatiques. Après le juge Pascal, il y a eu l'affaire Grégory. On a voulu faire le triage des juges médiatiques. Sa voix se fait presque plaintive quand elle ajoute : « On va dire que j'attache encore le juge, mais enfin c'est lui qui m'a amené là ».

Sa plaidoirie devient très argumentée lorsqu'elle évoque l'épisode où elle a garé sa voiture, porte de Charenton, à Paris, pendant sept heures le 30 juin 1985, huit jours après la disparition de Bernard Hettier : « Je l'aurais laissée avec le tronc dans le coffre par cette chaleur ? Mais cela aurait gravé tout le quartier ! C'est grave ça, ce n'est pas admissible. » Ce tronc repêché dans la Merne le 15 septembre 1985 à Poincy possède un squelette semblable à celui du disparu. Mais Simone Weber refuse cette version : « Il fallait trouver un corps à Bernard pour pouvoir le condamner à la prison à vie... C'est pire que la peine de mort », soupire la sexagénaire qui se reprend aussitôt : « Rasurez-vous, je ne vais pas pleurer sur mon sort... »

François Mitterrand
et Arthur Rimbaud

Son propos devient confus lorsqu'elle lit d'une voix douce cette citation de Jean-Denis Bredin : « Ceux qui changent d'avis sont comme ceux qui se convertissent au moment de mourir, avouant par là qu'ils ont mal vécu. » Mais elle invoque d'une façon plus explicite M. François Mitterrand disant : « Il appartient à la France de faire respecter le droit de chacun », pour ajouter : « Je n'ai pas été respectée. »

Mme Weber comprend la famille du disparu et déclare : « J'ai de la peine pour Patricia Hettier. » Pourtant elle ajoute médisamment : « Mais la haine qu'elle a contre moi n'est pas tolérable. » Elle revient au dossier, mais son ton devient las : « On voudrait faire croire que j'ai délibérément coupé en morceaux un être que j'aimais bien. »

Je n'ai jamais assassiné personne. Et, sans s'expliquer plus avant, elle cite Arthur Rimbaud qui écrivait : « Que d'amours splendides j'ai rêvés. » Le public, un instant séduit, a cessé de ricaner.

Après la plaidoirie de l'accusée, la parole est aux gens de robe. Méthodiquement, M^{re} Alain Behr et François Robinet taillent le dossier d'accusation en pièces en profitant de nombreuses lacunes d'une instruction qui a cependant duré cinq ans. Pourtant, si l'empoisonnement de Marcel Fizard, en 1980, ne repose que sur des éléments fragiles, l'assassinat de Bernard Hettier est entouré de circonstances qui constituent de lourdes charges contre Simone Weber. Aussi M^{re} Behr s'est-il attaché à détruire le témoignage principal. Le jour de la disparition, un voisin, M. Hagg, a vu un homme entrer avec Simone Weber dans son appartement. Pour l'accusation c'est Bernard Hettier qui n'en est pas ressorti. Mais lors d'une confrontation, accordée trois ans après par le juge, ce témoin a décrit l'homme comme un petit gros alors que le disparu était un grand mince. « Pendant trois ans on n'a jamais posé cette question à M. Hagg. C'est une aberration judiciaire », proteste l'avocat. Et, systématiquement, chaque élément de l'accusation est passé au crible.

« La personnalité à charge »

M^{re} Robinet soutient que Mme Weber n'a pas organisé la survie artificielle de Bernard Hettier mais qu'elle a seulement tout fait pour qu'il ne perde pas son emploi. C'est ainsi qu'il faut interpréter le faux certificat médical, et si elle a fait téléphoner à l'une de ses maîtresses, c'est seulement pour tenter de savoir s'il était chez elle. Pour l'avocat le plupart des incohérences s'expliquent car « elle s'est défendue avec la maladresse de l'innocence » et cet énorme dossier n'est qu'un « colosse aux pieds d'argile ».

C'est aussi la conviction de M^{re} Liliane Glock qui a un autre regard sur ce procès. La présomption d'innocence et la notion de jugement équitable sont des vertus qui lui semblent aujourd'hui bien absentes. « Quand il n'y a pas de preuves, il faut prendre son temps, faire une instruction qui dure cinq ans et qui coûte 500 000 francs, lui ajouter une audience de cinq semaines et, évidemment, des réquisitions qui se doivent d'être à cette hauteur. C'est une dérive inquiétante », estime l'avocate. Mais il y a un autre aspect qu'elle évoque avec amertume : « Ça n'est pas ce que M^{re} Weber aurait commis qu'on lui reproche, c'est ce dont elle est capable. » Aussi M^{re} Glock dénonce-t-elle le « voyeurisme » de cette audience en constatant : « Des preuves au sens objectif, il n'y en a pas. Mais il y a l'ambivalence... ». Et elle rappelle ce défilé de témoins qui détestent Mme Weber et la plaidoirie d'une avocate de la partie civile qui avait rapproché l'accusée du démon. « Le diable est entré dans le prétoire. Est-ce un procès du dix-neuvième siècle ? On se demande si on ne participe pas à un exorcisme. Dans cette affaire, on a inventé la personnalité à charge. »

MAURICE PEYROT

MÉDECINE

Sur décision de MM. Bérégovoy et Evin

Les compagnies d'assurances ne pourront plus demander de dépistage du sida au-dessous d'un capital de 1 million de francs

MM. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, et Claude Evin, ministre des affaires sociales et de la solidarité, devaient annoncer, jeudi 28 février, deux décisions concernant les problèmes posés par l'épidémie de sida aux assureurs et aux usagers. A la suite du rapport demandé sur ce thème à M. Benoît Jolivet, ancien directeur des assurances, les deux ministres, « soucieux de préserver le droit des personnes et d'éviter les exclusions », ont décidé, d'une part, d'interdire aux assureurs de faire référence, dans leur questionnaire, à la vie privée et à la sexualité. Ils vont imposer aux compagnies d'assurances, d'autre part, de ne plus demander de test de dépistage de la contamination par le virus du sida en dessous d'un capital garanti de 1 million de francs.

Les assureurs français avaient attendu 1989 pour commencer à s'inquiéter publiquement des conséquences de l'épidémie de sida (le Monde du 17 mars 1989). Il y a un an, le Conseil national du sida, que préside M^{re} Françoise Héritier-Augé, professeur au Collège de France, recommandait aux pouvoirs publics de faire en sorte que les assureurs ne puissent exiger de test de dépistage de contamination par le virus du sida. Ce conseil redoutait « que les assureurs n'aient de plus en plus recouru à des questionnaires comportant des références explicites ou déguisées au style de vie ou à la sexualité » (le Monde du 21 février 1990).

A la suite de ce rapport, MM. Bérégovoy et Evin avaient confié à M. Benoît Jolivet, alors directeur des assurances, la présidence d'un groupe de travail interministériel réunissant aussi les professionnels de l'assurance et le conseil national de l'ordre des médecins. Dans ce cadre, les responsables du Conseil national du sida et de l'association Aides ont été entendus. Il s'agissait tout particulièrement de dégager les orientations permettant, en matière d'assurance, d'éviter l'exclusion des personnes séropositives, mais aussi de « donner un cadre de référence déontologique à l'établissement des questionnaires médicaux ».

« Règles de bonne conduite »

Le rapport, classé « confidentiel », du groupe de travail assurances et sida, est daté du 11 janvier dernier (1). Ce document de vingt-sept pages est accompagné de volumineuses et fort instructives annexes. « La difficulté centrale des travaux du groupe a été, sur la plupart des questions, de combiner de manière satisfaisante des principes éthiques et des pratiques de marché », peut-on lire en introduction. En pratique, la grande majorité des compagnies françaises d'assurances étaient aménées à demander un test de dépistage, « en fonction du montant des capitaux souscrits, sans qu'il y ait de seuil généralisé ». « La plupart du temps, précisent les auteurs du rapport, le test n'est pas demandé de manière isolée, mais intégré à un examen plus complet du sang ». A l'étranger, les pratiques en la matière sont très diverses. Ainsi, outre-Manche, les assureurs bri-

tanniques ne craignent pas d'établir une sélection des risques à partir de questionnaires médicaux comportant notamment des interrogations sur les pratiques sexuelles des postulants.

Les auteurs du rapport Jolivet fournissent une série de recommandations. Il convient d'abord, selon eux, d'organiser, sous l'égide de la direction générale de la santé, une information périodique des assureurs et des réassureurs sur l'évolution épidémiologique concernant le sida, ainsi que sur les progrès thérapeutiques. Un « groupe de suivi » devrait ainsi prochainement être mis en place. Rappelant que, selon la loi Evin du 31 décembre 1989, il appartient à l'assureur de faire la preuve d'un éventuel antécédent médical d'un assuré, les auteurs estiment que ce qui concerne les difficultés susceptibles d'apparaître dans ce domaine il revenait à la commission consultative de l'assurance d'établir les règles de bonne conduite en la matière.

En ce qui concerne les questionnaires proposés aux futurs assurés, le groupe, suivant en cela l'une des recommandations du Conseil national du sida, est tombé d'accord pour « qu'aucune question concernant le caractère intime de la vie privée, et en particulier la vie sexuelle des postulants, ne puisse être prévue dans les questionnaires ». Cette mesure, qui n'est pas en vigueur dans de nombreux pays d'Europe, a été retenue par les deux ministères concernés. Annoncée par MM. Bérégovoy et Evin, elle devrait prochainement prendre la forme d'un décret, tout manquant étant ici possible de sanctions, y compris lorsque les contrats d'assurance sont proposés en France par des compagnies étrangères.

Grilles de sélection

Pour ce qui est du test de dépistage, les auteurs réaffirment qu'« aucun test sérologique ne pouvait être réalisé sans le consentement éclairé de la personne et sans l'information et les conseils appropriés ». Ils recommandent d'autre part que « dans le cadre des habitudes de l'assurance, une appréciation d'ensemble du risque soit effectuée pour une personne atteinte de sida ou d'infection par le VIH, comme pour toute autre pathologie, et qu'elle repose sur un examen médical plus large où le test sérologique trouve sa place, comme de nombreux autres tests biologiques demandés par les entreprises d'assurances ».

Cependant, alors que le rapport ne retient pas la notion de seuil de capitaux qui s'appliquerait au seul test de dépistage de la contamination par le virus du sida, MM. Bérégovoy et Evin ont décidé qu'un seuil était nécessaire et qu'il serait fixé à 1 million de francs. On estime que l'établissement d'un tel seuil devrait être de nature à prévenir toute dérive en la matière. Actuellement, l'examen médical avec prélèvement sanguin (pouvant comporter de très nombreux paramètres) et analyse des urines est demandé par les assureurs dès lors que le capital-décès dépasse 3 500 000 francs (pour un assuré de moins de trente-cinq ans) ou 2 millions de francs (au-delà de cinquante-cinq ans).

Les « grilles de sélection » des réassureurs prévoyaient, déjà, la

recherche des anticorps spécifiques VIH-1 et du VIH-2, à partir d'un capital-décès de 1 million de francs ou d'une rente équivalente à 100 000 francs par an.

Enfin, le rapport annonce que, dans un proche avenir, les assureurs français considéreront comme « assurables » les personnes reconnues comme étant séropositives. Ils retiendront alors le schéma dit des « risques aggravés ». Il s'agit là de risques qui étaient considérés autrefois comme inassurables en raison de la gravité de la maladie et des incertitudes trop fortes sur les possibilités de guérison ou de rémission. Pour les assureurs, l'évolution des connaissances thérapeutiques et épidémiologiques permet aujourd'hui la prise en charge des séropositifs moyennant une tarification adaptée (surprime).

Ainsi, la contamination par le virus du sida — comme c'est le cas depuis quelques années pour le cancer — ne pourra plus à l'avenir être considérée comme

un motif d'exclusion du champ de l'assurance. Des divergences d'appréciation demeurent toutefois quant au taux de la surprime, les assureurs souhaitant l'aligner sur le taux de crédit à la consommation, ce que l'on juge tout à fait excessif dans l'entourage de M. Claude Evin.

Il n'en reste pas moins vrai, au total, que cette approche amorcée par le ministère des affaires sociales sur un sujet aussi difficile apparaît tout à fait exemplaire, les solutions trouvées, pour limitées qu'elles soient, constituant de véritables avancées, sans précédent sur le marché international de l'assurance.

JEAN-YVES NAU

(1) Le rapport du groupe de travail assurances et sida est signé de M. Benoît Jolivet (président) et de MM. Denis Vilain et Jean Debeauvais (rapporteurs). Ce groupe était composé d'une quarantaine de membres réunissant des représentants des différents ministères et de la profession de l'assurance.

Abeille-Vie condamnée pour refus d'indemnisation d'un malade

Dans une ordonnance de référé du 11 février, le tribunal de grande instance de Paris a condamné la compagnie d'assurances Abeille-Vie qui refusait depuis six mois de payer les indemnités journalières de l'un de ses clients, aujourd'hui décédé du sida.

Pierre est mort du sida le 23 décembre 1990. Affaibli par sa maladie, épuisé par douze mois de lutte contre les infections, il lui a aussi fallu combattre des mois durant la compagnie d'assurances Abeille-Vie, qui refusait depuis le mois de juin de verser les indemnités journalières que prévoyait son contrat. Pendant les six derniers mois de sa vie, Pierre, qui ne pouvait plus travailler, n'avait plus aucune ressource.

Il avait pourtant souscrit une assurance privée auprès de la compagnie Abeille-Vie, le 1^{er} juillet 1987. Attaché de presse indépendant, Pierre s'était alors soumis de bonne grâce aux conditions exigées par la compagnie d'assurances : l'établissement d'un certificat médical de « bonne santé » auprès d'un médecin généraliste et la réponse à un questionnaire succinct fourni par Abeille-Vie. Le 1^{er} juillet 1987, il signait un contrat comprenant des cotisations semestrielles de 1 800 francs qui lui donnaient notamment droit, en cas de maladie, à des indemnités journalières de 500 francs.

Trois ans plus tard, le 28 janvier 1990, il était admis à l'hôpital St-Jacques, où il était suivi depuis un an. Pierre, dont le bureau d'attaché de presse était désormais fermé, vivait alors des indemnités journalières versées par la compagnie d'assurances Abeille-Vie. Mais au mois de juin, la compagnie se fait soudain de plus en plus exigeante. Elle réclame de nouveaux certificats médicaux et s'arrête brutalement de verser les indemnités journalières au mois de juillet, au vu d'un document précisant que l'affection est en relation avec une sérologie HIV +.

Manœuvres de temporisation

Le paiement des indemnités est suspendu du jour au lendemain, sans avertissement. « La suspension brutale et sans explication des indemnités est inadmissible, surtout quand le malade est dans une situation critique », explique M^{re} Suzanne Mawas-Le Dain, contactée durant l'été par l'intermédiaire de l'association Aides. Si la compagnie estimait que le dossier posait un problème, elle

devait s'en expliquer clairement, et dénoncer le contrat devant un juge.

Au mois de novembre, la compagnie d'assurances finit par accepter de verser une provision « à titre exceptionnel » pour une période limitée au mois de juillet 1990. Mais ce sursis ne dure pas : Abeille-Vie refuse, toujours sans explication, de poursuivre les versements correspondants aux mois d'août, septembre, octobre et novembre. « La compagnie d'assurances savait que Pierre était sans ressources et atteint d'une maladie mortelle », dénonce l'ami de Pierre, Philippe Variéras. Ces mois ont été plus durs que tout ce que je pouvais imaginer. Abeille-Vie paraît sur l'affirmation progressive de notre résistance physique et psychologique.

M^{re} Suzanne Mawas-Le Dain assigne donc Abeille-Vie en référé devant le tribunal de grande instance de Paris, le 17 décembre. Après une nouvelle assignation devant le tribunal des référés, le 4 février, l'avocat d'Abeille-Vie, M^{re} Polillon, qui refuse de s'exprimer sur cette affaire, plaide la « fausse déclaration intentionnelle de l'assuré lors de son adhésion » et demande une expertise médicale afin de confirmer cette hypothèse.

La compagnie d'assurances accuse Pierre d'avoir dissimulé sa maladie lors de la souscription du contrat, en juillet 1987. « Pourtant, les certificats médicaux, notamment celui établi le 6 septembre, précisent bien que la maladie a été diagnostiquée en février 1988, explique M^{re} Suzanne Mawas-Le Dain. Il n'y a donc là aucun « indice » permettant de demander une expertise, sinon pour retarder encore la décision de justice. »

Le juge des référés, M^{re} Françoise Nézi, rejette les arguments de la compagnie d'assurances le 11 février. Dans son ordonnance, le tribunal qui rappelle que « la maladie n'a été diagnostiquée pour la première fois qu'en janvier 1989 » et « qu'aucun examen médical n'était exigé lors de la souscription du contrat », écarte l'hypothèse de la fausse déclaration et refuse l'expertise demandée par Abeille-Vie. La compagnie d'assurances doit honorer le contrat signé en 1987.

ANNE CHEMIN

SCIENCES

Malgré les anomalies constatées

La navette spatiale Discovery pourrait être lancée le 9 mars

L'incertitude continue de régner sur le pas de tir de Cap Canaveral (Floride), où la navette américaine Discovery devait être lancée pour une mission militaire, le 9 mars prochain, avec à son bord un équipage de sept astronautes. Les anomalies découvertes dans les trappes de son fuselage, lundi 18 février (le Monde du 21 février), peuvent-elles compromettre la sécurité de l'équipage en orbite ou lors de sa rentrée dans

l'atmosphère ? La plupart des spécialistes ne le pensent pas. Mais la NASA, qui fait actuellement l'objet de vives critiques de la part du Congrès comme du grand public (le Monde du 12 décembre 1989), ne peut se permettre de courir de risques. La décision ne sera donc prise qu'en début de semaine prochaine, après qu'aura été testée, au Centre spatial Kennedy, l'aptitude au vol de la navette.

Seule certitude : contrairement à ce qu'ont tout d'abord espéré les ingénieurs de la NASA, les fissures, qui touchent trois des quatre charnières des trappes par lesquelles passent les conduites d'hydrogène et d'oxygène liquides, ne pourront pas être réparées sur le pas de tir. Soit Discovery attendra son retour de mission pour être remise en état, soit elle devra réintégrer son hall d'assemblage. Le vol serait alors

retardé de plusieurs semaines et n'interviendrait qu'après celui d'Atlantis, qui doit lancer, le 4 avril, le satellite d'astronomie GRO. Un contretemps qui pourrait repousser un ou plusieurs des sept vols inscrits au calendrier de la NASA pour 1991. D'autant que des fissures similaires, bien que de plus petite taille, viennent d'être décelées sur la navette Columbia. — (UPL)

CULTURE

MUSIQUES

Dame, pique et gagne

Suite de la première page

Tout connaisseur sait ce qu'il est en droit d'attendre d'une *Dame de Pique* à ce jour, quelle distribution il peut exiger d'un établissement de bon niveau européen. Mardi soir, à la première de l'opéra de Tchaïkovski, les connaisseurs n'ont pas fait grise mine, tant s'en faut.

D'abord parce que la distribution était là. Ou presque là. Tina Kiberg, infatigable Lisa, s'est furieusement fait siffler par le public. La voix, ici un peu voilée, de cette soprano danoise était pourtant impériale et aillée quand elle chantait Elsa dans le *Lohengrin* de la Monnaie.

Mais la prononciation de la langue russe, et un rôle autrement énervé que chez Wagner, ont peut-être déstabilisé cette grande fille mince, qu'on aurait dit en visite dans l'hystérie tchaïkovskienne. Le rôle du héros, c'est un choix. Soit on convoque la cavalerie lourde, un Vladimir Atlatov comme dans l'enregistrement du Bolchoï dirigé par Ermler (Chant du Monde) et le personnage d'Hermann vieillit, s'annoblit, se rapproche de l'Italie et d'Otello.

Soit on convient qu'Hermann, c'est le joueur, le suicidaire, le mort vivant, le possédé : un personnage typiquement russe, sorti de Pouchkine, tiré par les frères Tchaïkovski - Modeste, le librettiste, Piotr, le musicien - vers Dostoevski, le genre de sadomaso (tirailleur entre deux femmes) que n'auraient jamais pu imaginer ces machos d'Italiens.

Il nous a semblé, pour toutes ces raisons, que le choix de Vladimir Popov était le bon. Parce que ce Soviétique adopté par le Met a chanté le Dimitri de *Boris* - autre grand névrosé - et que cela s'entend : la voix a des aigus d'enfant, des graves inquiètes, une sorte de sauvagerie, de fragilité voilées. Une folie, en résumé.

Et la folie, on y est en plein. C'est ce qui a intéressé le cinéaste-metteur en scène André Konchalovsky (voir *Le Monde* « Arts-Spectacles » du 28 février) : montrer la *Dame de Pique* comme un délire en temps réel, une chaîne d'hallucinations nées d'une subjectivité. Ce que l'on voit, dit Konchalovsky, c'est ce qui se passe dans la tête du héros. Finies les machinations du hasard, la peur des sorcières, l'histoire de monstres et d'objectifs cruant qui constituait

la nouvelle de Pouchkine. Tout le mal sort, chez Tchaïkovski, du fantasme, de l'imaginaire.

Les fantasmes, André Konchalovsky les a sélectionnés en série dans son passé de cinéaste, de cinéphile, de dramaturge au besoin. La vieille dame, grand-mère d'Elsa, mauvaise fée à laquelle Hermann tente d'arracher son secret, c'est le sosie de Bette Davis, chaise roulante et canne comprises, dans *Qu'est-il arrivé à Baby Jane?* de Robert Aldrich. Engagée in extremis pour remplacer Régine Crespin « souffrante ».



Irina Bogatcheva (la comtesse) en sosie de Bette Davis et Tina Kiberg (Lisa)

Irina Bogatcheva, du Kirov de Leningrad, s'est glissée sans difficulté dans la peau du monstre sacré. La voix, les gestes, sont ceux d'une professionnelle qui en a vu bien d'autres... Saint-Petersbourg, au premier tableau, ce sont les brumes azurées, les courtoisiers de la *Villégiature* par Strehler ; la chambre de Lisa, au second tableau, ramène à Tchékhov : femmes entre elles, passions mortifères, dissimulées sous les modes de vie sereins. Le bal masqué central, c'est Visconti, le *Guépard*, la symétrie glacée du cérémonial, trois solitudes dédoublées dans un immense miroir, un décor somp-

tueux ouvrant sur l'abîme du rêve, du faux Mozart chanté en français, un ballet (excellemment chorégraphié par Jean Guizerix) où l'on ne sait qui est pile, qui est face. Janus règne à tous les détours.

Et nous voici, au quatrième tableau, dans la chambre de la comtesse. Est-elle jeune ou vieille, femme ou déesse ? Son double danse dans un rayon de lune. Elle meurt d'être intouchable, de n'être pas touchée. Pas de connotations, à part Aldrich. La plus belle scène.

Jeu de regards jeu de miroirs

Puis les murs de la chambre d'Hermann qui se resserrent (Edgar Poe) ; le suicide de Lisa aux bords de la Néva (mélange de la Barrière d'enfer dans la *Bohème*, de Mori à Venise, de

prenne le symbolisme de la « dame de pique », de la carte à jouer au double visage ? Fallait-il que toutes les apparitions féminines, y compris celle de la Grande Catherine à l'acte II, dupliquent à l'infini la même image laideuse et répugnante, pour qu'on n'oublie pas le rôle castrateur, l'identification de Tchaïkovski avec son héros Hermann, la répugnance du musicien pour les femmes ? Fallait-il qu'une statue voilée tende la main au héros maudit comme le Commandeur à Don Giovanni ?

En revanche, on ne reprochera pas à Konchalovsky d'avoir collaboré autant que faire se peut avec le meilleur décorateur du moment, Ezio Frigerio. Il est juste, métaphoriquement, que ce drame trivial et morbide se passe tout entier dans un immense tombeau aux murs lésardés, aux viscosités suspectes, aux transparences terrifiantes, aux dislocations oniriques. Il est exact, dramatiquement, que cette boîte de Pandore mentale soit peuplée de fantômes griffus, peints comme de vieux rats, de masques grotesques, de gargouilles caricaturant les traditions de l'opéra russe (les suivantes flagorantes de la scène de la chambre). Il est seulement regrettable - et Konchalovsky l'a regretté lui-même dans nos colonnes - qu'un décor aussi dépouillé et monumental ne soit pas meublé d'actions scéniques plus fulgurantes, plus heurtées, plus immédiatement éloquentes. Le chanteur a le geste imprécis et lent : c'est le calvaire du metteur en scène d'opéra, surtout lorsqu'il vient du cinéma.

L'une des nombreuses singularités de la *Dame de Pique* est de faire s'affronter deux barytons, à importance musicale égale (duel incertain à Paris : Gino Quilico et Sergueï Leiferkus, le Comte si décevant des *Voces* dans la même salle, font l'un et l'autre écho à l'applaudissement). L'autre bizarrerie, très slave, est d'attribuer à une contralto le rôle de Pauline, jeune et douce confidente (Hélène Perreguin n'a pas déçu, c'est la petite Française qui monte).

Quant au risque essentiel, pour le chef-d'œuvre dramatique de Tchaïkovski, c'est d'être écorché par un orchestre caoutchouteux, conventionnel et emphatique, celui du Bolchoï dans ses mauvais jours par exemple. A part une mise en train chaotique dans la première scène (due à des chœurs catastrophiques) et les trois minutes finales, totalement déliquescentes (les chœurs, encore), l'orchestre de l'Opéra de Paris et son chef Myung-Whun Chung se sont trouvés un style dans Tchaïkovski : suivi des leitmotivs à l'allemande ; éclat pétaradant à la Bizet dans les ensembles avec cuivres ; lyrisme et mélancolie des cordes à la russe ; beauté tranquille du hautbois, du cor anglais, de la clarinette, vrais personnages musicaux ; rapidité et précision stupéfiante des ostinatos rythmiques (les altos !). Orchestre formidablement généreux et tonique, dans une œuvre malade de l'autobiographie.

ANNE REY

Opéra-Bastille, prochaines représentations : les 1, 4, 7, 9, 12, 15, 18, 20 et 23 mars, 19 h 30. Tél. : 40-01-16-18.

CINÉMA

Cuba no, Havana out

Un réalisateur vedette et deux stars s'enlisent dans un piètre remake de « Casablanca »

HAVANA
de Sidney Pollack

« Le nouveau film du réalisateur d'Out of Africa », claironne la publicité. Le fait vaut en effet d'être rappelé, tant le sens de l'espace et le lyrisme qui marquaient l'adaptation de Karen Blixen font défaut à ce remake de *Casablanca*. Une fois admise la substitution de cette Caraïbe de carton-pâte (à la veille de la chute de Batista) à l'Afrique du Nord d'opérette de Michael Curtiz, pourquoi ne pas jouer le jeu ? D'autant qu'il ne s'agit pas d'autre chose, le héros étant un de ces rois du poker comme Hollywood en tire régulièrement de sa manche pour camper les aventuriers désabusés.

Le héros, donc : Robert Redford, a priori rien à redire. Sauf qu'il n'a pas une once de ce trouble, de cette lassitude, de ce mystère

qu'implique son personnage : cet homme-là est franc comme l'or, c'est écrit sur son visage et c'est d'ailleurs ce qui fit sa gloire. Plus grave encore, le beau Robert, cinquante-trois ans, qui gagnerait à assumer ses (élégantes) rides au lieu de mimer les quadragénaires bondissants, joue cette fois comme un sagouin, ni plus ni moins. Incompréhensible, surtout en compagnie d'un cinéaste qui, depuis *Propriété interdite* en 1967, l'a dirigé sept fois.

Il n'y a, hélas, guère mieux à attendre de la si belle Lena Olin, tant aimée pourtant dans *Après la répétition* et *l'insoutenable Légèreté de l'être*. Quant aux chemins par lesquels le joueur blasé vivra une brillante et éphémère idylle avec la passionaria castriste, même le cancre d'une maternelle pour scénaristes les abandonnerait pour invraisemblance notoire.

J.-M. F.

Le crime de Woody Allen

Le réalisateur américain est accusé de ruiner Hollywood et surtout d'être libre

Directeur (editor) de *Variety*, le journal quasi-officiel de l'industrie du cinéma américain, Peter Bart prend la plume dans le numéro daté du 18 février de son hebdomadaire pour lancer une violente philippique contre Woody Allen. L'article s'intitule *Où est Woody Allen quand Orion a besoin de lui ?* Il est accompagné d'un dessin représentant le petit binoclard jetant au feu des paquets de dollars.

Motif : le studio qui distribue les films d'Allen depuis sa création en 1987, Orion, connaît de graves difficultés financières et des rumeurs courent sur son possible rachat par Sony (*Le Monde* daté 10-11 février). Accusant au passage le patron du studio, le vétéran Arthur Krim, de tendresse coupable pour le réalisateur auquel il est lié depuis l'époque de la prospérité des Artistes associés, Peter Bart montre d'un doigt vengeur le palé, le galeux, le fossyeur d'un fleuron d'Hollywood : Woody.

Son crime ? « Bénéficier d'une autonomie dont aucun autre réalisateur américain n'a jamais joui de manière durable. » Pêché capital, en effet, cette liberté artistique que Hollywood a toujours refusée à ses cinéastes. Après avoir négligemment traîné dans la boue quelques-uns des plus beaux films de l'auteur d'*Alfie*, le pamphlétaire procède à un calcul pour le moins discutable : les films de Woody Allen auraient au total coûté plus de 100 millions de

dollars (ce qui, pour onze titres, représente une très faible moyenne comparée aux standards de production américains) et rapporté, aux États-Unis, quelque 60 millions.

On laisse ainsi croire que le cinéaste new-yorkais aurait fait perdre quarante millions de dollars à ses producteurs, alors que Hollywood tire aujourd'hui plus de revenus de l'exportation que de l'exploitation nationale de ses titres (*la forlioni* avec un « produit culturel international » comme Allen), sans parler des droits secondaires, télé et vidéo. Il est piquant que cet article soit publié au moment où *Alice* triomphe en France, marche très bien en Italie et démarre en fanfare en Belgique.

Peter Bart ne dit pas un mot des graves échecs connus récemment par Orion avec quelques-uns de ses « gros » films commerciaux : les « bas » d'un business qui connaît aussi des « hauts » (en ce moment, *Danse avec les loups*). La violence de son attaque contre un des très rares réduits de liberté artistique au sein de l'industrie du cinéma est inquiétante. Elle est aussi significative de la panique qui s'empare des pontes d'Hollywood devant l'arrivée des capitaux japonais, panique qui alimente les rumeurs les plus folles (rachat de Paramount par Pioneer) comme les plus crédibles (entrée de Toshiba dans Time-Warner). Quand on perd son sang-froid, le premier bouc émissaire venu fait l'affaire.

JEAN-MICHEL FRODON

THÉÂTRE

La chambre et l'amour

Un homme et une femme, une longue idylle

MÊME HEURE
L'ANNÉE PROCHAINE
au Théâtre Edouard-VII

Un seul décor (il est de Jacques Marilley) : la chambre d'un motel banal près de San-Francisco. Deux personnages : un VRP (Victor Lanoux) et une gentille femme au foyer (Marie-Christine Barrault). Lui vient de la côte est et elle d'Oakland. Ils se sont vus la veille au soir pour la première fois, et ce fut le coup de foudre. Chacun de son côté est marié, pourvu d'enfants, mais ils s'aiment, c'est indéniable. Puisqu'ils ont le bonheur bourgeois à la maison, ils décident de vivre ensemble une longue aventure romantique et de se retrouver dans cette chambre chaque année, à la date anniversaire du coup de foudre.

La pièce, de Bernard Slade, adaptée par Barillet et Grédy, créée en 1976 au Théâtre Montparnasse, s'appelle *Même heure l'année prochaine*, et en six séquences, couvre un quart de siècle, de cinq

ans en cinq ans, de 1950 à 1975. « Nous carons sur les modes passer, et la métamorphose des snobismes, des ambitions, des mœurs », annonce le programme. C'est beaucoup dire. On voit Marie-Christine Barrault en robe à balconnet, en Courtoise rose, en hyper-hippie, on entend quelques tics de langage - le tout légèrement décalé de la réalité historique - ça ne va pas plus loin, et d'ailleurs ce n'est pas grave. On n'est pas là pour une étude sociologique, mais pour voir des comédiens s'amuser à vieillir, à jouer les différentes couleurs de l'amour, des comédiens jouer à rendre piquant un texte volontairement quotidien.

Fous rires
fausse naïveté

C'est là que le bât blesse. On connaît la riche nature de Marie-Christine Barrault, on a vu souvent Victor Lanoux inquiétant ou émouvant au cinéma. Tous deux sont des acteurs puissants. Ils n'ont pas la légèreté aigüe d'un Cary

Grant, d'une Irene Dunn... Ils font des tas de petits gestes, étouffent des fous rires, préparent leurs moments d'émotion comme un numéro de cirque, composent une naïveté à laquelle il est difficile de croire, mais ils ne s'amuse pas. Pas encore peut-être.

Ils doivent d'abord se débarrasser de la mise en scène, due à Roger Vadim. Il connaît peut-être le cinéma mais pas le théâtre : il ne sait pas diriger ces personnages, stéréotypés - l'homme est un égoïste éternel, la femme sous ses dehors versatile est fidèle et compréhensive. Il ne sait pas les faire bouger - ils s'agitent comme dans un bocal. Surtout, il n'a pas su trouver le rythme général. Les poses entre les séquences alourdissent le spectacle qui se traîne, s'apaisant alors qu'il devrait s'envoler.

COLETTE GORDARD

Du mardi au samedi à 20 h 45, matinées samedi à 17 heures, dimanche à 15 heures. Tél. : 47-42-59-92.

ARTS

Triple élection à l'Académie des beaux-arts

L'Académie des beaux-arts a élu, mercredi, le peintre Jean Dewasne, le graveur Jean-Marie Granier et le mime Marcel Marceau aux fauteuils précédemment occupés par Hans Hartung, Roger Viellard et Germain Bazin.

[Né à Hellemmes-Lille en 1921, Jean Dewasne a été en 1950 l'atelier d'art abstrait. Il s'est consacré surtout à la peinture murale avant d'inventer, l'année suivante, les anti-sculptures. Son œuvre est inspirée à la fois par la nature et par le monde industriel actuel. Parmi ses réalisations monumentales on peut citer la *Longue marche* pour le stade de glace de Grenoble, la peinture de 120 mètres carrés réalisée dans l'ancienne bibliothèque de la même ville ; à Paris, la muraille antipode du quartier Italie et la décoration du bâtiment des ordinateurs de la Régie Renault.]

[Né à Lasalle, dans le Gard, en 1922, Jean-Marie Granier est entré en 1946 dans l'atelier de gravure de Cami, à l'École des beaux-arts de Paris, auquel il succédera en 1979. Dès ce moment il choisit la gravure comme moyen d'expression exclusif. Il débute par l'eau-forte qu'il délaisse vite pour le burin et la pointe sèche. Nus, paysages dépeuplés des Cévennes, tauromanie, oiseaux et coquillages jalonnent les différentes étapes d'une carrière soumise à une rigueur croissante.]

[Né le 22 mars 1923 à Strasbourg, Marcel Marceau qui a suivi notamment les cours de Charles Dullin et du mime Decroux, a acquis une célébrité internationale comme interprète et metteur en scène de pantomimes depuis 1947 : parmi ses créations on retiendra *le Manteau*, *Pierrot de Montmartre*, *Exercices de style*, les *pantomimes de Big*, *Parade en bleu et noir*, *le 14 juillet*, *le Mont de Piété*, *le Matadore*, *le Petit Cirque*, *Paris qui rit Paris qui pleure*.]

J.-M. Du.

□ Vente de quatre Gallé à Lyon. - L'hôtel des ventes de Lyon-Brotaux accueillera le dimanche 17 mars la vente aux enchères de quatre œuvres d'Emile Gallé. Parmi elles, un vase conique sur talon en verre marmoré bleu à décor de libellules en vol est estimé entre 1,2 et 1,5 million de francs. Les trois autres Gallé sont estimés entre 120 000 et 350 000 francs. Deux bustes de l'époque romaine figurent au catalogue : un *Adrien* estimé autour de 150 000 francs, un *Apollon* du II^e siècle avant J.-C. (400 000 francs), ainsi que des objets de décoration des XVII^e, XVIII^e et XIX^e siècles et des tableaux anciens et modernes.

AGENDA

JEUDI 28 FÉVRIER

EXPOSITIONS

CENTRE GEORGES-POMPIDOU

Place Georges-Pompidou (42-77-12-33). T.J. et J. de 10 h à 19 h, dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 22 h.

JUAN GRIS, DESSINS (1915-1921)

Salle d'art graphique, 4^e étage. Jusqu'au 1^{er} avril 1991.

BERTRAND LAVIER. Galeries contemporaines - rez-de-chaussée. Jusqu'au 14 avril 1991.

LA REVUE FIG. Petit foyer. Jusqu'au 3 mars 1991.

ALBERTO SCHOMMER. Portraits (1969-1989). Galerie de la BP1 2^e étage. Jusqu'au 11 mars 1991.

WILLIAM WEGMAN. Galeries contemporaines. Jusqu'au 14 avril 1991.

Musée d'Orsay

Quai Anatole-France, place Henri-Montherlant (40-48-48-14). Mer, ven., sam., dim. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 17 h 45, dim. de 10 h à 18 h. Fermé le lundi.

GEORGE N. BARNARD : PHOTOGRAPHIES DE LA GUERRE DE SÉCESSION. Exposition-dossier. Espace photographique arts graphiques 1 et 2. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 26 mai 1991.

DE MANET À MATISSE, SEPT ANS D'ENRICHISSEMENTS AU MUSÉE D'ORSAY. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 10 mars 1991.

DESSINS DE CARPEAUX. Rez-de-chaussée. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 23 juin 1991.

PHOTOGRAPHIES DES FRÈRES LUMIÈRE. Espace du musée du cinématographe. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 24 juin 1991.

RENÉ PÉTI (1866-1934) DÉCORS DE THÉÂTRE, DÉCORS MONUMENTAUX. Exposition-dossier. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 26 mai 1991.

LE TEMPS DES SYNAGOGUES EN FRANCE (1791-1914). Exposition-dossier. 6^e, 4^e, 3^e étages. Pavillon Amont. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 27 mai 1991.

Palais du Louvre

Porte Jaurès - côté jardin des Tuileries (40-20-51-51). T.J. et J. de 9 h à 17 h 15. Visites-conférences à partir du 1^{er} mars les mer. et sam. à 15 h 30.

JOOS VAN CLEEVE. Pavillon de Flore. Entrée : 30 F (billet d'entrée au musée). Jusqu'au 27 mai 1991.

SCULPTURES FRANÇAISES NÉO-CLASSIQUES DU MUSÉE DU LOUVRE (1760-1830). Galerie et salle Mollien. Entrée : 30 F (prix d'entrée du musée). Jusqu'au 30 juin 1991.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris

11, av. du Président-Wilson (47-23-81-27). T.J. et J. de 10 h à 19 h, dim. de 10 h à 18 h 30. Notamment le 7 mars jusqu'à 23 h. Entrée : 45 F. Du 2 mars 1991 au 10 mars 1991.

JACQUES-HENRI LARTIGUE. Rivières. (42-89-54-10). T.J. et J. de 10 h à 18 h, dim. de 12 h à 18 h. Entrée : 12 F. Jusqu'au 19 août 1991.

SALON DE MAI. T.J. de 11 h à 19 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 10 mars 1991.

MUSÉES

1840 : LE DERNIER VOYAGE DE NAPOLEON. 150^e anniversaire du retour des cendres. Hôtel national des Invalides, aile de la Dôme, place Vauban (45-56-92-30). T.J. et J. de 10 h à 17 h. Entrée : 27 F. Jusqu'au 17 mars 1991.

L'ARBRE ET LES NAÏFS. Musée d'art naïf Max-Fourmy - salle Saint-Pierre, 2, rue Ronsard (42-58-74-12). T.J. et J. de 10 h à 18 h. Entrée : 22 F. Jusqu'au 11 mars 1991.

CINO GRANDS GRAVEURS CONTEMPORAINS. Doherty, Guimard, Hasegawa, Trémois, Weisbuch. Hôtel de la Monnaie, 11, quai Conti (40-46-56-58). T.J. et J. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 3 mars 1991.

LES DESSINS DE LA VILLE. Paris souterrain. Pavillon de l'Arsenal, 21, boulevard Morland (42-76-33-97). T.J. et J. de 10 h 30 à 18 h 30, dim. de 10 h à 19 h. Jusqu'au 31 mars 1991.

JAN DIBBETS. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.J. et J. de 10 h à 17 h. Fermé dimanche et lundi de Pâques ainsi que le 1^{er} mai. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 20 mai 1991.

ISABEL FORMOSA. Bibliothèque nationale, galerie Colbert, 6, rue des Petits-Champs et 2, rue Vivienne (47-03-81-28). T.J. et J. de 10 h à 18 h, dim. de 12 h à 18 h 30. Jusqu'au 23 mars 1991.

RICHARD MEITNER. VERRE CONTEMPORAIN. Musée des arts décoratifs, galerie d'actuelles, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.J. et J. de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F (ou pour les moins de 18 ans, entrée gratuite). Jusqu'au 26 mai 1991.

LE MONDE DE PROUST. PHOTOGRAPHIES DE PAUL NADAR. Caisse nationale des monuments historiques, Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-38-38). T.J. et J. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 24 mars 1991.

JOSE MIGUEL G. CASANOVA. La plénitude de l'instinct. Centre culturel du Mexique, 28, bd Raspail (45-49-18-26). T.J. et J. de 10 h à 18 h, sam. de 14 h à 19 h. Jusqu'au 16 mars 1991.

ENTRE TERRE ET CIEL. Hôpital Ephémère, 2, 4 rue Carpeaux (46-27-82-82). T.J. et J. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 24 mars 1991.

MANUEL FELGUEZ. Maison de l'Amérique latine, 217, bd Saint-Germain (42-22-97-60). T.J. et J. de 10 h à 18 h 22 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 22 mars 1991.

FES, VILLE DES PHOTOGRAPHES. Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-38-38). T.J. et J. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 24 mars 1991.

MYTHOLOGIE ET RELIGION POPULAIRES CHINOISES. Musée Kwok On, 41, rue des Francs-Bourgeois (42-72-99-42). T.J. et J. de 10 h à 18 h 30. Entrée : 10 F. Jusqu'au 15 mars 1991.

MÉMOIRES D'EGYPTE. Bibliothèque nationale, 1, rue Vivienne (47-03-81-10). T.J. et J. de 10 h à 20 h. Nocturne les ven., ven., sam. jusqu'à 23 h.

LA NUIT DES TEMPS. Musée de l'homme, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-70-60). T.J. et J. de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 15 mars 1991.

L'ORIENT D'UN DIPLOMATE. Musée de l'homme, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-70-60). T.J. et J. de 10 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 31 décembre 1992.

PANORAMA DES PANORAMAS. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.J. et J. de 9 h 45 à 17 h. Fermé exceptionnellement le dimanche 31 mai et le lundi 1^{er} avril ainsi que le mercredi 1^{er} mai. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 20 mai 1991.

LES PEINTURES AU FEUTRE DE CLAUDE AVELINE. Musée Bourdelle, 16, rue Antoine-Bourdelle (45-48-67-27). T.J. et J. de 10 h à 18 h, dim. de 12 h à 17 h 40. Entrée : 15 F. Jusqu'au 10 mars 1991.

LA PHOTOGRAPHIE AU BAUHAUS. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.J. et J. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 13 mai 1991.

PICASSO VU PAR LES PHOTOGRAPHES. Musée Picasso, hôtel Salé, 5, rue de Thorigny (42-71-25-21). T.J. et J. de 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 25 F, dim. : 13 F. Jusqu'au 9 avril 1991.

RECONSTRUCTIONS ET MODERNISATION. La France après les ruines 1918... 1945... Archives nationales, hôtel de Rohan, 87, rue Vieille-du-Temple (40-27-80-00). T.J. et J. de 12 h à 18 h. Jusqu'au 5 mai 1991.

LES STYLES DE BOUCHARD. Musée Bouchard, 25, rue de l'Yvette (45-47-63-48). Mer, et sam. de 14 h à 19 h. Fermé les quinze derniers jours de chaque trimestre (15 au 31 mars, 15 au 30 juin). Entrée : 20 F. Jusqu'au 14 septembre 1991.

VOYAGES DANS LES MARCHES TIBÉTAINES. Musée de l'homme, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-70-60). T.J. et J. de 10 h à 17 h. Entrée : 27 F. Jusqu'au 17 mars 1991.

ANGIE ET DAMIAN. Chapelle Saint-Louis de la Salpêtrière, 47, bd de l'Hôpital (45-70-27-27). T.J. et J. de 11 h à 18 h. Du 2 mars 1991 au 25 mars 1991.

EMILE BERNARD (1869-1941). Fondation Mona Bismark, 34, av. de New York (47-23-38-88). T.J. et J. de 10 h à 19 h. Jusqu'au 16 mars 1991.

MARIO BOTTA. Centre culturel suisse, 35, rue des Francs-Bourgeois (42-71-38-38). T.J. et J. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 7 avril 1991.

GISSÈLE CHWAT. Centre d'animation et de loisirs Valéry, 24, rue Rochecouart (49-78-20-12). T.J. et J. de 14 h à 19 h 30. Du 4 mars 1991 au 15 mars 1991.

CUIILLERS-SCULPTURES. Fondation Dappier, 50, av. Victor-Hugo (45-00-01-50). T.J. et J. de 11 h à 19 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 28 avril 1991.

DESSEIN D'APRÈS POUSSIN. Ecole nationale supérieure des beaux-arts, chapelle des Petits-Augustins - 14, rue Bonaparte (42-60-34-57). T.J. et J. de 10 h à 18 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 5 mars 1991.

DISPARATOIRIO. Centre culturel du Mexique, 28, bd Raspail (45-49-18-26). T.J. et J. de 10 h à 18 h, sam. de 14 h à 19 h. Jusqu'au 16 mars 1991.

ENTRE TERRE ET CIEL. Hôpital Ephémère, 2, 4 rue Carpeaux (46-27-82-82). T.J. et J. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 24 mars 1991.

MANUEL FELGUEZ. Maison de l'Amérique latine, 217, bd Saint-Germain (42-22-97-60). T.J. et J. de 10 h à 18 h 22 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 22 mars 1991.

FES, VILLE DES PHOTOGRAPHES. Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-38-38). T.J. et J. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 24 mars 1991.

MYTHOLOGIE ET RELIGION POPULAIRES CHINOISES. Musée Kwok On, 41, rue des Francs-Bourgeois (42-72-99-42). T.J. et J. de 10 h à 18 h 30. Entrée : 10 F. Jusqu'au 15 mars 1991.

MÉMOIRES D'EGYPTE. Bibliothèque nationale, 1, rue Vivienne (47-03-81-10). T.J. et J. de 10 h à 20 h. Nocturne les ven., ven., sam. jusqu'à 23 h.

LA NUIT DES TEMPS. Musée de l'homme, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-70-60). T.J. et J. de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 15 mars 1991.

L'ORIENT D'UN DIPLOMATE. Musée de l'homme, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-70-60). T.J. et J. de 10 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 31 décembre 1992.

PANORAMA DES PANORAMAS. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.J. et J. de 9 h 45 à 17 h. Fermé exceptionnellement le dimanche 31 mai et le lundi 1^{er} avril ainsi que le mercredi 1^{er} mai. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 20 mai 1991.

LES PEINTURES AU FEUTRE DE CLAUDE AVELINE. Musée Bourdelle, 16, rue Antoine-Bourdelle (45-48-67-27). T.J. et J. de 10 h à 18 h, dim. de 12 h à 17 h 40. Entrée : 15 F. Jusqu'au 10 mars 1991.

LA PHOTOGRAPHIE AU BAUHAUS. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.J. et J. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 13 mai 1991.

PICASSO VU PAR LES PHOTOGRAPHES. Musée Picasso, hôtel Salé, 5, rue de Thorigny (42-71-25-21). T.J. et J. de 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 25 F, dim. : 13 F. Jusqu'au 9 avril 1991.

RECONSTRUCTIONS ET MODERNISATION. La France après les ruines 1918... 1945... Archives nationales, hôtel de Rohan, 87, rue Vieille-du-Temple (40-27-80-00). T.J. et J. de 12 h à 18 h. Jusqu'au 5 mai 1991.

LES STYLES DE BOUCHARD. Musée Bouchard, 25, rue de l'Yvette (45-47-63-48). Mer, et sam. de 14 h à 19 h. Fermé les quinze derniers jours de chaque trimestre (15 au 31 mars, 15 au 30 juin). Entrée : 20 F. Jusqu'au 14 septembre 1991.

VOYAGES DANS LES MARCHES TIBÉTAINES. Musée de l'homme, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-70-60). T.J. et J. de 10 h à 17 h. Entrée : 27 F. Jusqu'au 17 mars 1991.

ANGIE ET DAMIAN. Chapelle Saint-Louis de la Salpêtrière, 47, bd de l'Hôpital (45-70-27-27). T.J. et J. de 11 h à 18 h. Du 2 mars 1991 au 25 mars 1991.

EMILE BERNARD (1869-1941). Fondation Mona Bismark, 34, av. de New York (47-23-38-88). T.J. et J. de 10 h à 19 h. Jusqu'au 16 mars 1991.

MARIO BOTTA. Centre culturel suisse, 35, rue des Francs-Bourgeois (42-71-38-38). T.J. et J. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 7 avril 1991.

GISSÈLE CHWAT. Centre d'animation et de loisirs Valéry, 24, rue Rochecouart (49-78-20-12). T.J. et J. de 14 h à 19 h 30. Du 4 mars 1991 au 15 mars 1991.

CUIILLERS-SCULPTURES. Fondation Dappier, 50, av. Victor-Hugo (45-00-01-50). T.J. et J. de 11 h à 19 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 28 avril 1991.

DESSEIN D'APRÈS POUSSIN. Ecole nationale supérieure des beaux-arts, chapelle des Petits-Augustins - 14, rue Bonaparte (42-60-34-57). T.J. et J. de 10 h à 18 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 5 mars 1991.

DISPARATOIRIO. Centre culturel du Mexique, 28, bd Raspail (45-49-18-26). T.J. et J. de 10 h à 18 h, sam. de 14 h à 19 h. Jusqu'au 16 mars 1991.

ENTRE TERRE ET CIEL. Hôpital Ephémère, 2, 4 rue Carpeaux (46-27-82-82). T.J. et J. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 24 mars 1991.

MANUEL FELGUEZ. Maison de l'Amérique latine, 217, bd Saint-Germain (42-22-97-60). T.J. et J. de 10 h à 18 h 22 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 22 mars 1991.

FES, VILLE DES PHOTOGRAPHES. Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-38-38). T.J. et J. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 24 mars 1991.

MYTHOLOGIE ET RELIGION POPULAIRES CHINOISES. Musée Kwok On, 41, rue des Francs-Bourgeois (42-72-99-42). T.J. et J. de 10 h à 18 h 30. Entrée : 10 F. Jusqu'au 15 mars 1991.

MÉMOIRES D'EGYPTE. Bibliothèque nationale, 1, rue Vivienne (47-03-81-10). T.J. et J. de 10 h à 20 h. Nocturne les ven., ven., sam. jusqu'à 23 h.

LA NUIT DES TEMPS. Musée de l'homme, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-70-60). T.J. et J. de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 15 mars 1991.

L'ORIENT D'UN DIPLOMATE. Musée de l'homme, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-70-60). T.J. et J. de 10 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 31 décembre 1992.

PANORAMA DES PANORAMAS. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.J. et J. de 9 h 45 à 17 h. Fermé exceptionnellement le dimanche 31 mai et le lundi 1^{er} avril ainsi que le mercredi 1^{er} mai. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 20 mai 1991.

LES PEINTURES AU FEUTRE DE CLAUDE AVELINE. Musée Bourdelle, 16, rue Antoine-Bourdelle (45-48-67-27). T.J. et J. de 10 h à 18 h, dim. de 12 h à 17 h 40. Entrée : 15 F. Jusqu'au 10 mars 1991.

LA PHOTOGRAPHIE AU BAUHAUS. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.J. et J. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 13 mai 1991.

PICASSO VU PAR LES PHOTOGRAPHES. Musée Picasso, hôtel Salé, 5, rue de Thorigny (42-71-25-21). T.J. et J. de 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 25 F, dim. : 13 F. Jusqu'au 9 avril 1991.

RECONSTRUCTIONS ET MODERNISATION. La France après les ruines 1918... 1945... Archives nationales, hôtel de Rohan, 87, rue Vieille-du-Temple (40-27-80-00). T.J. et J. de 12 h à 18 h. Jusqu'au 5 mai 1991.

LES STYLES DE BOUCHARD. Musée Bouchard, 25, rue de l'Yvette (45-47-63-48). Mer, et sam. de 14 h à 19 h. Fermé les quinze derniers jours de chaque trimestre (15 au 31 mars, 15 au 30 juin). Entrée : 20 F. Jusqu'au 14 septembre 1991.

VOYAGES DANS LES MARCHES TIBÉTAINES. Musée de l'homme, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-70-60). T.J. et J. de 10 h à 17 h. Entrée : 27 F. Jusqu'au 17 mars 1991.

ANGIE ET DAMIAN. Chapelle Saint-Louis de la Salpêtrière, 47, bd de l'Hôpital (45-70-27-27). T.J. et J. de 11 h à 18 h. Du 2 mars 1991 au 25 mars 1991.

EMILE BERNARD (1869-1941). Fondation Mona Bismark, 34, av. de New York (47-23-38-88). T.J. et J. de 10 h à 19 h. Jusqu'au 16 mars 1991.

MARIO BOTTA. Centre culturel suisse, 35, rue des Francs-Bourgeois (42-71-38-38). T.J. et J. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 7 avril 1991.

GISSÈLE CHWAT. Centre d'animation et de loisirs Valéry, 24, rue Rochecouart (49-78-20-12). T.J. et J. de 14 h à 19 h 30. Du 4 mars 1991 au 15 mars 1991.

CUIILLERS-SCULPTURES. Fondation Dappier, 50, av. Victor-Hugo (45-00-01-50). T.J. et J. de 11 h à 19 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 28 avril 1991.

DESSEIN D'APRÈS POUSSIN. Ecole nationale supérieure des beaux-arts, chapelle des Petits-Augustins - 14, rue Bonaparte (42-60-34-57). T.J. et J. de 10 h à 18 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 5 mars 1991.

DISPARATOIRIO. Centre culturel du Mexique, 28, bd Raspail (45-49-18-26). T.J. et J. de 10 h à 18 h, sam. de 14 h à 19 h. Jusqu'au 16 mars 1991.

ENTRE TERRE ET CIEL. Hôpital Ephémère, 2, 4 rue Carpeaux (46-27-82-82). T.J. et J. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 24 mars 1991.

MANUEL FELGUEZ. Maison de l'Amérique latine, 217, bd Saint-Germain (42-22-97-60). T.J. et J. de 10 h à 18 h 22 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 22 mars 1991.

FES, VILLE DES PHOTOGRAPHES. Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-38-38). T.J. et J. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 24 mars 1991.

MYTHOLOGIE ET RELIGION POPULAIRES CHINOISES. Musée Kwok On, 41, rue des Francs-Bourgeois (42-72-99-42). T.J. et J. de 10 h à 18 h 30. Entrée : 10 F. Jusqu'au 15 mars 1991.

MÉMOIRES D'EGYPTE. Bibliothèque nationale, 1, rue Vivienne (47-03-81-10). T.J. et J. de 10 h à 20 h. Nocturne les ven., ven., sam. jusqu'à 23 h.

LA NUIT DES TEMPS. Musée de l'homme, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-70-60). T.J. et J. de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 15 mars 1991.

L'ORIENT D'UN DIPLOMATE. Musée de l'homme, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-70-60). T.J. et J. de 10 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 31 décembre 1992.

PANORAMA DES PANORAMAS. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.J. et J. de 9 h 45 à 17 h. Fermé exceptionnellement le dimanche 31 mai et le lundi 1^{er} avril ainsi que le mercredi 1^{er} mai. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 20 mai 1991.

LES PEINTURES AU FEUTRE DE CLAUDE AVELINE. Musée Bourdelle, 16, rue Antoine-Bourdelle (45-48-67-27). T.J. et J. de 10 h à 18 h, dim. de 12 h à 17 h 40. Entrée : 15 F. Jusqu'au 10 mars 1991.

LA PHOTOGRAPHIE AU BAUHAUS. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.J. et J. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 13 mai 1991.

PICASSO VU PAR LES PHOTOGRAPHES. Musée Picasso, hôtel Salé, 5, rue de Thorigny (42-71-25-21). T.J. et J. de 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 25 F, dim. : 13 F. Jusqu'au 9 avril 1991.

RECONSTRUCTIONS ET MODERNISATION. La France après les ruines 1918... 1945... Archives nationales, hôtel de Rohan, 87, rue Vieille-du-Temple (40-27-80-00). T.J. et J. de 12 h à 18 h. Jusqu'au 5 mai 1991.

LES STYLES DE BOUCHARD. Musée Bouchard, 25, rue de l'Yvette (45-47-63-48). Mer, et sam. de 14 h à 19 h. Fermé les quinze derniers jours de chaque trimestre (15 au 31 mars, 15 au 30 juin). Entrée : 20 F. Jusqu'au 14 septembre 1991.

COMMUNICATION

Le cabinet de M. Hervé Bourges président d'Antenne 2 et de FR 3

Au cabinet de M. Hervé Bourges, président d'Antenne 2 et de FR 3, M. Didier Sappat, ancien directeur délégué à la SOFIRAD, est nommé secrétaire général. M. Alain Le Diberder, qui était conseiller technique au cabinet de M. Jack Lang, est nommé conseiller pour les programmes, les études et la production. Les questions économiques et le développement seront le domaine de M. Michel Gazeau, ancien directeur financier de FR 3, et Jacques Rousseau, responsable des affaires internationales à la présidence d'A2/FR3 depuis 1989.

M. Bernard Montanier, qui était depuis 1988 conseiller technique chargé des questions de presse écrite, est nommé directeur de la presse écrite.

M. Maxime Lefebvre, ancien délé-

gué général aux ressources humaines de la SFP, est nommé conseiller pour les relations sociales. M. Monique Sauvage, directrice de la communication de FR 3, et M. Martin Even, producteur délégué de la Montgasse des ondes, deviennent conseillers pour le projet d'entreprise et la communication interne, tandis que M. Alain Gouzon est chargé de mission pour les relations publiques. M. Michel Souchon, ancien directeur du service des études de TF1, puis d'A2 de 1984 à 1989, est nommé consultant auprès du président Bourges pour les études d'audience. Quant à M. Carlo Freccero, ancien directeur des programmes de la Cinq, un moment pressenti pour prendre la direction d'Antenne, il trouve un poste de consultant auprès de M. Bourges.

EN BREF

□ M. Maxwell vend ses parts de Central TV. — Comme il l'avait annoncé il y a quelques mois, M. Robert Maxwell a vendu la participation de 20 % qu'il détenait dans le capital de la télévision privée britannique Central TV. Un groupe d'investisseurs institutionnels a racheté les actions pour 246 millions de francs. Cette cession, comme celle des actions de TF1, doit permettre au magnat de la presse britannique de réduire son endettement et de recentrer son groupe sur la presse écrite et l'édition.

□ La Société générale va diminuer sa participation dans Canal J. — La Société générale a annoncé, mercredi 27 février, qu'elle allait diminuer sa participation dans la chaîne Canal J de 5 % à 4,35 %. Déjà actionnaire à 5,10 % de Canal Plus, la banque s'était en effet récemment placée en infraction avec la loi sur l'audiovisuel en portant à 6 % sa participation dans TF1 (le Monde du 28 février). La loi interdit à une même personne physique ou morale de détenir plus de 5 % du capital dans plus de deux chaînes hertziennes nationales.

□ La Commission de Bruxelles approuve le plan de recapitalisation de la SFP. — La Commission européenne a donné son aval, mercredi

27 février, au plan de recapitalisation adopté l'an dernier par le gouvernement français en faveur de la Société française de production. L'Etat avait « effacé » 940 millions de francs de pertes cumulées depuis 1983 (le Monde du 13 juillet 1990) et avancé à l'entreprise 171 millions de francs pour l'aider à couvrir ses besoins financiers. Dans un communiqué, l'exécutif communautaire précise que cette recapitalisation s'est accompagnée d'une « profonde restructuration (...) qui a transformé les perspectives financières de la SFP », en lui permettant d'espérer renouer avec les bénéfices sans mettre en péril ses concurrents privés, compte tenu de l'expansion du marché.

□ Un dossier spécial Mikado-le Monde. — Médias et conversations font que les enfants ne peuvent ignorer la guerre. Mais peu d'adultes prennent le temps de leur en expliquer les enjeux. Le magazine Mikado, en collaboration avec la rédaction du Monde, a conçu à l'intention des 9-13 ans un dossier de seize pages, sur le thème « Pourquoi la guerre? », qui paraît dans le numéro de mars. Cette synthèse ne se contente pas des derniers événements : elle explique l'histoire de la région, sa géographie et les aspirations de ses peuples, trace le portrait de personnalités marquantes, le tout abondamment illustré et rédigé en termes simples.

Au sommaire du « Monde de l'éducation » de mars

Les profs sont-ils contrôlés ?

SK-2. Le système d'inspection de l'éducation nationale a été récemment réformé. En particulier l'inspection générale, en principe déchargée de l'activité de notation des enseignants, travaille désormais à évaluer le système — en vue, bien entendu, de contribuer à son évolution.

La nécessité d'une notation de ces acteurs privilégiés que sont les instituteurs et les professeurs n'a pas pour autant disparu — ni, d'ailleurs, n'est sérieusement remise en question par les principaux intéressés, même s'ils la vivent généralement mal. Pourtant, ni les inspecteurs de l'éducation nationale (ex-IDEN) pour les enseignants du primaire, ni les inspecteurs pédagogiques régionaux (IPR) pour leurs collègues du secondaire, ne parviennent, en général, à accomplir leur tâche de façon idéale ou simplement rationnelle : la présence des inspecteurs est très inégale, en effet, selon les villes, ou, pour le secondaire, selon les matières. Et la fréquence de leurs visites dans les établissements s'en ressent, ont constaté Catherine Bédaride et Christine Garin, auteurs de l'enquête du Monde de l'éducation de mars : « Les profs sont-ils contrôlés ? »

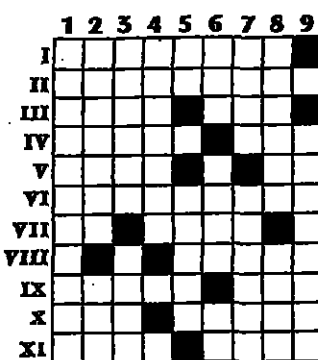
Une question intéressante plus spécialement les parents : quels

remèdes lorsqu'un enseignant est gravement insuffisant ? Le constat est que les inspecteurs et les chefs d'établissement se renvoient mutuellement la balle, arguant fréquemment de la puissance syndicale. Dès lors, pour limiter qu'il soit, le seul vrai contrôle s'exerceant sur les enseignants est le regard de leurs élèves, de leurs collègues et des familles.

Egalement au sommaire du Monde de l'éducation de mars : — Actualité. « Nos enfants face à la guerre » ; analyses, reportage, interview ; — Politique éducative. Les atouts de la région Nord-Pas-de-Calais en matière de formation ; et « Travailler en classe de seconde avec des objectifs de référence » ; — Société. « Les jeunes, l'amour et le sida » ; — Etranger. Revue de la presse américaine, anglaise et allemande ; — Evaluation. Le palmarès 1990 des classes préparatoires ; — Et nos rubriques : Ecole au quotidien, Livres, Revues, Parents/enfants (« Jouer ensemble pour se comprendre »), Recherches en éducation, Musiques, etc.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5487



HORIZONTALEMENT

I. Où l'on porte de l'intérêt à des choses qui seront dans le vent. — II. Sont capables de faire un malheur. — III. De la terre ou de l'eau. Homme de combat. — IV. Fait pousser. Sujet de philosophie. — V. Prénom d'une star. Conjonction. — VI. Qui sont donc les meilleurs. — VII. Interjection. Le vert y domine. — VIII. Bien incapable de créer la surprise. — IX. Va sous la douche. Qui n'en offre pas pour tous les goûts. — X. Se montre très clair. Entre rapidement dans le vit du sujet. — XI. Ve dans le quartier. Arrêter de balancer.

VERTICALEMENT

1. Soulage parfois celui qui éprouve un mal de chien. — 2. Ve à la bouche. Abri du Sud. — 3. Fait réagir. Avait des cornes. — 4. Moyen de communication. — 5. Préposition. Peut nous faire de l'ombre. — 6. Tourne quand on le sollicite. Fit quelque chose qui laisse des marques. Donne du poison. — 7. Est plutôt sombre. Paquets d'os. — 8. Fait des écarts. Guetait une approche. — 9. Fait prendre de la graine.

Solution du problème n° 5486

Horizontalement

I. Dermeste. — II. Uriage. Ma. — III. Césure. Pl. — IV. As. Reste. — V. Tic. Ass. — VI. Spies. — VII. Égrie. — VIII. Vlan. Egal. — IX. Aérodrome. — X. Enlir. An. — XI. Ers. Tanné.

Verticalement

1. Ducats. Vase. — 2. Erdspile. — 3. Ris. Cigares. — 4. Meur. Renom. — 5. Egroner. Dir. — 6. Sées. Sière. — 7. Fa. Ego. — 8. Empeché. Aman. — 9. Aisé. Alène.

GUY BROUTY

FOIRES ET SALONS

MARS

Du 2 au 6 mars : Bordeaux (Gironde), EXPHOTEL, salon régional de l'équipement de l'hôtellerie.

Du 2 au 10 mars : Alençon (Orne), ORNEXPO, foire-exposition.

Du 9 au 18 mars : Nîmes (Nîèvre), foire-exposition.

Du 9 au 18 mars : Nîmes (Alpes-Maritimes), Foire internationale.

Du 9 au 18 mars : Nîmes (Alpes-Maritimes), Salon méditerranéen de la construction, du logement et de l'équipement.

Du 10 au 13 mars : Grenoble (Isère), SIG, Salon professionnel international des articles et de la mode des sports d'hiver.

Du 10 au 13 mars : Nantes (Loire-Atlantique), SERBOTEL, Salon régional de l'équipement, de la restauration, de la boulangerie et de l'hôtellerie (1).

Du 13 au 18 mars : Lille (Nord), EQUIPNOR, Salon des métiers de bouche, du commerce, de l'hôtellerie et des équipements collectifs.

Du 14 au 16 mars : Marseille (Bouches-du-Rhône), Journées médecine-Marseille Méditerranée.

Du 14 au 18 mars : Lyon (Rhône), EUROBOIS, Biennale de la machine à bois et du matériau bois.

Du 15 au 18 mars : Annecy (Haute-Savoie), Salon des vins et des arts culinaires.

Du 15 au 18 mars : Orléans (Loiret), Salon des antiquités.

Du 15 au 25 mars : Mulhouse (Haut-Rhin), Salon régional de l'automobile.

Du 16 au 21 mars : Paris, Salon international des industries de la fourrure.

Du 16 au 20 mars : Montpellier (Hérault), MEBOTEL, Salon de l'équipement des collectivités, des métiers de bouche et de l'hôtellerie.

Du 19 au 22 mars : Rouen (Seine-Maritime), RITH, Rencontres industrielles, techniques et humaines.

Du 21 au 25 mars : Pas (Pyrenées-Atlantiques), Salon bâtiment habitat.

Du 22 au 24 mars : Grenoble (Isère), SAD, Salon de l'agriculture dauphinoise (1).

Du 22 au 25 mars : Beaune (Côte-d'Or), Salon régional de l'automobile, de la moto et de la caravane.

Du 22 au 25 mars : Fougères (Ille-et-Vilaine), foire-exposition.

Du 22 au 25 mars : Metz (Moselle), EVASION 91, Salon du tourisme et des loisirs.

Du 25 au 28 mars : Grenoble (Isère), H2O, Salon européen des technologies pour la maîtrise et la gestion de l'eau.

MARS-AVRIL

Du 30 mars au 7 avril : Paris (Ile-de-France), Salon de la maquette, du modèle réduit et des jeux de réflexion.

(1) Biscuit.

BULLETIN D'ENNEIGEMENT

Voici les hauteurs d'enneigement au mardi 26 février. Elles sont communiquées par Ski France, l'Association des maires des stations françaises de sports d'hiver (61, boulevard Haussmann, 75008 Paris), qui diffuse aussi ces renseignements sur son site Internet : <http://www.ski-france.com> ou par Minitel : (1) 42-66-64-28 ou par Minitel : 30-15 code CORUS.

Les chiffres indiquent, en centimètres, la hauteur de neige en bas, puis en haut des pistes.

HAUTE-SAVOIE

Avoriaz : 60-240 ; Les Carroz-d'Ancelle : 30-130 ; Chamonix : 70-265 ; La Chapelle-d'Audoubert : 40-80 ; Châtel : 60-190 ; La Clusaz : 70-250 ; Combloux : 40-150 ; Les Contamines-Montjoie : 50-150 ; Finis : 60-212 ; Les Gets : 50-150 ; Le Grand-Bornand : 50-143 ; Les Houches : 30-100 ; Megève : 60-150 ; Morillon : 30-130 ; Morzine : 20-130 ; Praz-de-Lys-Sommaud : nc ; Praz-sur-Arly : 70-133 ; Saint-Gervais : 40-140 ; Samoëns : 30-170 ; Thonon-Les-Bains : nc.

SAVOIE

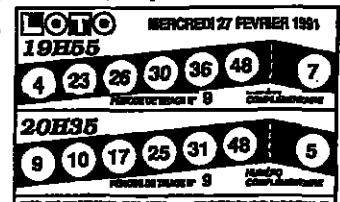
Les Arves : 110-295 ; Arches-Beaufort : 50-225 ; Aussois : 40-80 ; Bonneval-sur-Arc : 100-240 ; Bessans : nc ; Le Corbier : nc ; Courchevel : nc ; Crist-Volant-Coblenz : nc ; Flumet : nc ; Les Menuires : 35-170 ; Méribel : nc ; La Norma : 40-120 ; Notre-Dame-de-Bolbec : 80-150 ; Peisey-Nantua-Vallandry : 90-210 ; La Plagne (altitude) : 125-250 ; La Plagne (villages) : 40-250 ; Pralognan-la-Vanoise : 70-100 ; La Rosière : 1850 : 120-240 ; Saint-François-Longchamp : 120-260 ; Les Saisies : 50-160 ; Tignes : 148-250 ; La Toussuire : nc ; Val-Cenis : 50-135 ; Vallorcine : 40-100 ; Val-d'Isère : 130-170 ; Valloire : 60-140 ; Valmeinier : 75-150 ; Valmorel : 60-200 ; Val-Thorens : nc.

ISÈRE

Alpe d'Huez : 135-280 ; Alpe du Grand-Servy : 100-130 ; Auris-en-Oisans : 90-150 ; Autrans : 80-120 ; Chamrousse : 80-120 ; Le Collet-d'Allevard : 50-110 ; Les Deux-Alpes : 80-240 ; Gresse-en-Vercors : 40-100 ;

□ Le marxisme après le tournant de 1989. — Le marxisme à l'Est et à l'Ouest a évolué depuis dix ans. Qu'en reste-t-il aujourd'hui, qu'il s'agisse du communisme et du marxisme. Le R. P. Calvez et H. Carrère d'Encausse traiteront ces thèmes les 2 et 3 mars au centre culturel « Les Fontaines ».

► Renseignements et inscriptions : Les Fontaines-séminaires, BP 219, 60631 Chantilly cedex. Tél. : (16) 44-57-24-60.



Le Monde



Lans-en-Vercors : 50-115 ; Méaudre : 40-90 ; Saint-Pierre-de-Chartreuse : 20-90 ; Les Sept-Laux : 40-90 ; Villard-de-Lans : 60-130.

ALPES DU SUD

Auron : 40-140 ; Beuil-Les-Launes : 80-105 ; Briançon : 60-110 ; Isola-2000 : 110-140 ; Montgenèvre : nc ; Orcières-Merlette : 60-160 ; Les Orres : 100-200 ; Pra-Loup : 60-120 ; Puy-Saint-Vincent : 100-200 ; Risoul : 1850 : 120-190 ; Le Seigne-Sauze : nc ; Serre-Chevalier : 60-160 ; Superdévoluy : 95-185 ; Valberg : 80-95 ; Val-d'Allos-Le Scignus : 70-120 ; Val-d'Allos-La Foux : 90-130 ; Vars : nc.

PYRÉNÉES

Azules-Thermes : 0-70 ; Barèges : 40-140 ; Cauterets-Lys : 110-250 ; Font-Romeu : 30-85 ; Gourette : 50-225 ; Luz-Ardiden : 80-90 ; La Mongie : 80-100 ; Peyragodes : 40-80 ; Plau-Engaly : 40-80 ; Saint-Lary-Soulan : nc ; Superbagnères : 40-90 ; Mécènes : nc.

MASSIF CENTRAL

Le Mont-Dore : 20-105 ; Besse-Super-Besse : 15-55 ; Super-Lioran : 70-90.

JURA

Métabief : 15-45 ; Mijoux-Lelex-La Fautelle : 60-80 ; Les Rousses : nc.

VOSGES

Le Bonhomme : 30-50 ; La Bresse-Hohneck : 40-70 ; Gérardmer : 60-80 ; Saint-Maurice-sur-Moselle : nc ; Ventrone : 10-40.

LES STATIONS ÉTRANGÈRES

Pour les stations étrangères, on peut s'adresser à l'Office national de tourisme de chaque pays : Allemagne : 4, place de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 47-42-04-38 ; Andorre : 26, avenue de l'Opéra, 75001 Paris, tél. : 42-61-50-55 ; Autriche : 47, avenue de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 47-42-78-57 ; Italie : 23, rue de la Paix, 75002 Paris, tél. : 42-66-66-68 ; Suisse : 11 bis, rue Scriba, 75009 Paris, tél. : 47-42-43-45.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Comité de direction :

Jacques Lescaur, gérant
directeur de la publication
Bruno Frappat
directeur de la rédaction
Jacques Gollu
directeur de la gestion
Manuel Lucibat
secrétaire général

Rédacteurs en chef :

Jacques Amalric
Jean-Michel Colantoni
Robert Sali
indépendant au directeur
de la rédaction
Thomas Fournier
Philippe Herremann
Jacques-François Simon

Daniel Vernet
(directeur
des relations internationales)

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1968)
Jacques Fauriol (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)
André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

16, RUE FAUGUÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : 40-65-25-99
ADMINISTRATION
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : 40-60-30-10

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire sous les
noms propres et capitales d'imprimerie.
PP-Paris RP

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Dernière date de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile
« Les rédacteurs du Monde »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lescaur, gérant.

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 27 437
ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 40-65-25-99

Imprimeur
de « Monde »
12, M. Gansberg
94852 IVRY CEDEX

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FAUGUÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Télax : 206.806 F

Le Monde

Jacques Lescaur, président
Françoise Hugot, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial

5, rue de Montesson, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télax : MONDOPUB 206 136 F
Télax : 45-55-04-70 - Société filiale
du journal Le Monde et Régie Presse SA

Le Monde

TÉLÉMATIQUE
Composant 38-15 - Tapez LEMONDE
ou 36-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS
PAR MINITEL
36-15 - Tapez LEMONDE
code d'accès ABO

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : (1) 40-60-30-10
Télax : 261.311 F

ABONNEMENTS

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-60-30-10

Tarif

FRANCE

SUSC. RÉG. LUXEM.

AUTRES PAYS

ÉTRANGER : par voie
aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner,
renvoyer ce bulletin
accompagné de votre règlement
à l'adresse ci-dessus

Changements d'adresse détaillés ou
provisaires : nos abonnés sont invités
à formuler leur demande deux
semaines avant leur départ, en
indiquant leur ancien d'abonnement



COMPAGNIE DES ALPES. LE GRAND SKI

TIGNES 2100-3500 LES ARCS 1600-3200 PEISEY/VALLANDRY 1400-2300 LA PLAGNE 1800-3250 LES MENUIRES 1815-2850 ARGENTIERE MT-BLANC 1230-3300

ENNEIGEMENT 140 165 160 140 90 190

LE GRAND SKI A PEISEY-VALLANDRY/LES ARCS : 74 REMONTEES MECANQUES, 150 KM DE PISTES.

ECONOMIE

BILLET

La France soulagée

Le ralentissement de la croissance économique en France pose de graves problèmes politiques au gouvernement en général, à M. Rocard en particulier. Depuis l'automne 1990, les impôts, qu'il s'agisse de la TVA ou plus encore de l'impôt sur les sociétés, rentrent moins bien dans les caisses de l'Etat. L'ampleur du phénomène est telle qu'une vingtaine de milliards de francs risquent de faire défaut en fin d'année par rapport aux prévisions inscrites dans le budget de 1991.

La raison de ce tarissement est claire : la consommation des ménages stagne, ce qui raréfie les rentrées de TVA ; les résultats des entreprises sont moins bons que ces dernières années, les bénéfices souvent laminés. Beaucoup de firmes, même des plus grandes, affichent même des pertes. L'impôt sur les sociétés, qui avait tant rapporté depuis 1987, risque de s'effondrer.

Parallèlement aux difficultés nées des impôts, les dépenses publiques dérapent. L'ancrage du budget de 1991 est à peine scellé, et, déjà, des milliards s'ajoutent aux charges prévues pour cette année. Ce sont les dépenses entraînant par l'Europe qui se gonflent et risquent de dépasser de 4 à 5 milliards de francs une addition pourtant déjà impressionnante qui représente 71 milliards pour 1991. Ce sont les charges du RMI (revenu minimum d'insertion), l'indemnisation des contrats d'exportation impayés que l'Etat assure, le coût de la guerre du Golfe... On en passe.

Le gouvernement se trouve dans l'inconfortable position d'avoir à prendre des mesures qui lui coûteront très cher politiquement. Ou bien d'importantes économies seront faites sur les dépenses dépassant largement les 12 milliards annoncés, et tous les ministres vont se révolter contre M. Rocard, comme ils avaient commencé à le faire en juillet dernier lorsque des efforts de réduction, pourtant minimes, leur avaient été demandés. Révolte qui pourrait avoir des conséquences d'autant plus graves que de véritables économies impliqueraient que soient suspendues, pendant un temps, les coûteuses revalorisations de traitements accordées à certaines catégories de la fonction publique, aux enseignants notamment.

Ou bien M. Rocard contourne l'obstacle, augmente quelques prélèvements fiscaux (les taxes sur l'essence et la redevance télévision) et laisse un peu remonter le déficit. L'habileté politique serait là, en attendant la reprise économique que devrait entraîner la fin de la guerre du Golfe. Mais la marge est étroite, l'ampleur de la relance incertaine et les jugements portés sur le franc par les milieux financiers internationaux souvent sans appel.

Al. V.

Un entretien avec le ministre des transports

« Les compagnies aériennes françaises doivent entretenir une concurrence saine et réelle » nous déclare M. Louis Besson

Pour la première fois sur une large échelle, le gouvernement français organise, à partir du 1^{er} mars, une concurrence franco-française dans le transport aérien. Il s'y était engagé, le 30 octobre 1990, en échange de l'acceptation par Bruxelles de l'approvisionnement des compagnies Air France, UTA et Air Inter. M. Louis Besson, ministre des transports et de la mer, explique dans l'entretien ci-dessous comment ont été choisis les futurs concurrents du groupe Air France.

« Quelle ont été les buts poursuivis à l'occasion de ces affectations de lignes ? »

« L'accord du 30 octobre 1990 prévoit qu'au moins une compagnie extérieure au groupe Air France sera désignée, à partir du 1^{er} mars 1991, sur les lignes domestiques entre Paris et Ajaccio, Bastia, Nice et Strasbourg ainsi que sur quinze lignes internationales de plus de cent quarante mille passagers par an. Il s'agit d'une étape qui s'inscrit dans le processus de libéralisation lancé il y a un peu plus de deux ans et qui annonce la liberté tarifaire pour le 1^{er} janvier 1993. Nous avons essayé de respecter l'esprit de l'accord, c'est-à-dire de créer une concurrence saine et réelle. »

« Selon quels critères ? »

« Il s'agissait de ne pas perturber gravement les activités existantes et de faire en sorte que la concurrence demeure raisonnable. Il n'était donc pas question de désigner plus d'un concurrent au groupe Air France pour que ce soit viable. Le reste était affaire de solidité des compagnies et nous avons vérifié leur professionnalisme. En l'absence d'éléments financiers précis et à la demande de la compagnie, nous avons préféré surseoir à l'attribution des lignes d'Ajaccio et de Bastia. »

« Parce que plusieurs compagnies demandaient les mêmes lignes, les rapporteurs du Conseil supérieur de l'aviation marchande (CSAM) ont fait un effort de rationalisation. Ils ont pensé à affecter, par exemple, TAT, qui est plus familière de la clientèle d'affaires, sur les lignes d'Europe du Nord et les compagnies Minerve et Air Liberté, habituées aux touristes, sur les lignes d'Europe du Sud. Le CSAM a trouvé, le 26 février, que la démarche pertinente des rapporteurs créait néanmoins des distorsions trop fortes entre les clientèles et entre les compagnies. J'ai suivi le Conseil dans son souci de rééquilibrage et c'est ainsi que TAT reçoit la ligne de Milan et qu'Euralair obtient Madrid et EAS Lisbonne. »

Une offre diversifiée

« Est-ce que le consommateur profite de cette concurrence ? »

« Il y aura une offre diversifiée, mais ce n'est pas le prix qui fera la différence puisque, à ma surprise, les transporteurs ont déclaré qu'ils aligneraient leurs tarifs sur ceux d'Air France et d'Air Inter et que la concurrence porterait sur la qualité du service. Un petit déjeuner en vol n'est pas négligeable. Je les comprends. Cette prudence crédibilise leur démarche. »

« Pourquoi n'avez-vous pas retenu les lignes de Roissy-Nice et de Roissy-Londres ? »

« Il ne semble pas possible, dans le contexte actuel, de désigner

simultanément deux compagnies sur la même ligne au départ.

« Pourquoi avez-vous obligé les compagnies à partir plutôt de l'aéroport de Roissy alors qu'elles le trouvent coûteux et éloigné ? »

« L'avenir appartient à l'aéroport de Roissy-Charles de Gaulle. Orly approche de la saturation et le couvre-feu qui lui est imposé ne saurait être modifié. Alors que Roissy pourra passer sans difficulté de 22 millions de passagers par an à 39 millions d'ici à 1996. L'arrivée du RER et du TGV au cœur des aéroports de Roissy-Charles de Gaulle en 1994 en fera une plateforme intermodale remarquable en Europe. Enfin, pour les dessertes internationales, l'octroi de droits de trafic au départ d'Orly risquerait de déclencher des demandes réciproques des transporteurs

étrangers qui seraient délicates à satisfaire.

« Certaines compagnies s'estiment maltraitées. Qu'en pensez-vous ? »

« Nous n'en sommes qu'à la première phase. Je rappelle que, le 1^{er} juillet prochain, quinze autres lignes internationales seront attribuées ainsi que dix lignes qu'UTA et Air France détenaient en commun ; le 1^{er} janvier 1992, dix autres lignes internationales et, le 1^{er} mars 1992, les lignes domestiques entre Paris et Bordeaux, Marseille, Montpellier et Toulouse. Si des rééquilibrages s'avèrent souhaitables, ils pourront intervenir à ces occasions. »

« D'autre part, nous avons affecté dix-sept lignes aériennes internationales au départ de la province fermées par Air France en décembre dernier. Dans ce cas, il ne s'agit pas d'une conséquence

de l'accord du 30 octobre 1990, mais d'une logique d'aménagement du territoire. »

« Pourquoi Air Outre-Mer et TEA ne reprennent-ils aucune ligne ? »

« Air Outre-Mer n'exploite que des lignes long-courrier et les demandes dans ce secteur seront examinées plus tard. La première étape s'est concentrée sur la desserte de l'Europe et de la France, à l'exception de Paris-Montréal. Quant à TEA France, elle ne nous a pas encore fourni d'éléments financiers suffisamment détaillés. »

Le monopole n'est pas « stimulant »

« Compte tenu de la crise due à la guerre du Golfe et de la réduction de la demande, les nouveaux concurrents pour-

ront-ils ne pas exploiter immédiatement leurs droits de trafic ? »

« Ils auront un délai qui, pour l'instant, est fixé à six mois. De toutes façons, si ces transporteurs veulent demander d'autres lignes, ils auront intérêt à avoir fait leurs preuves. »

« Pensez-vous que cette concurrence aidera Air France à ne plus compter sur un monopole ? »

« Par principe, je ne suis pas pour le monopole. Celui-ci n'est pas stimulant. Mais notre démarche doit être responsable. La France est, désormais, dotée d'un grand groupe aérien, Air France, capable de rivaliser convenablement avec British Airways et Lufthansa. Il faut éviter un affrontement franco-français qui serait à très courte vue et faire en sorte qu'Air France soit suffisamment solide lorsqu'il lui faudra affronter la liberté tarifaire, le 1^{er} janvier 1993. Mais il n'est plus possible de vivre replié sur son pré carré. L'instauration de cette nouvelle concurrence est l'occasion de tourner vraiment cette page. »

« S'il avait fallu passer sans transition à la liberté absolue, nous aurions pu nous faire du souci, mais le processus très réfléchi que nous avons adopté est garant de l'avenir. »

« Les deux milliards de francs de fonds propres que nous apporterons à Air France, dans le cadre d'un contrat triennal du groupe qui sera négocié avant l'été 1991, l'aideront à se préparer également à cette concurrence, puisque la compagnie nationale investira 25 milliards de francs d'ici à 1993. M. Karol van Miert, commissaire européen aux transports, a bien voulu exprimer sa compréhension à l'égard de cet effort. »

« Air France, qui est dispensée de demander des autorisations au CSAM, pourrait-elle être symboliquement replacée dans le droit commun, ce qui serait la preuve qu'elle ne jouit plus d'un traitement privilégié ? »

« Je n'ai pas d'objection à ce qu'Air France défende ses dossiers devant le Conseil supérieur de l'aviation marchande. »

Propos recueillis par ALAIN FAUJAS

Minerve et TAT, grands bénéficiaires

C'est un exercice difficile auquel s'est livré M. Louis Besson, ministre de l'équipement, chargé d'organiser l'ouverture de la concurrence aérienne franco-française exigée par Bruxelles et acceptée par Air France pour prix de sa mainmise sur UTA et Air Inter. D'un côté, le but de l'attribution de droits de trafic réguliers à des compagnies n'appartenant pas au groupe Air France doit aboutir à la naissance d'une réelle concurrence à laquelle les ailes françaises n'ont pas été habituées. Europe oblige. De l'autre, il était exclu que le ministre en charge des transports mette en péril la compagnie nationale.

Le souci de concurrence a donc conduit à privilégier parmi les neuf candidats (TAT, Minerve, Air Liberté, Air Littoral, Euralair, EAS, Air Outre-Mer, Corse Air, TEA-France) les transporteurs ayant les reins solides en termes d'essais financiers et de flotte et ayant élaboré un projet de réseau cohérent. De même, il a été décidé de limiter, sur chaque ligne, à un seul le nom-

bre des concurrents du groupe Air France afin de ne pas les épuiser dans une compétition stérile.

En revanche, le désir de protéger les intérêts nationaux a conduit à privilégier la desserte de l'aéroport de Roissy et à refuser le dossier du redoutable concurrent belge TEA.

Les principaux bénéficiaires de la libéralisation sont, sans conteste, les deux groupes les plus solides, TAT (six lignes) et Minerve-Air Liberté (cinq lignes), celui-ci bénéficiant des liaisons les plus rentables.

EAS reçoit Orly-Lisbonne ; Air Liberté : Roissy-Rome, Roissy-Montréal ; Minerve : Orly-Barcelone, Orly-Nice, Nice-Londres ; Air Littoral : Roissy-Dublin, Roissy-Manchester, Roissy-Amsterdam ; Euralair : Orly-Madrid ; TAT : Roissy-Milan, Roissy-Munich, Roissy-Stockholm, Roissy-Francfort, Roissy-Londres, Roissy-Copenhague. Cette liste de seize lignes sera peut-être complétée par l'octroi de la desserte d'Ajaccio et de Bastia à Corse Air si celle-ci rassure les

autorités sur la viabilité de ses projets. Paris-Strasbourg n'intéresse aucun transporteur.

Le ministre a, d'autre part, annoncé la liste des transporteurs auxquels étaient affectées dix-sept liaisons régulières internationales moins importantes (dans ce cas, sans concurrence) non exploitées ou abandonnées par Air France, le 15 novembre dernier, pour cause de faible rentabilité.

Air Littoral reçoit des droits entre Marseille et Lisbonne, Madrid et Bruxelles, entre Montpellier et Bruxelles, Madrid, entre Roissy et Florence, Newcastle, Belfast, entre Nice et Dublin, Manchester, entre Bordeaux et Lisbonne, Porto, entre Toulouse et Porto ; Britair entre Nantes et Milan, Düsseldorf, et entre Toulouse et Bruxelles ; TAT entre Nice et Athènes. Ces droits de trafic, qui apparaîtront un peu comme des lots de consolation, aideront les transporteurs à étudier leur service, sinon à faire des bénéfices.

Al. F.

Dans les secteurs public et privé

Les négociations salariales pour 1991 s'engagent dans un climat d'incertitude

Le ralentissement de la croissance et les implications de la guerre du Golfe brouillent les cartes du jeu salarial. Alors que les partenaires sociaux engagent les premières discussions pour 1991, les incertitudes sur la conjoncture économique favorisent l'attentisme ou conduisent à renforcer la rigueur, comme dans le transport aérien ou dans les banques.

Même s'il ne devait être que de courte durée, l'effacement de l'économie française, confirmé par le recul de 0,4 % du PIB au quatrième trimestre 1990, conduit les employeurs - publics comme privés - à aborder les échéances salariales avec prudence. Alors que, l'an passé, les rémunérations ont, selon les dernières évaluations, progressé de quelque 5 % dans le secteur privé, la tendance paraît être à la déflation.

Selon la diversité des situations économiques, les entreprises choisissent trois types de réaction : le « coup de frein », l'attentisme prudent ou tout simplement le maintien des grandes tendances antérieures.

Air France vient d'illustrer avec éclat que les retombées de la crise du Golfe peuvent concerner très concrètement le personnel de certaines entreprises. La chute du trafic aérien a conduit la compagnie nationale à placer en chômage partiel son personnel, dont le temps de travail et les rémunérations seront réduits de 6 %, mais aussi à pas revaloriser les salaires en 1991. Air Inter a imposé un gel des rémunérations.

De même, l'Association française des banques (250 000 salariés) n'entend pas revaloriser cette année la valeur du point bancaire, compte tenu des mauvais résultats de la plupart des établissements de crédit. Une décision qui ne concerne pas les avancements liés à l'ancienneté ou à la technicité.

Tenir le cap

Certes, rien n'interdit au personnel des banques et des compagnies aériennes d'espérer que leurs employeurs, à la faveur d'un réveil de l'activité économique, modifieront leur position dans les prochains mois. En attendant, ces derniers paraissent bien déterminés à tenir le cap malgré les appels à la mobilisation lancés par les syndicats.

Sans aller jusqu'à prendre des décisions aussi tranchées, de nombreuses autres entreprises s'interrogent et reconnaissent qu'elles se trouvent « dans le brouillard ». Confrontées à un ralentissement des ventes aggravé depuis quelques mois par un attentisme perceptible chez les consommateurs, les constructeurs automobiles comptent sur un prochain rattrapage des achats différés.

Les salariés de Renault verront cette année leur prime d'intéressement (quelque 4 500 francs au minimum l'an passé) réduite d'une bonne moitié à la suite des modestes résultats 1990 de la société. Les discussions salariales, qui s'ouvriront le 12 mars prochain, seront serrées. Peugeot, qui ne s'est décidé que très récemment à conclure des accords salariaux, estime pour sa part que l'environnement actuel rend aléatoire la recherche d'un compromis sur l'ensemble de l'année. Une négociation ne portant d'abord que sur le seul premier semestre - comme ce fut le cas l'an passé - est envisagée.

« On ne peut parler de modification radicale des pratiques salariales, mais il semble qu'il y ait davantage de dispersion dans les augmentations prévues, chacun prenant en compte sa propre situation », souligne M. Pierre Guillen, vice-président délégué général de l'Union des industries métallurgiques et minières (UIMM). L'ancien président de la commission sociale du CNPF observe également que les firmes sont plus nombreuses à ne s'engager que pour une partie de l'année « car les perspectives conjoncturelles sont opaques ».

Cependant, treize accords salariaux ont déjà été conclus dans la métallurgie contre neuf à la même époque en 1990. Dans le bâtiment, la mise en place au 1^{er} mai de l'importante révision de la grille des salaires - qui revalorise jusqu'à 7 % certains barèmes minimaux - inter-

viendra dans un contexte délicat. La profession s'attend au mieux à un maintien de l'activité et considère que « les salaires devraient moins augmenter cette année... »

Pourtant, certaines entreprises ne paraissent - au moins dans l'immédiat - guère perturbées. A l'UAP, on table sur une croissance de l'ensemble des rémunérations de l'ordre de 4 %, à peine inférieure à celle de 1990. Il est vrai que les augmentations générales ne représentent pas tout. « Une partie croissante du personnel, plus jeune et davantage diplômée, se sent d'abord concernée par les mesures individuelles », rappelle M. Jean-Pierre Narnio, directeur des ressources humaines.

Chez Essilor, il n'est pas question de revoir l'accord salarial 1991 conclu dès décembre dernier qui prévoit 2,5 % sous forme de revalorisation générale pour une progression de 4 % à 4,5 % de l'ensemble des salaires. « Nous commençons à ressentir la baisse de la consommation sur le marché américain, mais la situation actuelle ne nous incite pas à en faire moins sur le plan salarial », commente M. Jean-Claude Weisbecker, directeur des ressources humaines.

Enfin, la politique salariale du secteur public reste plus que jamais placée sous le signe de la « rigueur ». Dans les entreprises publiques, l'application de la lettre de cadrage du premier ministre (hausse de 2,5 % en niveau avec une « prime à la signature » de 0,3 % si un accord a été signé en 1990) crée des remous à la SNECMA et à l'Aérospatiale, où les syndicats FO, CGC et CFEC organiseront un arrêt de travail le 5 mars. Quant aux fonctionnaires, ils devront attendre la fin du mois de mars pour que s'engagent des pourparlers. D'ici là, les derniers pointages budgétaires auront eu raison de l'attentisme ambiant.

JEAN-MICHEL NORMAND

AVIS AU PUBLIC

ENQUÊTE PUBLIQUE

portant conjointement sur :

- Le projet de plan d'aménagement de zone de la Z.A.C. du centre ville - avenue de Gaulle.
- L'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des opérations, acquisitions et expropriations prévues par ce plan.

Par arrêté n° 67 du 8 février 1991, conformément au code de l'urbanisme et aux dispositions du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, monsieur le député et maître de la commune de LA BAULE-ESCOUBLAC a ordonné l'ouverture d'une enquête publique portant sur le projet de plan d'aménagement de zone de la Z.A.C. du centre ville - avenue de Gaulle, ladite enquête devant être précédée d'une déclaration d'utilité publique des opérations, acquisitions et expropriations prévues par ce plan.

L'enquête publique se déroulera en mairie de LA BAULE-ESCOUBLAC, où les pièces du projet seront déposées, du lundi 25 février au mercredi 27 mars 1991 inclus, dans les locaux du service de l'urbanisme, rue de Chasse-deux.

Toute personne intéressée pourra prendre connaissance du dossier d'enquête aux heures et jours habituels d'ouverture :

- en semaine : du lundi au vendredi de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures
- le samedi 2 mars 1991 de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures
- les samedis 9, 16 et 23 mars 1991 de 9 heures à 12 heures

Dimanche et jours fériés exceptés.

Toute personne physique ou morale pourra demander communication de l'arrêté n° 67 survisé à la mairie de LA BAULE-ESCOUBLAC, 7, avenue des Evénements, B.P. 172 44504 LA BAULE CEDEX.

AVIS AU PUBLIC

ENQUÊTE PUBLIQUE PRÉALABLE AU DÉCLASSEMENT ET À L'ALIÉNATION PARTIELS DE LA VOIE COMMUNALE Allée des Tamaris

Par arrêté n° 66 du 8 février 1991, M. le député et maître de la commune de LA BAULE a ordonné l'ouverture d'une enquête publique portant le projet susvisé dans les formes prescrites par le décret n° 76-790 du 20 août 1976.

Ladite enquête sera ouverte le lundi 25 février 1991 à la mairie de La Baule, où les pièces du projet seront déposées pendant 15 jours consécutifs, du 25 février au 11 mars 1991 inclus, de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h, les samedis 2 et 9 mars de 9 h à 12 h, dimanches et jours fériés exceptés.

Toute personne physique ou morale pourra demander communication de l'arrêté n° 66 du député, maître de la commune de La Baule, 7, avenue des Evénements, B.P. 172 44504 LA BAULE CEDEX.

Codetour

Le conseil d'administration de CODETOUR, SICOMI du groupe ISM SA, réuni sous la présidence de M. Henri CUCHET, a examiné et arrêté les comptes de l'exercice 1990.

Les engagements nouveaux de la société se sont élevés, au 31 décembre 1990, à la somme de 87 millions de francs, dont 30 millions de francs en location simple et 57 millions de francs en crédit-bail. Compte tenu de la levée d'option anticipée de deux contrats de crédit-bail, les engagements bruts totaux s'établissent à 724 millions de francs, en augmentation de plus de 12 % sur le montant de l'exercice précédent.

Les recettes de l'exercice s'élèvent à 93,5 millions de francs, dont 70 % proviennent de l'activité de crédit-bail, et les amortissements totaux de 31,5 millions de francs, sont en augmentation de 37 %. Le résultat net s'établit à 17,6 millions de francs, en progression de 12 % sur celui de l'exercice 1989.

Compte tenu de l'importance du patrimoine loué en location simple et susceptible d'être cédé avec une forte plus-value dans le cadre de contrats de crédit-bail, l'intérêt de la société est de conserver son statut de SICOMI pendant les cinq ans à venir, conformément à l'option ouverte par la loi. Le conseil d'administration a donc décidé d'exercer ladite option.

Il sera proposé à l'assemblée générale la mise en distribution d'un dividende de 26 francs par action, en augmentation de plus de 10 % par rapport à celui de l'année précédente. Cette assemblée se tiendra, le 30 mai 1991, au nouveau siège de la société : Grand Ecran, place d'Italie, 75013 PARIS.

ComptaValor

SICAV MONÉTAIRE DE CAPITALISATION

GESTION CDC TRESOR

FIDUCIAIRE DE LA Caisse des Dépôts et Consignations

DIVISION DE LA VALEUR DE L'ACTION

A compter du 1^{er} mars 1991, afin de rendre l'action COMPTAVALOR encore plus accessible, la valeur de celle-ci sera divisée par deux ; simultanément, le nombre d'actions sera doublé. L'échange d'une action ancienne contre deux actions nouvelles se fera automatiquement.

Cette opération n'affectera en aucune manière la valeur du portefeuille de chaque porteur et n'aura aucune incidence fiscale. En revanche, elle lui apporte un nouvel avantage : grâce à une valeur unitaire de l'action COMPTAVALOR plus faible, elle permettra à chacun d'effectuer une gestion optimale de ses liquidités.

Pour vos disponibilités à court terme, COMPTAVALOR constitue un produit sûr (capital investi essentiellement en titres émis ou garantis par l'Etat), rentable (performance de +9,80 % sur 1990), et disponible (souscription quotidienne à cours connu).

COMPTAVALOR : UNE VALEUR SUR LAQUELLE VOUS POUVEZ COMPTER A TOUT MOMENT

trésor public

plus de 4 000 guichets à votre service

PUBLICATIONS JUDICIAIRES

13^e CHAMBRE CORRECTIONNELLE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS

Dans son arrêt du 12 juin 1989, la cour d'appel de Paris, qui a confirmé le jugement du tribunal correctionnel du 31 octobre 1988, a condamné la société SELFOR, 5, rue Réaumur, 75003 Paris, et son représentant légal Monsieur Dominique LAVAL pour avoir importé une montre sous la marque DOMI qui est la copie servile du modèle PANTHÈRE commercialisé par la société CARTIER à :

- 20 000 F de dommages et intérêts et au paiement de 3 500 F sur le fondement de l'article 475.1 ;
- au paiement de la présente publication.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS. CONdamnATION PÉNALE.

Par jugement (contradictoire) du 4 juillet 1990, la 13^e chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour PUBLICITÉ MENSONGÈRE OU DE NATURE À INDUIRE EN ERREUR :

- pour avoir, à Paris, le 17 août 1988, courant mai 1990 : effectué une publicité comportant des allégations, indications ou présentations fausses ou de nature à induire en erreur sur la nature, les prix et les conditions de vente des services qui font l'objet de la publicité, procédés de la prestation de service, portés des engagements pris par l'annonceur, identité et qualité du prestataire, en diffusant des souscriptions d'abonnement au profit de la S.A. TELETELEX qui comportaient des mentions de nature à induire en erreur et notamment : l'appellation FM TELECOMMUNICATIONS prête à confusion avec le service FRANCE TELECOM, l'identité de l'annonceur et sa qualité d'éditeur privé n'apparaissant pas clairement, la présentation laisse croire qu'il s'agit de la facture d'un abonnement déjà souscrit, le prix et les conditions de vente de l'abonnement ne sont pas clairement exposés ;

- à la peine de 2 ans d'emprisonnement avec sursis, mise à l'épreuve pour une durée de 3 ans, et une amende de 3 millions de francs ;

- M. GUILLOU Roger, Louis, Albert, né le 1^{er} juin 1925 à CERDON (01), PDG de la S.A. TELETELEX, demeurant lieu-dit « La Merlatière », Lancy, 69220 BELLEVILLE-SUR-SAÛNE.

Le tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le *Monde*, le *Figaro*, l'*Union de Reims*, le *Bulletin de consommation de Paris*.

Pour extrait conforme délivré par le Greffier à M. le Procureur de la République, sur sa réquisition. N.Y. AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS. CONdamnATION PÉNALE POUR FRAUDE FISCALE

Par jugement (contradictoire) en date du 26 juillet 1990, la 12^e chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour fraude fiscale - omission de mention d'écritures, à la peine de 15 mois d'emprisonnement dont 12 mois avec sursis, M. CAMBOURNAC Michel, né le 6 novembre 1939 à PARIS (12), 59, rue de Val-d'Osne, (94410) SAINT-MAURICE.

Le tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait au *Journal officiel*, dans *Libération* et le *Monde*.

Pour extrait conforme délivré par le greffier à M. le Procureur de la République, sur sa réquisition. N.Y. AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS. CONdamnATION PÉNALE POUR FRAUDE FISCALE

Par jugement (contradictoire) en date du 2 juillet 1990, la 11^e chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour fraude fiscale - omission de mention d'écritures, à la peine de 15 mois d'emprisonnement dont 13 mois avec sursis, M. LOYSEL Tammy, Marie, Martine, née le 12 septembre 1944 à RENNES (35), médecin-gynécologue, demeurant chez sa mère, impasse des Carmélites à RENNES (35).

Le tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait au *Journal officiel*, dans le *Monde*, et le *Figaro*.

Pour extrait conforme délivré par le greffier à M. le Procureur de la République, sur sa réquisition. N.Y. AYANT APPEL.

ÉCONOMIE

CONJONCTURE

Selon un sondage des chambres de commerce et d'industrie

Aucune reprise de l'activité n'est prévue dans l'est de l'Allemagne avant le second semestre

Les chefs d'entreprise outre-Rhin ont de nombreuses raisons d'être inquiets en 1991 : la guerre dans le Golfe, le ralentissement de la conjoncture dans la plupart des pays industrialisés, la chute du dollar et du yen par rapport au mark et, dernièrement, la décision d'augmenter les impôts à partir du 1^{er} juillet en Allemagne, avec l'inflation supplémentaire qui risque d'en découler.

FRANCFORT

correspondance

Dans ces conditions, le traditionnel sondage de printemps de la Fédération allemande des chambres de commerce et d'industrie (DIHT) qui a été réalisé auprès de 17 000 entreprises dans toute l'Allemagne, y compris dans les cinq nouveaux Länder, et dont les résultats ont été présentés mardi 26 février à Bonn, apparaît comme beaucoup moins optimiste.

Cela est particulièrement vrai en ce qui concerne les exportations : l'Europe reste en 1991 la principale cible des entreprises allemandes mais, avec la récession qui s'installe dans des pays comme la Grande-Bretagne ou les États scandinaves, après les États-Unis, elle cesse désormais de jouer un rôle moteur dans la croissance.

Signe de confiance inébranlable toutefois des chefs d'entreprise dans le dynamisme de la demande intérieure : 36 % d'entre eux affirment vouloir investir davantage en 1991 (contre 41 % en 1990), ce qui devrait avoir un effet favorable sur la croissance. Les raisons invoquées ? Les besoins énormes des nouveaux Länder en biens d'équipement, mais aussi la perspective de 1993, avec la nécessité, pour les entreprises allemandes, si elles

veulent rester compétitives, de réduire leurs coûts ou d'investir plus dans la protection de l'environnement.

Le handicap des taux d'intérêt

Autre fait notable de ce sondage : le niveau très élevé actuellement des taux d'intérêt en Allemagne est cité, pour la première fois, comme un handicap éventuel pour davantage d'investissements par des entreprises qui s'estiment jusqu'alors suffisamment bien dotées en capital propre pour ne pas être obligées de recourir à l'emprunt.

Plusieurs grandes banques, parmi lesquelles la Deutsche Bank et la Westdeutsche Landesbank ont récemment révisé d'un demi-point à la baisse leurs prévisions de croissance du PNB ouest-allemand dans la perspective de nouvelles augmentations d'impôts en 1991.

Pour sa part, le président du DIHT, M. Franz Schöser, prévoit une croissance soutenue à l'Ouest encore cette année, avec 3 % d'augmentation du PNB ouest-allemand (celle-ci avait été de 4,5 % en 1990, ce qui a constitué un record) et 2 % pour l'Allemagne unifiée.

Conséquence sur le marché de l'emploi : le recours systématique, dans les mois qui viennent, à des mesures en faveur des nouveaux Länder, en raison d'un manque chronique de main-d'œuvre qualifiée à l'Ouest. A terme, de nouveaux transferts de populations sont donc à prévoir en direction de l'ancienne RFA, ce qui devrait permettre de dédorer la situation à l'Est, où le chômage ne cesse d'augmenter ainsi que le travail temporaire.

Hormis quelques secteurs industriels en pointe, comme les machines-outils, l'électrotechnique, le bâtiment ou bien les services ou le commerce, aucune reprise de l'activité n'est prévue avant la

ments internationaux» qui ont sérieusement dérapé au cours des deux années écoulées, ajoute l'OCDE.

L'OCDE précise que, selon les statistiques officielles, la production de l'URSS aurait chuté de 4 % à 5 % en 1990 et pourrait encore reculer dans les mêmes proportions en 1991. Selon le rapport, les investissements devraient avoir reculé de plus de 20 % l'an dernier, alors que la consommation des ménages a augmenté à un rythme estimé à environ 3 %.

« Ces chiffres pourraient très largement sous-estimer l'étendue réelle de la récession », souligne l'OCDE. (AFP)

Selon un rapport de l'OCDE

L'URSS est entrée dans une profonde récession

L'Union soviétique est entrée dans une profonde récession qui pourrait être aggravée en 1991 par les tensions croissantes dans ses échanges financiers avec l'étranger, estime l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) dans un rapport rendu public le 28 février.

La dette extérieure nette soviétique a plus que doublé depuis la fin de 1986 pour dépasser 43 milliards de dollars (plus de 215 milliards de francs) au milieu des années 1990. L'URSS est confrontée à un problème fondamental qui est « l'effondrement virtuel du contrôle des autorités centrales sur les paie-

AFFAIRES

La multinationale va « clarifier et rendre plus efficace » son organisation

Le groupe Philips annonce 12 milliards de francs de pertes

Conformément aux prévisions les plus sombres, Philips a enregistré en 1990 une perte nette de 4,24 milliards de florins (12,72 milliards de francs) à-t-on appris jeudi 28 février à Eindhoven à l'ouverture de la conférence de presse annuelle de la multinationale néerlandaise.

EINDHOVEN

de notre envoyé spécial

La veille, la direction de Philips avait annoncé son intention de « simplifier » ses structures juridiques afin de « clarifier et rendre plus efficace » son organisation. Le changement le plus visible concernera le nom de la société mère du groupe qui ne s'appellera plus, comme c'était le cas depuis 1912, *Fabrique d'ampoules à filaments Philips*, mais qui sera dénommée, dans un style moins suranné, *Philips Electronics*. Une appellation qui pourrait montrer la volonté du groupe de mettre l'accent sur l'électronique grand public.

L'ancienne société de tête de la multinationale n'était pas cotée en Bourse et ses actions étaient déte-

Simplification

Les actionnaires désigneront notamment les membres du conseil de surveillance, en accord toutefois avec l'assemblée des propriétaires des actions de priorité, qui constitue la parodie de Philips contre une éventuelle OPA hostile et qui, bien sûr, subsiste. Le nombre de sièges du conseil sera ramené de 13 à 10, trois membres étant atteints par la limite d'âge. Les dix titulaires actuels subsisteront restant en fonctions, dont M. François-Xavier Ortoli et M. Gillenham, ancien PDG de Volvo. Le président du conseil sera, comme actuellement, M. Wisse Dekker.

Les actionnaires auront également leur mot à dire quant à la nomination des cinq membres du

Michelin rompt ses accords avec son partenaire en Corée du Sud

La société Michelin a annoncé, le mercredi 27 février, la rupture de sa collaboration industrielle et commerciale avec le coréen Woonung. Les deux firmes possédaient une filiale commune à 50/50, Michelin Korea Tire, qui produisait 3,5 millions de pneumatiques. La participation de Michelin sera reprise par Woonung.

Cette décision intervient à la suite de « divergences de vue sur la

stratégie à développer dans cette filiale », précise le communiqué de Michelin. Il semble que les divergences portaient sur la qualité des produits. Le numéro mondial du pneu, qui avait signé cet accord à un moment où les droits de douane en Corée avoisinaient les 40 %, souligne qu'il poursuivra son activité commerciale dans ce pays où la production automobile ne cesse d'augmenter.

deuxième partie de l'année, à l'Est. « A la condition, toutefois, selon M. Schöser, que de substantiels progrès soient accomplis d'ici là pour régler toutes les questions en suspens : aussi bien, le démantèlement des combinats que la privatisation des anciennes entreprises d'Etat, les questions de propriété, ou la mise en place d'infrastructures adaptées... »

Selon les informations communiquées par les DIHT régionales, les PME ouest-allemandes qui se sont installées à l'Est ont en effet été les plus à même de créer des emplois, particulièrement dans les services. Dans tous les autres cas, c'est la dépendance commerciale vis-à-vis des anciens pays membres du COMECON qui est décisive pour le maintien ou non de l'activité.

Ch. HOLZBAUER-MADISON

L'union économique et monétaire

M. Delors dénonce les propositions allemandes

Les propositions allemandes pour l'union économique et monétaire (UEM) (*le Monde* du 28 février) « ne sont pas conformes aux conclusions du conseil européen de Rome, qui a notamment prévu la création de la nouvelle institution monétaire au début de la deuxième phase de l'UEM », et s'écarter de l'esprit de ce que le chancelier Kohl avait accepté lors du sommet européen de Rome en octobre dernier, a déclaré un porte-parole de M. Jacques Delors, le président de la Commission européenne, mercredi 27 février.

Au ministère des finances à Bonn, on juge ce reproche « inacceptable » et « inhabituel », dans la mesure où il n'a pas été exprimé aux cours des discussions intergouvernementales.

La Sovac a distribué davantage de crédits en 1990

La Sovac, filiale du groupe Lazard spécialisée dans le crédit aux particuliers et aux entreprises, a vu ses encours de crédit progresser de 14 % en 1990. Malgré le ralentissement très net de la consommation et l'attente que la caractérisent les agents économiques à la suite de la crise du Golfe, ce chiffre apparaît comme positif.

Au bilan, le résultat net consolidé s'est établi (part des actionnaires minoritaires incluse) à 454 millions de francs, en baisse de 8 % par rapport à l'année précédente. La Sovac a néanmoins décidé d'augmenter de 5 % la rémunération de ses actionnaires. Pour l'année en cours, M. André Wormser a estimé que la crise du Golfe n'a eu pour effet que de différer les dépenses des particuliers, notamment en matière automobile.

SOCIAL

Rhône-Poulenc va supprimer 1 023 emplois dans la chimie

En comité central d'entreprise, le 27 février, la direction de Rhône-Poulenc a présenté son plan pour la suppression de 1 023 emplois, en France, dans le département chimie du groupe. Cinq sites sont visés : le siège social de Courbevoie (Hauts-de-Seine) avec 172 emplois, les usines de Saint-Fons (300) et de Belle Étoile Saint-Fons (339) dans le Rhône, de Melle dans les Deux-Sèvres (143) et de Champagnier dans l'Isère (69). Aucun licenciement « sec » n'est prévu, la réduction d'effectif devant être obtenue par des mesures d'âge - retraites et préretraites ; - par des mutations à l'intérieur du groupe et des allocations de formation en vue d'un reclassement (AFR).

Tous les syndicats ont demandé la nomination d'un expert pour vérifier si ce plan était justifié. Le prochain comité central d'entreprise est fixé au 27 mars, mais l'expertise suspend toute décision.

La bataille

Les projets de General Instrument

Le projet de loi relatif à la détermination des modalités de gestion des entreprises publiques, présenté par le ministre de l'Économie, M. Jacques Delors, a été adopté par l'Assemblée nationale le 14 février. Ce texte vise à clarifier les rôles et les responsabilités des différents acteurs de la gestion des entreprises publiques, notamment les actionnaires, les dirigeants et les salariés. Il prévoit également la mise en place d'un conseil d'administration pour superviser la gestion de ces entreprises.

M. Paul Quilès, président du conseil d'administration de l'État, a souligné l'importance de ce texte pour la mise en œuvre de la loi relative à la détermination des modalités de gestion des entreprises publiques. Il a également souligné la nécessité de renforcer la transparence et la responsabilité dans la gestion de ces entreprises.

Le texte prévoit également la mise en place d'un conseil d'administration pour superviser la gestion de ces entreprises. Ce conseil sera composé de représentants des actionnaires, des dirigeants et des salariés. Il aura pour mission de veiller à la bonne gestion de l'entreprise et de proposer des mesures d'amélioration.

ÉCONOMIE

La bataille de la télévision du futur

La Commission européenne devait auditionner, jeudi 28 février, des représentants de l'industrie électronique grand public pour déterminer s'il convient d'obliger les diffuseurs à utiliser la norme D2 MAC Paquets

A l'heure où l'Europe de la vidéo commence à enfilier les habits du futur avec la mise sur le marché par Thomson Consumer Electronics (groupe Thomson) du premier appareil de télévision compatible haute définition équipé d'un nouveau tube au format cinéma de 16/9 (le Monde du 13 février), les critiques soudaines fusent pour dénoncer l'obscurité de la technologie peaufinée par les trois grands (Thomson, Philips, Nokia). En particulier, les experts du Centre d'analyse et de prévision (CAP) du ministère des affaires étrangères n'y vont pas de main morte : ils préconisent l'abandon pur et simple de la norme européenne au profit d'une solution... américaine. L'affaire est à ce point sérieuse que la Commission de Bruxelles doit entendre jeudi 28 février les représentants de l'industrie électronique et des grandes chaînes de télévision européennes pour décider s'il convient d'obliger encore les diffuseurs à employer la norme D2 MAC Paquets (standard intermédiaire devant conduire en 1995 à la haute définition) pour la transmission des émissions de télévision en direct par satellites. Elle est aussi piquante quand on sait tout l'intérêt porté par l'Etat français au projet de TVHD européenne, qu'il finance, en outre, de ses deniers.

Pourquoi tant de bruit ? Depuis quelques semaines déjà, la presse américaine s'était fait l'écho de la mise au point par la General Instruments d'un procédé de compression, qualifié de révolutionnaire, rendant capable la numérisation des images vidéo. De là à conclure que la norme européenne, en partie analogique (système dans lequel le signal électrique est proportionnel au signal vidéo à traiter), était périmée, il n'y avait qu'un pas que beaucoup n'ont pas hésité à sauter. Pour comprendre l'enjeu, il faut en effet bien savoir que la numérisation, c'est-à-dire le codage binaire des signaux électriques, constitue un progrès décisif vers la qualité, puisqu'elle élimine tous les parasites (technique du tout ou rien).

Malheureusement, au stade actuel des connaissances, personne ne sait encore enregistrer ni transmettre des images numérisées. Pour une raison essentielle : le débit des informations fournies est si énorme (plus de 1 milliard par seconde) qu'il faudrait utiliser des plages de fréquence d'une largeur telle que celles-ci ne pourraient pas s'insérer dans l'espace hertzien déjà complètement saturé.

Les progrès de General Instruments

Le progrès introduit par la General Instruments américaine serait-il déterminant ? Les informations largement diffusées à cet égard l'affirment, ajoutant que la firme américaine serait parvenue à atteindre un taux de compression de 100, qui éliminerait complètement l'écueil de la bande passante. Mais autant que l'on sache, son procédé, appelé Digicipher, a seulement été testé sur le standard de télévision américain NTSC de 525 lignes. D'après les spécialistes, aucune simulation n'aurait encore été faite en TVHD (1050 lignes), qui exige infiniment plus de détails. Le Digicipher n'est ensuite toujours qu'une curiosité de laboratoire. Et les experts sont formels : entre le laboratoire et la sortie commerciale, dix années s'écouleront. Dix autres années sont encore nécessaires pour arriver au plein développement. C'est ce qui s'est passé pour la couleur. Le même phénomène se répète pour la TVHD dont les premiers balbutiements remontent à 1980. Alors pourquoi d'entreprendre de jeu ce tir de barrage contre le procédé européen de haute définition ?

M. Paul Quilès, ministre des postes, des télécommunications et de l'espace, minimise le fameux rapport décrivant la norme D2 MAC Paquets (le Monde du 14 février). « Les attitudes pessimistes passent pour être plus intelligentes », a-t-il déclaré lors de la présentation de l'« Espace Image France Telecom ». Et d'ajouter : « L'affirmation que nous avons la meilleure approche vers la TVHD, nous avons réussi, tout est bien, il nous faut donc sortir du syndrome de l'échec ».

La vraie question est de savoir à qui profitera cette campagne actuelle de dénigrement. Pas aux fabricants, trop liés entre eux par les accords signés et par les intérêts en jeu colossaux. Entre 1995 et 2010, le renouvellement du parc mondial des téléviseurs, composé actuellement de quelque 720 mil-

lions d'appareils, représentera à lui seul un marché d'un poids estimé entre 250 et 500 milliards de dollars et d'au moins 20 milliards de dollars pour la première fois dès 2003. En outre, quand on sait que la filière image (TV bien sûr mais aussi magnétoscopes, vidéo-disques, caméscopes) représente les deux tiers de l'activité électronique grand public...

Faut-il soupçonner les Allemands ? Nos voisins germaniques n'ont jamais été très chauds pour soutenir le projet de télévision européenne et auraient, de loin, préféré développer leur propre procédé dit PAL Plus. Leurs intérêts divergent dans la mesure où tous leurs fabricants sont passés en mains étrangères. Mais de là à leur prêter d'aussi mauvaises intentions ? D'autant que leurs marques, tout en ayant changé de pavillon, demeurent.

Le jeu des opérateurs de satellites

Les Japonais ? On les soupçonne de vouloir dès 1992 commercialiser des matériels vidéo à leur standard de TVHD (MUSE), qui fonctionneraient avec des télévisions compatibles HD MAC. En fait, les firmes nippones sont trop bien

implantées en Europe (25 % du marché de l'électronique grand public) pour scier la branche sur laquelle elles sont assises. Beaucoup cherchent du reste à se faire licencier MAC.

Les Américains ? La FCC (Federal Communications Commission), organisme fédéral notamment chargé d'attribuer et de contrôler l'utilisation des fréquences radio et TV aux Etats-Unis, ne donnera son feu vert en 1993 qu'à un projet de TVHD compatible NTSC, sans doute entièrement numérisé et capable de trouver sa place sur la plage, là-bas aussi très encombrée, des fréquences. Les candidatures sont nombreuses. Associés au sein du consortium ATRC (Advanced Television Research Consortium), Thomson et Philips ont déposé leur projet. Mais de grandes chaînes de télévision et des distributeurs par câble déjà trafent les pieds et, sans doute pour préparer la TV du vingt et unième siècle, semblent vouloir privilégier le procédé General Instruments.

Quel est alors le jeu des opérateurs de satellites ? Ils ont tout intérêt à dénigrer la technologie européenne afin d'en retarder le plus longtemps possible l'avènement pour ne pas perdre leur quasi-monopole mais aussi pour

n'avoir pas trop vite, au prix fort, à changer leur fusil d'épaule, ce qui réduirait d'autant les bénéfices des images tombées du ciel. D'après Philips, le lobby de SES Astra pro-PAL est de ceux-là, qu'il accuse ouvertement d'entretenir une campagne de désinformation au moyen d'arguments fallacieux. La firme d'Eindhoven demande sans ambages à la Commission de Bruxelles de rendre rapidement la norme MAC obligatoire.

Quoi qu'il en soit, tant chez Thomson que chez Philips, on garde la tête froide. « Nous avons cinq ans d'avance sur les Japonais et les Américains », souligne M. Bernard Isautier, le patron de la branche électronique grand public du groupe français. Comme de toute façon, la TVHD ne verra pas le jour avant l'an 2000 et sauf à tirer un trait sur dix ans de développement industriel, une décision qui serait désastreuse pour les industriels, le temps a des chances de jouer en faveur de la technologie européenne. Tous les experts sont formels : le tout numérique sera pour le vingt et unième siècle. D'ici là, des alliances peuvent se nouer. La norme européenne n'est-elle pas évolutive ? La guerre de la TVHD n'est pas finie.

ANDRÉ DESSOT

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

OUI AUX SICAV DU CREDIT LYONNAIS

OBLILION

L'Assemblée Générale Ordinaire du 10 janvier 1991 a approuvé les comptes de l'exercice 1989-1990 et la capitalisation du résultat.

Tout au long de l'exercice, la politique de gestion a été caractérisée par :

- une attitude défensive justifiée par le manque de visibilité quant à l'évolution des taux d'intérêt et, dans certains pays, l'absence de prime de risque pour les investissements obligataires longs ;
- la primauté accordée au franc français par rapport aux autres devises.

La valeur liquidative d'OBLILION qui était de F 1.109,22 le 28 septembre 1990 s'établit à F 1.153,77 le 31 janvier 1991, soit une progression de 4 %.

OBLILION : un placement à moyen et long terme d'obligations françaises et étrangères.

Renseignez-vous dans votre agence du CREDIT LYONNAIS.

REJOIGNEZ CEUX QUI NOUS FONT CONFIANCE DEPUIS LONGTEMPS.



CREDIT LYONNAIS
LE POUVOIR DE DIRE OUI.

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SODEXHO

MESSAGE DU PRÉSIDENT

A L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES ACTIONNAIRES DU 26 FÉVRIER 1991

L'EXERCICE 1989-1990

Le fait le plus marquant de l'année 1990 est l'évolution des rapports de Sodekho avec la Compagnie Internationale des Wagons-Lits. Les grandes lignes des nouveaux accords entre nos deux groupes ont été présentées dans le rapport du conseil d'administration.

Je suis heureux, aujourd'hui de vous annoncer, qu'ils ont été signés le 21 février. Le chiffre d'affaires consolidé du groupe s'élève à 7 700 000 000 francs, soit à taux de change constants, une progression de 4,4 %. Cette faible croissance s'explique essentiellement par une réduction volontaire de notre chiffre d'affaires aux USA, et au Canada qui nous a permis d'améliorer la rentabilité de cette zone. Hors Amérique du Nord, le chiffre d'affaires a progressé de 9,3 % à taux de change constants.

Le résultat d'exploitation atteint 230 000 000 francs, soit une augmentation de plus de 19 %. Le résultat net consolidé, part du groupe, est de 151 500 000 francs, soit une croissance de 17,5 % et, à taux de change constants de 22 %.

La situation financière du groupe est bonne : l'endettement à plus d'un an a diminué et représente moins de deux ans d'autofinancement ; nos liquidités en fin d'exercice s'élèvent à 1 380 000 000 francs ; le rendement des capitaux propres est proche de 20 %.

LES PERSPECTIVES D'AVENIR

L'exercice en cours se présente favorablement.

- Si les activités de loisirs, notamment le tourisme fluvial et portuaire et la restauration commerciale sont pénalisées par les événements actuels, la conjoncture internationale n'affectera pas notre progression dans son ensemble.

- Le décroisement des participations financières avec la Compagnie Internationale des Wagons-Lits entraînera une déconsolidation, qui pèsera sur le résultat consolidé, part du groupe, pour environ 10 millions de FF.
- Cela dit, sur la base des informations connues à ce jour, je confirme nos estimations d'octobre dernier : une croissance pour l'exercice se terminant au 31 août 1991, de 10 % du chiffre d'affaires consolidé et d'au moins 15 % des résultats, part du groupe.

Au-delà de l'exercice en cours, et à moyen terme, les perspectives sont bonnes. Depuis sa création en 1968, notre groupe a connu une expansion rapide qui lui a permis de se hisser parmi les premiers mondiaux dans ses principales activités : n° 4 mondial dans la restauration collective, n° 2 mondial dans l'émersion de chèques de services, n° 1 mondial dans la gestion des bases-vie. Certes, l'association avec Euresat aurait permis aux deux groupes de progresser plus rapidement, mais les opportunités de croissance restent pour Sodekho très nombreuses.

- 1. Nos marchés sont porteurs et peu sensibles à la conjoncture économique.
- Nos clients sont les entreprises, les administrations, les écoles, les collèges, les universités, les hôpitaux, les cliniques, les résidences pour personnes âgées.

- Notre gamme de services est toujours plus large. Il y a 10 ans, à partir de notre métier de base la restauration, nous avons progressivement offert de nouveaux services : ingénierie, gestion hôtelière, nettoyage, maintenance technique, surveillance médicale, animation des loisirs, sécurité, boutiques, entretien des espaces verts... ; il y a 5 ans, nous avons adopté le même processus dans les établissements de santé.

De même, à partir des chèques-restaurants, nous développons les chèques-cadeaux, alimentation, essence. Notre service devient de plus en plus complet.

- Notre réseau international se renforce : nous opérons dans plus de 35 pays sur les cinq continents et envisageons de nouvelles implantations.

En combinant le développement des clientèles, des gammes de services, des zones géographiques notre potentiel de croissance est considérable.

- 2. Mais pour transformer ce potentiel en véritable croissance de notre chiffre d'affaires et de nos résultats, nous avons choisi trois axes majeurs :

- Encourager l'innovation permanente.

En 1988, l'innovation est devenue une direction à part entière. Courant 1989, nous avons tenu notre premier Forum Mondial de l'innovation ; aujourd'hui se développent dans nos filiales, des comportements plus créatifs. Notre deuxième Forum aura lieu cette année sur le thème : « les offres innovantes ».

- Promouvoir la qualité.

Lancée il y a 3 ans, la démarche qualité totale se développe aujourd'hui en France dans les filiales Entreprises et Santé, à un rythme de croisière et commence à porter ses fruits.

- Développer nos ressources humaines.

Si il est vrai, que nous avons déjà, dans ce domaine, un certain nombre de réalisations à notre actif, les progrès à faire restent très importants, à tous les niveaux.

Si nous sommes capables de mener à bien tous ces plans d'actions, alors nous pourrions, dans les trois prochaines années, réaliser une croissance annuelle moyenne de 15 % du résultat consolidé.

- Au nom des dirigeants de notre groupe, je tiens à remercier :
- d'une part les actionnaires pour la confiance qu'ils nous témoignent puisque sur les 90 000 bons de souscription d'actions qui venaient à échéance au 31/12/90, tous ont été souscrits à l'exception de 20 ;
- d'autre part, les 36 000 femmes et hommes qui, chaque jour de par le monde assurent le succès de Sodekho.

Pierre BELLON

Principaux chiffres consolidés*

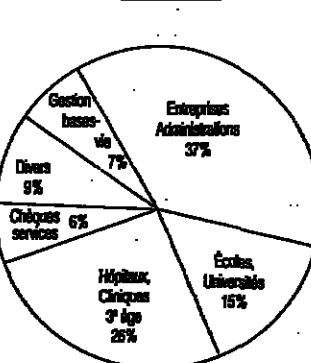
(en millions de francs)	1989/90	Variation sur 1988/89
Chiffre d'affaires	7 887	- 4,6 %
Résultat courant avant impôts	243	+ 17,6 %
Impôts	85	+ 38,0 %
Résultat consolidé **	177	+ 12,1 %
Résultat net part du Groupe	151,5	+ 17,5 %
Capacité d'autofinancement	277	+ 14,3 %

* exercice clos au 31 août 1990
** avant amortissement des écarts d'acquisition et intérêts tiers.

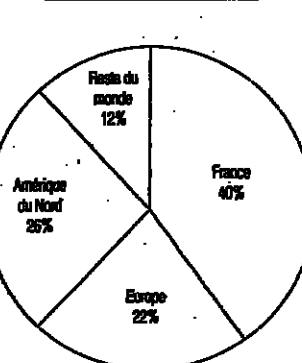
Chiffre d'affaires

1986/87	5 727 000 000 F
1987/88	7 104 000 000 F
1988/89	8 067 000 000 F
1989/90	7 887 000 000 F

Répartition du chiffre d'affaires par activité



Répartition du chiffre d'affaires par zone géographique



Résultats part du groupe

1986/87	96 000 000 F	1988/89	129 000 000 F
1987/88	112 000 000 F	1989/90	151 500 000 F

Effectifs

35 732 salariés

3 610 exploitations gérées :

- 1 770 restaurants d'entreprises et d'administrations
- 683 restaurants scolaires et universitaires
- 782 hôpitaux, cliniques, résidences du 3^e âge
- 216 bases-vie
- 159 exploitations diverses : restaurants publics, messes pour l'armée, clubs, centres de formation, prisons

Dividende

Le dividende par action a été fixé à 13 F (19,50 F avant fiscalité comprise) et sera mis en paiement à compter du 5 mars 1991. Le montant distribué s'élève à 58,6 millions de francs et représente 39 % du résultat net consolidé part du groupe.



SODEXHO
Là où vivent les hommes.

Le rapport annuel peut être obtenu sur simple demande en écrivant à SODEXHO : B.P. 67 - 78185 Saint-Quentin-en-Yvelines Cedex. Informations financières sur le groupe Sodekho 36-16 CLIFF.

DROUOT RICHELIEU
9, RUE DROUOT, 75009 PARIS
Tél. : 48 00 20 20 - Téléc. : DROUOT 642 260
Informations téléphoniques permanentes
en français et anglais sur : 48 00 20 17
Compagnie des commissaires-priseurs de Paris
Sauf indications particulières, les expositions auront lieu
la veille des ventes, de 11 h à 19 h. * Exposition le matin de la vente.
Régisseur O.S.P., 64, rue La Boétie, 75008 PARIS. 45 63 12 65.

LUNDI 4 MARS

- S. 3 - 14 H 15 Bijoux, argenterie. - M^{re} ROGEON.
- S. 4 - Livres. - M^{re} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.
- S. 7 - Tableaux, mobilier, objets d'art. Bijoux, argenterie. ARCOLE (M^{re} OGER, DUMONT).
- S. 10 - Estampes anciennes et modernes. - M^{re} PESCHETEAU-BADIN, FERRIER.
- S. 11 - Livres illustrés. Estampes et tableaux modernes. Célons. - M^{re} BINOCHÉ, GODEAU.
- S. 13 - Atelier. - M^{re} MILLON, ROBERT.

MARDI 5 MARS

- S. 8 - 17 H Textiles d'Orient. - M^{re} BOISGIRARD, M^{re} Kevorkian, expert. (Expo le 5-3 de 11 h à 16 h).

MERCREDI 6 MARS

- S. 1 - 14 H 15 Dessins et tableaux modernes. - M^{re} ADER, PICARD, TAJAN, MM. Pacitti et de Louvencourt, M. Picard, experts. (Catalogue : poste 469).
- S. 3 - Bijoux, objets de vitrine, argenterie ancienne et moderne. - M^{re} COUTURIER, DE NICOLAY, cabinet G. de Fommervault.
- S. 4 - Miniatures napoléoniennes. Instruments scientifiques. Antiquités de marine. Militaria. - M^{re} CHAMBELLAND, GIAFFERI, VEYRAC, DOUTREBENTE. Tél. : 45-22-30-13.
- S. 5 - Tableaux, mobilier, objets d'art. - M^{re} LENORMAND, DAYEN.
- S. 9 - 14 H 15 Littérature du XVI^e siècle à nos jours. - M^{re} ADER, PICARD, TAJAN, MM. Guérin et Courvoisier, experts. Exposition : Librairie GIRAUD-BADIN, 22, rue Gayrard, 75006 Paris. Tél. : 45-48-30-58-Fax : 42-84-05-87 jusqu'au lundi 4 mars 9 h-13 h et 14 h-18 h. (Catalogue : veuillez contacter le poste 469).
- S. 10 - Gravures anciennes. Art d'Extrême-Orient. - M^{re} MILLON, ROBERT.
- S. 13 - Tableaux, meubles, objets d'art. - M^{re} BOSCHER, STUDER, FROMENTIN.

JEUDI 7 MARS

- S. 9 - 14 H 15 Suite de la vente du 6 mars. - M^{re} ADER, PICARD, TAJAN.

VENDREDI 8 MARS

- S. 1 et 7 - 14 H 30 Objets d'art et de très bel ameublement des XVIII^e et XIX^e. - M^{re} ADER, PICARD, TAJAN, M. Dilite, expert. (Catalogue : veuillez contacter le poste 469).
- S. 2 - Faïences et porcelaines anciennes. - M^{re} PESCHETEAU-BADIN, FERRIER.
- S. 4 - Estampes, tableaux du XIX^e et anciens. Sièges et meubles anciens et de style. - M^{re} AUDAP, GODEAU, SOLANET.
- S. 6 - Meubles. - M^{re} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.
- S. 10 - Gravures, tableaux anciens, meubles et objets d'art des XVIII^e et XIX^e. Tapis. Tapisseries. - M^{re} COUTURIER, DE NICOLAY.
- S. 11 - Meubles et objets d'art. - M^{re} MILLON, ROBERT.
- S. 14 - Tableaux, bijoux, mobilier de style et objets de vitrine. PARIS AUCTION. (M^{re} CARDINET-KALCK).
- S. 15 - Tableaux, mobilier, objets d'art. ARCOLE (M^{re} OGER, DUMONT).

DROUOT VÉHICULES II
30, RUE DES FILLETES
93300 AUBERVILLIERS
VENTE AUX ENCHÈRES
SAMEDI 2 MARS, à 10 h

VOITURES EXCEPTIONNELLES 90/91
FERRARI Spider 348 - 328, CABRIO, 500 et 300 SL-ZL,
25 MERCEDES DIESEL 190 - 200 - 250 - 300, 4-5-6 cyl. D Turbo
Ford - Opel - Volvo.
M^{re} ARTUS, commissaire-priseur, 47-70-87-29 et 36.15 TVP

ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 42-61-80-07.
ARTUS & Ass., 15, rue de la Grange-Batelière (75009), 47-70-87-29.
AUDAP, GODEAU, SOLANET, 32, rue Drouot (75009), 47-70-67-68.
BINOCHÉ, GODEAU, 5, rue La Boétie (75008), 47-42-78-01.
BOISGIRARD, 2, rue de Provence (75009), 47-70-81-36.
BOSCHER, STUDER, FROMENTIN, 3, rue d'Amboise (75002), 42-60-87-87.
COUTURIER, DE NICOLAY, 10, rue de l'Université (75007), 48-27-02-14.
LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR, (anciennement RHEIMS-LAURIN), 12, rue Drouot (75009), 42-46-61-16.
LENORMAND, DAYEN, 12, rue Hippolyte-Lébas (75009), 42-81-50-91.
MILLON, ROBERT, 19, rue de la Grange-Batelière (75009), 48-00-99-44.
OGIER, DUMONT, 22, rue Drouot (75009), 42-46-96-95.
PARIS-AUCTION, de CAGNY, CARDINET-KALCK, DEURBERGUE, HOBANX-COUTURIER, 23, rue de la Pelletier (75009), 42-47-03-99.
PESCHETEAU-BADIN, FERRIER, 16, rue de la Grange-Batelière (75009), 47-70-45-35.
ROGEON, 16, rue Milton (75009), 48-78-81-06.

VENTE A TOKYO - HOTEL OKURA

VENTE ORGANISÉE AU JAPON
PAR EST-OUEST

MARDI 5 MARS - 19 H (Tokyo)
BEL ENSEMBLE DE VERRERIES
LITHOGRAPHIES PAR ICART
M^{re} MILLON, ROBERT, commissaires-priseurs.
Cabinet d'expertise CAMARD. Tél. : 42-46-35-74.

BENNETON

Graveur-Héraldiste
Papier-à-lettre - Cartes de visite - Faire-part de mariage
Chevalières gravées
75, bd Malesherbes - Paris 8 - tél. : (1) 43.87.57.39

1990
5 MOIS DE CRISE
DANS LE GOLFE

Une coédition
Le Monde et L'Espresso
EN VENTE EN LIBRAIRIE

CARNET DU Monde

Naissances

- Carole BARIJON et Robert SEBBAG
sont heureux d'annoncer la naissance de
Camille,
le 13 février 1991.
10, rue Joseph-Bara,
75006 Paris.

- Gila et Emmanuel MOSES
ont la joie d'annoncer la naissance de
Jonas,
le 15 février 1991.
43, rue Delambre,
75014 Paris.

Décès

- Claude et Patrick O'BYRNE,
ses parents,
Éléonore, Raphaël et Iris,
ses sœurs et son frère,
Toussaint et ses nombreux amis,
ont l'immense chagrin d'annoncer la mort de
Sébastien,
le 24 février 1991.

M^{re} O'BYRNE,
M^{re} et M^{re} Grandbesançon,
ses grands-parents,
Chantal et Henry O'Byrne,
leurs enfants et leurs petits-enfants,
Elizabeth et Gabriel O'Byrne,
leurs enfants et leurs petits-enfants,
Marie-Pilar et Jacques Bisseuil,
leur fille et leur petit-fils,
Chris O'Byrne
et ses enfants,
Marie-Laure et Gérard O'Byrne
et leurs enfants,
Anne et Michel O'Byrne
et leurs enfants,
Jeanne O'Byrne,
ses enfants et Patrick Hutchinson,
Gertrude O'Byrne,
sa fille,
Bertrand Mougin
et leur fils,
Annick et Philippe Guillaume,
leurs enfants et leurs petits-enfants,
Catherine et Daniel Graffin
et leurs enfants,
Catherine et Jean Grandbesançon
et leurs enfants,
Yves Grandbesançon
et ses enfants,
Odile,
ses oncles et Vincent Duc,
ses oncles et tantes, cousins et cousines.

Son enterrement aura lieu au château
de Saint-Géry, le vendredi 1^{er} mars
1991, à 14 heures.

Une messe sera dite à son intention à
Paris, le jeudi 7 mars, à 8 heures, en la
chapelle des Franciscains, 7, rue Marie-
Rose, Paris-14^e, métro Alésia.

Château de Saint-Géry,
81800 Rabastens.
11, rue Antoine-Bourdelle,
75015 Paris.
151, rue de Belleville,
75019 Paris.

- M^{re} Marcelle
de Vaillet de Boisvrière,
M. Jacques Dessange,
MM. Cyril et Benjamin Dessange,
M. et M^{re} Jérôme Brière,
M. Christophe Brière,
ont la douleur de faire part du décès de
M^{re} Jacques DESSANGE,
leur fille, épouse, mère, sœur, belle-
sœur et tante,
survenu, le 15 février 1991, à Saint-Dom-
ingue (République de Saint-Domingue).

La cérémonie religieuse a été célé-
brée et suivie de l'inhumation à
Soumères (Lot-et-Cher), dans l'inti-
mité familiale, le 25 février.

- Eugène Dutoquet,
son épouse,
ses enfants, Luc, Lise,
Et son petit-fils, Christophe,
ont la douleur de faire part du décès de
M^{re} Eugène DUTOQUET,
née Ernestine Soumères.

Les funérailles civiles ont eu lieu le
mercredi 20 février 1991, dans la plus
stricte intimité.

3, rue Jules-Ferry,
59490 Somain.

- Régine et Henry Callmand,
Sophie, Jacques, Julien et Perrine
Savary,
Delphine, Jacques, Vincent et Laure
Dupont,
Virginie, Bernard, Bertrand et
Camille Beccart,
ses enfants, petits-enfants et arrière-pe-
tits-enfants,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Michel GODDET,
ancien élève de l'École polytechnique,
chevalier de la Légion d'honneur,
survenu le 26 février 1991.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le samedi 2 mars, à 10 heures, en la
cathédrale de Grasse (Alpes-Maritimes).

Cet avis tient lieu de faire-part.

2, rue des Glacis-Ceps,
92210 Saint-Cloud.

- L'École supérieure d'informati-
que, électronique, automatique
(ESTEA)
Et son conseil d'administration
ont la très grande tristesse de faire part
de la disparition brutale de leur prési-
dent,
M. Amaury
HÉRME de LACOTTE.
Les obsèques ont eu lieu à Salviat (Loire),
le mercredi 27 février 1991.
9, rue Vézale,
75006 Paris.

- M^{re} Jean Herberts,
ses enfants,
Charmaise, Anne-Catherine, Jeanne
Et leurs familles,
ont la tristesse de faire part du décès de
M. Jean HERBERTS,
survenu le 22 février 1991, dans sa
quatre-vingt-dixième année.

Les obsèques ont eu lieu le
27 février, dans l'intimité familiale.

- M^{re} Albert Renault,
née Marie-Joséphine Vassany,
M. et M^{re} Joël Renault
et leurs enfants, Violaine, Emmanuel,
Alexis, Marie-Gaëlle, Clarisse,
M. et M^{re} Jay Coler-Williams
et leurs enfants, Sébastien, Nicolas,
Albertine,
M. et M^{re} Olivier Renault
et leurs enfants, Charles-Edouard,
Alexandre,
M. et M^{re} Jean de Dainville
et leurs enfants, Étienne, Caroline,
Charles, Antoine,
M^{re} Françoise Nizery,
M^{re} Geneviève Renault,
ont la tristesse de faire part du décès
dans sa quatre-vingt-quatrième année de
M. Albert RENAULT,
ingénieur civil des Mines,
ingénieur général honoraire
de la SNCF,
croix de guerre 1939-1945,
médaille des Evadés,
leur mari, père, grand-père et frère.

La cérémonie religieuse aura lieu le
vendredi 1^{er} mars 1991, à 10 h 30, en
l'église Notre-Dame-de-Grâce de Passy,
10, rue de l'Annonciation, Paris-16^e.

Cet avis tient lieu de faire-part.

15, rue de Siam,
75016 Paris.

La cérémonie religieuse sera célé-
brée, le vendredi 1^{er} mars, à 15 h, en
l'église Saint-Germain de Charonne,
4, place Saint-Blaise, Paris-20^e.

L'inhumation aura lieu au cimetière
du Père-Lachaise.

84, rue Vitruve,
75020 Paris.

Le Monde
L'IMMOBILIER

appartements ventes
6^e arrdt
DUROC SOLEIL
Im. pierre de 6^e arr. sec.
Superficie 7 P. Très bien dis-
tribué, 185 m² env. + serv.
et cave. Vente par étapes
90 ans. délaissant conserver
droit d'habitation au vie
s/ r/v UNICEMMENT
SERGE KATBER 43-28-60-80
Tél. : 1 000 000 F.
1.48-83-43-13 (de 19 h à 20 h)

8^e arrdt
FELIX-FAURE
Région paris, 8 P. balco, 2
bns, 3^e et 4^e ét. 3 800 000.
PROGEM, 46-78-89-07
Tél. : 43-80-82-44

15^e arrdt
MARNE-LA-VALLÉE
NOISIEL
F4, 85 m² + box fermé,
100 m² du RER, proximité
école et commerces, loge
sur site forestier en zone
plaine. Pric : 720 000 F.
Tél. : 80-17-18-44 ap. 18 h.

20^e arrdt
MASTRO GROUP
F2, 84 m². Dans immeuble
pierre-taille. 1^{er} étage.
Proche métro et tous
commerces. 67000 chanc.
chauffage individuel.
Idéal pour investissement.
Pric : 1 100 000 F.
Tél. : 43-80-82-44

77
Seine-et-Marne
MARNE-LA-VALLÉE
NOISIEL
F4, 85 m² + box fermé,
100 m² du RER, proximité
école et commerces, loge
sur site forestier en zone
plaine. Pric : 720 000 F.
Tél. : 80-17-18-44 ap. 18 h.

77
Seine-et-Marne
MARNE-LA-VALLÉE
NOISIEL
F4, 85 m² + box fermé,
100 m² du RER, proximité
école et commerces, loge
sur site forestier en zone
plaine. Pric : 720 000 F.
Tél. : 80-17-18-44 ap. 18 h.

77
Seine-et-Marne
MARNE-LA-VALLÉE
NOISIEL
F4, 85 m² + box fermé,
100 m² du RER, proximité
école et commerces, loge
sur site forestier en zone
plaine. Pric : 720 000 F.
Tél. : 80-17-18-44 ap. 18 h.

77
Seine-et-Marne
MARNE-LA-VALLÉE
NOISIEL
F4, 85 m² + box fermé,
100 m² du RER, proximité
école et commerces, loge
sur site forestier en zone
plaine. Pric : 720 000 F.
Tél. : 80-17-18-44 ap. 18 h.

77
Seine-et-Marne
MARNE-LA-VALLÉE
NOISIEL
F4, 85 m² + box fermé,
100 m² du RER, proximité
école et commerces, loge
sur site forestier en zone
plaine. Pric : 720 000 F.
Tél. : 80-17-18-44 ap. 18 h.

77
Seine-et-Marne
MARNE-LA-VALLÉE
NOISIEL
F4, 85 m² + box fermé,
100 m² du RER, proximité
école et commerces, loge
sur site forestier en zone
plaine. Pric : 720 000 F.
Tél. : 80-17-18-44 ap. 18 h.

77
Seine-et-Marne
MARNE-LA-VALLÉE
NOISIEL
F4, 85 m² + box fermé,
100 m² du RER, proximité
école et commerces, loge
sur site forestier en zone
plaine. Pric : 720 000 F.
Tél. : 80-17-18-44 ap. 18 h.

77
Seine-et-Marne
MARNE-LA-VALLÉE
NOISIEL
F4, 85 m² + box fermé,
100 m² du RER, proximité
école et commerces, loge
sur site forestier en zone
plaine. Pric : 720 000 F.
Tél. : 80-17-18-44 ap. 18 h.

77
Seine-et-Marne
MARNE-LA-VALLÉE
NOISIEL
F4, 85 m² + box fermé,
100 m² du RER, proximité
école et commerces, loge
sur site forestier en zone
plaine. Pric : 720 000 F.
Tél. : 80-17-18-44 ap. 18 h.

- Le conseil d'administration de la
SNCF fait part du décès de
M. Albert RENAULT,
ingénieur civil des Mines,
ingénieur général honoraire
de la SNCF,
officier de la Légion d'honneur.
survenu dans sa quatre-vingt-quatrième
année
Les obsèques seront célébrées le ven-
dredi 1^{er} mars 1991, à 10 h 30, en
l'église Notre-Dame-de-Grâce de Passy,
10, rue de l'Annonciation, Paris-16^e.

- M^{re} François de Thé,
Le professeur Guy de Thé,
Hugues et Florence de Thé,
Béatrice et Sylvain Arnaud,
Carine de Thé,
font part du retour à Dieu de
M^{re} Guy de THÉ,
née Colette de Moulouy,
le 27 février 1991, à Paris.

La cérémonie religieuse aura lieu le
vendredi 1^{er} mars, à 16 h 15, à Puyri-
card, Aix-en-Provence (Bouches-du-
Rhône).

Une messe sera célébrée à Paris le
lundi 4 mars, à 18 h 30, à Saint-Louis-
en-l'Île.

Ni fleurs ni couronnes. Dons aux
Petits Frères des pauvres. Accompagne-
ment à domicile, 64, avenue Parmentier,
75011 Paris.

14, rue Le Regnattier,
75004 Paris.

- Elisabeth, Daniel-Georges, Henri,
Claude, Evelyn, Monique et Lucette,
ses enfants,
Philippe, Christine, Gilles, Mirielle,
Patrick, Laurence, Quentin, Guillaume,
Véronique, Caroline, Jérôme, Karen,
Elodie, Joachim, Nathan, Jean-Marie,
Clémence, Jean-Luc, William
et Jérémy,
ses petits-enfants
et arrière-petits-enfants,
Les familles Valentino, Taskin,
Robbe, Lombard, Lelièvre, Caillon,
Montfort, Tacite et Plesner
ont la douleur de faire part du décès de
M^{re} Marie VALENTINO,
née Cachodon,
survenue à Paris, le 26 février 1991,
dans sa quatre-vingt-deuxième année.

La cérémonie religieuse sera célé-
brée, le vendredi 1^{er} mars, à 15 h, en
l'église Saint-Germain de Charonne,
4, place Saint-Blaise, Paris-20^e.

L'inhumation aura lieu au cimetière
du Père-Lachaise.

84, rue Vitruve,
75020 Paris.

Le Monde
L'IMMOBILIER

pavillons
FOSSES 95
30 m² pav. 18 m² de jardin
Proche RER, PAV. 18/95
Cuis. équip., sél. de 32 m²
+ cheminée, 3 chambres +
mezzanine + dressing, 2 a.
de bns, 2 wc, 117 m² habit.
+ s/vet tout.
Sur 280 m² terrain.
Libre de suite. 34-71-93-88
Pric : 748 000 F.

PONTOISE. Dans réél.
part. vend beau 4 pièces,
sél. 3 chbres, s. de bns,
cuisine, douche, cuis., cellier,
w.c., nix rangis, gd balcon.
Calme, verdure, 10 min. RER
et SNCF, Paris-Nord et
Saint-Leu.
Tél. 30-32-90-20 ap. 18h30.

appartements
achats
THAÏS, 6 m² RER
2 P., cuis., bain, 45 m².
Expos. plein sud/jard. arb.
Calme. Asc. Cave. Parking.
550 000 F.
Tél. : 64-88-87-11 (20 h)

Fontenay-aux-Roses
922 3e 253 m², séj., 3 chbrs,
sél. tout. Fals d'escal. réél.
1 800 000 F. 48-40-48-49.

MASTRO GROUP
F2, 84 m². Dans immeuble
pierre-taille. 1^{er} étage.
Proche métro et tous
commerces. 67000 chanc.
chauffage individuel.
Idéal pour investissement.
Pric : 1 100 000 F.
Tél. : 43-80-82-44

77
Seine-et-Marne
MARNE-LA-VALLÉE
NOISIEL
F4, 85 m² + box fermé,
100 m² du RER, proximité
école et commerces, loge
sur site forestier en zone
plaine. Pric : 720 000 F.
Tél. : 80-17-18-44 ap. 18 h.

77
Seine-et-Marne
MARNE-LA-VALLÉE
NOISIEL
F4, 85 m² + box fermé,
100 m² du RER, proximité
école et commerces, loge
sur site forestier en zone
plaine. Pric : 720 000 F.
Tél. : 80-17-18-44 ap. 18 h.

77
Seine-et-Marne
MARNE-LA-VALLÉE
NOISIEL
F4, 85 m² + box fermé,
100 m² du RER, proximité
école et commerces, loge
sur site forestier en zone
plaine. Pric : 720 000 F.
Tél. : 80-17-18-44 ap. 18 h.

77
Seine-et-Marne
MARNE-LA-VALLÉE
NOISIEL
F4, 85 m² + box fermé,
100 m² du RER, proximité
école et commerces, loge
sur site forestier en zone
plaine. Pric : 720 000 F.
Tél. : 80-17-18-44 ap. 18 h.

77
Seine-et-Marne
MARNE-LA-VALLÉE
NOISIEL
F4, 85 m² + box fermé,
100 m² du RER, proximité
école et commerces, loge
sur site forestier en zone
plaine. Pric : 720 000 F.
Tél. : 80-17-18-44 ap. 18 h.

77
Seine-et-Marne
MARNE-LA-VALLÉE
NOISIEL
F4, 85 m² + box fermé,
100 m² du RER, proximité
école et commerces, loge
sur site forestier en zone
plaine. Pric : 720 000 F.
Tél. : 80-17-18-44 ap. 18 h.

77
Seine-et-Marne
MARNE-LA-VALLÉE
NOISIEL
F4, 85 m² + box fermé,
100 m² du RER, proximité
école et commerces, loge
sur site forestier en zone
plaine. Pric : 720 000 F.
Tél. : 80-17-18-44 ap. 18 h.

77
Seine-et-Marne
MARNE-LA-VALLÉE
NOISIEL
F4, 85 m² + box fermé,
100 m² du RER, proximité
école et commerces, loge
sur site forestier en zone
plaine. Pric : 720 000 F.
Tél. : 80-17-18-44 ap. 18 h.

Anniversaires
- Il y a quatre ans, le 1^{er} mars 1987,
Pierre BEMMAOR,
noms quittait.
Sa famille demande à tous ceux qui
l'ont connu de lui accorder une pensée.
- Nîmes.
Il y a neuf ans,
Magali GAUTIER
disparaissait en montagne.
Le 22 octobre 1986, son père,
Jacques GAUTIER,
la rejoignait.
Leur souvenir nous accompagne.
- Il y a un an, la mort emportait
Jean-Louis GUYOT,
avocat général délégué
à la Cour de cassation.
Sa famille, ses amis, ont pour lui une
pensée émue.
- Il y a neuf ans,
Nathalie STARKMAN,
élève du lycée Camille-Sée,
nous quittait.
Une pensée est demandée à tous
ceux qui l'ont connue et aimée.

Le Monde
L'IMMOBILIER

appartements ventes
6^e arrdt
DUROC SOLEIL
Im. pierre de 6^e arr. sec.
Superficie 7 P. Très bien dis-
tribué, 185 m² env. + serv.
et cave. Vente par étapes
90 ans. délaissant conserver
droit d'habitation au vie
s/ r/v UNICEMMENT
SERGE KATBER 43-28-60-80
Tél. : 1 000 000 F.
1.48-83-43-13 (de 19 h à 20 h)

8^e arrdt
FELIX-FAURE
Région paris, 8 P. balco, 2
bns, 3^e et 4^e ét. 3 800 000.
PROGEM, 46-78-89-07
Tél. : 43-80-82-44

15^e arrdt
MARNE-LA-VALLÉE
NOISIEL
F4, 85 m² + box fermé,
100 m² du RER, proximité
école et commerces, loge
sur site forestier en zone
plaine. Pric : 720 000 F

Le Monde AFFAIRES

Les brasseurs se poussent du col

La bière reste la première boisson consommée au monde. Après l'eau... Mais le marché stagne. Les industriels se battent avec de nouveaux produits : les sans-alcool, les spécialités...

CENT milliards de litres ! Chaque année, le monde consomme un milliard d'hectolitres de bière ! Boisson ancienne - on en trouve des traces chez les Mésopotamiens et les Égyptiens, - la bière est aussi un breuvage universel. Le rapport annuel du groupe Heineken, par exemple, numéro trois mondial des brasseurs, est un véritable tour du monde : du Rwanda à la Papouasie en passant par l'Irlande, l'Allemagne ou la Chine, la plupart des habitants de la planète apprécient ce liquide doré et pétillant.

Mais leurs goûts varient. Certains préfèrent les bruns aux blonds. D'autres préfèrent la qualité à la quantité. Et nombreux sont ceux qui maintiennent la préférence sans alcool. Si, au niveau mondial, la consommation augmente, elle stagne dans certaines zones, ou même diminue, comme en France. Par ailleurs, les consommateurs sont à la recherche de produits originaux, ce qui fait le bonheur des fabricants de bières spéciales. Cette évolution du marché combinée à des bouleversements dans la distribution accroît la concurrence entre les brasseurs et entraîne des révisions de stratégie des entreprises et une recomposition du paysage brassicole.

Pourtant les grands producteurs de bière sont restés relativement à l'écart des restructurations de ces dernières années. Il est vrai qu'une des caractéristiques de cette activité est sa faible internationalisation. Une situation due à la tradition et à la spécificité de ce produit lourd à transporter et qui se vend peu cher. Longtemps les brasseurs ont eu tendance à se limiter à leurs marchés nationaux. Ils échangent peu d'informations sur leur activité. D'où la difficulté de réaliser un classement récent de leur production. Dans l'ancienne République fédérale d'Allemagne, une constatation de 1 200 brasseries d'approvisionnement des marchés situés dans leur environnement. La bière à elle seule en compte 750. « Je n'ai en rapporté 150 dans la sorbelle de la réunification. Bien que nous ayons un mondial avec 9,5 milliards de dollars de chiffre d'affaires, l'américain Anheuser-Busch est peu connu, car ses ventes dépassent peu le territoire des États-Unis.

Pourtant quelques événements récents indiquent un changement. Le japonais Asahi, par exemple, qui, avec 24,7 % du marché, est un des deux dans son pays der-

rière Kirin, envisage de construire une brasserie sur la côte ouest des États-Unis. Il a aussi fait l'acquisition de 20 % du capital de l'australien Elders IXL. Ce dernier, qui s'appelle maintenant Foster's Brewing Group, est par ailleurs impliqué dans les grandes manœuvres européennes. Sa filiale Courage vient de signer avec le britannique Grand Metropolitan un accord à deux volets qui vient de recevoir l'accord de la Commission européenne. Le premier volet porte sur la cession pour 2,6 milliards de francs par Grand Met de ses bras-

serie. Par ailleurs, Grand Met et Elders créent une filiale commune, l'entrepreneur Estates, qui regroupera 7 000 pubs qui pendant sept ans seront tenus de distribuer la bière Courage. Mais les deux groupes s'engagent à ne pas détenir plus de 20 % du marché local de la bière d'ici deux ans.

La complexité britannique

La complexité de cet accord est révélatrice de la situation des brasseurs britanniques confrontés depuis mars 1989 à l'interdiction que leur a faite la commission britannique des monopoles de détenir plus de 2 000 pubs chacun. Une véritable révolution dans ce pays où depuis toujours les quelque 20 000 tenanciers de pubs étaient dans la totale dépendance des grands brasseurs. Une fois la surprise passée, ceux-ci ont commencé une sorte de jeu de Monopoly. Grand Met a donc choisi ses pubs plutôt que ses brasseries. En août dernier, Allied Lyons a cédé 332 pubs. Quant à Bass, le numéro un britannique dont la plus grosse part des bénéfices provient de sa chaîne de pubs, il a commencé par revendre en mai dernier les 47 hôtels de Trust House Forte. Mais pour l'instant, les six grands brasseurs Allied Lyons, Bass, Courage, Grand Met, Whitbread et Scottish & Newcastle ne semblent pas avoir encore fait de choix très clair entre la production et la distribution.

A cette particularité du marché britannique s'ajoutent les perspectives de 1992 et l'évolution de la consommation dans les différents pays d'Europe. Il est évident par exemple que le subit engouement des Espagnols pour la bière n'est pas étranger au fait que le britan-

series. Par ailleurs, Grand Met et Elders créent une filiale commune, l'entrepreneur Estates, qui regroupera 7 000 pubs qui pendant sept ans seront tenus de distribuer la bière Courage. Mais les deux groupes s'engagent à ne pas détenir plus de 20 % du marché local de la bière d'ici deux ans.

Le rachat de Cruzcampo montre qu'une bataille est engagée entre les grands brasseurs européens. Le groupe français BSN, qui réalise 12,4 % de ses 52,9 milliards de francs de chiffre d'affaires dans la bière, détient 47 % du marché national avec ses marques vedettes Kronenbourg, Kanterbrau et 1664, entre autres. Mais BSN développe aussi une stratégie européenne. Le groupe présidé par M. Antoine Riboud est présent en Belgique (Alken-Maes), Espagne (Mahou), Italie (Peroni) et avait acquis en 1989 le grec Henninger Hellas. Avec 7,8 millions de florins (26 milliards de francs) de chiffre d'affaires et un cash-flow de 898 millions de florins (3 milliards de francs), le néerlandais Heineken a peu de trou dans son filet. Cependant sa volonté d'accroître la présence de ses produits est perma-

nente. Dans ce but, le groupe a décidé de centraliser la communication de deux marques considérées comme stratégiques : la Heineken et la Budweiser sans alcool. Désormais les publicités pour ces produits sont conçues et réalisées à Amsterdam pour le monde entier.

400 brasseries avant-guerre 28 aujourd'hui

Mais avant de se lancer dans ces stratégies de développement, les brasseurs ont traversé une longue

période plutôt douloureuse de restructurations. Quelques chiffres le prouvent : en France il y avait 400 brasseries avant la seconde guerre mondiale : il en reste seulement 28. Entre 1979 et 1988, les effectifs sont tombés de 11 800 à 7 504, conséquences d'une augmentation de la productivité de 40 % en dix ans et de nombreuses fermetures de brasseries. Une des plus récentes est celle de Mutzig qui, avec Drancy, dans la région parisienne, sont les deux sites fermés par la Française de Brasserie au cours des deux dernières années.

Devenue en 1986 filiale d'Heineken, la Française de Brasserie était elle-même le résultat de trois mariages : Heineken France, Pelforth et l'Union de brasseries. Chez BSN aussi, la restructuration a été longue et douloureuse : il est vrai qu'au fur et à mesure des rachats, des découvertes étonnantes ont été faites : dans les brasseries de la Meuse, par exemple, il y avait les Caves du Roy, 12 kilomètres creusés sous la col-

line de Sèvres. Outre-Manche, lors de la restructuration de sa filiale GBW Irlande, Guinness a réduit les effectifs de 500 personnes en deux ans.

Ces mesures s'expliquent notamment par la forte intensité capitalistique de ce secteur. L'habitude est de dire que pour réaliser 1 franc de chiffre d'affaires, il faut investir 1 franc. Une chaîne d'emballage peut coûter plusieurs centaines de millions de francs (dix fois plus cher que pour le cognac par exemple) et pour ce produit de grande consommation les dépenses de communication atteignent facilement 4 à 5 % du chiffre d'affaires. Après avoir fait leurs calculs, les industriels ont estimé que pour être rentable une brasserie doit produire 3 à 4 millions d'hectolitres. Au moment du premier choc pétrolier, qui avait entraîné une augmentation du coût des transports, l'estimation du niveau de rentabilité était un moment redescendue à 1 million d'hectolitres.

Ces analyses ne pouvaient conduire qu'à une concentration du secteur et à une disparition des petits. Pourtant quelques-uns dans le nord et l'est de la France se sont trouvés des « niches » dans lesquelles ils réussissent très bien. Tous ont à peu près la même stratégie : ils ont opté pour la valeur ajoutée plutôt que pour le volume. Et une politique commerciale agressive : en choisissant la publicité et l'exportation, la brasserie Duvyck à Jeanlain (Nord), spécialiste des bières de garde, est parvenue à doubler son chiffre d'affaires en quatre ans (40 millions de francs en 1989). « Le petit brasseur résistera à condition de faire un produit différent », explique M. Michel Debuss, PDG de Fischer, fondée en 1821 et qui réalise un chiffre d'affaires de 1,1 milliard de francs. C'est notamment lui qui a eu l'idée de réhabiliter le bon vieux bouchon en porcelaine et il fait un malheur avec sa 3615 Pêcheur, une bière « aphrodisiaque » qui vaut 2 000 francs l'hectolitre. Aussi cher qu'un vin ! Flûté porté sur l'exportation, M. Debuss est parti en guerre devant la Cour de Luxembourg contre le « protectionnisme » allemand : outre-Rhin, en effet, on brandit la *Reinheitsgebot* (loi de pureté) édictée au seizième siècle pour faire barrage à l'importation des bières étrangères.

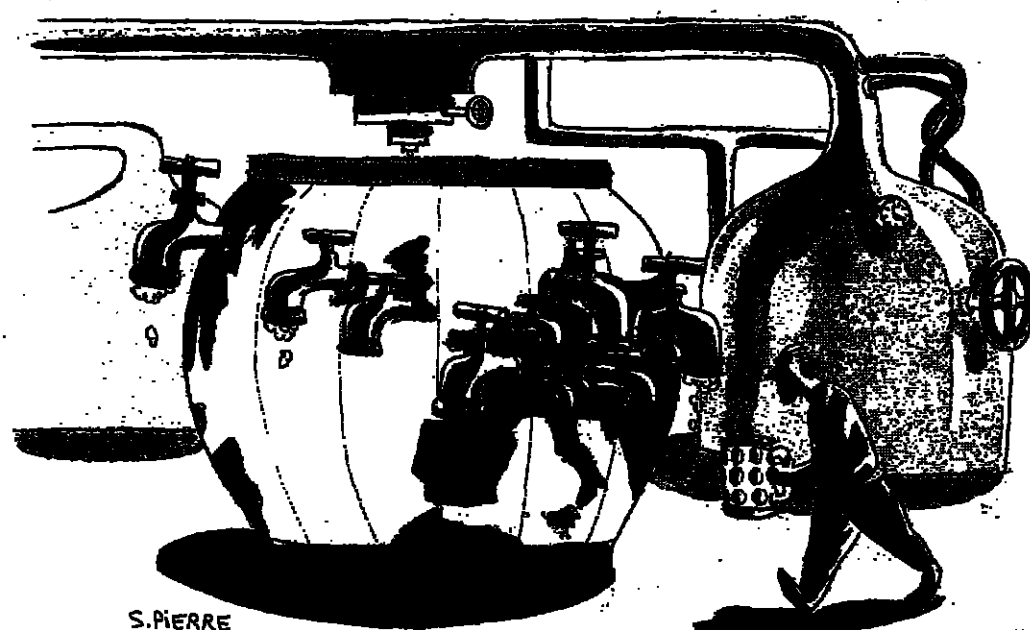
Avec ses bières du Démon et du Désert fortement alcoolisées, et sa Cerveza sans alcool lancée en 1970, la brasserie des Enfants de Gayant, située à Douai (Nord), qui était au bord de la faillite en 1955, est certaine d'avoir trouvé les bons chemins du développement. « Si on fabrique de bons produits, on devrait pouvoir augmenter la consommation par habitant », assure M. Patrick d'Aubrey, PDG de cette société. L'exemple de la bière sans alcool est de ce point de vue significatif : en quelques années, ce produit a conquis 7 % du marché avec une progression de 30 % dans certains cas, comme la Tourtel de BSN. Il n'est cependant pas évident que la bière sans alcool ait conquis de nouveaux consommateurs à cette boisson. Il semble plutôt que certains buveurs de bière ont décidé d'être plus raisonnables.

Cette création de produits originaux, vendus plus chers, qui ont permis aux petites entreprises de se trouver des niches, correspond à une évolution de la consommation que les grands groupes observent de près. Ainsi, chez Heineken on estime que « les mutations dans l'assortiment permettent d'intervenir sur les segmentations croissantes qui caractérisent le marché international et qui, selon nos prévisions, ne sont pas achevées ».

Outre les produits, la distribution elle-même est aussi un enjeu pour les brasseurs. Alors qu'en Grande-Bretagne, en Allemagne et en Belgique, les brasseurs sont plus ou moins propriétaires des débits de boisson, la France se caractérise par la présence d'un troisième intervenant qui sont les entrepositaires-grossistes. Si, pour vendre sa bière outre-Manche, BSN doit en passer par un accord avec un brasseur anglais, en France, BSN avec l'UFB et la Française de Brasserie avec France-Boissons se sont assurés un contrôle sur leur distribution en filialisant des entrepôts. D'autres sont en train de faire la même démarche en prenant des participations chez des distributeurs indépendants. « Localement certains entrepôts risquent de disparaître car ils sont trop petits. Du même coup, nous y perdons une partie de notre réseau », constate M. Jean-Pierre Toulouse, coordinateur commercial chez Interbrew France. Nous avons avec eux une politique de partenariat qui peut se traduire par des prises de participations ou l'intégration totale. »

Le fait que les Français soient en train d'intégrer leur distribution au moment où les Britanniques sont obligés de s'en séparer n'est pas le seul paradoxe de cette Europe de la bière. En réalité, il n'y a même pas de définition européenne de la bière. Une fois admis le fait que la bière est une boisson à base de céréales, les différents pays membres ne sont pas capables de se mettre d'accord sur la composition du produit, la part d'additifs qu'on peut y inclure, ni sur le degré en alcool. Quant aux brasseurs français, ils s'inquiètent des effets de la loi Evin qui va limiter leur possibilité de faire de la publicité. Et ils y voient un handicap supplémentaire contre leurs concurrents. A moins que la bière, sans alcool ne réconcilie tout le monde !

FRANÇOISE CHIROT



S. PIERRE

La France à la traîne

Alors qu'un Allemand ingurgite en moyenne 144 litres de bière par an, un Britannique 110 litres, un Danois 126 litres, que les Espagnols sont passés de 59 litres, en 1986, à 68,7 litres et les Portugais de 39,5 litres à 53,1 litres, les Français semblent être les seuls Européens à boucler cette boisson. De 1977 à 1988, la consommation est tombée en France de 46,2 litres à 39,2 litres.

Et si elle est légèrement remontée en 1989, c'est en grande partie dû à la chaleur de l'été, estiment les professionnels. D'ailleurs, les études de la Française de Brasserie montrent qu'il y a un décalage d'un mois d'hiver pour 1 % des ventes, et sur 5 % pour un mois d'été. Il semble que l'augmentation de la consommation provienne des bières sans alcool qui ont conquis 7 % du marché.

Circonstance aggravante : les Français aiment les bières étrangères. Avec une production de 21 millions d'hectolitres et un chiffre d'affaires de 10 milliards de francs, la France se retrouve au treizième rang des producteurs mondiaux et au quatrième en Europe. Mais elle importe 2,7 millions d'hectolitres alors qu'elle en exporte seulement 830 000. Des 3 000 brasseries qui existaient en 1900, il n'en reste que 28. Trois groupes, BSN, la Française de Brasserie, filiale de Heineken et Interbrew-France détiennent à eux trois 90 % du marché.

Les dix premiers mondiaux (en millions d'hectolitres)

Rang	Société	1987
1	Anheuser-Busch Inc (Etats-Unis)	90,1
2	Miller Brewing Co (Phillip Morris) (Etats-Unis)	47,2
3	Heineken (Pays-Bas)	43
4	Kirin Brewery (Japon)	30,4
5	Bond Corp. (Australie)	29,9
6	The Stroh Brewery Co (Etats-Unis)	25,8
7	Elders Brewing Group (Australie)	21
8	Groupe BSN (France)	19,8
9	Adolph Coors Co (Etats-Unis)	19,2
10	Companhia Cervejaria Brahma (Brésil)	18

Source : Impact Databank.

TABLES D'AFFAIRES

DÉJEUNERS RIVE DROITE

YVONNE F. ven. soir et sam. 13, rue de Bassano, 16° 47-20-98-15

Vieille Cuisine de Tradition. Spéc. de POISSONS, Huîtres et Gibiers en saison. Foie gras frais, confit de canard. Carte 250/300 F. Diplôme Club P. Montagné. OUVERT DIM.

RIVE GAUCHE

DODIN BOUFFANT 43-25-25-14 21, rue Frédéric-Sauton (Mab.-Mab.) F. dim.

12 h 30-14 h 30, 20 h-23 h. Ouvert le samedi. Toujours son bon rapport qualité-prix, dont le menu à 170 F. Poissons, fruits de mer et crustacés toute l'année.

YUCARAJ 14, rue Dauphine, 6° 43-26-44-91 F. lundi

SPÉCIALITÉS INDIENNES. « De tous les indiens, celui-ci est de très loin le meilleur et le plus authentique. » Christian Millau (Gault-Millau).

Rina Muller, retour aux sources

Rina Muller est probablement la seule femme au monde à diriger une brasserie qui est par ailleurs une des plus anciennes de France. Fondée en 1740, la brasserie Schutzenberger avait sous l'Ancien Régime le statut de brasserie royale, c'est-à-dire le monopole de la fourniture de la bière aux troupes du roi de France.

Durant deux siècles et demi, trois familles seulement se sont succédées à la tête de cette entreprise, qui est toujours restée indépendante des grands groupes. Rina Muller est une descendante de la famille Walter qui l'a reprise en 1970. Avec un chiffre d'affaires de 75 millions de francs et 110 personnes employées, la brasserie Schutzenberger occupe 3 hectares à Schiltigheim, tout près de Strasbourg, qu'elle a achetée en 1844.

Comme les autres petites brasseries, Rina Muller s'est installée sur le créneau des bières de spécialité à haute valeur ajoutée. « Notre gamme de produits est suffisamment large pour que nous soyons capables de fournir des bières différentes

tout au long de l'année », explique-t-elle. Pour ses deux cent cinquante ans, la brasserie Schutzenberger a créé la « cuivrée », fabriquée dans des cuves en cuivre qui possède encore la brasserie. Le passé l'aide aussi à asseoir son développement financier. Propriétaire d'un important patrimoine immobilier et de cafés qui distribuent ses produits depuis toujours, la brasserie Schutzenberger dispose ainsi d'arguments qui plaisent aux banquiers.

Directeur général depuis 1980, Rina Muller dirige l'entreprise aux côtés de son père, qui en est resté le président. Diplômée de droit et de lettres, elle reconnaît que ses interlocuteurs brasseurs et cafetiers, un milieu plutôt masculin, ont montré dans les premiers temps une phase d'observation. « Mais, de mon côté, je n'ai pas joué la faiblesse, ni les yeux languoureux », précise-t-elle. J'essaye de faire les choses de façon neutre. D'une certaine manière, elle a rendu aux femmes leur place dans la bière : en effet, dans l'Europe paléenne les femmes brassaient et les hommes buvaient !

AFFAIRES

La finance fait son entrée dans les agences photos

Les trois principales agences françaises – et mondiales – ont fait appel à des capitaux extérieurs. En toile de fond, des enjeux technologiques : la création de banques d'images et la transmission électronique des photos dans le monde entier

LES gardiens du temple sont toujours en place. Hubert Henrotte à Sygma, Jean Montoux à Gamma et Golsin Sipahiglu à Sipa dirigent toujours les trois plus importantes agences photos dans le monde. De la guerre de six jours à la guerre du Golfe, les signatures des « trois A » tracent depuis plus de vingt ans les pages des magazines. Entre ces paires, on ne compte plus les troupes et les renouveau. Entre les photographes, il est des joutes vestes, « mais au moins, affirme un reporter de Gamma, ça se passe en famille ».

Les gardiens tiennent-ils encore leur temple ? La famille de l'image s'interroge. Avec l'entrée en force de la haute finance dans le photojournalisme, nous sommes directement du dix-neuvième au vingt et unième siècle, affirme, perplexe, Alain Mingam, responsable de Sygma 2. La multiplication de petites agences spécialisées (dans le sport, le cinéma, l'économie, la télévision, etc.) et une stagnation du marché, aujourd'hui accentuée avec la guerre du Golfe, ont mis en difficulté les « trois grands », au moment où ils avaient justement besoin de gros moyens financiers pour investir dans les technologies de demain. D'où l'entrée de capitaux extérieurs dans une profession qui reste artisanale.

Cinquante couvertures en quinze jours

A Sygma, numéro un mondial (120 millions de francs de chiffre d'affaires prévu pour 1990), le personnel et les photographes ont découvert leur nouveau patron, Bruno Rohmer, qui, par le biais de son groupe Oris Communication, détient 60 % du capital de l'agence à la suite de deux augmentations de capital (20 millions et 15 millions de francs). « Rohmer nous a dit qu'il aimait bien la photo et qu'il en faisait même un peu, raconte un photographe, c'est le genre de réflexion de ceux qui n'y connaissent pas grand-chose ».

Hubert Henrotte, lui, affirme avoir survécu à ses meubles. Après une expérience « décevante » avec Robert Maxwell (qui détient 30 % du capital), c'est en cherchant un partenaire pour sa filiale Télévision – 8 millions de francs de déficit fin 1989 alors que le secteur photo est équilibré – qu'il est entré en contact avec Bruno Rohmer : « J'ai fait un grand saut. Je ne dis pas que ça me fait plaisir de perdre le contrôle de l'agence que j'ai créée, mais la concurrence est dure. Le problème de la vente s'est posé vingt fois. Je n'ai pas pu faire autrement, ou alors on était enterré. Maintenant, je suis toujours en place. J'ai l'impression d'être encore chez moi et les gens de cette maison aussi. Mais c'est agréable de ne plus se sentir seul. Très agréable... ».

Entre Hubert Henrotte et Bruno Rohmer, c'est la lune de miel : « Pour me présenter son agence, Hubert Henrotte a été sous mes yeux une cinquantaine de couvertures de magazines réalisées par Sygma en quinze jours. C'était impressionnant. Le patron de l'agence, ce n'est donc pas moi, c'est Henrotte. Un homme remarquable, le plus grand professionnel », affirme Bruno Rohmer. Mais il ajoute : « Si les choses ne se présentent pas comme nous le souhaitons, alors j'interviendrai... ».

A la différence de ceux de Sygma, les actionnaires « historiques » de Gamma n'ont pas perdu le contrôle de l'agence (tout en négociant une belle augmentation de capital – de 1,44 million à 30 millions de francs). Mais ce contrôle est fragile puisque le fonds d'investissement Schroder Partenaires détient depuis novembre dernier 47 % et que 6,6 % des parts sont entre les mains de FICP, une banque « amie » de l'agence. « Garder notre indépendance était une condition sine qua non à cette augmentation de capital », affirme Jean Montoux, le président de Gamma, qui se

voit également propulsé à la tête de Gamma Finance, holding dont la création préfigure une volonté d'expansion.

L'ambition de Vincent Debré, un des quatre associés de Schroder, est limpide : « Réaliser une bonne plus-value dans les cinq à dix ans, voire introduire l'agence sur un marché financier. Nous ne voulons pas diriger mais investir dans un leader. Ce n'est pas une question de volume mais de rentabilité. Voilà pourquoi Gamma représente le bon choix. » Avant de se lancer dans l'aventure, Vincent Debré a fait éprouver les comptes de l'agence, pour laquelle il fixe l'objectif de « doubler son chiffre d'affaires dans les cinq ans à venir ». Gamma est en bonne santé, au point d'être la seule des trois grandes à dégager des bénéfices – 3,5 millions de francs en 1989 pour un chiffre d'affaires photo de 80 millions de francs – et à posséder une trésorerie solide.

Enfin il y a Sipa, que son propriétaire, Golsin Sipahiglu, un Turc de soixante-quatre ans, a voulu transformer en « première agence mondiale ». Mais n'a-t-il pas vu trop gros trop vite ? L'agence est en crise de croissance. Il y a d'abord eu les déboires financiers de son associé, le Turc Aail Nadir, patron du groupe britannique Polly Peck (12 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1989 dans les secteurs de l'alimentation et de l'électronique) qui connaît de grosses difficultés et dont Golsin Sipahiglu a dû racheter les parts.

A cela, il faut ajouter un déficit chronique, un démantèlement mal maîtrisé, un laboratoire professionnel qui ne fonctionne pas à plein régime et l'embauche d'une centaine de personnes. Sipa est victime d'un trou financier de 30 millions de francs, ce qui est beaucoup pour une entreprise dont le chiffre d'affaires atteignait 130 millions (75 pour le secteur presse et 55 pour le labo).

Les critiques font bondir Golsin Sipahiglu : « Ça fait vingt ans qu'on me dit que je vois trop gros ! On m'avait déjà traité de fou lorsque j'avais acheté 7 000 francs la première machine qui metait les diagnostics sous cache. Alors... » Alors, « Golsin », comme tout le monde l'appelle, doit stopper l'hémorragie. Il compte beaucoup sur le laboratoire professionnel – notamment sur le marché des tirages géants (400 m² et plus), – a licencié trente-cinq personnes et, surtout, assure avoir trouvé des investisseurs turcs dont l'apport tourne autour de 50 millions de francs. « A terme, je suis prêt à abandonner la majorité des parts à condition de rester le patron de l'agence », assure-t-il. Et ne faire que du journalisme, la chose qui l'anime le plus.

Des photographes inquiets

Alors que Sipa se redonne une santé, Gamma et Sygma pensent à leur développement, notamment en rachetant des petites agences complémentaires. « Il va certainement y avoir une concentration du marché », estime Jean Montoux. Sygma a ouvert le bal en prenant le contrôle de Kipa, une agence spécialisée dans la photo de télévision.

Mais l'enjeu majeur des années 90, pour l'ensemble des agences françaises, tourne autour de la création d'une banque d'images qui permettrait aux journaux et magazines du monde entier de visualiser, sélectionner et utiliser des photos haute définition à partir d'un écran. Car le fonctionnement actuel, comme le dit Hubert Henrotte, « est aberrant. Aberrant d'envoyer six cents photos à un magazine qui n'en publiera qu'une. Surtout quand nous multiplions l'opération par trente-cinq pays... » En d'autres termes, explique Annette Veldman, la directrice de l'agence Kipa, « c'est le Moyen Âge ».

Les grands magazines internationaux approuvent, mais souhaitent d'abord qu'un procédé standard de visualisation et de transmission

d'images numériques se dessine. Sipa et Gamma ont opté pour des systèmes différents et toutes les agences attendent maintenant le choix de Sygma, cette dernière ayant décidé de remettre à plat son informatique. « Si Sygma marche avec Gamma, ce que je crois, nous devons tous nous aligner sur leur standard, affirme François Hébel, le directeur de Magnum. Ce serait une bonne chose : le pas décisif vers une banque mondiale d'images, genre Minitel, dans laquelle chaque agence posséderait son « serveur » et garderait donc son autonomie. » A Sygma, on préfère prendre son temps. « Nous produisons six mille photos par jour. Il ne faut donc pas rater le moyen de les diffuser. A nous, d'ici deux ans, de jouer un rôle pour le mettre au point, car la rentabilité de Sygma sera au bout de cette révolution technologique », explique Bruno Rohmer.

Et les photographes ? Beaucoup, comme Richard Mellou (Sygma), pensent que rien ne change « tant que le photographe garde le pouvoir sur sa vie : la nature de son travail, le choix de ses sujets, la gestion de son temps ». D'autres s'inquiètent. Pour la première fois depuis la création de Gamma, en 1967, une évolution déterminante des agences se produit sans que les photographes soient consultés. « C'est en partie de leur



faute, répond Alain Mingam. Car ils n'ont jamais fait preuve de solidarité pour s'opposer au processus. Personne n'ose poser la vraie question : avec l'arrivée de capitaux extérieurs, ces agences vont-elles perdre leur raison d'être ? ».

A Gamma justement – « l'agence où les photographes cultivent le plus leur dignité », selon la jolie expression d'Alain Mingam – les reporters sont d'abord inquiets pour leur protection sociale : « Notre statut,

comme celui de la plupart des agences, est en contradiction avec le code du travail. Si on ne veut pas nous écarter, nous pourrions aller en justice », affirme Francis Apesteguay, le délégué des photographes. Bruno Rohmer, lui, pense surtout que la raison d'être d'une agence est de « mettre le photographe dans les meilleures conditions pour qu'il fasse du bon travail et qu'il gagne bien sa vie. Le problème du pouvoir dans l'agence ne le concerne pas ».

Avec cette image de deuil prise en février 1990 au Kosovo (province autonome de la Yougoslavie), le photographe de l'agence Gamma Georges Médillon a reçu le prix « Photo de l'année » décerné par le jury international du World Press à Amsterdam.

MICHEL GUERRIN

World views are our business.

The Economist
Every Friday.

Traduction de l'annonce ci-dessus : l'actualité mondiale, c'est notre affaire.

avec Le Monde sur Minitel

Calculez vos impôts rapidement

36-17

Tapez IMP01

مكتبة الأمل

MARCHÉS FINANCIERS

Tandis que la récession se confirme

La nouvelle baisse des taux d'intérêt pourrait annoncer des élections en Grande-Bretagne avant l'été

La Banque d'Angleterre a de nouveau abaissé d'un demi-point, mercredi 27 février, son taux d'intérêt principal qui passe de 13,5 % à 13 %. Elle avait procédé à une réduction identique le 13 février (le Monde du 28 février). Le gouvernement poursuit donc par petites étapes la réduction des taux.

La mise en garde de six économistes conservateurs, au premier rang desquels l'ancien conseiller économique de M^{rs} Thatcher, Sir Alan Walters, n'est pas étrangère à cette démarche. Ceux-ci avaient écrit il y a deux semaines au Times, affirmant que la récession actuelle risquait d'échapper à tout contrôle et d'être comparable à la grande dépression des années 30.

LONDRES

de notre correspondant

Le gouvernement estime qu'il peut résister à la pression, après une longue période de taux très élevés, parce que l'inflation commence enfin à refluer. Elle est passée de 9,3 % en décembre à 9 % en janvier après avoir culminé à 10,9 % en octobre dernier. On estime au Trésor que le chiffre pour février pourrait être de 8,5 %. Le reflux a été particulièrement brutal pour certains produits de consommation, tels que les vêtements et les chaussures dont les prix ont baissé de 3,7 % entre décembre et janvier, la plus forte chute mensuelle enregistrée depuis trente ans.

Le crédit immobilier va suivre

Les arrière-pensées politiques ne sont pas absentes non plus de la décision du gouvernement. Les taux d'intérêt sont éminemment politiques, en Grande-Bretagne dans la mesure où ils entraînent une augmentation ou une diminution des traites que des millions de Britanniques ont à honorer chaque mois pour rembourser l'achat de leur maison. Les prêts hypothé-

DOMINIQUE DHOMBRES

Le ministère des finances prépare une réforme des règles de gestion des sicav monétaires

Le ministère des finances prépare actuellement un décret réformant les sicav monétaires. La liquidité, la rémunération et la sécurité de ces produits financiers court terme ont attiré la trésorerie des entreprises et des particuliers à un niveau jugé déraisonnable par le gouvernement pour la reconstitution d'une épargne à long terme en France.

Dans cette perspective, des discussions ont été engagées avec les grands établissements de crédit qui ont vu des flux financiers considérables disparaître de leur bilan en direction de sicav monétaires.

EN BREF

Les pharmaciens protestent contre les projets du gouvernement sur la parapharmacie. La Fédération des syndicats pharmaceutiques de France, qui regroupe 16 000 des 23 000 pharmaciens d'officine, proteste contre les projets du gouvernement d'exclure du monopole des pharmacies un certain nombre d'articles de parapharmacie (le Monde du 21 février). Au cours d'une conférence de presse, sa présidente, M^{me} Marie-José Augé-Cau-mont, a estimé que « le gouvernement sacrifie la protection de la santé des Français » et « cède à la logique du commerce », qui se traduit par « la croissance inéluctable des volumes » vendus.

Balance commerciale italienne : déficit record en janvier. La balance commerciale italienne a enregistré un déficit de 5 000 milliards de lires (plus de 22,7 milliards de francs) en janvier 1991, selon les chiffres publiés, mercredi 27 février, par l'Istat, l'institut central de statistiques. Ce déficit, dépassant le record précédent de janvier 1989 (4 281 milliards de lires), marque une chute brutale par rapport à décembre 1990, où la balance commerciale italienne avait été excédentaire de 1 993 milliards de lires. Il provient pour 2 626 milliards de lires des produits énergétiques (+ 17,5 % sur janvier 1990) et pour 1 684

milliards d'autres produits. Les importations se sont élevées à 20 366 milliards de lires (+ 7,9 % sur janvier 1990) et les exportations à 15 371 milliards (+ 2,8 %).

PÉTROLE ↑

Prix du baril de pétrole brut (en dollars)

	27 fév.	Variation par rapport à la veille
WTI (West Texas Intermediate), 1 New-York (le dollar)	18,87	+ 0,5
Brent à Londres à l'exportation	18,20	+ 0,30

Les cours du pétrole ont pu varier dans la matinée du 28 février, les opérateurs estimant qu'on pourrait assister dans les jours prochains à une détente sur les prix, le marché apparaissant largement approvisionné. Les cours du gazoil se sont repliés, l'Arabie saoudite ayant cessé ses importations au lendemain de l'attaque terrestre des forces alliées.

NEW-YORK, 27 février ↑

Nette reprise

Après six séances consécutives de baisse, Wall Street qui avait déjà fermé ses portes quand le président Bush annonça la suspension des hostilités dans le Golfe, a regagné du terrain mercredi.

L'indice Dow Jones des valeurs américaines a clôturé à 2 889,11 en hausse de 24,81 points (0,85 %) dans un marché actif.

Quelques 211 millions d'actions ont été échangées. Les prises de bénéfices ont sporadiquement freiné la progression de l'indice. En effet, les analystes craignent que la Réserve fédérale mette fin à sa politique de détente des taux d'intérêt en raison des signes de récession moins graves que prévu.

Après les chiffres sur les commandes de biens durables en janvier, la publication mercredi de l'indice de confiance des consommateurs montrant un relâchement d'un point, a entraîné une légère amélioration après cinq mois consécutifs de baisse, laissant penser que la récession sera de courte durée.

Sur le marché du crédit, le taux des bons du Trésor à trente ans s'est établi en fin d'après-midi à 9,14 % contre 9,12 % mardi soir. Il était tombé en fin de la barre des 8 % deux semaines auparavant.

VALEURS	Cours de 26 fév.	Cours de 27 fév.
Alcoa	64 7/8	64
AT&T	33 1/2	33 1/2
Bell	47 1/8	47 1/8
Boeing	13 7/8	13 7/8
Du Pont de Nemours	37 1/8	37 1/8
Exxon	43 1/8	43 1/8
General Electric	33 3/4	33 3/4
IBM	29 3/8	29 3/8
Johnson & Johnson	26 3/8	26 3/8
Merck	29 3/8	29 3/8
Microsoft	29 3/8	29 3/8
Motorola	29 3/8	29 3/8
Novartis	29 3/8	29 3/8
Rockwell	29 3/8	29 3/8
Schlumberger	29 3/8	29 3/8
Union Carbide	29 3/8	29 3/8
Westinghouse	29 3/8	29 3/8
Xerox Corp.	29 3/8	29 3/8

LONDRES, 27 février ↑

Reviement à la hausse

Clôture en nette hausse mercredi au Stock Exchange de Londres. Au terme des échanges, l'indice Footsie des cent grandes valeurs a été apprécié de 25,8 points à 2 348 soit un gain de 1,1 %.

Après avoir perdu près de 11 points à l'ouverture, le marché a progressivement retrouvé son niveau de mardi. Les investisseurs ont été rassurés par l'annonce de la baisse de 0,5 % des taux d'intérêt britanniques, ainsi qu'en 13 %, mais il ne s'est véritablement envolé qu'après les déclarations du président George Bush, annonçant la fin prochaine des hostilités dans le Golfe et surtout l'acceptation irakienne des résolutions des Nations unies.

DOMINIQUE DHOMBRES

LONDRES, 27 février ↑

Reviement à la hausse

Clôture en nette hausse mercredi au Stock Exchange de Londres. Au terme des échanges, l'indice Footsie des cent grandes valeurs a été apprécié de 25,8 points à 2 348 soit un gain de 1,1 %.

Après avoir perdu près de 11 points à l'ouverture, le marché a progressivement retrouvé son niveau de mardi. Les investisseurs ont été rassurés par l'annonce de la baisse de 0,5 % des taux d'intérêt britanniques, ainsi qu'en 13 %, mais il ne s'est véritablement envolé qu'après les déclarations du président George Bush, annonçant la fin prochaine des hostilités dans le Golfe et surtout l'acceptation irakienne des résolutions des Nations unies.

Après avoir perdu près de 11 points à l'ouverture, le marché a progressivement retrouvé son niveau de mardi. Les investisseurs ont été rassurés par l'annonce de la baisse de 0,5 % des taux d'intérêt britanniques, ainsi qu'en 13 %, mais il ne s'est véritablement envolé qu'après les déclarations du président George Bush, annonçant la fin prochaine des hostilités dans le Golfe et surtout l'acceptation irakienne des résolutions des Nations unies.

Après avoir perdu près de 11 points à l'ouverture, le marché a progressivement retrouvé son niveau de mardi. Les investisseurs ont été rassurés par l'annonce de la baisse de 0,5 % des taux d'intérêt britanniques, ainsi qu'en 13 %, mais il ne s'est véritablement envolé qu'après les déclarations du président George Bush, annonçant la fin prochaine des hostilités dans le Golfe et surtout l'acceptation irakienne des résolutions des Nations unies.

Après avoir perdu près de 11 points à l'ouverture, le marché a progressivement retrouvé son niveau de mardi. Les investisseurs ont été rassurés par l'annonce de la baisse de 0,5 % des taux d'intérêt britanniques, ainsi qu'en 13 %, mais il ne s'est véritablement envolé qu'après les déclarations du président George Bush, annonçant la fin prochaine des hostilités dans le Golfe et surtout l'acceptation irakienne des résolutions des Nations unies.

Après avoir perdu près de 11 points à l'ouverture, le marché a progressivement retrouvé son niveau de mardi. Les investisseurs ont été rassurés par l'annonce de la baisse de 0,5 % des taux d'intérêt britanniques, ainsi qu'en 13 %, mais il ne s'est véritablement envolé qu'après les déclarations du président George Bush, annonçant la fin prochaine des hostilités dans le Golfe et surtout l'acceptation irakienne des résolutions des Nations unies.

Après avoir perdu près de 11 points à l'ouverture, le marché a progressivement retrouvé son niveau de mardi. Les investisseurs ont été rassurés par l'annonce de la baisse de 0,5 % des taux d'intérêt britanniques, ainsi qu'en 13 %, mais il ne s'est véritablement envolé qu'après les déclarations du président George Bush, annonçant la fin prochaine des hostilités dans le Golfe et surtout l'acceptation irakienne des résolutions des Nations unies.

Après avoir perdu près de 11 points à l'ouverture, le marché a progressivement retrouvé son niveau de mardi. Les investisseurs ont été rassurés par l'annonce de la baisse de 0,5 % des taux d'intérêt britanniques, ainsi qu'en 13 %, mais il ne s'est véritablement envolé qu'après les déclarations du président George Bush, annonçant la fin prochaine des hostilités dans le Golfe et surtout l'acceptation irakienne des résolutions des Nations unies.

Après avoir perdu près de 11 points à l'ouverture, le marché a progressivement retrouvé son niveau de mardi. Les investisseurs ont été rassurés par l'annonce de la baisse de 0,5 % des taux d'intérêt britanniques, ainsi qu'en 13 %, mais il ne s'est véritablement envolé qu'après les déclarations du président George Bush, annonçant la fin prochaine des hostilités dans le Golfe et surtout l'acceptation irakienne des résolutions des Nations unies.

Après avoir perdu près de 11 points à l'ouverture, le marché a progressivement retrouvé son niveau de mardi. Les investisseurs ont été rassurés par l'annonce de la baisse de 0,5 % des taux d'intérêt britanniques, ainsi qu'en 13 %, mais il ne s'est véritablement envolé qu'après les déclarations du président George Bush, annonçant la fin prochaine des hostilités dans le Golfe et surtout l'acceptation irakienne des résolutions des Nations unies.

Après avoir perdu près de 11 points à l'ouverture, le marché a progressivement retrouvé son niveau de mardi. Les investisseurs ont été rassurés par l'annonce de la baisse de 0,5 % des taux d'intérêt britanniques, ainsi qu'en 13 %, mais il ne s'est véritablement envolé qu'après les déclarations du président George Bush, annonçant la fin prochaine des hostilités dans le Golfe et surtout l'acceptation irakienne des résolutions des Nations unies.

Après avoir perdu près de 11 points à l'ouverture, le marché a progressivement retrouvé son niveau de mardi. Les investisseurs ont été rassurés par l'annonce de la baisse de 0,5 % des taux d'intérêt britanniques, ainsi qu'en 13 %, mais il ne s'est véritablement envolé qu'après les déclarations du président George Bush, annonçant la fin prochaine des hostilités dans le Golfe et surtout l'acceptation irakienne des résolutions des Nations unies.

Après avoir perdu près de 11 points à l'ouverture, le marché a progressivement retrouvé son niveau de mardi. Les investisseurs ont été rassurés par l'annonce de la baisse de 0,5 % des taux d'intérêt britanniques, ainsi qu'en 13 %, mais il ne s'est véritablement envolé qu'après les déclarations du président George Bush, annonçant la fin prochaine des hostilités dans le Golfe et surtout l'acceptation irakienne des résolutions des Nations unies.

PARIS, 28 février ↑

Poursuite de la hausse

La Bourse de Paris a salué, jeudi, par une hausse sensible le cessez-le-feu dans le Golfe. En progression de 1,19 % à l'ouverture, les valeurs françaises ont continué leur mouvement ascendant au fil des transactions. En fin de matinée, l'indice CAC 40 affichait une avance de 1,5 %. En début d'après-midi, cette avance était ramenée à 1,02 %.

Plus tard dans la journée, peu avant que ne débute les échanges à Wall Street, l'indicateur de la place parisienne gagnait 1,2 %.

L'arrêt des hostilités dans le Golfe, même s'il était anticipé, a malgré tout, été salué d'une façon générale par toutes les places européennes, comme les places asiatiques qui ont heureusement plus vite décelé la menace. Cependant, les progressions de celles-ci n'avaient rien de comparable à celles enregistrées au lendemain du déclenchement des hostilités. Ainsi, à la mi-journée, l'indice japonais était en hausse de 1,3 %, celui de Hong Kong de 1,24 %, celui de Londres de 1,54 %. Cela étant, les investisseurs vont maintenant se retourner vers les points fondamentaux de l'économie, une détente du loyer de l'argent dans le monde ne pourrait plus être négligée.

Interrogé, lors de son point de presse hebdomadaire, sur la marge de baisse des taux d'intérêt en France, M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, a déclaré : « c'est le marché qui doit décider », ajoutant que celles-ci s'orientent dans la bonne direction.

TOKYO, 28 février ↑

Bien orientée

La Bourse de Tokyo a terminé la séance de jeudi en hausse, mais en deçà de ses plus hauts niveaux atteints au cours de la journée. L'indice Nikkei a progressé de 314,97 points à 26 409,22, soit un gain de 1,21 %. Le volume des transactions a dépassé les 200 millions de titres.

Selon un opérateur, la hausse de Wall Street à l'ouverture et la baisse des taux d'intérêt en France ont donné un bon départ au marché. Des prises de bénéfices ont été opérées en fin de séance, mais le sentiment des investisseurs, malgré tout, était positif par l'annonce de la suspension des hostilités dans le Golfe jeudi, les transactions s'étant portées sur l'annonce de cette nouvelle.

VALEURS	Cours de 27 fév.	Cours de 28 fév.
Alcoa	64 7/8	64
AT&T	33 1/2	33 1/2
Bell	47 1/8	47 1/8
Boeing	13 7/8	13 7/8
Du Pont de Nemours	37 1/8	37 1/8
Exxon	43 1/8	43 1/8
General Electric	33 3/4	33 3/4
IBM	29 3/8	29 3/8
Johnson & Johnson	26 3/8	26 3/8
Merck	29 3/8	29 3/8
Microsoft	29 3/8	29 3/8
Motorola	29 3/8	29 3/8
Novartis	29 3/8	29 3/8
Rockwell	29 3/8	29 3/8
Schlumberger	29 3/8	29 3/8
Union Carbide	29 3/8	29 3/8
Westinghouse	29 3/8	29 3/8
Xerox Corp.	29 3/8	29 3/8

FAITS ET RÉSULTATS

Novotel : 15,2 millions de bénéfices en Allemagne. La Novotel a obtenu un bénéfice net de 15,2 millions de deutschemarks (près de 32 millions de francs) en 1990, d'après les chiffres publiés mercredi 27 février à son siège à Zandam (près d'Amsterdam). Novotel possède 484 usines dans trois chaînes de supermarchés (342 magasins en tout) qui ont réalisé en 1990 un total chiffre d'affaires de 4,4 milliards de florins (13,3 milliards de francs environ). Novotel exploite 145 magasins, pour un chiffre d'affaires de 1,16 milliard de dollars (près de 6 milliards de francs), et un résultat de 36,1 millions de dollars.

En 1990, le chiffre d'affaires de Novotel s'est élevé à 17,5 milliards de florins (près de 53 milliards de francs).

La West LB, première banque publique allemande a souffert d'un « environnement difficile » en 1990. La West LB (Westdeutsche Landesbank Girozentrale), la première banque publique allemande, a été affectée en 1990 par un environnement difficile, qui s'est traduit par une baisse de 10 % de son résultat d'exploitation consolidé, selon un communiqué publié mercredi 27 février. Celui-ci s'est établi à 850 millions de deutschemarks (2,8 milliards de francs) contre 1 milliard de deutschemarks un an plus tôt. La banque a, en revanche, enregistré une forte progression de ses activités. Son total de bilan a ainsi progressé de 12,4 % à 201,5 milliards de deutschemarks, contre 179,3 milliards de deutschemarks en 1989.

La Banque AIG débute ses activités à Paris. — American International Group Inc. a annoncé le début de l'activité de la Banque AIG qui gère, à partir de Paris, les activités de AIG Financial Products sur l'Europe continentale. La Banque AIG a été créée en 1989 et a débuté son activité en octobre de l'an passé. La société est détenue à 80 % par AIG Financial Products (American International Group Inc.) et à 20 % par le Crédit suisse. Le capital de la banque est de 150 millions de francs, mais un renforcement de 300 millions de francs des capitaux propres est en cours. La Banque AIG opère sous la garantie d'American International Group, qui est notée AAA/Asa par les sociétés de rating Standard and Poor et Moody's.

AIG, qui se diversifie actuellement dans les services financiers, est l'un des plus gros groupes d'assurances au monde (15 milliards de dollars de chiffre d'affaires en 1990) et compte plus de 400 bureaux dans 130 pays.

Sony : hausse de 19,6 % du bénéfice net trimestre. Le bénéfice net de Sony, numéro deux mondial de l'industrie électronique grand public derrière le géant Matsushita, a enregistré le troisième trimestre de son exercice, qui s'achève le 31 mars prochain, une progression de 19,6 % de son bénéfice net consolidé à 50 milliards de yens (1,84 milliard de francs). Ce résultat masque toutefois une baisse de 10,5 % du bénéfice d'exploitation à 91 milliards de yens (3,5 milliards de francs) due essentiellement à la hausse du yen par rapport au dollar. Les ventes du groupe, qui consistent en 104 filiales dans le monde, ont atteint 1 023 milliards de yens (37,5 milliards de francs) soit une hausse de 17,5 %.

Débits d'induits : la COB a transmis le dossier Luchaire au parquet. La Commission des opérations de Bourse (COB) a transmis au parquet du tribunal de Paris le dossier Luchaire, concernant un éventuel délit d'initié à la fin de 1989 sur cette valeur. Le parquet a décidé de procéder à une enquête préliminaire avant de prendre la décision d'ouvrir ou non une information judiciaire. L'enquête, confiée à la brigade financière de la police judiciaire de Paris, concerne les transactions effectuées dans les jours précédant l'annonce par Luchaire de la cession de ses activités de défense au GIAT sous forme de location-gérance. Vidée de sa substance au fil des restructurations, Luchaire — société cotée au règlement mensuel de Bourse de Paris — a été reprise par Bernard Fauré.

La Banque AIG débute ses activités à Paris. — American International Group Inc. a annoncé le début de l'activité de la Banque AIG qui gère, à partir de Paris, les activités de AIG Financial Products sur l'Europe continentale. La Banque AIG a été créée en 1989 et a débuté son activité en octobre de l'an passé. La société est détenue à 80 % par AIG Financial Products (American International Group Inc.) et à 20 % par le Crédit suisse. Le capital de la banque est de 150 millions de francs, mais un renforcement de 300 millions de francs des capitaux propres est en cours. La Banque AIG opère sous la garantie d'American International Group, qui est notée AAA/Asa par les sociétés de rating Standard and Poor et Moody's.

AIG, qui se diversifie actuellement dans les services financiers, est l'un des plus gros groupes d'assurances au monde (15 milliards de dollars de chiffre d'affaires en 1990) et compte plus de 400 bureaux dans 130 pays.

Sony : hausse de 19,6 % du bénéfice net trimestre. Le bénéfice net de Sony, numéro deux mondial de l'industrie électronique grand public derrière le géant Matsushita, a enregistré le troisième trimestre de son exercice, qui s'achève le 31 mars prochain, une progression de 19,6 % de son bénéfice net consolidé à 50 milliards de yens (1,84 milliard de francs). Ce résultat masque toutefois une baisse de 10,5 % du bénéfice d'exploitation à 91 milliards de yens (3,5 milliards de francs) due essentiellement à la hausse du yen par rapport au dollar. Les ventes du groupe, qui consistent en 104 filiales dans le monde, ont atteint 1 023 milliards de yens (37,5 milliards de francs) soit une hausse de 17,5 %.

Débits d'induits : la COB a transmis le dossier Luchaire au parquet. La Commission des opérations de Bourse (COB) a transmis au parquet du tribunal de Paris le dossier Luchaire, concernant un éventuel délit d'initié à la fin de 1989 sur cette valeur. Le parquet a décidé de procéder à une enquête préliminaire avant de prendre la décision d'ouvrir ou non une information judiciaire. L'enquête, confiée à la brigade financière de la police judiciaire de Paris, concerne les transactions effectuées dans les jours précédant l'annonce par Luchaire de la cession de ses activités de défense au GIAT sous forme de location-gérance. Vidée de sa substance au fil des restructurations, Luchaire — société cotée au règlement mensuel de Bourse de Paris — a été reprise par Bernard Fauré.

La Banque AIG débute ses activités à Paris. — American International Group Inc. a annoncé le début de l'activité de la Banque AIG qui gère, à partir de Paris, les activités de AIG Financial Products sur l'Europe continentale. La Banque AIG a été créée en 1989 et a débuté son activité en octobre de l'an passé. La société est détenue à 80 % par AIG Financial Products (American International Group Inc.) et à 20 % par le Crédit suisse. Le capital de la banque est de 150 millions de francs, mais un renforcement de 300 millions de francs des capitaux propres est en cours. La Banque AIG opère sous la garantie d'American International Group, qui est notée AAA/Asa par les sociétés de rating Standard and Poor et Moody's.

AIG, qui se diversifie actuellement dans les services financiers, est l'un des plus gros groupes d'assurances au monde (15 milliards de dollars de chiffre d'affaires en 1990) et compte plus de 400 bureaux dans 130 pays.

PARIS :

Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Cables	3328	3380	Gintol	1027	1046
Amat Assoc.	285	276 10	L.C.C.	240	246 80
Ayrol	105	105	RMA	284 80	303
B.A.C.	173 80	173 80	Renova	131	129
Banque Paribas (ex BICM)	820	840	Immob. Habitat	710	720
Bolton Lyt.	380	391	LP.B.M.	108 10	109 20
Bolton Lyt. (C.C.I.)	210	210	Lox Invest.	287	277
CAI de l'Est (C.C.I.)	1000	961	Loxinvest	225 80	236
Calsonic	388	401	Meca Com.	146	149 80
Carif	550	534	Molier	121	121
C.E.G.E.P.	180	180	Orbital Logist.	580	588
C.F.P.I.	287	280	Presbourg	77 70	80
C.N.I.M.	873	882	Publi-Logist.	380	386
Codanor	280	285	Razel	837	837
Conforama	880	880	Rhone-Alp. Ecu. Ly.	289	289
Crestis	289	300	S.H. Méditerran.	170	174
Dalphy	388 50	408	Select Invest. (Ly.)	88	98
Dalme	788	817	Serbia	438 80	468
Danachy Worms Ca.	400	400	S.M.T. Group	184 80	192
Dequennes et Cie	247	258 80	Sopra	207 50	211
Dewey	1000	1018	Thomson R. (Ly.)	275	288
Dinif	400	401	Unilog	175	178
Dollon	148 80	145	Val et Cie	108	108
Edison Belford	248 80	245	Y. St-Laurent Group	714	720
Europ. Propriété	373	380			
Finacor	125	125			
Frankopole	180	168			
G.F. (Group. Fin.)	280	278			
Grand Lys	388	371			
Group. Origine	217	217			
	580	582			

LA BOURSE SUR MINITEL

36-15 TAPEZ LE MONDE

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 27 février 1991

Nombre de contrats : 129 276.

COURS	Mar 91	Jun 91	Sept 91
Dernier	184,74	185,32	185,40
Précédent	184,68	185,26	185,46

Options sur notionnel

CAC 40 A TERME			
Volume : 12 026.	(MATIF)		
COURS	Février	Mars	Avril
Dernier	1 738	1 953	1 721
Précédent	1 718,5	1 725	1 762

CAC 40 A TERME

(MATIF)

COURS	Février	Mars	Avril
Dernier	1 738	1 833	1 721
Précédent	1 745,5	1 725	1 762

CHANGES

Dollar : 5,1770 ↑

Le dollar a perdu 0,85 yen jeudi sur le marché des changes de Tokyo, clôturant à 131,95 yens contre 132,80 yens en clôture mercredi. A Paris, le billet vert cédait du terrain à 5,1770 francs, jeudi, contre 5,1710 francs à la clôture des échanges interbancaires de mercredi, et 5,

BOURSE DU 28 FEVRIER

Cours relevés à 14 h 26

Country	VALEURS	Cross précéd.	Précédent cours	Dernier cours	% +/-
3894	CALTEX	3666	3666	3660	+0.39
3895	ENR T.P.	531	531	536	+0.92
3896	Q. Japco T.P.	940	940	937	-0.32
3897	Exxon T.P.	1280	1280	1280	0.00
3898	Exxon T.P.	1280	1280	1280	0.00
3899	Saint Gobain T.P.	1110	1110	1109	-0.09
3900	Thomson T.P.	985	985	985	0.00
3901	Unifrance	783	783	783	0.00
3902	Unifrance	685	685	685	0.00
3903	Unifrance	685	685	685	0.00
3904	Unifrance	685	685	685	0.00
3905	Unifrance	685	685	685	0.00
3906	Unifrance	685	685	685	0.00
3907	Unifrance	685	685	685	0.00
3908	Unifrance	685	685	685	0.00
3909	Unifrance	685	685	685	0.00
3910	Unifrance	685	685	685	0.00
3911	Unifrance	685	685	685	0.00
3912	Unifrance	685	685	685	0.00
3913	Unifrance	685	685	685	0.00
3914	Unifrance	685	685	685	0.00
3915	Unifrance	685	685	685	0.00
3916	Unifrance	685	685	685	0.00
3917	Unifrance	685	685	685	0.00
3918	Unifrance	685	685	685	0.00
3919	Unifrance	685	685	685	0.00
3920	Unifrance	685	685	685	0.00
3921	Unifrance	685	685	685	0.00
3922	Unifrance	685	685	685	0.00
3923	Unifrance	685	685	685	0.00
3924	Unifrance	685	685	685	0.00
3925	Unifrance	685	685	685	0.00
3926	Unifrance	685	685	685	0.00
3927	Unifrance	685	685	685	0.00
3928	Unifrance	685	685	685	0.00
3929	Unifrance	685	685	685	0.00
3930	Unifrance	685	685	685	0.00
3931	Unifrance	685	685	685	0.00
3932	Unifrance	685	685	685	0.00
3933	Unifrance	685	685	685	0.00
3934	Unifrance	685	685	685	0.00
3935	Unifrance	685	685	685	0.00
3936	Unifrance	685	685	685	0.00
3937	Unifrance	685	685	685	0.00
3938	Unifrance	685	685	685	0.00
3939	Unifrance	685	685	685	0.00
3940	Unifrance	685	685	685	0.00
3941	Unifrance	685	685	685	0.00
3942	Unifrance	685	685	685	0.00
3943	Unifrance	685	685	685	0.00
3944	Unifrance	685	685	685	0.00
3945	Unifrance	685	685	685	0.00
3946	Unifrance	685	685	685	0.00
3947	Unifrance	685	685	685	0.00
3948	Unifrance	685	685	685	0.00
3949	Unifrance	685	685	685	0.00
3950	Unifrance	685	685	685	0.00
3951	Unifrance	685	685	685	0.00
3952	Unifrance	685	685	685	0.00
3953	Unifrance	685	685	685	0.00
3954	Unifrance	685	685	685	0.00
3955	Unifrance	685	685	685	0.00
3956	Unifrance	685	685	685	0.00
3957	Unifrance	685	685	685	0.00
3958	Unifrance	685	685	685	0.00
3959	Unifrance	685	685	685	0.00
3960	Unifrance	685	685	685	0.00
3961	Unifrance	685	685	685	0.00
3962	Unifrance	685	685	685	0.00
3963	Unifrance	685	685	685	0.00
3964	Unifrance	685	685	685	0.00
3965	Unifrance	685	685	685	0.00
3966	Unifrance	685	685	685	0.00
3967	Unifrance	685	685	685	0.00
3968	Unifrance	685	685	685	0.00
3969	Unifrance	685	685	685	0.00
3970	Unifrance	685	685	685	0.00
3971	Unifrance	685	685	685	0.00
3972	Unifrance	685	685	685	0.00
3973	Unifrance	685	685	685	0.00
3974	Unifrance	685	685	685	0.00
3975	Unifrance	685	685	685	0.00
3976	Unifrance	685	685	685	0.00
3977	Unifrance	685	685	685	0.00
3978	Unifrance	685	685	685	0.00
3979	Unifrance	685	685	685	0.00
3980	Unifrance	685	685	685	0.00
3981	Unifrance	685	685	685	0.00
3982	Unifrance	685	685	685	0.00
3983	Unifrance	685	685	685	0.00
3984	Unifrance	685	685	685	0.00
3985	Unifrance	685	685	685	0.00
3986	Unifrance	685	685	685	0.00
3987	Unifrance	685	685	685	0.00
3988	Unifrance	685	685	685	0.00
3989	Unifrance	685	685	685	0.00
3990	Unifrance	685	685	685	0.00
3991	Unifrance	685	685	685	0.00
3992	Unifrance	685	685	685	0.00
3993	Unifrance	685	685	685	0.00
3994	Unifrance	685	685	685	0.00
3995	Unifrance	685	685	685	0.00
3996	Unifrance	685	685	685	0.00
3997	Unifrance	685	685	685	0.00
3998	Unifrance	685	685	685	0.00
3999	Unifrance	685	685	685	0.00
4000	Unifrance	685	685	685	0.00

Country	VALEURS	Cross précéd.	Précédent cours	Dernier cours	% +/-
3994	CALTEX	3666	3666	3660	+0.39
3995	ENR T.P.	531	531	536	+0.92
3996	Q. Japco T.P.	940	940	937	-0.32
3997	Exxon T.P.	1280	1280	1280	0.00
3998	Exxon T.P.	1280	1280	1280	0.00
3999	Saint Gobain T.P.	1110	1110	1109	-0.09
4000	Thomson T.P.	985	985	985	0.00
4001	Unifrance	783	783	783	0.00
4002	Unifrance	685	685	685	0.00
4003	Unifrance	685	685	685	0.00
4004	Unifrance	685	685	685	0.00
4005	Unifrance	685	685	685	0.00
4006	Unifrance	685	685	685	0.00
4007	Unifrance	685	685	685	0.00
4008	Unifrance	685	685	685	0.00
4009	Unifrance	685	685	685	0.00
4010	Unifrance	685	685	685	0.00
4011	Unifrance	685	685	685	0.00
4012	Unifrance	685	685	685	0.00
4013	Unifrance	685	685	685	0.00
4014	Unifrance	685	685	685	0.00
4015	Unifrance	685	685	685	0.00
4016	Unifrance	685	685	685	0.00
4017	Unifrance	685	685	685	0.00
4018	Unifrance	685	685	685	0.00
4019	Unifrance	685	685	685	0.00
4020	Unifrance	685	685	685	0.00
4021	Unifrance	685	685	685	0.00
4022	Unifrance	685	685	685	0.00
4023	Unifrance	685	685	685	0.00
4024	Unifrance	685	685	685	0.00
4025	Unifrance	685	685	685	0.00
4026	Unifrance	685	685	685	0.00
4027	Unifrance	685	685	685	0.00
4028	Unifrance	685	685	685	0.00
4029	Unifrance	685	685	685	0.00
4030	Unifrance	685	685	685	0.00
4031	Unifrance	685	685	685	0.00
4032	Unifrance	685	685	685	0.00
4033	Unifrance	685	685	685	0.00
4034	Unifrance	685	685	685	0.00
4035	Unifrance	685	685	685	0.00
4036	Unifrance	685	685	685	0.00
4037	Unifrance	685	685	685	0.00
4038	Unifrance	685	685	685	0.00
4039	Unifrance	685	685	685	0.00
4040	Unifrance	685	685	685	0.00
4041	Unifrance	685	685	685	0.00
4042	Unifrance	685	685	685	0.00
4043	Unifrance	685	685	685	0.00
4044	Unifrance	685	685	685	0.00
4045	Unifrance	685	685	685	0.00
4046	Unifrance	685	685	685	0.00
4047	Unifrance	685	685	685	0.00
4048	Unifrance	685	685	685	0.00
4049	Unifrance	685	685	685	0.00
4050	Unifrance	685	685	685	0.00
4051	Unifrance	685	685	685	0.00
4052	Unifrance	685	685	685	0.00
4053	Unifrance	685	685	685	0.00
4054	Unifrance	685	685	685	0.00
4055	Unifrance	685	685	685	0.00
4056	Unifrance	685	685	685	0.00
4057	Unifrance	685	685	685	0.00
4058	Unifrance	685	685	685	0.00
4059	Unifrance	685	685	685	0.00
4060	Unifrance	685	685	685	0.00
4061	Unifrance	685	685	685	0.00
4062	Unifrance	685	685	685	0.00
4063	Unifrance	685	685	685	0.00
4064	Unifrance	685	685	685	0.00
4065	Unifrance	685	685	685	0.00
4066	Unifrance	685	685	685	0.00
4067	Unifrance	685	685	685	0.00
4068	Unifrance	685	685	685	0.00
4069	Unifrance	685	685	685	0.00
4070	Unifrance	685	685	685	0.00
4071	Unifrance	685	685	685	0.00
4072	Unifrance	685	685	685	0.00
4073	Unifrance	685	685	685	0.00
4074	Unifrance	685	685	685	0.00
4075	Unifrance	685	685	685	0.00
4076	Unifrance	685	685	685	0.00
4077	Unifrance	685	685	685	0.00
4078	Unifrance	685	685	685	0.00
4079	Unifrance	685	685	685	0.00
4080	Unifrance	685	685	685	0.00
4081	Unifrance	685	685	685	0.00
4082	Unifrance	685	685	685	0.00
4083	Unifrance	685	685	685	0.00
4084	Unifrance	685	685	685	0.00
4085	Unifrance	685	685	685	0.00
4086	Unifrance	685	685	685	0.00
4087	Unifrance	685	685	685	0.00
4088	Unifrance	685	685	685	0.00
4089	Unifrance	685	685	685	0.00
4090	Unifrance	685	685	685	0.00
4091	Unifrance	685	685	685	0.00
4092	Unifrance	685	685	685	0.00
4093	Unifrance	685	685	685	0.00
4094	Unifrance	685	685	685	0.00
4095	Unifrance	685	685	685	0.00
4096	Unifrance	685	685	685	0.00
4097	Unifrance	685	685	685	0.00
4098	Unifrance	685	685	685	0.00
4099	Unifrance	685	685	685	0.00
4100	Unifrance	685	685	685	0.00

Country	VALEURS	Cross précéd.	Précédent cours	Dernier cours	% +/-
4094	CALTEX	3666	3666	3660	+0.39
4095	ENR T.P.	531	531	536	+0.92
4096	Q. Japco T.P.	940	940	937	-0.32
4097	Exxon T.P.	1280	1280	1280	0.00
4098	Exxon T.P.	1280	1280	1280	0.00
4099	Saint Gobain T.P.	1110	1110	1109	-0.09
4100	Thomson T.P.	985	985	985	0.00
4101	Unifrance	783	783	783	0.00
4102	Unifrance	685	685	685	0.00
4103	Unifrance	685	685	685	0.00
4104	Unifrance	68			

COMPTANT

(sélection)

VALEURS		% du cours	VALEURS		Cours	Dernier cours	VALEURS		Cours	Dernier cours
	% du cours			% du cours						
Obligations										
Emp. 554 03/97	122.30	6.77	CITIRAM 85	2905	.....	Milad Delyard	670	635		
Emp. 544 10/97	100.20	6.20	Colson	258	.....	Mors	118.00	123		
10.90% 7/99	101.50	5.25	Coquil	380	380	Navigation (pt)	214.80	208		
Emp. 532 12/95	110.05	2.35	Comptex	547	553	Oréal	312	324		
Emp. 528 12/25 94	104.30	4.78	Co Industral	4350	4260	Optel (C)	267.50	281		
Emp. 524 11/95	110	9.21	Cot Lyon Alimont	382.10	388	Optique Oronville	1030	1030		
10.90% sans 08	104.05	9.92	Concordia	848	840	Optique Rouvenot	973	959		
OAT 10% 5/2000	105.85	1.58	Coussin Alst-Proc	25	30 200	Optique Sarrasin	628	628		
OAT 5.95 12/1997	104.72	2.06	Coussin 1000	32	38	Optique Sarrasin	208	208		
OAT 5.95 11/1996	103.73	0.77	Coussin 1000	507	507	Optique Sarrasin	850	848		
PTT 11.25 05	103.75	2.82	Coussin 1000	125	125	Petit Patis	200	201.10		
CP 10.30% 05	101.60	1.60	Coussin 1000	1725	1722	Petit Patis	225	240		
CHB Remy 5000F	89.77	1.01	Coussin 1000	1850	1856	Perfume Invest	320	.....	
CHB Remy 5000F	89.85	1.82	Coussin 1000	1725	1722	Petit Patis	475	.....	
CHB Remy 5000F	89.85	1.82	Coussin 1000	1850	1856	Petit Patis	206	.....	
CHB Remy 5000F	89.85	1.82	Coussin 1000	1725	1722	Petit Patis	206	.....	
CHB Remy 5000F	89.85	1.82	Coussin 1000	1850	1856	Petit Patis	206	.....	
CHB Remy 5000F	89.85	1.82	Coussin 1000	1725	1722	Petit Patis	206	.....	
CHB Remy 5000F	89.85	1.82	Coussin 1000	1850	1856	Petit Patis	206	.....	
CHB Remy 5000F	89.85	1.82	Coussin 1000	1725	1722	Petit Patis	206	.....	
CHB Remy 5000F	89.85	1.82	Coussin 1000	1850	1856	Petit Patis	206	.....	
CHB Remy 5000F	89.85	1.82	Coussin 1000	1725	1722	Petit Patis	206	.....	
CHB Remy 5000F	89.85	1.82	Coussin 1000	1850	1856	Petit Patis	206	.....	
CHB Remy 5000F	89.85	1.82	Coussin 1000	1725	1722	Petit Patis	206	.....	
CHB Remy 5000F	89.85	1.82	Coussin 1000	1850	1856	Petit Patis	206	.....	
CHB Remy 5000F	89.85	1.82	Coussin 1000	1725	1722	Petit Patis	206	.....	
CHB Remy 5000F	89.85	1.82	Coussin 1000	1850	1856	Petit Patis	206	.....	
CHB Remy 5000F	89.85	1.82	Coussin 1000	1725	1722	Petit Patis	206	.....	
CHB Remy 5000F	89.85	1.82	Coussin 1000	1850	1856	Petit Patis	206	.....	
CHB Remy 5000F	89.85	1.82	Coussin 1000	1725	1722	Petit Patis	206	.....	
CHB Remy 5000F	89.85	1.82	Coussin 1000	1850	1856	Petit Patis	206	.....	
CHB Remy 5000F	89.85	1.82	Coussin 1000	1725	1722	Petit Patis	206	.....	
CHB Remy 5000F	89.85	1.82	Coussin 1000	1850	1856	Petit Patis	206	.....	
CHB Remy 5000F	89.85	1.82	Coussin 1000	1725	1722	Petit Patis	206	.....	
CHB Remy 5000F	89.85	1.82	Coussin 1000	1850	1856	Petit Patis	206	.....	
CHB Remy 5000F	89.85	1.82	Coussin 1000	1725	1722	Petit Patis	206	.....	
CHB Remy 5000F	89.85	1.82	Coussin 1000	1850	1856	Petit Patis	206	.....	
CHB Remy 5000F	89.85	1.82	Coussin 1000	1725	1722	Petit Patis	206	.....	
CHB Remy 5000F	89.85	1.82	Coussin 1000	1850	1856	Petit Patis	206	.....	
CHB Remy 5000F	89.85	1.82	Coussin 1000	1725	1722	Petit Patis	206	.....	
CHB Remy 5000F	89.85	1.82	Coussin 1000	1850	1856	Petit Patis	206	.....	
CHB Remy 5000F	89.85	1.82	Coussin 1000	1725	1722	Petit Patis	206	.....	
CHB Remy 5000F	89.85	1.82	Coussin 1000	1850	1856	Petit Patis	206	.....	
CHB Remy 5000F	89.85	1.82	Coussin 1000	1725	1722	Petit Patis	206	.....	
CHB Remy 5000F	89.85	1.82	Coussin 1000	1850	1856	Petit Patis	206	.....	
CHB Remy 5000F	89.85	1.82	Coussin 1000	1725	1722	Petit Patis	206	.....	
CHB Remy 5000F	89.85	1.82	Coussin 1000	1850	1856	Petit Patis	206	.....	
CHB Remy 5000F	89.85	1.82	Coussin 1000	1725	1722	Petit Patis	206	.....	
CHB Remy 5000F	89.85	1.82	Coussin 1000	1850	1856	Petit Patis	206	.....	
CHB Remy 5000F	89.85	1.82	Coussin 1000	1725	1722	Petit Patis	206	.....	
CHB Remy 5000F	89.85	1.82	Coussin 1000	1850	1856	Petit Patis	206	.....	
CHB Remy 5000F	89.85	1.82	Coussin 1000	1725	1722	Petit Patis	206	.....	
CHB Remy 5000F	89.85	1.82	Coussin 1000	1850	1856	Petit Patis	206	.....	
CHB Remy 5000F	89.85	1.82	Coussin 1000	1725	1722	Petit Patis	206	.....	
CHB Remy 5000F	89.85	1.82	Coussin 1000	1850	1856	Petit Patis	206	.....	
CHB Remy 5000F	89.85	1.82	Coussin 1000	1725	1722	Petit Patis	206	.....	
CHB Remy 5000F	89.85	1.82	Coussin 1000	1850	1856	Petit Patis	206	.....	
CHB Remy 5000F	89.85	1.82	Coussin 1000	1725	1722	Petit Patis	206	.....	
CHB Remy 5000F	89.85	1.82	Coussin 1000	1850	1856	Petit Patis	206	.....	
CHB Remy 5000F	89.85	1.82	Coussin 1000	1725	1722	Petit Patis	206	.....	
CHB Remy 5000F	89.85	1.82	Coussin 1000	1850	1856	Petit Patis	206	.....	
CHB Remy 5000F	89.85	1.82	Coussin 1000	1725	1722	Petit Patis	206	.....	
CHB Remy 5000F	89.85	1.82	Coussin 1000	1850	1856	Petit Patis	206	.....	
CHB Remy 5000F	89.85	1.82	Coussin 1000	1725	1722	Petit Patis	206	.....	
CHB Remy 5000F	89.85	1.82	Coussin 1000	1850	1856	Petit Patis	206	.....	
CHB Remy 5000F	89.85	1.82	Coussin 1000	1725	1722	Petit Patis	206	.....	
CHB Remy 5000F	89.85	1.82	Coussin 1000	1850	1856	Petit Patis	206	.....	
CHB Remy 5000F	89.85	1.82	Coussin 1000	1725	1722	Petit Patis	206	.....	
CHB Remy 5000F	89.85	1.82	Coussin 1000	1850	1856	Petit Patis	206	.....	
CHB Remy 5000F	89.85	1.82	Coussin 1000	1725	1722	Petit Patis	206	.....	
CHB Remy 5000F	89.85	1.82	Coussin 1000	1850	1856	Petit Patis	206	.....	
CHB Remy 5000F	89.85	1.82	Coussin 1000	1725	1722	Petit Patis	206	.....	
CHB Remy 5000F	89.85	1.82	Coussin 1000	1850	1856	Petit Patis	206	.....	
CHB Remy 5000F	89.85	1.82	Coussin 1000	1725	1722	Petit Patis	206	.....	
CHB Remy 5000F	89.85	1.82	Coussin 1000	1850	1856	Petit Patis	206	.....	
CHB Remy 5000F	89.85	1.82	Coussin 1000	1725	1722	Petit Patis	206	.....	
CHB Remy 5000F	89.85	1.82	Coussin 1000	1850	1856	Petit Patis	206	.....	
CHB Remy 5000F	89.85	1.82	Coussin 1000	1725	1722	Petit Patis	206	.....	
CHB Remy 5000F	89.85	1.82	Coussin 1000	1850	1856	Petit Patis	206	.....	
CHB Remy 5000F	89.85	1.82	Coussin 1000	1725	1722	Petit Patis	206	.....	
CHB Remy 5000F	89.85	1.82	Coussin 1000	1850	1856	Petit Patis	206	.....	
CHB Remy 5000F	89.85	1.82	Coussin 1000	1725	1722	Petit Patis	206	.....	
CHB Remy 5000F	89.85	1.82	Coussin 1000	1850	1856	Petit Patis	206	.....	
CHB Remy 5000F	89.85	1.82	Coussin 1000	1725	1722	Petit Patis	206	.....	
CHB Remy 5000F	89.85	1.82	Coussin 1000	1850	1856	Petit Patis	206	.....	
CHB Remy 5000F	89.85	1.82	Coussin 1000	1725	1722	Petit Patis	206	.....	
CHB Remy 5000F	89.85	1.82	Coussin 1000	1850	1856	Petit Patis	206	.....	
CHB Remy 5000F	89.85	1.82	Coussin 1000	1725	1722	Petit Patis	206	.....	
CHB Remy 5000F	89.85	1.82	Coussin 1000	1850	1856	Petit Patis	206	.....	
CHB Remy 5000F	89.85	1.82	Coussin 1000	1725	1722	Petit Patis	206	.....	
CHB Remy 5000F	89.85	1.82	Coussin 1000	1850	1856	Petit Patis	206	.....	
CHB Remy 5000F	89.85	1.82	Coussin 1000	1725	1722	Petit Patis	206	.....	
CHB Remy 5000F	89.85	1.82	Coussin 1000	1850	1856	Petit Patis	206	.....	
CHB Remy 5000F	89.85	1.82	Coussin 1000	1725	1722	Petit Patis	206	.....	
CHB Remy 5000F	89.85	1.82	Coussin 1000	1850	1856	Petit Patis	206	.....	
CHB Remy 5000F	89.85	1.82	Coussin 1000	1725	1722	Petit Patis	206	.....	
CHB Remy 5000F	89.85	1.82	Coussin 1000	1850	1856	Petit Patis	206	.....	
CHB Remy 5000F	89.85	1.82	Coussin 1000	1725	1722	Petit Patis	206	.....	
CHB Remy 5000F	89.85	1.82	Coussin 1000	1850	1856	Petit Patis	206	.....	
CHB Remy 5000F	89.85	1.82	Coussin 1000	1725	1722	Petit Patis	206	.....	
CHB Remy 5000F	89.85	1.82	Coussin 1000	1850	1856	Petit Patis	206	.....	
CHB Remy 5000F	89.85	1.82	Coussin 1000	1725	1722	Petit Patis	206	.....	
CHB Remy 5000F	89.85	1.82	Coussin 1000	1850	1856	Petit Patis	206	.....	
CHB Remy 5000F	89.85	1.82	Coussin 1000	1725	1722	Petit Patis	206	.....	
CHB Remy 5000F	89.85	1.82	Coussin 1000	1850	1856	Petit Patis	206	.....	
CHB Remy 5000F	89.85	1.82	Coussin 1000	1725	1722	Petit Patis	206	.....	
CHB Remy 5000F	89.85	1.82	Coussin 1000	1850	1856	Petit Patis	206	.....	
CHB Remy 5000F	89.85	1.82	Coussin 1000	1725	1722	Petit Patis	206	.....	
CHB Remy 5000F	89.85	1.82	Coussin 1000	1850	1856	Petit Patis	206	.....	
CHB Remy 5000F	89.85	1.82	Coussin 1000	1725	1722	Petit Patis	206	.....	
CHB Remy 5000F	89.85	1.82	Coussin 1000	1850	1856	Petit Patis	206	.....	
CHB Remy 5000F	89.85	1.82	Coussin 1000	1725	1722	Petit Patis	206	.....	
CHB Remy 5000F	89.85	1.82	Coussin 1000	1850	1856	Petit Patis	206	.....	
CHB Remy 5000F	89.85	1.82	Coussin 1000	1725	1722	Petit Patis	206	.....	
CHB Remy 5000F	89.85	1.82	Coussin 1000	1850	1856	Petit Patis	206	.....	
CHB Remy 5000F	89.85	1.82	Coussin 1000	1725	1722	Petit Patis	206	.....	
CHB Remy 5000F	89.85	1.82	Coussin 1000	1850	1856	Petit Patis	206	.....	
CHB Remy 5000F	89.85	1.82	Coussin 1000	1725	1722	Petit Patis	206	.....	
CHB Remy 5000F	89.85	1.82	Coussin 1000	1850	1856	Petit Patis	206	.....	
CHB Remy 5000F	89.85	1.82	Coussin 1000	1725	1722	Petit Patis	206	.....	
CHB Remy 5000F	89.85	1.82	Coussin 1000	1850	1856	Petit Patis	206	.....	
CHB Remy 5000F	89.85	1.82	Coussin 1000	1725	1722	Petit Patis	206	.....	
CHB Remy 5000F	89.85	1.82	Coussin 1000	1850	1856	Petit Patis	206	.....	
CHB Remy 5000F	89.85	1.8								

SICAV

(selection

27/2

VALEURS		VALEURS		VALEURS		VALEURS	
Emission	Rachet	Emission	Rachet	Emission	Rachet	Emission	Rachet
Fr. Inc.	net	Fr. Inc.	net	Fr. Inc.	net	Fr. Inc.	net
ALCAN	1010 09	985 46	Frans-Alcan	31 78	31 78	Placements M.	8823 75
Alcan	208 12	202 55	Frans-Cap	37 88	37 33	Placements Nord.	946 63
Alcan	745 80	713 88	Frans-Cour	12570 85	12670 95	Placements	1037 76
Alcan	7375 08	7375 08	Frans-Cour	230 30	230 84	Porte	1237 74
Alcan	114 11	113 77	Frans-Energie	30 76	30 61	Porte	54045 59
Alcan	1023 93	1023 93	Frans-Energie	31 65	31 65	Porte	1121 18
Alcan	607 11	582 30	Frans-Energie	29 10	28 39	Porte	111 23
Alcan	1029 80	1029 80	Frans-Energie	11189 20	11004 14	Porte	26281 27
Alcan	118 72	112 90	Frans-Energie	4859 73	4847 61	Porte	1050 47
Alcan	109 51	105 94	Frans-Energie	124 63	124 63	Porte	124 42
Alcan	434 74	414 38	Frans-Energie	31 65	31 65	Porte	1121 18
Alcan	1135 16	1109 80	Frans-Energie	187 80	184 33	Porte	158 00
Alcan	1136 35	1136 35	Frans-Energie	1183 37	1154 78	Porte	5290 08
Alcan	643 28	627 80	Frans-Energie	1287 23	1287 22	Porte	1141 47
ALCAN	6038 22	6257 80	Frans-Energie	10743 38	10743 38	Porte	886 94
Alcan	601 70	601 70	Frans-Energie	1183 37	1154 78	Porte	235 88
Alcan	6418 90	6408 08	Frans-Energie	482 84	482 84	Porte	189 89
Alcan	1078 08	1078 08	Frans-Energie	158 38	158 38	Porte	506 18
Alcan	354 48	345 84	Frans-Energie	248 22	252 38	Porte	487 57
Alcan	1115 10	1083 24	Frans-Energie	245 81	235 70	Porte	1180 18
Alcan	1032 07	1032 07	Frans-Energie	240 93	231 11	Porte	451 59
Alcan	104 37	101 23	Frans-Energie	314 46	301 64	Porte	1557 48
Alcan	122 21	145 65	Frans-Energie	218 12	218 12	Porte	1240 21
Alcan	128 06	128 06	Frans-Energie	403 25	388 81	Porte	1265 87
Alcan	115 43	130 42	Frans-Energie	137 48	137 48	Porte	707 67
Alcan	102 12	110 88	Frans-Energie	185 15	177 80	Porte	1659 14
Alcan	5653 08	5640 04	Frans-Energie	325 85	325 85	Porte	641 74
Alcan	9810 21	5730 28	Frans-Energie	1207 91	2014 98	Porte	400 72
Alcan	117 89	1194 28	Frans-Energie	1087 97	1087 97	Porte	1372 08
Alcan	320 61	320 61	Frans-Energie	1087 97	1087 97	Porte	620 81
Alcan	30 28	28 54	Frans-Energie	1084 55	1084 55	Porte	413 40
Alcan	1188 08	1188 08	Frans-Energie	2611 77	2611 77	Porte	235 48
Alcan	628 23	625 85	Frans-Energie	872 01	850 87	Porte	429 68
Alcan	408 45	380 44	Frans-Energie	2184 04	2184 04	Porte	1162 61
Alcan	408 45	380 44	Frans-Energie	2630 38	2630 38	Porte	337 12
Alcan	1135 08	1135 08	Frans-Energie	522 55	500 40	Porte	5004 83
Alcan	1		Frans-Energie	575 55	555 87	Porte	1045 70
Alcan	1		Frans-Energie	168 22	177 24	Porte	1284 80
Alcan	1		Frans-Energie	10159 07	10159 07	Porte	520 81
Alcan	246 37	237 70	Frans-Energie	404 76	388 00	Porte	2104 25
Alcan	140 47	141 02	Frans-Energie	5037 47	5037 47	Porte	815 10
Alcan	102 82	1038 67	Frans-Energie	6035 14	6035 14	Porte	1278 81
Alcan	12 71	12 71	Frans-Energie	6590 30	6590 30	Porte	1238 58
Alcan	2258 17	2275 42	Frans-Energie	1310 38	1310 38	Porte	5785 49
Alcan	389 46	389 46	Frans-Energie	1200 15	1200 15	Porte	587 88
Alcan	297 08	297 08	Frans-Energie	143 94	143 94	Porte	141 81
Alcan	264 37	264 37	Frans-Energie	155 82	155 82	Porte	1181 70
Alcan	217 08	217 08	Frans-Energie	158 96	158 96	Porte	1282 71
Alcan	1988 38	1988 38	Frans-Energie	121 09	121 09	Porte	1182 71
Alcan	42888 29	42888 29	Frans-Energie	7043 68	7043 68	Porte	15328 62
Alcan	320 53	320 53	Frans-Energie	1152 08	1152 08	Porte	436 81
Alcan	3205 53	3205 53	Frans-Energie	1241 42	1241 42	Porte	537 76
Alcan	4469 55	4469 55	Frans-Energie	22248 76	22248 76	Porte	610 72
Alcan	22885 98	22847 07	Frans-Energie	482 98	482 98	Porte	827 22
Alcan	946 52	946 52	Frans-Energie	679 08	679 08	Porte	203 88
Alcan	210 24	210 24	Frans-Energie	6725 05	6725 05	Porte	17 75
Alcan	1610 80	1610 80	Frans-Energie	1007 81	1007 81	Porte	124 19
Alcan	88 62	88 62	Frans-Energie	11707 78	11707 78	Porte	1084 48
Alcan	6222 88	6222 88	Frans-Energie	738 13	738 13	Porte	120 44
Alcan	187 33	187 33	Frans-Energie	9615 08	9615 08	Porte	537 76
Alcan	187 33	187 33	Frans-Energie	321 82	321 82	Porte	556 20
Alcan	1183 40	1183 40	Frans-Energie	136 89	136 89	Porte	1286 04
Alcan	205 29	205 29	Frans-Energie	3403 33	3403 33	Porte	1272 12
Alcan	1364 34	1364 34	Frans-Energie	1082 30	1082 30	Porte	1240 81
Alcan	1105 29	1078 85	Frans-Energie	1046 36	1046 36	Porte	210 51
Alcan	1220 80	1220 80	Frans-Energie	160 72	158 24	Porte	2495 76
Alcan	442 78	441 85	Frans-Energie	1188 50	1178 12	Porte	1230 70
Alcan	1201 67	1201 67	Frans-Energie	11486 77	11486 77	Porte	1862 68
Alcan	794 48	794 48	Frans-Energie	3024 38	3024 38	Porte	1055 05
Alcan	820 34	820 34	Frans-Energie	322 84	322 84	Porte	1832 20
Alcan	910 88	910 88	Frans-Energie	537 51	537 51	Porte	47864 29
Alcan	1000 02	970 88	Frans-Energie	1351 01	1351 01	Porte	2358 73
Alcan	1140 88	1140 88	Frans-Energie	3731 07	3731 07	Porte	2759 80
Alcan	695 37	695 37	Frans-Energie	1873 12	1873 12	Porte	
Alcan	27 14	28 74	Frans-Energie	121 58	121 58	Porte	
Alcan	12282 37	12282 37	Frans-Energie	544 28	544 28	Porte	
ALCAN	8186 54	8613 88	Frans-Energie	32 81	32 81	Porte	
Alcan	275 23	275 23	Frans-Energie	58 08	58 08	Porte	
Alcan	59 39	59 39	Frans-Energie	601 59	601 59	Porte	
Alcan	430 08	428 57	Frans-Energie	286 82	286 82	Porte	
Alcan	477 88	472 33	Frans-Energie	10475 02	10475 02	Porte	
Alcan	426 40	445 55	Frans-Energie	715 76	715 76	Porte	
Alcan	108 19	108 19	Frans-Energie	128 85	128 85	Porte	
Alcan	1185 91	1131 58	Frans-Energie	946 83	946 83	Porte	

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
5-55-91-82, poste 4330

LIVRES • IDEES

Plaisirs de Chine

La poésie comme la littérature érotique chinoises sont, avant tout, évidence

LE VOLEUR DE POÈMES
de Claude Roy.
Mercure de France, 448 p., 160 F.
ENTRE SOURCE ET NUAGE
la poésie chinoise
réinventée
de François Cheng.
Albin Michel, 234 p., 95 F.
NUAGES ET PLUIE
AU PALAIS DES HAN
et BELLE DE CANDEUR
traduits du chinois
par Christine Koutler.
208 p., 85 F et 152 p., 80 F.
DU ROUGE AU GYNÉCÉE
traduit du chinois
par Martin Maurey.
144 p., 80 F.
DE LA CHAIR A L'EXTASE
de Li Yu.
Traduit du chinois
par Christine Corniot.
238 p., 100 F.
Ces quatre derniers ouvrages,
romans érotiques chinois,
sont publiés aux éditions
Philippe Picquier.



« La contemplation de tableaux érotiques à imiter... »

sence du langage, et les plus experts à les utiliser sont choisis par l'humanité pour rendre le son qu'elle cherche à exprimer.

Voyez ce poème de Tao Yuan-Ming (365-427) :

Je lis la chronique des temps très anciens.
Je regarde les images du vaste monde.

Je dis oui à l'univers. Si cela n'est pas le bonheur, où donc est le bonheur ?

Où encore, et je ne crois pas que le lecteur pourra me reprocher de citer ce poème fabuleux de Po Kiu-Yi (772-846) :

On dirait une fleur. Ce n'est pas une fleur.

On dirait une brume. Ce n'est pas une brume.

Cela vient à minuit.

Cela vient comme un rêve de printemps.

Cela s'efface au réveil.

Cela vient comme un nuage du matin.

Vous ne trouverez cela nulle part.

Simplicité, concentration, méditation, aucun embarras psychique, détachement, pas d'effet inutile.

La vibration chinoise s'écrit comme d'elle-même, elle laisse passer la pointe d'évidence de l'être-au-monde atteint par la « Triple Excellence » : poésie, calligraphie, peinture (on retrouve cette présence si étonnante de la main et des caractères dans le livre de François Cheng à qui nous devons le rappel de tant de trésors). Je vois en même temps que je trace, j'entends ce que je

vois, la respiration maintient les intervalles et les fait vivre, je fais tourner et disparaître la composition dans le souffle qui vient du paysage et de moi. Le taoïsme, sur quoi tout cela repose en secret, n'est pas une « religion », mais, soudain, l'évidence. Quelle joie de dire qu'on a été la comme si la seule chose à faire était d'être là : Au loin le monde entier se fait la guerre.

Assis sur mon lit, j'écoute et réfléchis. (Tou Fou, 712-770.)

Huitième siècle en Chine ? Fin du vingtième siècle en Amérique ? Non : ici, tout de suite.

Le yin et le yang

De la mystique « qui n'a l'air de rien » au roman érotique, le passage, à travers une immense littérature technique analysée par Henri Maspero (1), est à la fois logique et, pour nous, Occidentaux, bizarre. On ne comprendra rien aux fictions classiques chinoises, comme le fameux *Jin Ping Mei* (2), si on n'a pas présentes à l'esprit, outre « la Voie » (Tao), la dialectique permanente des deux principes féminin et masculin, yin et yang. Ce qui nous déconcerte le plus, c'est la crudité des relations sexuelles toujours analysées comme rapports de pouvoir. Peu de littérature, d'ailleurs (sauf la française du dix-huitième siècle), où les femmes aient autant de place consciente et agissante. Les héroïnes jouent aux échecs, elles

savent chanter les poèmes, elles s'intéressent passionnément au « plaisir du vent et de la lune », aux « nuages et pluies », autrement dit à l'amour physique considéré comme un affrontement interne des éléments.

L'histoire, dans le roman, n'a pas grande importance (quel soulagement !), ce sont les scènes qui comptent, la gradation des exemples, leur capacité de surprise et d'échauffement, la découverte incessante, par des corps toujours nouveaux, des effets du plaisir sur la prudence vaincue. L'imagination chinoise déborde et tisse un mouvement de métaphores toutes plus fantastiques et précises les unes que les autres. Comment se définit la séduction ? « voler le parfum et dérober le jade ». Le sexe féminin ? « la chambre fleurie » ou « le cœur de la fleur ». Le sexe masculin ? « la tête de tortue ». Le gland du pénis ? « la tête de tortue ». Le combat érotique ? « déployer les étendards et frapper du tambour ». Le coït anal ? « porter le feu de l'autre côté de la montagne ». La position de la femme sur l'homme pendant l'acte ? « le dragon noir qui pénètre puissamment dans la mer profonde ». Les personnages n'apparaissent, en somme, que pour remplir ces fonctions mythiques strictes, ce qui est propre, reconnaissons-le, à dérouter ou à dégoûter profondément nos habitudes d'amour fusionnel idéalisé.

Philippe Sollers

ment nos habitudes d'amour fusionnel idéalisé.

L'escroquerie sexuelle est, pour la Chine, une donnée de base réglée, il s'agit de la faire tourner en lucidité. Le plaisir est décrit dans ses variations mais aussi sa finalité qui, au-delà de la procréation ou des perversions, au-delà des intrigues sociales, consiste, pour chaque sexe, à se compléter grâce à l'autre (quitte, justement, à lui voler ce complément). La narration avance par des lectures communes, la contemplation de tableaux érotiques à imiter, l'absorption de pilules aphrodisiaques ; le résultat étant soit la ruine physiologique, soit, au contraire, une possibilité d'immortalité. Voyez « le lion qui fait rouler la balle brodée ». Il s'agit, nous dit-on, d'une « technique amoureuse où les mouvements de l'amant sont comparés à ceux d'un lion, symbole de puissance, jouant avec une balle brodée, symbole de l'univers et de la Terre ». Puissance ? Oui, mais retenue, distancée, en douceur.

Nous appartenons à une vieille histoire de péché qui nous pousse à considérer le sexe comme une affaire de mort. Ce délire récurrent, et d'ailleurs fondé, atteint probablement, de nos jours, un nouveau maximum. Les romans chinois nous montrent autre chose : oui, la mort habite le sexe, le désir de domination et de meurtre font partie de lui. Mais la sexualité ouvre aussi, de façon dérobée, sur la vraie vie en actes. Un Occidental peut-il lire tranquillement cette règle énoncée par un traité taoïste : « Il faut changer de femme après chaque excitation ; c'est en changeant de femmes qu'on obtient la vie éternelle » ? Peut-il imaginer ce passage insensé où « les os deviennent d'or et la chair de jade » ? Que peut vouloir dire pour lui « faire revenir l'essence pour préparer le cerveau » ? Et voici que même la fidélité est prévue comme possibilité ultime : les amants deviennent alors des « canards mandarins », « unis comme glu et laque ». Révons sur tout cela, donc, comme sur le nom étranger du saint taoïste en chinois : « Homme véritable selon son bon plaisir ».

Philippe Sollers

LE FEUILLETON

de Michel Braudeau

Le don d'insularité

« Chaque Sicilien est, en fait, un modèle unique d'ambiguïté psychologique et morale. Tout comme l'île entière est un mélange de deuil et de lumière. » Ainsi parle Gesualdo Bufalino, natif de Comiso, province de Raguse. Ce modeste, « exquis disciple d'Horace, le plus vertigineux des hommes », selon Pietro Citati, a attendu la soixantaine pour écrire son premier roman. Mal connu en France, il est pourtant — après Pirandello, Sciascia ou Lampedusa, autres Siciliens — un auteur de premier ordre en Italie. L'insularité favoriserait-elle les vocations d'écrivain ?

Page 30

SCIENCES HUMAINES

Lacan, dira-t-on

Il y a dix ans mourait le psychanalyste Jacques Lacan. Au-delà de la polémique sur les conditions dans lesquelles il est aujourd'hui édité, la parution, ces jours-ci, de deux nouveaux livres de son Séminaire le confirme : le texte et le contexte de l'œuvre lacanienne éclairent toute l'histoire culturelle française de la seconde moitié du vingtième siècle.

Page 31

SOCIÉTÉ

Les femmes et l'histoire

Cinq volumes, dont trois sont encore à paraître, regroupent soixante-douze collaborations : l'histoire des femmes est une grande entreprise. Et un grand défi : prouver qu'il n'est plus possible d'écrire ni de penser l'histoire en faisant abstraction de la moitié de l'humanité.

Pages 32 et 33

Excessives comme des images

Madones ou démons : s'il faut en croire les gravures de la Renaissance, les femmes n'avaient alors pas d'autre choix

ANGE OU DIABLESSE

La représentation de la femme au XVI^e siècle

de Sara F. Matthews Grieco.

Flammarion, 496 p., 170 F.

Les images parlent ; elles tiennent un discours qui est aussi riche, aussi cohérent, aussi autonome que l'écriture. Elles sont une source de renseignements d'autant plus captivante que leur exploitation systématique est encore une aventure nouvelle. Personne, depuis Francis Bacon, ne s'aventurerait à nier que les images sont à la fois des miroirs dans lesquels une société se regarde et l'un des moyens par lesquels cette société diffuse ses valeurs et ses principes.

Ce consensus établi, les difficultés commencent : ce discours que tiennent les images, comment l'analyser ? Comment en établir les

codes qui, comme tous les objets culturels, varient avec le temps ? Comment en saisir les articulations ? Comment en mesurer l'influence ? Dans ce domaine, il convient d'avancer avec plus de prudence encore que dans la jungle de l'écriture, toute interprétation naïve, tout emportement théorique risquant de vous entraîner loin, très loin de la réalité.

Sommes-nous donc irrémédiablement condamnés à d'arides et savantes études réservées à une poignée de spécialistes ? Le livre de Sara Matthews Grieco sur la représentation de la femme au XVI^e siècle démontre que l'on peut échapper à cette fatalité et concilier la rigueur scientifique avec l'attrait de la lecture. Encore faut-il pour cela construire un objet historique qui permette cette alliance et veuille entre la lecture précise et analytique des images et les vastes synthèses sur l'évolution du rôle de la femme au cours de la Renaissance française.

L'étude de Sara Matthews Grieco s'appuie sur deux séries d'images complémentaires : les livres d'heures, dont la vogue au XVI^e siècle est immense, et les estampes sur tout le territoire français et qui, des plus savantes, des plus nobles, des plus riches — gravées sur cuivre — par des artistes célèbres — aux plus frustes taillées dans le bois, ont pénétré les châteaux, les maisons bourgeoises, mais aussi les tavernes, les boutiques et les campagnes les plus reculées.

Des « dictionnaires iconologiques »

Grâce aux livres d'heures, pas de discussion possible sur l'interprétation des images, pas de risque d'anachronisme. Ces ouvrages se présentent, en effet, comme de véritables « dictionnaires iconologiques », offrant à côté de chaque image un court texte qui en livre le

code. Des symboles graphiques qui pourraient aujourd'hui nous sembler obscurs ou hermétiques sont ainsi livrés dans la traduction qui était immédiatement comprise par les femmes et les hommes du XVI^e siècle. A partir de cette grille, il est ensuite possible à l'auteur de lire le vaste corpus — six mille estampes environ — constitué par les gravures à la feuille qui ont subsisté jusqu'à nos jours. Ces milliers de gravures, conservées pour l'essentiel à la Bibliothèque nationale, ne représentent qu'une infime partie de la production de l'époque. L'image, affichée, clouée, exposée dans les lieux publics, n'était pas considérée comme un objet de valeur. Largement consommée, introduite dans le décor du quotidien, elle a connu la destruction des choses usuelles. Sa disparition atteste de sa présence.

Pierre Lepape
Lire la suite page 32

ANNIE KRIEGLER

Ce que j'ai cru comprendre

Mémorialiste, historienne, témoin privilégié : une vie, telle qu'en elle le siècle se reflète.

Un monument de mémoire et d'histoire.

Mona Ozouf / LE NOUVEL OBSERVATEUR

Il faut lire les Mémoires d'Annie Kriegel : notre passé retrouve une âme.

Georges Salthert / LE FIGARO

Collection "Notre époque"

ROBERT LAFFONT
des livres ouverts sur la vie

DERNIÈRES LIVRAISONS

BIOGRAPHIES

JEAN GARRIGUES : *Le Général Boulanger*. Derrière les nombreuses caricatures et images d'Épinal dont il fut l'objet ou la victime, derrière la belle prestance du militaire, il y avait un politicien ambitieux et un homme plus complexe qu'il pouvait sembler. « Cui erat donc le général Boulanger ? Pourquoi ce personnage parfois médiocre, voire risible, a-t-il provoqué pareil engouement ? » C'est à ces questions que tente de répondre l'ouvrage de Jean Garrigues. (Olivier Orban, 370 p., 145 F.)

GEORGES LACOUR-GAYET : *Talleyrand*. Voici réédité le monumental portrait de Talleyrand publié entre 1928 et 1931. Portrait en pied, dans la manière biographique de l'époque : il ne manque pas une once de poudre sur la perruque de cet aristocrate que son opportunisme militant plaça aux premières loges de la Révolution, de l'Empire et de la Restauration. La préface de François Furet est inédite. (Payot, rééd., 1 454 p., 390 F.)

LITTÉRATURE ÉTRANGÈRE

ISMAIL KADARÉ : *Entretiens avec Eric Faye*, et **ERIC FAYE** : *Ismail Kadaré*. Prométhée porte-fau - Une série d'entretiens, entre avril 90 à Tirana et décembre, après l'exil en France de l'auteur albanais, qui abordent le champ de la littérature, l'histoire, le totalitarisme et le destin du peuple albanais, ainsi qu'un essai sur un univers littéraire fondé sur les légendes et les mythes des Balkans et de la Grèce ancienne. (José Corti, coll. « En lisant et en écrivant », 112 p., 75 F et 176 p., 130 F.)

ISMAIL KADARÉ : *Printemps albanais*. Chronique, lettres, réflexions - L'écrivain s'explique sur sa décision de demander l'asile politique à la France le 25 octobre dernier dans un livre qui paraît simultanément en français et en albanais. Traduit de l'albanais par Michel Métais (Fayard, 320 p., 98 F. Voir la critique dans le Monde du 23 février.)

PATRICE REPUSSEAU (sous la direction de) : *William Goyen*. Premier cahier d'une revue, *Littératures*, publiée fort soigneusement par le Castor Astral et premier ouvrage d'ensemble (normis un numéro de la revue de Montpellier Delta, en 1979) paru en France sur l'écrivain américain, mort en 1983 et dont le roman *Le Grand Réparateur* a été traduit l'an dernier (Rivages) par le coordonnateur du présent cahier. Plusieurs textes inédits de Goyen complètent une étude sur la « préhistoire de son œuvre » et des « repères bio-bibliographiques ». Plusieurs photographies. Préface de Claude Mettra (le Castor Astral, 206 p., 150 F.)

DÉTOURS D'ÉCRITURE : *Octavio Paz*. *Entretiens*. Un cahier spécial de cette revue - qui avait déjà consacré un numéro (13/14, 1989) au poète mexicain - reprend l'essentiel des entretiens qui s'étaient tenus à Aix-en-Provence autour de l'œuvre et avec Octavio Paz. Claude Esteban, Hector Bianciotti, Florence Delay, Severo Sarduy, Cornelius Castoriadis, notamment, ont participé à ces « rencontres croisées ». (Ed. Noël Blandin, 11, rue Germain-Pilon, 75018 Paris, 100 p., 100 F.)

LITTÉRATURE

JEAN-PIERRE GIRAUDOUX : *Angeline disparue*. Réédition d'un roman paru en 1955 sous le titre *Ce n'est pas Angeline*. « Angeline l'indépendante, une femme avait disparu, dans un monde rêvé... » (Gallimard, 206 p., 90 F.) Du même auteur, toujours chez Gallimard, dans la collection « Le Mansau d'Arlequin », paraît une « fantaisie dramatique », *la Veuve enchantée* (142 p., 75 F.). Enfin, le Livre de poche reprend la biographie du fils de Jean Racine que Jean-Pierre Giraudoux avait publié en 1982 : *Jean-Baptiste Racine. Une vie comédienne* (N° 6923).

CORRESPONDANCE

A propos de l'œuvre d'Antonin Artaud

A la suite de l'information consacrée par Nicole Zand aux procès qui opposent les éditions Gallimard et les ayants droit d'Antonin Artaud G. et S. Malaussena (le Monde du 8 février), nous avons reçu de ces derniers la lettre suivante que nous publions en vertu du droit de réponse :

Dans chaque droit de réponse, nous dirons sans cesse : nous ne censurons pas, nous n'avons jamais censuré et nous ne censurons jamais le moindre mot écrit par Antonin Artaud. La censure n'est pas de notre bord.

Nous ne sommes plus en 1948, où l'on a obligé une famille à faire procès sur procès pour laver son honneur ; procès qui ont toujours été gagnés.

Afin de rassurer tout de suite les lecteurs spécialisés et assidus d'Artaud, nous sommes amenés à les renseigner au sujet des affirmations mentionnées dans un article de ce même journal du 8 février 1991.

Une de ces affirmations, que nous n'osons juger volontaire, bien que répétée deux fois, tente de faire croire que le premier tome des Œuvres complètes est sorti en 1976. C'est faux.

Aussi pour ne pas laisser ces mêmes lecteurs dans l'expectative, nous tenons à redresser cette méprise : le premier tome des Œuvres complètes d'Antonin Artaud chez Gallimard a bien été publié en 1956.

C'est en 1976 que ce premier tome a été réédité. Enorme nuance !

L'autre affirmation nous donne également la possibilité d'expliquer : Antonin Artaud en 1946, à la signature du contrat avec Gallimard, n'a chargé personne pour collationner, déchiffrer, classer, annoter ses manuscrits.

Depuis sa mort, le 4 mars 1948, aucune personne n'a été mandatée par les ayants droit pour faire ce travail. La liberté que quelqu'un s'accorde en travaillant dans un certain anonymat ne doit certaine-

ment pas être prise aux dépens d'une œuvre aussi gigantesque.

Artaud apparaît-il en rêve afin de raturer, corriger, modifier ses textes posthumes ?

Cela rectifié, nous pensons qu'il est plus important de s'attacher à l'œuvre tout entière d'Artaud.

Puisque l'on nous empêche actuellement d'exercer normalement les droits qui nous sont dévolus, et parce que ces mêmes personnes veulent faire censure à ces droits, nous sommes obligés de faire appel à la justice afin que l'œuvre d'Antonin Artaud soit respectée et diffusée comme elle le mérite.

Il serait présomptueux de faire croire que nous sommes les meilleurs batteurs pour que la transcription de ses écrits ne soit pas laissée aux mains d'une seule personne, mais confiée à un collectif afin, sans aucune polémique, de diffuser un Artaud pur, intégral et authentique.

Nous apprenons qu'Artaud a failli ne pas exister.

Heureusement il y a eu : « celle sans qui Artaud ne serait simplement pas ce qu'il est ».

Méditons.

De qui se souviendra-t-on dans le futur : d'Artaud ou de son interprète ?

Pour sauvegarder ce nom, nous nous battons pour que la transcription de ses écrits ne soit pas laissée aux mains d'une seule personne, mais confiée à un collectif afin, sans aucune polémique, de diffuser un Artaud pur, intégral et authentique.

[On peut se demander s'il n'est pas excessif de « faire appel à la justice afin que l'œuvre d'Antonin Artaud soit respectée et diffusée, comme elle le mérite », alors que vingt-huit années ont déjà été perdues par Paul Thévenaz, l'unique maître d'œuvre des œuvres complètes. C'est cette « personne » qui a consacré plus de quarante ans aux écrits de leur oncle que récusent maintenant les ayants droit d'Artaud.]

Une assignation à comparaître le 17 avril vient d'être, par ailleurs, signifiée par les ayants droit aux éditions Gallimard et à Paul Thévenaz afin de consulter les manuscrits. N.Z.]

CIRCS PERDUES

de Gesualdo Bufalino. Traduit de l'italien par Jacques Michaux-Paterno. Julliard, 246 p., 140 F.

LA LUMIÈRE ET LE DEUIL

de Gesualdo Bufalino. Traduit de l'italien par Jacques Michaux-Paterno. Julliard, 216 p., 100 F.

L y a des îles qui semblent être vouées à l'écriture mieux que de vastes pays, comme si l'étroitesse des lieux ou la singularité de la vie qu'on y mène, à cause du climat, de la situation géographique, stratégique, du poids concentré de l'histoire, devaient engendrer la littérature, l'imagination et le goût de conter, favoriser l'éclosion de ces oiseaux bizarres que sont les écrivains. L'Irlande en est une des plus fameuses au monde, une autre - égale en génie, en misère et en beauté - est la Sicile, patrie de Pirandello, de Sciascia, de Verga, de Lampedusa et de Gesualdo Bufalino. Comme le note ce dernier, les hasards de la guerre et de diverses invasions, l'apreté des canicules d'été, le très ancien mélange des cultures, le brassage de rationalisme européen et de magie africaine, ont réussi à composer un type d'hommes et d'écrivains particulièrement insaisissables et merveilleux, et pourtant dissemblables comme les visages de l'île plurielle : « Il y a une Sicile « baba », autrement dit douce au point de paraître stupide ; une Sicile « experte », autrement dit rusée, vouée aux pratiques les plus utilitaires de la violence et de la fraude. Il existe une Sicile paresseuse, une Sicile frénétique ; une Sicile qui s'étend dans l'angoisse des choses, une autre encore qui joue la vie comme un scénario de carnaval... »

On connaît mal Gesualdo Bufalino en France, jusqu'à présent, bien qu'il soit considéré comme un auteur de premier ordre en Italie et que l'on ait déjà traduit quatre de ses romans : *Le Semeur de peste* (prix Campiello 1981), *Argos l'aveugle* - aux éditions de L'Age d'homme - *le Voleur de souvenirs* et *les Mensonges de la nuit*, chez Julliard. Il faut dire que l'homme n'est pas exactement un animal médiatique à l'affût des caméras, ce qui n'empêche pas la célébrité sans doute, mais la retarde parfois.

L n'est pratiquement jamais sorti de sa ville de Comiso - où il est né en 1921, - dans la province de Raguse, au sud de la Sicile, sauf pour faire la guerre. Professeur de lettres à Comiso, il a pris sa retraite à Comiso, sans jamais se lasser de Comiso ni cesser d'en vanter les beautés. Si dans les vingt ans à venir la municipalité n'inaugure pas une avenue, un groupe scolaire au nom de son enfant fidèle - et même un petit stade Bufalino, - c'est à désespérer de la gratitude humaine.

Après une vie consacrée à l'enseignement de la littérature italienne, Bufalino occupe tout naturellement ses loisirs à lire, à écrire, comme avant, comme toujours. A la sortie des *Mensonges de la nuit*, Pietro Citati (lire le Monde du 9 juin 1989) fit un beau portrait de cet « exquis disciple

LE FEUILLETON

de Michel Braudeau



Gesualdo Bufalino : comme un rôdeur.

Le don d'insularité

d'Horace, le plus vertigineux des hommes », retiré dans son château de papier, cet ermite ennemi du voyage et du bruit, lisant éperdument derrière ses volets clos. Comme le prince Tomasi di Lampedusa écrivant *le Guépard* à cinquante-neuf ans, Bufalino attendit la soixantaine pour publier son premier roman. Peu de modestes parmi les mieux endurcies souffrent une aussi longue patience. Il fallut toute la clairvoyance et la générosité de son ami Leonardo Sciascia pour l'amener à se faire connaître un peu plus loin que Comiso.

On eut très vite d'autres témoignages imprimés de son talent divers et prolifique, outre les romans, des poésies, des recueils d'aphorismes, un dictionnaire des personnages de roman, et de nombreux essais consacrés tantôt à la littérature, ses « élévirs », tantôt à la Sicile, ses « sicilianeries », encore que la frontière ne soit pas forcément étanche entre les deux registres, les deux ciels de sa réflexion et de sa rêverie. Précisons qu'en plus de tout cela, Bufalino est un connaisseur de la littérature française tout à fait exceptionnel et un traducteur de Baudelaire, Giraudoux, Toulet, entre autres.

DANS la *Lumière et le Deuil* (une « sicilianerie »), Bufalino explique superbement que pour un Sicilien, comprendre la Sicile signifie se comprendre soi-même, s'absoudre ou se condamner, définir « la dimension fondamentale qui nous travaille », entre la claustrophobie et la claustrophilie, la haine et l'amour de l'isolement, l'envie de « vivre sa vie comme un vice solitaire » et la tentation de l'expatriation. « Je veux dire par là que l'insularité n'est pas une ségrégation uniquement géographique, elle entraîne d'autres qui ont pour nom la province, la famille, la chambre, le cœur de chacun. Ce qui explique notre orgueil, notre méfiance, notre pudeur : le sentiment que nous avons d'être différents. [...] Chaque Sicilien est, en fait, un

modèle unique d'ambiguïté psychologique et morale. Tout comme l'île entière est un mélange de deuil et de lumière. Là où le deuil est plus noir, la lumière est plus éclatante, et fait paraître la mort inacceptable. Ailleurs, la mort peut éventuellement se justifier comme l'issue naturelle de tout processus biologique ; ici, elle fait figure de scandale, elle est une envie des dieux. »

Il rend hommage aux voyageurs étrangers qui ont visité son île et l'ont aimée, de Dumas père à Paul de Musset, de Maupassant à Anatole France, de Valéry Larbaud à Paul Morand, sans oublier Goethe, bien sûr. Il apprécie notamment l'ouvrage de Roger Peyrefitte, *Du Vésuve à l'Etna*, qui sait prendre son temps, dont la curiosité et l'aisance cordiale rappellent « le beau tourisme du temps jadis, le vêtement du gentilhomme des Lumières en déplacement ».

Il propose aussi son propre parcours de vagabond amoureux, nous guide à travers Iola, Messina, Linguaglossa, Herakleia, Minoa, Racalmuto (le bastion natal de Sciascia), Cimita, Val-d'Ispica, Noto, Gela, Syracuse, Ciane... S'interroge, comme tant de visiteurs avant lui, Goethe en particulier, sur l'origine de la folie de Ferdinand-François Cravina II, prince de Palagonia, qui peupla sa villa de plusieurs centaines de monstres sculptés dans du tuf. Relève un peu partout les noms du diable. Exhume des trésors touchants, comme ces photographies prises pendant quinze ans, à partir de 1896, par un certain Caruso de tous ceux qui vivaient sur son domaine, ou la correspondance échangée entre deux époux illettrés, le mari travaillant en Allemagne, la femme restée au pays avec les enfants, curieux pictogrammes, entre rébus et bandes dessinées.

« On dit de la cire qu'elle est « perdue » lorsque, exposée au feu, une fois modelée par le sculpteur entre deux blocs de terre réfractaire, elle fond, ne laissant d'elle qu'une empreinte vide », indique

Bufalino en tête de ses essais littéraires, veillant précisément à ce qu'aucune de ses empreintes ne soit perdue. Il n'aime pas l'idée de voir disparaître ses articles de journaux : « Bons pour le pilon, alors ? Ne servant à rien d'autre qu'à protéger le thorax d'un cycliste pris de froid ou à envelopper moelleusement le gâtier d'un écolier ? Ce n'est pas dit, s'il est vrai qu'un auteur confie bien souvent au secret de feuilles occasionnelles son portrait le plus crédible ; et que derrière les bribes de ses pensées et de ses humeurs peut finalement apparaître un paysage moral et sentimental cohérent... » Sans doute, ce ne sont pas toujours les meilleurs journaux qui complètent et publient leurs chroniques ; dans le cas de Bufalino, il aurait été vraiment dommage de se priver d'une aussi belle intelligence, d'une culture aussi éclectique et baroque.

Il reconnaît volontiers sa passion pour Baudelaire, qu'il place au sommet de son panthéon personnel, à la hauteur de Pouchkin et de Leopardi, « un auteur héroïquement exhaustif, dépositaire de la quintessence morale, idéale et sentimentale de son époque », et comme lui un voyageur en chambre, que les cartes émerveillent et qui déteste le déplacement, un rôdeur. « Un Ulysse réticent choisissant pour ses cabotages de préférence à la pleine mer la piscine fuligineuse des banlieues » Il étudie avec tendresse les premiers écrits du jeune Flaubert, les *Mémoires d'un fou*, notamment, où il déchiffre les causes des vertiges et des éblouissements dont cet autre ermite allait souffrir très tôt. Et la passion de Gide pour Dostoïevski ; le bon usage des infirmités d'écrivains, le délirium de Poe, la cécité de Borges ; le plaisir des romans policiers ; les bénéfices de l'insomnie...

POURQUOI écrit-on, demande Bufalino à plusieurs reprises en proposant plusieurs réponses, alors que la vie est là, dorée, disponible, immédiate ? Pourquoi se mettre en avant alors qu'on pourrait jouir de l'impunité du silence ? « Pouvoir assister à la vie plutôt que la jouer sur scène ; parmi tant et tant d'hommes qui brûlent d'arriver, choisir de ne pas partir ! » On écrit pour peupler le désert, pour se souvenir, parfois pour être heureux, pour laisser son testament, pour jouer, conjurer, évoquer, baptiser. On écrit pour remplacer la vie, pour séduire, prophétiser, rendre la réalité vraisemblable. On écrit surtout pour ne pas mourir. « Dans cette vie-ci s'entend », parce que la postérité est un leurre de plus en plus infréquentable. Bufalino envisage les temps à venir sombrement, nous retournons à une civilisation purement orale et dans dix mille ans la bibliothèque d'Alexandrie aura brûlé d'innombrables fois, avec tous les lecteurs dans son genre. N'importe, écrire est une fuite en prison, une victoire perdue, mais c'est « l'unique route qui nous protège un instant de la malédiction d'Héraclite ».

SCIENCES HUMAINES

Lacan, dira-t-on...

Dix ans après la mort du psychanalyste, son œuvre reste d'une étrange actualité. Qui en détient vraiment les clés ?

LE TRANSFERT
Séminaire 1960-1961
de Jacques Lacan.
462 p., 190 F.

L'ENVERS DE LA PSYCHANALYSE
Séminaire 1969-1970
de Jacques Lacan.
246 p., 140 F.

Les textes de ces deux volumes ont été établis par Jacques-Alain Miller et sont à paraître au Seuil, le 6 mars.

Jacques Lacan : 1901-1981. Jacques Lacan pas mort, dix ans après sa radiation des listes de l'état civil. Tandis qu'une large fraction du mouvement psychanalytique français n'en finit pas de panser des plaies presque aussi vieilles que l'invention de Freud, mais copieusement ravivées par l'auteur des *Écrits*, ses adversaires, ses épigones, ses héritiers... l'œuvre théorique - controversée, comme le personnage - fait son chemin.

Lentement. Et la complexité des textes lacaniens, souvent redoublée par un baroque d'expression ici où là exacerbé jusqu'à l'amphigouri, n'en est pas la seule cause. Car le plus difficile, du moins pour le plus grand nombre, est de prendre une mesure d'ensemble - une perspective et poids relatif de chaque élément - de l'œuvre de Jacques Lacan.

La raison principale en est simple : le Séminaire, dispensé par ce dernier pendant près de trente ans (à partir de 1951 et, publiquement, de 1953), n'est édité, au sens classique du terme, et donc accessible, que dans la proportion d'un petit tiers, en incluant la parution, ces jours-ci, de deux *Livres de Séminaire* : le *Transfert* (1960-1961) et l'*Envers de la psychanalyse* (1969-1970).

Étrange actualité du Séminaire ! Au moment même où est annoncée cette double publication, des psychanalystes (plus de six cents à ce jour) rendent publique une pétition (1) qui en appelle au ministre de la culture « pour préserver l'œuvre de Jacques Lacan ». Mus par des intentions variées, les signataires estiment que, « au rythme actuel, il faudrait cent cinquante ans pour assurer la publication des dix-huit Séminaires inédits ». Et de réclamer la mise en lien avec la Bibliothèque nationale de toutes les versions existantes du Séminaire et d'une copie de l'ensemble des papiers de travail de Lacan.

Ressentiment et nostalgie

Si le souci de ce plaidoyer offensif est, avant tout, de lire et faire lire Lacan, tout Lacan, la principale cible en est cependant Jacques-Alain Miller, le gendre de Jacques Lacan, détenteur du droit moral sur son œuvre, transcripteur autorisé (depuis

1973, année de parution du premier *Livre* publié) du Séminaire ; gestionnaire, avec son épouse Judith Miller, de l'héritage intellectuel de Lacan et d'un ensemble complexe d'activités, associant la transmission technique, l'enseignement et l'expansion géographique de ce qui serait une psychanalyse lacanienne « orthodoxe » (pourant difficile à définir, si elle existe), Jacques-Alain Miller s'est, en dépit ou à cause de cette position, fait progressivement beaucoup d'ennemis dans le milieu psychanalytique. Cet univers labyrinthique, atomisé au fil des décennies par une série de scissions, de brouilles, de luttes d'influence féroces... et de phénomènes de transferts mal résolus, retrouve à grand-peine, ces temps-ci, quelques repères. Mais l'ombre portée du « père » (Lacan) trouble encore plus d'un esprit : ressentiment ou nostalgie ; quelquefois les deux mêlés.

S'il n'était présent que comme un label ou sous les espèces alternées d'hostie perpétuelle ou de cigne prolongée pour analystes en mal d'on ne sait qui, d'on ne sait quoi, l'intérêt de l'œuvre de Lacan serait assez limité. Il n'en est rien, heureusement. D'une part, l'évaluation et l'exploitation théorique de ce travail singulier, étalé sur près d'un demi-siècle, n'en est au fond qu'à ses débuts.

Mais de plus, toute plongée, même « profane », dans le texte et le contexte d'un, et mieux encore, puisque l'occasion rare en est aujourd'hui offerte, de deux Séminaires, éclaire à plus d'un titre l'histoire culturelle française de la seconde moitié du vingtième siècle.

Une décennie capitale

Plus précisément, le *Transfert* (1960-1961) et l'*Envers de la psychanalyse* (1969-1970) bornent une décennie capitale pour la perception de Lacan et de son œuvre, pour l'évolution de la psychanalyse en France. En septembre 1960, deux mois avant le début du séminaire consacré au transfert, à ce lieu, à Bonneval, un colloque sur l'inconscient dont Jacques Lacan a été le centre et sa pensée, le principal sujet. « C'est le moment », dit le psychanalyste Serge Leclair, où a lieu la première reconnaissance de fait du travail de Lacan dans l'ensemble du mouvement analytique. Quelque chose d'un interdit implicite s'est levé au cours de cette réunion.

Le médecin-psychanalyste snob et brillant qui agace et fascine à déjà une réputation, encore cantonnée à des cercles restreints, médicaux, littéraires ou intellectuels. Une réputation et une œuvre menées de pair avec l'exercice de la psychanalyse.

Pourquoi aller écouter Lacan ? Pourquoi chercher à être de ces quatre-vingts à cent personnes que, chaque mercredi, dans un petit amphithéâtre de l'hôpital

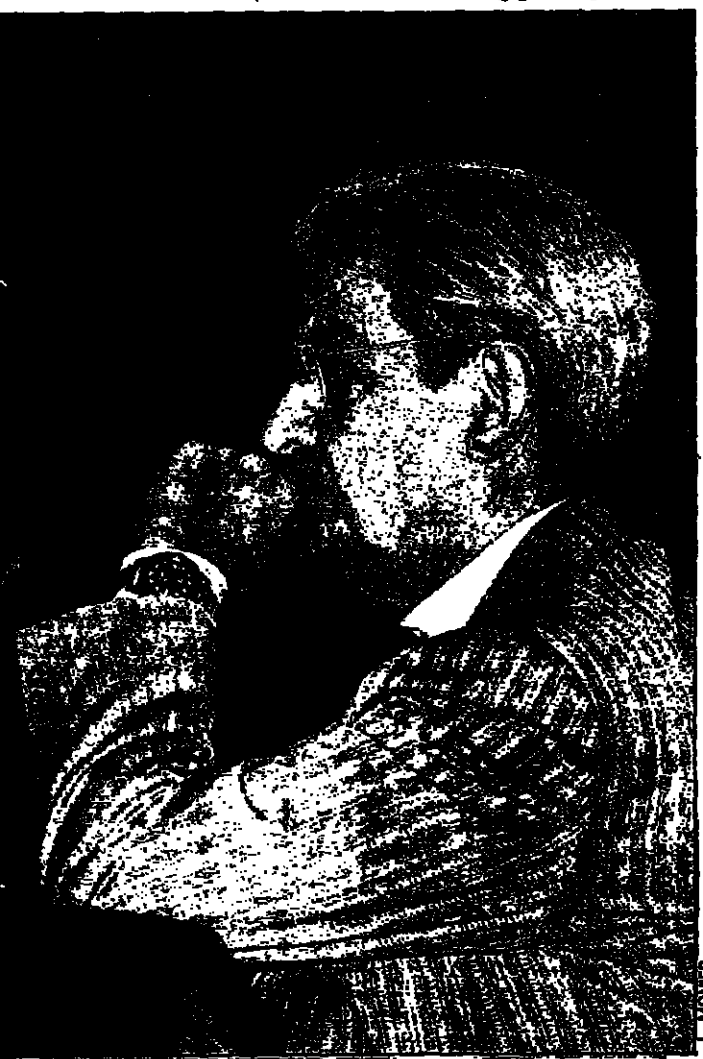
Sainte-Anne, il captive et déroute ?

Comme c'est le cas depuis 1953, une génération nouvelle d'internes en psychiatrie, que l'enseignement officiel sclérosé laisse indifférente ou ennue, vient goûter une saveur intellectuelle insolite : un zeste de radicale nouveauté, un brin d'hermétisme et de préciosité, mais surtout des kilos de freudisme dépoussiéré, arraché à la gangue des œuvres lieux communs et de culture éclectique toujours brillamment convoquée. Il y a là tous ceux, ou presque, qui comptent plus tard dans la psychanalyse française : Jean

ment découragés par la formalisation du propos, commencée de longue date et qui finira par devenir extrême. Jusqu'au bout : jusqu'au Lacan terriblement marqué par l'âge, venu des splendeurs de la parole, échoué aux confins de l'aphasie.

La grande affaire

Ainsi va ce qui fut sans doute la grande affaire de la vie de Lacan, ce Séminaire qu'il préparait toute la semaine, même en écoutant ses analysants. Prenons-le aussi, sans irrévérence, comme une gigantesque tenta-



Jacques Lacan : entre paradoxe et équivoque.

Laplanche, Jean-Bertrand Pontalis, Serge Leclair, beaucoup d'autres.

Une parole inspirée

Poussés par Lacan ou de leur propre chef, nombreux sont - déjà ! - ses patients qui viennent aussi chercher là des interprétations, une parole dont il est plus qu'avare lorsqu'ils sont sur son divan (Jean Laplanche : « Il déversait l'interprétation dans le Séminaire »). Quelle parole, au demeurant ! « Inspirée et inspirante » se souvient encore J. Laplanche, et J.-B. Pontalis parle d'« une forme orale inouïe et singulière, avec tout ce que cela pouvait avoir d'irritant et de fascinant ». Impossible pour lui de décrire complètement le côté « initiatique, les effets de suspens, l'art de ne jamais conclure (...), ce qu'il y avait de flamboyant, d'insaisissable, de plus énigmatique ».

Pontalis, qui, avec Laplanche et Leclair, fait à l'époque passer dans les *Temps modernes* le message lacanien et tente en vain de provoquer l'hypothétique jonction intellectuelle Sartre-Lacan, ne tardera pas à s'éloigner, avec et avant bien d'autres, des eaux lacaniennes : « Je commençais modestement ma pratique. L'écart entre ce que j'avais entendu de Lacan et ce que je rencontrais dans mon expérience naissante était grand. C'était presque sans rapport. Je ne pouvais rien en faire ». Du Séminaire comme « phénomène massif de séduction, de fascination », il se détache donc par refus du « rôle de servitude volontaire », dévoué selon lui à l'auditoire.

Ces réactions disent toute l'histoire du Séminaire et de ses perceptions contrastées, parfois chez une même personne. Mais il faut le dire aussi : les auditeurs de Lacan seront un certain nombre à suivre le Séminaire jusqu'au bout ou presque, nulle-

tive de captatio benevolentiae de toute l'intelligentsia française : le philosophe Alexandre Kojève, qui exerça sur lui une forte influence ; l'anthropologue Claude Lévi-Strauss à qui il emprunta ou crut emprunter peu encore que ce que ses homologues appuyés à l'auteur des *Structures élémentaires de la parenté* donnaient à penser ; le philosophe Maurice Merleau-Ponty, mort en 1961. On lit du reste cette phrase étrange, ou symptomatique, dans l'éloge funèbre par lequel s'ouvre la séance du 10 mai : « C'est de visées différentes que nous nous trouvons l'un et l'autre en posture d'enseigner. Il avait toujours voulu enseigner, et je puis dire que c'est bien malgré moi que j'occupe cette chaire ».

Or, Jacques Lacan avait, à l'évidence, une passion compliquée pour cet enseignement (même irréductible à ce terme). Au point d'avoir cherché, parmi tant d'autres formes de reconnaissance, à tenir le plus officiellement du monde son Séminaire (trois ans avant le *Transfert*), dans le cadre de l'Ecole des hautes études. Et le Séminaire commencé à Sainte-Anne le conduira, d'éviction en éviction, à l'Ecole normale supérieure de la rue d'Ulm, puis à la faculté de droit du Panthéon. Non sans que le hasard lui ménage une « posture » d'enseignant qu'il ne dédaignait pas, en dépit de ses dénégations théoriques.

Le Séminaire de 1960-1961, ample introduction à « la grande énigme de l'amour de transfert » qui s'ouvre par un vaste et étonnant commentaire du *Banquet* de Platon, continue à susciter beaucoup d'interrogations et de critiques. Il s'agit, il est vrai, d'une notion à la fois décisive et particulièrement complexe de la psychanalyse. Pour les uns, Lacan échoue en ne se préoccupant pas du « transfert négatif ». Pour Jean Laplanche, « le trans-

fert n'est pas référé à la situation infantile chez Lacan. Il a marqué la théorie de la séduction qui suppose la relation adulte-enfant ». Pour Patrick Guyomard, issu de la génération venue à Lacan et à la psychanalyse autour de 1968, le Séminaire de 60-61, moins décisif que ceux consacrés dans la même période à l'angoisse et à l'identification, n'entre pas dans « la question de la parole de l'analyste que met en jeu le transfert » et laisse entier le problème de l'analyse « réussie », celle dont « les résultats subsistent une fois les effets du transfert disparus ».

De la guerre d'Algérie aux lendemains de mai 68, de l'auditoire restreint de Sainte-Anne aux foules du Panthéon (près d'un millier d'assistants en moyenne), des scribes méticuleux à la forêt de micros de magnétophones, du *Transfert* à l'*Envers de la psychanalyse*, que de changements ! Jacques Lacan, exclu en novembre 1963 de la Société française de psychanalyse, a fondé, sept mois plus tard, l'Ecole freudienne de Paris. Autour de lui, les départs se sont multipliés. Comme s'il voulait exorciser son échec auprès de ceux à qui il s'adressa longtemps exclusivement, l'artisan vieillissant du « retour à Freud » en appelle, non sans amère ironie parfois, à un public considérablement élargi.

La psychanalyse fait son entrée à l'Université (Vincennes), à l'instigation de Michel Foucault. L'histoire chaotique du département psychanalytique de Vincennes prendra bientôt l'allure fautive d'un lacanisme conquérant sous lequel percent en fait les premières manifestations du « millénisme ».

Marchandise culturelle

Le maître, qui précisément déçoit, cette année-là, les « quatre discours » (discours du maître, discours universitaire, discours de l'hystérique et discours de l'analyste), théorise (sans le savoir ?) la spirale de son échec : sa parole inspirée des débuts est en train de se muer en discours du maître ; son « enseignement » si singulier d'analyste-analysant se mue insensiblement en dogme obscurci par le recours aux formules de type algébrique ; l'hystérisme du discours va ravager une partie des disciples. En même temps, le paradoxe de Lacan est à ce moment aussi éclatant que l'équivoque qui commence à lui coller à la peau est terne : beaucoup de jeunes viennent à lui, qui comptent parmi les endeuillés les plus sin-

cières, dix ans plus tard. Par plus d'un aspect, on voit aussi un Lacan dans le siècle aussi intimentement que dans les années 30. Il parle sans complaisance ni démagogie aux « révolutionnaires » post-soixante-huitards qui le rudoient à Vincennes où le Séminaire s'est transporté pour des « impronptus » : « La contestation me fait penser à quelque chose qui a été inventé un jour, si j'ai bonne mémoire, par mon défunt ami Marcel Duchamp : « le célibataire fait son chocolat lui-même ». Prenez garde que le contestataire ne se fasse pas chocolat lui-même ».

L'équivoque, encore : que sont les quatre discours examinés dans l'*Envers de la psychanalyse* s'ils ne sont référés à leurs effets qui, en retour, les informent et les modifient ? L'acte psychanalytique peut-il être assimilé, comme le laisse entendre le Lacan de la dernière période, à de purs effets de modifications de structures ?

Le paradoxe, toujours : une partie - une partie seulement - du destin de Lacan. L'accession embarrassante au statut de marchandise culturelle s'esquisse au début des années 70 et il en parle lui-même, comme de lui-même : « Nous sommes de plus en plus familiers avec les fonctions d'agent. Nous vivons à une époque où nous savons ce que cela véhicule, du toc, de la publicité, des trucs qu'il faut vendre. Mais nous savons aussi que c'est avec ça que ça marche, le point où nous en sommes de l'épanouissement du paroxysme, du discours du maître dans une société qui s'y fonde ».

Il y reviendra quelques années plus tard, au cours d'un entretien radiophonique : « Ce qu'on appelle un fait de culture, c'est en somme un fait commercial. Je parle de publications, cela n'a absolument rien à faire avec l'analyse, on peut en passer autant qu'on voudra de ces colloques, de ces piles, de ces entassements de productions diversement littéraires, c'est ailleurs que se fait le travail, il se fait dans la pratique analytique ».

Cette insistance de Jacques Lacan à renvoyer - à se renvoyer ? - à l'« ailleurs » de l'analyse fera goûter les Séminaires pour ce qu'ils sont : la trace malgré tout flamboyante d'un long combat de psychanalyste divisé par le paradoxe glorieux et l'équivoque triviale qui l'habitaient.

Michel Kajman

(1) Le Monde du 15 février.

Jean-Philippe Domecq

ANTICHAMBRE

«Domecq est un de ces très rares écrivains de sa génération à faire vieillir tout le reste de ce qui se publie (...). Il est vraiment un contemporain capital.»

Jacques-Pierre Amette / Le Point

«Comment un homme ordinaire tombe dans le gouffre... Un roman vraiment très réussi.»

Bernard Rapp

Quai Voltaire



Les femmes et l'histoire

Les deux premiers volumes de l'Histoire des femmes mettent en lumière l'aggravation de la condition féminine

HISTOIRE DES FEMMES

sous la direction de Georges Duby et Michelle Perrot.

T. I. L'Antiquité

sous la direction de Pauline Schmitt Pantel, 479 p., 320 F.

T. II. Le Moyen Âge

sous la direction de Christiane Klapisch-Zuber, 476 p., 320 F. Ed. Plon.

Les directeurs sont deux : un homme et une femme. Michelle Perrot, qui, dès 1973, inaugurerait à l'université Paris-VII un cours sur l'histoire des femmes, et Georges Duby, qui, depuis 1980, lui consacre son séminaire et son cours du Collège de France. Cinq volumes chronologiques sont annoncés, tous dirigés par des historiens. Deux sont parus : trois hommes et huit femmes ont participé à celui sur l'Antiquité, trois hommes et dix femmes à celui sur le Moyen Âge. C'est assez dire que statistiquement les femmes ont pris leur histoire en main.

Mais ces historiennes savent bien, comme prévient Pauline Schmitt-Pantel dans l'introduction du volume sur l'Antiquité, que « l'impudence des féministes ne sera pas apaisée », car le propos des auteurs est d'écrire une histoire du rapport entre les sexes plutôt qu'une histoire dominée par celle des hommes. Ce que précise Christiane Klapisch-Zuber en tête du volume médiéval : « L'histoire des femmes a donc pour tâche première moins de retourner une problématique, comme un miroir, que d'introduire d'autres angles de vue et de changer les perspectives ».

Et les auteurs se réfèrent à la notion, explorée par les historiens anglo-saxons, de *gender* (en français : « genre »), le genre étant une division des sexes socialement imposée qui transforme mâles et femelles (biologiques) en « hommes » et « femmes » (sociaux et culturels). Et l'idée neuve qui gouverne ces deux volumes est que « la différence des sexes et les relations qu'ils entretiennent interviennent dans le jeu social

dont ils sont création et effet, en même temps que moteur ».

Le lecteur doit savoir que des efforts théoriques lui sont souvent demandés dans ces ouvrages sans complaisances ni concessions aux facilités polémiques. Il en est récompensé par le goût de l'écriture qui habite bon nombre des auteurs : on n'écrit pas sous la direction de Georges Duby sans se soucier d'un plaisir du texte accordé à une recherche authentique.

Dieu au féminin

L'Antiquité a un féminin pour le mot dieu : déesse. Les monothéismes dominants nous l'ont fait oublier. Dans l'examen des modèles féminins du monde antique, un premier article pose la question : qu'est-ce qu'une déesse ? La déesse Artémis ne peut pleurer la mort du jeune Hippolyte parce qu'en elle le dieu, qui fuit la souffrance des humains, prime le féminin auquel, dans le monde des hommes, les larmes sont étroitement associées. Déesse ne serait donc que grammaticalement le féminin de dieu. Une déesse n'est pas une femme, et décidément la condition féminine n'existe que chez les humains.

Autre modèle féminin caractéristique de l'Antiquité et qui a conservé une forte prégnance : celui du droit romain. La division des sexes n'y est pas d'abord constatée : elle y est très savamment élaborée. Les femmes ne sont pas exclues d'un monde étranger parce que masculin, mais c'est leur relation aux hommes, dans un droit qui institue leur rencontre avec eux, qui les place en inférieures. La femme ne transmet rien à ses enfants, ni patrimoine ni citoyenneté : elle n'a avec eux qu'un lien de nature. La puissance paternelle, au contraire, est un lien de droit qui se substitue au lien de nature qui ne suffit pas à la paternité. Dès lors, l'intransmissibilité par les femmes n'est pas affaire de parenté biologique, mais d'organisation juridique qui se superpose à la parenté et, d'une certaine façon, la dissimule.

Après ces lumineuses, mais parfois rudes, démonstrations, un cahier abondamment illustré sur les femmes figurées ne vient pas imaginer le propos mais construire, lui aussi, une démonstration à partir d'une approche systématique des représentations de mariages, de scènes funéraires ou de modèles mythiques peints sur les vases athéniens des sixième et cinquième siècles.

Des modèles, une seconde partie fait passer aux rituels et aux pratiques de femmes. On ne trouvera pas ici une vie quotidienne dans l'Antiquité, mais une attention aux pratiques sociales et aux pratiques du corps indissociablement liées : puberté, sexualité, procréation, mariage, célibat, etc. Dans une perspective résolument anthropologique, un premier chapitre sur le mariage en Grèce archaïque et classique en recherche le principe organisateur et le trouve dans le don gracieux d'une femme et d'un certain nombre de biens qui lui sont attachés. Pandore est donc gracieusement par les fils de Zeus à Prométhée et elle arrive porteur de dons gracieux (en l'occurrence la fameuse boîte) dans la maison de son époux. Dans le mariage, processus central de reproduction des cités, tout se joue en dehors des femmes.

Dans la procréation se none l'essentiel du destin féminin. Une étude sur la politique des corps entre procréation et continence à Rome montre le constant danger de mort pour les femmes, parfois mariées avant douze ans, lié aux accouchements (ou aux avortements). Après trois enfants, les femmes sont « dégoûtées de l'amour », selon Aristote, et s'en abstiennent si elles appartiennent aux strates supérieures de la société, laissant à d'autres, esclaves et concubines, les fonctions de reproduction et de plaisir à donner aux hommes. Sous l'Empire, néanmoins, apparaît une conception plus élevée du mariage légitime, contestant l'arrangement social précédent. Les épouses redevenaient l'objet principal des désirs des maris et courent à nouveau les risques mortels jadis



laissés à d'autres. Le christianisme valorise la continence des femmes et promeut une si haute idée du mariage que l'avortement, considéré comme le signe et le résultat de l'adultère, devient plus grave que le meurtre ou le viol des esclaves. Il s'agit, comme dans la loi romaine, de protéger le mariage légitime. Le culte était à Rome

une affaire d'hommes, mais l'univers sacré ne peut ignorer tout à fait les femmes : elles seules possèdent certaines clés qui commandent au renouvellement de la vie et donc à la perpétuation de la cité. Comme Pandore parée pour séduire et tromper les hommes, les femmes sont la fascination et l'angoisse de l'homme romain.

Les femmes sont écartées du culte civique, d'où la tentation pour elles des temples suburbains et des dieux étrangers, en particulier celui dont les adeptes venaient d'Israël. Le christianisme oscille entre la condamnation des femmes avec Eve et leur exaltation avec Marie. Il introduit des fonctions sociales femi-

« Dans le regard des hommes »

Un entretien avec Michelle Perrot, Pauline Schmitt Pantel et Christiane Klapisch-Zuber

C'est au printemps de 1987 que l'éditeur italien Laterza, après une conversation avec l'historien français Jacques Le Goff, eut l'idée de demander à une équipe française de diriger une Histoire des femmes en Occident. « Il en parla à Georges Duby », explique Michelle Perrot. L'Histoire de la vie privée, qu'il avait dirigée, connaissait un grand succès. Séduit par le projet, Duby prit contact avec moi. Personnellement, je n'étais pas enthousiaste. Mais j'ai décidé d'en débattre avec l'équipe d'un séminaire informel auquel je participe depuis longtemps et qui s'intéresse à l'histoire des femmes ».

« Nous avons d'abord pensé beaucoup de mal de ce projet, indique Pauline Schmitt Pantel qui a dirigé le volume consacré à l'Antiquité. Nous n'étions pas persuadés qu'il fallait faire une histoire des femmes. Notre objection principale était la crainte de s'en tenir à une histoire des « femmes importantes » et de tomber dans les poncifs habituels. Ce qui nous intéressait, c'était de tenter une histoire du masculin et du féminin. L'idée de l'éditeur était de faire des livres, non pas sans doute pour le très grand public, mais pour un public éclairé dépassant, en tout cas, celui des « chers collègues », nous voyions assez mal comment entreprendre pour un tel public cette histoire du masculin et du

féminin. Puisque nous sommes au cœur de ces problèmes-là ».

Les éditeurs italiens ont eu raison de ces hésitations. Ils ont donné carte blanche à l'équipe qui s'est constituée autour de Georges Duby et Michelle Perrot. C'est ainsi que sont nés les cinq volumes de cette Histoire des femmes en Occident, dont la publication a commencé à l'automne 1990 en Italie : l'Antiquité, sous la direction de Pauline Schmitt Pantel ; le Moyen Âge avec Christiane Klapisch-Zuber ; le Monde moderne, 16^e-18^e siècles avec Natalie Zemon Davis et Arlette Farge ; le 19^e siècle avec Geneviève Fraisse et Michelle Perrot ; le 20^e siècle avec Françoise Thébaud. En Italie, les premiers volumes ont déjà trouvé quelque vingt-cinq mille lecteurs et huit traductions sont en cours.

Le rapport masculin-féminin

Le résultat de cette grande entreprise, à laquelle ont participé soixante-douze personnes (1), est, selon Michelle Perrot, « la première histoire globale des femmes en Occident. On cite toujours Pierre Grimal qui, il y a vingt ans, a donné une Histoire de la femme. Cela n'a rien à voir. Notre travail est problématique. Nous avons vu les femmes en fonction des hommes, dans le regard des hommes. Nous nous sommes limités à l'Occident en tenant

d'incorporer, quand il y a lieu, aux États-Unis par exemple, le contact entre femmes occidentales et femmes d'autres cultures. Mais cet aspect là, nous en avons conscience, est insuffisant dans notre travail ».

« Le titre, Histoire des femmes en Occident, n'est pas très adapté à ce que nous avons voulu faire, précise Christiane Klapisch-Zuber, mais nous n'en avons pas trouvé de meilleur. « Une histoire des femmes » nous aurait assez plu, mais sans doute les éditeurs trouvaient-ils que cela jetait une certaine suspicion sur le projet. « Histoire des femmes » est plus neutre. L'essentiel est d'échapper à « L'Histoire des femmes » ou, pire, « L'Histoire de la femme ». Mais, de notre point de vue, c'est très exactement « Une histoire des femmes occidentales » qui examine le rapport masculin-féminin, s'interroge sur cette longue durée de dévalorisation du féminin et, en même temps, sur la recomposition constante que l'on constate du rapport homme-femme ».

Une autre singularité de ces livres est leur part iconographique. Selon Pauline Schmitt Pantel, « on a refusé de simplement illustrer les livres, de mettre des images qui ne viendraient que scander le texte. Dans chaque volume, on a confié à un spécialiste des images une réflexion sur les représentations de femmes. Un chapitre traite pour

chaque période de cette question. Le document photographique est traité vraiment comme un matériau et non pas comme un artifice de mise en page ».

« Le refus des stéréotypes »

« Ce travail a été mené sans concession, dans le refus constant des stéréotypes, conclut Michelle Perrot. Il fallait accepter l'idée que les civilisations occidentales ont été soumises à la domination masculine. Même les hommes qui ont écrit avec nous étaient d'accord là-dessus. » « Nous avons tenté de montrer à nos collègues historiens qu'il y avait là une problématique sérieuse : peut-on se permettre de continuer à écrire une histoire globale sans tenir compte de la problématique développée par cette histoire des femmes en Occident ? » Reste à savoir si la France, où les éditeurs se sont montrés plus frileux qu'en Italie, saura faire à cette première Histoire des femmes occidentales le même accueil que sa voisine latine.

Propos recueillis par Josyane Savigneau

(1) 60 % des collaborateurs sont des Français. 75 % sont des femmes, non par volonté d'exclusion des hommes, disent les auteurs, mais parce que, depuis vingt ans, ce sont surtout des femmes qui se sont intéressées à ces questions.

Excessives comme

Suite de la page 29

L'étude de ces estampes permet à l'historienne d'affiner son analyse de la représentation de la femme en distinguant trois niveaux de production et de diffusion culturelle : l'estampe savante, en taille-douce, produite par l'élite artistique et notamment par les graveurs de l'école de Fontainebleau et dont l'influence esthétique se prolongera jusqu'au règne de Louis XIII ; l'estampe bourgeoise, celle du livre d'Heures et de la grande imagerie morale et religieuse, produite à Paris et surtout à Lyon, carrefour des influences culturelles française et italienne ; l'estampe populaire enfin, celle des affiches, des feuilles volantes, des bulletins d'actualité et des « imagiers en papier » de la rue Montorgueil qui, tout en imitant, en adaptant et en diffusant l'art savant et ornemental, reflètent l'idéologie du milieu de petits boutiquiers dans lequel elles étaient fabriquées.

Opposition manichéenne

Ce qui ressort de la patiente et pénétrante lecture de Sara Matthews Grieco, du traitement statistique de ces milliers d'images, de leur classement thématique, de l'évolution de cette imagerie tout au long du XVI^e siècle va sensiblement à contre-courant de l'idée que nous nous faisons de l'image de la femme de la Renaissance ; image dont le lustre doit beaucoup à ce que l'auteur nomme « les femmes alibis », les Louise Labé, Marguerite de Navarre ou Catherine de Médicis, dont la célébrité ne renseigne en rien sur

la condition réelle des femmes de leur époque.

Certes, les choses bougent, mais pas dans le sens où on les attendrait, et l'on est bien loin de cette émancipation allant parfois jusqu'à l'égalité des sexes qui caractériserait une révolution humaniste. Tout d'abord, globalement, l'appréhension de la féminité, telle qu'elle apparaît dans l'imagerie, demeure négative. De très nombreuses gravures sont composées autour de l'opposition manichéenne de l'homme et de la femme, du solaire et du lunaire, de la lumière et des ténèbres, de l'esprit et du corps, de l'ordre et du chaos. La femme, surtout dans l'imagerie populaire, demeure un élément de trouble, un passage incertain de l'humanité à l'animalité.

Lorsqu'une évolution apparaît, elle consiste pour l'essentiel à exalter la féminité selon deux accidents : la virginité et la maternité. Là, la femme apparaît comme supérieure à l'homme. Elle sert de personification idéalisée à toutes les vertus, aux sciences, aux arts, à la vérité, à la foi, à l'abondance, à la vie, à l'héroïsme même. A la symbolique déjà très riche du Moyen Âge s'ajoute une foule de personnalités féminines positives empruntées à la mythologie gréco-romaine. Mais il ne s'agit jamais de femmes réelles, contemporaines ; comme si les vertus féminines appartenaient soit au domaine des idées quasi abstraites, soit à un temps reculé où les femmes n'étaient pas ce qu'elles sont devenues.

Les femmes réelles, celles du temps présent, celles de la vie quotidienne, ne ressemblent ni à

face à face

de l'Antiquité

Malgré ces choses, l'histoire des femmes en Occident est une œuvre majeure. Elle ouvre de nouvelles perspectives de recherche et de réflexion. Elle est une invitation à regarder les femmes dans le regard des hommes, à comprendre leur place dans la société et dans la culture. Elle est une œuvre qui mérite d'être lue et discutée.

Le mariage est une institution sociale qui a évolué au cours des siècles. Il est une source de tensions et de conflits, mais aussi de stabilité et de continuité. Il est une manière de structurer la société et de transmettre les valeurs d'une génération à l'autre. Il est une partie essentielle de l'histoire des femmes et de la culture.

des images

Ces personnages, ces images, ces représentations, elles sont toutes liées à la condition des femmes. Elles nous montrent comment les femmes ont été perçues, représentées, et comment elles se sont représentées elles-mêmes. Elles nous permettent de comprendre la complexité de leur existence et de leur rôle dans la société.

Déraper

Basile. Une route. Le dérapage. L'Angleterre. Si laide. Si belle. Le monde, les autres, le passé. Déraper.

سكز ابن زكحل

face à face

de l'Antiquité au Moyen Age

nines pour les veuves ou les diaconesses et reconnaît aux femmes un rôle important dans la transmission de la foi. A la veille de son martyre, sainte Perpétue, dans un rêve, combat un gladiateur (un homme) dont elle triomphe aux applaudissements de la foule. En s'éveillant, elle comprend qu'elle va maintenant avoir à affronter le diable.

Le Moyen Age chrétien n'allait pourtant pas, loin s'en faut, modifier radicalement les rapports sociaux entre les sexes. Ce sont les hommes encore qui parlent et qui écrivent, des clercs et des moines qui, par leur statut, se refusent à la société des femmes. Le volume sur l'Antiquité s'était ouvert sur les déesses, celui sur le Moyen Age s'ouvre avec les saintes : entre les figures emblématiques d'Eve et de Marie, qui portent l'une la mort et l'autre la vie, grandit, à la fin du onzième siècle, celle de Marie-Madeleine, la pécheresse repentie et rachetée.

Châtier les corps

Malgré cette ouverture, le discours cléricel misogynne est rejoint par le discours médical. Par Eve, et d'abord par son sexe, sont entrés dans le monde la mort, la souffrance et le travail pénible. Il convient donc de châtier les femmes et leur corps, qui doit être orienté uniquement vers la reproduction. Le plaisir ne leur est concédé que dans la mesure où la médecine avance qu'il produit chez elles un sperme féminin nécessaire à la conception.

Les choses s'aggravent avec la redécouverte d'Aristote, chez qui l'on va trouver la justification théorique de la faiblesse « naturelle » de la femme, de sa nécessaire soumission à l'homme, de son exclusion de la vie publique et de son confinement au domestique. Les préceptes traduisent de tempérance et de chasteté, d'humilité et de silence. Et le législateur combat les vêtements et les parures par lesquels les corps féminins rappellent trop ce qu'ils sont : des instruments de perdition.

Le mariage est un moment rituel de la vie des femmes : s'y

croisent les contraintes du milieu et la fonction assignée aux femmes dans la reproduction de la société. Mais il est le lieu de stratégies avant tout masculines, même s'il devient le lieu aussi de réflexions théologiques ouvrant la possibilité d'une expression de la volonté des femmes.

Pas de promotion féminine en revanche par le travail : quand des femmes accèdent au travail artisanal à la fin du Moyen Age, c'est dans la production de marchandises de qualité inférieure.

Pas de promotion féminine non plus dans l'amour courtois, jeu dont les hommes sont les maîtres, qui, au contraire, raffermis les rapports de soumission des femmes aux hommes en les purifiant de leurs à-côtés perturbateurs. Pourtant, ce jeu d'hommes, amène ceux-ci à modifier leur regard sur les femmes et à les relever parfois de leur abaissement.

Et des voix de femmes parviennent à se faire entendre au Moyen Age. Voix prestigieuses d'abbesses, de reines ou d'impératrices dans le haut Moyen Age. Voix venues de tous les milieux après le treizième siècle, littéraires et de plus en plus mystiques, dont les hommes se méfient jusqu'à les condamner à mort, mais qui manifestent que les modèles masculins de la femme peuvent être contestés et refusés.

« Une histoire des femmes est-elle possible ? » (1) interrogeait une partie des mêmes auteurs il y a sept ans. La réponse est, définitivement : oui. Mais à la condition, parfaitement remplie ici, de sortir de l'histoire des femmes pour l'insérer dans une histoire des relations entre les sexes. La bonne question serait alors plutôt : une histoire sans les femmes est-elle possible ? Ainsi posée, tout le monde répondra non. Mais ces deux beaux volumes sont une provocation aux historiens – et aux historiennes –, à tous les amateurs d'histoire en tous cas, à ne pas écrire ni penser l'histoire en faisant abstraction de la moitié de l'humanité.

Michel Sot

(1) Sous la direction de Michelle Perrot, éd. Rivages, 1984.

des images

ces personnages poétiques, diaphanes ou héroïques, que chantent les poètes dans la tradition néo-platonicienne, ni à ces fortes ressemblances de vertu et de piété que sont les vierges, les madones ou ces femmes « à part » que sont les nonnes. Les femmes, disent les images, sont des créatures excessives : elles ne connaissent pas le juste milieu : lorsqu'elles ne sont pas des anges, ce sont des diaboliques, des filles d'Eve toujours attentives à la séduction du démon. Si l'imagerie savante destinée à la culture des élites insiste davantage sur les qualités esthétiques du corps féminin, sur la beauté, sur la douceur, sur le rôle apaisant de la femme gardienne du foyer, les gravures citadines dénoncent au contraire, avec une

virulence qui ne s'apaise pas avec le siècle, la femme luxurieuse, envieuse, vaniteuse, cupide, violente, gloutonne, paresseuse, véritable cauchemar de l'homme – et notamment de l'époux – facteur permanent de désordre social et de dégradation morale.

Les hommes, de toute évidence, ont peur des femmes, comme ils ont peur de la nature. En haut de l'échelle sociale, on tente de répondre à cette peur par l'appropriation, l'idéalisation, la tutelle morale ; ailleurs, c'est l'état de guerre qui domine. L'homme de la Renaissance part à la conquête du monde dans un total sentiment d'insécurité : il vient de se découvrir, à l'intérieur, un adversaire qu'il n'est plus certain de pouvoir dominer.

Pierre Lepape

NORBERT ELIAS PAR LUI-MÊME

traduit de l'allemand par Jean-Claude Capelle, Fayard, 186 p., 89 F.

LA SOCIÉTÉ DES INDIVIDUS

de Norbert Elias.

Traduit de l'allemand par Jeanne Etoré.

Avant-propos de Roger Chartier, Fayard, 301 p., 120 F.

L'ÉTÉ dernier, un sociologue hors du commun, un penseur d'une rare vigueur disparaissait sans provoquer un grand remue-ménage nécrologique. Norbert Elias (1897-1990) venait de presque accomplir sa traversée du siècle, dans les turbulences et les épreuves, sans avoir jamais renoncé à la réalisation d'une ambition précoce : « contribuer au savoir de l'humanité ». Il y parvint, envers et contre tout, bien que la reconnaissance de son œuvre ait été tardive ; et notamment celle de son ouvrage majeur qui traite du « procès de civilisation » en Occident (1). Il s'est imposé à diverses reprises de marquer un arrêt, d'expliquer son cheminement, de préciser sa pensée et de clarifier ses concepts. Aujourd'hui, la publication conjointe d'une biographie (« par lui-même ») et d'un ensemble théorique, composé de trois textes d'époques différentes (de 1939 à 1987), place sous un double éclairage sa vie, son travail scientifique et les événements dont ils furent indissociables.

Cette histoire personnelle est aussi celle d'une éducation européenne comme il n'en est plus. Elias est fils unique dans une famille juive de Breslau (Wrocław) de « bonne société » et de culture germanique. Il en porte les espoirs, étudie la médecine et la philosophie : il atteint l'âge d'homme en ayant l'expérience de la première guerre mondiale, de la défaite, du déclin économique familial qui le conduit à travailler provisoirement dans une petite entreprise. Il reprend son parcours intellectuel à Heidelberg, abandonne alors la philosophie pour la sociologie. La ville en est le foyer le plus actif : Max Weber a été le fondateur, son frère Alfred a repris l'héritage avec moins de brillance, et Marianne, sa femme, tient un salon où les idées nouvelles sont éprouvées. Mais c'est Karl Mannheim, jeune rival de Weber, qui exerce sur Elias l'attrait le plus fort. Il le suivra d'ailleurs à Francfort en qualité d'assistant officieux, et il y devient responsable du célèbre Institut de recherches sociales.

Les notes biographiques livrent son témoignage sur l'Allemagne des dernières années 20 et des premières années 30. Sur l'effervescence culturelle, la fécondité créatrice durant la République de Weimar. Sur le glissement vers la droite, l'aigreur presque fanatique des classes moyennes et supérieures, la montée de la violence armée, qui entraînent l'effondrement de l'État et la progression du pouvoir hitlérien. La « conscience qu'une catastrophe allait survenir » se forme cependant avec retard. En 1933, Mannheim, pourtant décapité de tous les vernis idéologiques, effaceur des apparences et des illusions, affirme encore que « toute cette histoire avec Hitler ne durera pas plus de six semaines ».

C'EST cette même année que Norbert Elias choisit l'exil ; conscient du danger montant et assuré quant à sa « mission » : travailler à une connaissance de la société « aussi réaliste que possible », faire du sociologue un « chasseur de mythes », refuser les idées dominantes, les modes, et



Norbert Elias chasseur de mythes

parvenir à « voir des relations que d'autres ne voient pas ». Commence l'errance à la recherche d'un lieu de travail, en Suisse, en France, puis en Angleterre, où Elias s'établit pour une période de quarante ans. Non seulement, il y rédige son livre le plus important – « ont considérés le « procès de civilisation » de l'homme occidental et son rapport aux mutations du pouvoir – mais il y multiplie les relations avec les milieux psychanalytiques, fait une analyse individuelle et pratique l'analyse de groupe. Son équipement théorique s'en trouve marqué, comme la certitude que le problème de l'« identité individuelle de l'homme » doit être une préoccupation centrale.

Ce n'est qu'en 1954, à l'université de Leicester, qu'il accède à l'enseignement de la sociologie ; il tirera de son cours d'introduction à la discipline un ouvrage où il précise sa position : « Qu'est-ce que la sociologie ? Huit années plus tard, la retraite lui donne la possibilité d'une mobilité cette fois volontaire (« Je suis un voyageur », dit-il). Il est un temps professeur au Ghana et trouve là une « expérience indispensable », un « autre éclairage ». Il retourne en Angleterre, est invité aux Pays-Bas et en Allemagne, puis il partage sa vie entre Amsterdam où il mourra et le Centre de recherches interdisciplinaires de Bielefeld. C'est une période de travail acharné qui affirme la continuité de la pensée, c'est aussi celle de la consécration.

LA Société des individus, ouvrage triptyque précédé d'un éclairant avant-propos de Roger Chartier, est celui qui permet le mieux d'apprécier l'ampleur et l'ambition de l'œuvre. Par reprises successives, les refus sont nettement formulés. Refus d'une philosophie

qui postule la séparation du sujet, qui est apriorique, réductrice de ce qui est observable dans le temps « à quelque chose d'intemporel, d'immuable ». L'insistance porte sur la variabilité historique des formes de la pensée, de la conscience de soi et de l'expérience du monde ; tout ne s'appréhende que sous l'aspect du processus, du devenir, l'homme n'est jamais « tout à fait achevé » et la société reste en état d'achèvement. Refus d'une psychologie, individuelle et sociale, dont les interrogations sont formulées comme s'il existait un « gouffre infranchissable entre l'individu et la société ». Refus par-dessus tout, obstiné et obsédant, de ce qui est cause de falsification : l'idéologie, les idéaux particuliers ou les opportunités « drapés dans le voile de la science ».

Elias oriente autrement l'entreprise du sociologue. Dès le départ, il refuse de considérer l'individu comme s'il existait en soi et la société comme « un objet existant

au-delà de l'être humain ». Ce qui est donné à voir, c'est une société des individus, des réseaux d'interrelations et d'interdépendances, des multiples imbrications des « je » et des « nous ». De là, le double rejet de l'individualisme (même « wébérien » ou méthodologique) et de son contraire, le holisme (la société, unité organique supra-individuelle). Deux notions centrales marquent la position. Celle de configuration, qui permet de penser le monde social comme un tissu de relations où s'effectue le contrôle des impulsions et des affects, où la personne entière est engagée dans des rapports à la fois d'alliance et d'affrontement. Celle d'habitus social, qui désigne l'empreinte, la « marque spécifique » partagée avec les autres membres de la société, à partir de quoi se façonnent les « caractères personnels ». Et les deux notions s'appliquent à tous les niveaux d'intégration, à toutes les échelles selon lesquelles se constituent les rapports humains.

L'APPROCHE s'effectue en termes de mouvements, de décalages et de processus sociaux « à long terme ». Tout en affirmant la nature « intégralement sociale » de l'homme, Elias souligne l'effet des tensions, des pouvoirs inégaux propres à chaque configuration ; il en résulte une marge d'exercice de la liberté, un champ de possibles ouvert aux individus. Dans la longue durée, il est identifiée une corrélation entre le processus d'individualisation et le processus de civilisation ; la montée de l'individualisme s'effectue en Occident à partir de la Renaissance, elle s'accroît – et entraîne une autre économie psychique, une autre commande des comportements individuels – avec l'avènement de l'État moderne et la différenciation toujours plus poussée et plus complexe des fonctions vers des « niveaux supérieurs d'intégration » et le pouvoir se déplace d'un niveau à l'autre. Les dépendances réciproques deviennent plus denses, avec cet effet paradoxal que les individus en acquièrent une conscience plus forte de leur autonomie.

L'œuvre est ouverte ; on ne peut, dans la brièveté, en retracer tous les cheminement ou en signaler les avancées risquées. C'est son ampleur qu'il faut souligner : la manifestation d'un devenir où les hommes sont constamment producteurs de leurs relations et d'eux-mêmes, une évolution accomplie dans une « direction qu'aucun individu ni groupe d'individus vivants n'a véritablement voulue ni décidée ». Il n'y a pas de main cachée (2).

(1) *Über den Prozess der Zivilisation* (1939) a été publié en traduction française (incomplète) en deux volumes : *La Civilisation des mœurs et la Dynamique de l'Occident*, Calmann-Lévy, 1973 et 1975.

(2) *Qu'est-ce que la sociologie ?* a été publié aux éditions Pandora en 1981. D'autres publications sont prévues en traduction française, notamment : *Investment and Detachment*, publié en anglais en 1987.

Pour l'Allemagne

ECRITS POLITIQUES

de Jürgen Habermas. Traduit de l'allemand par Christian Bouchindhomme et Rainer Rochlitz, Éditions du Cerf, 272 p., 145 F.

Politiques, ces écrits du philosophe Jürgen Habermas le sont en un sens très large. On trouve en effet, dans le recueil d'articles que viennent de publier les Éditions du Cerf, des textes de nature différente. Des essais sur Henri Heine ou sur l'architecture post-moderne, par exemple, aussi bien que des réflexions sur la crise de l'État-providence ou sur le renouveau, dans les années 80, des idéologies néo-conservatrices en Europe de l'Ouest (« nouvelle droite ») et aux États-Unis.

Les articles les plus intéressants restent cependant ceux par lesquels Habermas est intervenu dans les deux grands débats qui ont, ces derniers temps, agité l'Allemagne. Et l'intérêt premier de ces interventions, pour un lecteur français, réside dans la façon dont elles éclairent les liens profonds unissant l'un à l'autre ces deux débats : celui sur l'interprétation qu'il convient de donner aujourd'hui de la période nazie, d'une part, et, d'autre part, celui qu'ont déclenché la chute

du Mur, l'effondrement du socialisme et la réunification de la nation allemande.

A propos de la période nazie, Habermas insiste sur la nécessité morale, pour les Allemands d'aujourd'hui, de respecter cette triple exigence : ne pas oublier (alors même que tout est fait pour qu'ils oublient) ; ne pas minimiser le génocide (contrairement au projet fallacieux des historiens « révisionnistes ») ; ne pas non plus le considérer comme un événement d'exception, qui n'aurait aucune source ou ne plongerait aucune racine dans les aspects les plus douloureux de la tradition culturelle germanique.

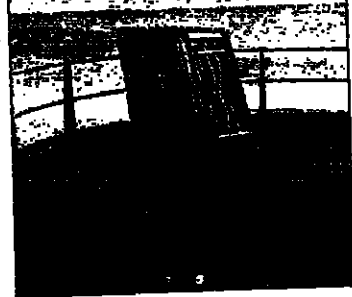
Heureusement, cette tradition est riche de bien d'autres aspects qui n'ont rien d'équivoque, et Habermas a eu raison de se dire confiant, en 1989, en l'avenir d'une Allemagne enfin réunifiée. Pourvu, toutefois, que soient pris en compte l'héritage stalinien de l'ex-RDA aussi bien que les défaillances du capitalisme libéral de l'Ouest, lequel n'a rien du modèle absolu que certains veulent y voir. Pourvu, surtout, que la confiance retrouvée – et justifiée – des Allemands en eux-mêmes ne débouche pas sur une nouvelle et irrationnelle explosion de nationalisme.

Christian Delacampagne

Dérapage.

Basile. Une route. Le dérapage. L'accident. Trop bête. L'hôpital, la douleur. L'Angleterre. Si laide. Si belle aussi. Sortie de l'hôpital. Retrouver le monde, les autres, le passé. Dérapage. Un roman de Henri-Michel Gautier.

LA TRAVERSÉE DE LA MANCHE



CRITERION

LIVRES • IDÉES
EN VITRINE

ROMANS

La violence feutrée
de Pierre Charras

« Moi, c'est personne. » Ce cri du cœur, un des rares qui échappent au principal personnage du quatrième roman de Pierre Charras, ne laisse aucun doute: Quentin Bollon n'a rien d'un héros positif. Pas d'ambition, pas d'affections, pas d'occupation. Il vit d'une rente, entre oisiveté et désœuvrement, sans autre combat à mener que, peut-être, contre l'ennui.

Et, pourtant, Pierre Charras parvient à nous intéresser au malaise de Quentin, qui traverse l'existence avec un détachement ironique, semblant passer d'un rôle à l'autre, sans jamais trouver sa place véritable. « Orphelin à deux pères », il apprend d'un mourant, par des phrases « minimales » griffonnées sur une ardoise, le secret de sa naissance: son vrai père serait l'oncle Charles, agent de change mort mystérieusement en 1929, dont il ne connaît que le portrait, « ce mensonge ovale et sépia à petites lunettes rondes retouchées au pinceau ».

Fils frustré, adulte sans projet qui se lance « de toutes ses forces à reculer dans la vie » dans le secret espoir de retrouver le « temps sucré » et somnolent des maladies d'enfance, Quentin découvre brusquement, après avoir épousé Marie aux mains de musicienne, la passion de la paternité. Leur enfant, mort au bout de quelques mois, est le narrateur présumé de ces *Mémoires d'un ange* qui commencent au moment où, bouchant la bouche, Quentin réussit, sur une plage, l'exploit de mourir en public et tout seul, pour-

tant » « ... Une fois de plus, adieu : c'est au chagrin de dire le reste », annonce, en exergue, une citation de Shakespeare. Il y a dans ce joli roman quelque peu de l'écriture, sèche, neutre, habile à débusquer les douleurs aiguës que l'on dit exquises. La violence feutrée, contenue, se trahit par un tremblement des lèvres, un battement de paupières. Et Quentin est moins un monstre d'indifférence qu'un funambule, sans cesse en équilibre, les yeux clos, entre deux vertiges.

Monique Pétillon
► *Mémoires d'un ange*, de Pierre Charras, Mercure de France, 220 p., 90 F.

Le corps torturé
de François Dolsky

La rage d'exister en dépit des blessures, la volonté de surmonter les rechutes pour échapper à l'enfer, sont au cœur de *Comme un pingouin sur la banquise*. François Dolsky, l'auteur de ce surprenant récit, n'est pas né sous l'étoile ordinaire des enfants qui marchent et courent comme si les pas ne leur étaient pas comptés. Gravement handicapé dès l'enfance, il a lutté des années durant pour se débarrasser de l'encombrante pitié des autres.

Son « pingouin » ne se veut pas un surhomme, même s'il ne résiste pas toujours au plaisir de se tresser au passage de petites couronnes. Il n'est pas non plus le narrateur détaché qui contesterait ses malheurs d'une voix froide, mais un esprit torturé dans un corps souffrant. Ces membres infirmes, pour une fois, ne sont pas masqués par une vaine pudeur ou simplement passés sous silence. François Dolsky montre à quel point il a dû com-

poser avec la chair pour s'extirper de dessous son handicap, quitte à en sortir armé de quelques griffes.

Nul angélisme dans ce récit et pas d'apitoiement inutile, ni même de considérations générales sur le sort des handicapés. En retraçant le combat d'une intelligence acérée par la douleur, l'auteur n'est sans doute pas objectif et la description de son parcours n'a rien de scientifique, mais c'est justement là ce qui fait l'intérêt de son livre. Une fois n'est pas coutume, ce « pingouin » passionné prend à revers les schémas ordinaires en rendant, un regard et une voix à l'infirmité.

Raphaëlle Rérolle
► *Comme un pingouin sur la banquise*, de François Dolsky, Babel, 258 p., 89 F.



PHILOSOPHIE

Wittgenstein
entre Weininger et Kraus

A tous ceux qui se passionnent pour les racines viennoises de l'œuvre de Ludwig Wittgenstein,

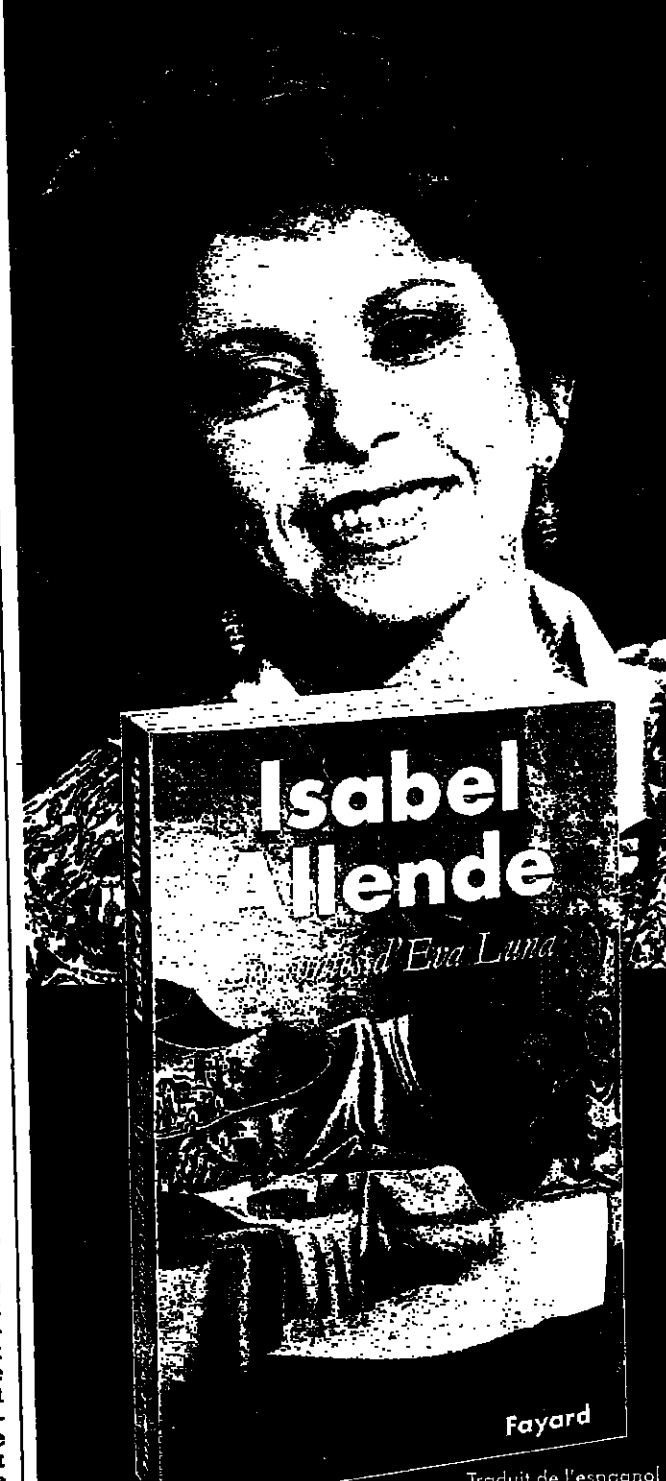
on aimerait recommander la lecture de l'ouvrage *Wittgenstein et la critique du monde moderne*, qui comporte des contributions remarquables de Christiane Chauviré, J.-P. Cometti, J. Le Rider, Aldo Gargani, Jacques Bonverasse et Ignace Verhac. Issu d'un colloque qui s'est tenu à Bruxelles sur le thème: « Tradition et rupture: Wittgenstein », cet essai montre tout ce que l'auteur de *Tractatus logico-philosophicus* (le titre fut trouvé par G.E. Moore) doit à Karl Kraus, à son pessimisme culturel, à sa défiance face à l'idée de progrès et à sa conviction que les grandes œuvres de la culture sont maintenant derrière nous.

Le rapport à Otto Weininger, ce jeune philosophe juif antisémite qui se suicida à l'âge de vingt-trois ans, est cerné par Jacques Le Rider. Ce dernier n'est pas loin de penser qu'on trouve chez Wittgenstein des traces du « Jüdischer Selbsthass », cette pathologie culturelle du juif assimilé dans une culture dominée par le discours de l'antisémitisme. Il s'attache à démontrer qu'il y a chez Wittgenstein une conception dépréciative de l'identité juive, conçue comme un obstacle, une limitation, presque comme une tare inavouée, ou spectaculairement confessée. Quant à Jean-Pierre Cometti, il trace un parallèle original entre Musil et Wittgenstein, tous deux de formation scientifique et fortement marqués non seulement par Karl Kraus, mais aussi par Oswald Spengler et son *Déclin de l'Occident*.

Roland Jaccard
► *Wittgenstein et la critique du monde moderne*, Ed. La Lettre volée (124, rue de la Victoire, 1060 Bruxelles), 140 p.

Isabel Allende

« Isabel Allende nous avait raconté les aventures d'Eva Luna, Schéhérazade des antipodes. Elle lui donne à présent la parole dans ce recueil qui constitue un véritable concentré de littérature sud-américaine. On pense tantôt aux ambiances moites et parfumées de Garcia Marquez, tantôt aux personnages fantasques de Vargas Llosa...



... Les contes d'Eva Luna sont des archétypes si parfaits qu'ils mettent en évidence certaines caractéristiques propres à la plupart des écrivains d'Amérique latine. Entre le Rio Grande et la Terre de Feu, les nuits d'amour sont plus brûlantes que partout ailleurs, les crimes plus violents ou plus astucieux, les châtiments plus raffinés. Nulle part l'amour et la mort ne sont aussi inséparables qu'à l'ombre de la cordillère des Andes, ni l'adultère aussi voisin de la sainteté...

Didier Sénécour, Lire

FAYARD

EN BREF

► Parution du dernier volume de « L'histoire de France à travers les journaux du temps passé ». — Le dixième et dernier volume de la collection: « L'histoire de France à travers les journaux du temps passé » a paru. Intitulé *D'un coup d'Etat à l'autre*, il couvre la période allant du coup d'Etat du 18 brumaire 1799 à celui de décembre 1851 ouvrant la voie au Second Empire. Ce dernier volume réalisé par M. André Rossel clôt une série de livres retraçant l'histoire de France, de 1604 à 1958, grâce à la vision qu'en donnent les journaux de l'époque.

Edition de l'Arbre verdoyant, 15, rue Douy-Deleu, 93100 Montreuil. Tél. 16 (1) 48-57-30-06. (Distribution Distique.)

► Spectacles de poésie. — Deux spectacles de poésie, mis en scène par Jean Gillibert, sont organisés par le Théâtre de l'Impossible. Du 6 au 16 mars, *Dialogue de poètes*, textes de Jean-Pierre Colas (avec Alain Cuny, les 14 et 15 mars; 16, rue Dagorno, 75012 Paris, tél. 43-44-81-19); du 20 mars au 20 avril, *Aube*, spectacle Rimbaud, poésie, musique et chant (Théâtre de l'Athlétique, place Parmentier, Neuilly-sur-Seine, réservation 46-24-03-83).

► Conférence. — Jacques Bonnet donnera une conférence sur le thème « Liberté sexuelle ou perversion ? » dans le cadre de l'École de propédeutique à la connaissance de l'inconscient (EPC), vendredi 8 mars à 20 h 30 (chambre des métiers, 72, rue de Reuilly, 75012 Paris).

LA CONFESSION DE JOE CULLEN

de Howard Fast.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Patrick Couton.
L'Atlantide, 284 p., 79 F.

JE T'ATTENDS AU TOURNANT

de Charles Williams.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Bruno Martin.
Gallimard, « Série noire », 218 p., 21,50 F.

INJECTION MORTELLE

de Jim Nisbet.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Freddy Michalski.
Rivages/Noir, 201 p., 45 F.

L'ÉTOILE POLAIRE

de Martin Cruz Smith.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Dominique Defert.
Robert Laffont, 254 p., 110 F.

Ceux qui cherchent à justifier, autrement que par le simple aveu du plaisir, leur passion coupable pour la littérature policière, disent que c'est la seule à pouvoir donner une image juste et complète de notre société. A les entendre, les auteurs de polar ne seraient donc que des sociologues clandestins travaillant pour les archéologues des siècles futurs. Pourvu qu'ils se trompent, et que nos lointains rejetons puissent trouver de nous d'autres traces qui les incitent à nous absoudre. Car, à en juger par la noirceur de la production récente, l'oubli serait encore trop doux...

On ne pouvait guère attendre de

ROMANS POLICIERS

Le noir absolu

Howard Fast qu'il se montrait tendre envers les institutions de son pays: membre actif du Parti communiste américain, victime partielle d'un procès à huis clos, il fut, à l'instar de Max est, avec Horace McCoy, l'un des plus vigoureux pourfendeurs des dérivés du rêve américain. Malgré cela, on reste surpris par la violence du réquisitoire que constitue le dernier roman de Fast contre la politique des Etats-Unis au Salvador et au Honduras. Joe Cullen, ancien pilote de combat au Vietnam, est embauché par une organisation de soutien à la guérilla antiaméricainiste au Salvador. A l'aller, il convoie des armes; au retour, de la cocaïne. Le tout, bien entendu, avec la bénédiction de la CIA, du FBI et de toutes les instances occultes qui gouvernent ce pays, champion mondial de la transparence.

Rien de plus, en fait, que ce que le « procès » North a réussi à étouffer. *La Confession de Joe Cullen* est l'histoire terrible d'un homme qui découvre soudain qu'il est bien l'un des coauteurs de tous les crimes que son pays a fait commettre à ceux qui, comme lui, croyaient que leur responsabilité individuelle pouvait se dissoudre dans celle de l'Etat, et que nul ne peut l'absoudre du péché d'*'avoir fait son devoir'*. Magnifiquement construit, tendu jusqu'à son point final, le roman de Fast est une œuvre noire et, paradoxalement, naïve par l'étrange force de son discours sans artifice; l'œuvre urgente d'un homme qui, à près de quatre-vingts ans, peut se passer de mettre des gants.

Le plus grand mérite de *Hot Spot*, le dernier film de Dennis Hooper, est d'avoir incité la « Série noire » à rééditer le roman oublié de Charles Williams, et, si l'on peut se passer d'aller voir le film, on aurait tort de priver sa bibliothèque d'un des bouquins les plus représentatifs de la qualité « Série noire » des années 50. Tout ce qui a construit le mythe y est: l'ennui poisseux d'un bled du Texas et sa chaleur torride; les femmes qu'on aime et celles qu'on désire; une banque offerte et un shérif qu'on aurait tort de prendre pour un ponce; un petit chantage bien crado; du sang; de l'espoir; et cette bonne vieille poisse qui plane et attend le dernier chapitre pour signifier au lecteur qu'on n'échappe pas à la fatalité. C'est noir, sale, désespéré et parfaitement envoûtant. C'est tellement bien qu'on dirait un pastiche. Seulement, et comme disent les Américains, « c'est ça, le vrai truc ».

Le Texas n'a pas aboli la peine de mort; il a simplement inventé

un nouveau moyen de l'appliquer: un truc passablement compliqué, qui consiste à injecter un cocktail de substances toxiques dans les veines du condamné, après l'avoir légèrement anesthésié pour qu'il ne sente pas la piqûre. Où va se nicher l'humanité? Pour ce travail, il faut un médecin. Franklin Royce, personnage principal, est un médecin suffisamment dans la débène pour accepter ce genre de boulot. En quarante pages, il exécute son condamné tout en succombant à son charme et en pignonnant qu'il vient de participer au dénouement d'une erreur judiciaire. Pour le réhabiliter, Royce abandonne les décombrés de sa vie antérieure, et va remonter, jusqu'au cauchemar, le chemin qui mène au crime. Comme dans son précédent roman (*Les damnés ne meurent jamais*, Rivages/Noir), Jim Nisbet joue sur le registre de l'absolue noirceur. En cela, il est un vrai disciple de Jim Thompson. Ses personnages, comme ceux de Thompson, portent en eux le germe de leur déchéance; ils sont vaincus avant même d'avoir commencé à lutter, puisque le monde est un cloaque à sens unique: tout droit vers l'abîme. De ce monde absurde, Nisbet brosse un tableau très littéraire (l'excellente traduction de Freddy Michalski en est le parfait reflet) et la qualité de son style, à la fois riche et précis, offre un surprenant contrepoint au dénuement tragique de cette humanité.

ET voici Arkadi Renko, l'inoubliable inspecteur de *Gorki Park*. Déchu jusqu'à l'extrême, il patage dans les cales en pleine mer de Béring. Un meurtre va pourtant inciter le capitaine de l'*Etoile polaire* à faire appel aux talents de ce flic hors du commun, marqué par le sceau infamant de « l'instabilité politique ». Crime dans le vase clos immense des solitudes du grand Nord, peinture désabusée d'une réalité soviétique entre les scories du stalinisme et les incertitudes de la perestroïka, l'*Etoile polaire* est un passionnant roman noir, l'œuvre d'un écrivain exigeant qui n'hésite pas à prendre pour cadre le plus étonnant des paysages et le plus exotique des systèmes politiques pour mettre en scène un suspense rigoureux, grave et divertissant de bout en bout. Martin Cruz Smith confirme qu'il est bien l'un des maîtres du genre. A quand la parution d'une grande œuvre soviétique sur les misères du sous-prolétariat américain?

Patrick Raynal

Lire aux Sources pour comprendre...

LE QORAN
Nouvelle traduction sur la Vulgate arabe par René R. KHAWAM (intégrale)
448 pp. 144 FF.

LE FLAMBEAU
ou les Sentences de Mouhammad le Prophète
par M. Al Qoudsi (int. en 454 H)
Première traduction en français sur les manuscrits arabes, par René R. KHAWAM.
144 pp. 88 FF.

Maisonneuve & Larose

PRAGUE

de notre envoyée spéciale

PRAGUE, l'hiver... La neige souligne les lignes des tours, des clochers et des maisons noires, éclairées, illumine la ville qui semble encore la même, où les rues, les magasins, la forme des enseignes, la silhouette du château semblent n'avoir pas changé depuis Kafka, depuis le Golden... Pourtant, on ne peut pas ne pas remarquer les transformations de l'année écoulée : le lieu du supplice de Jan Palach couvert de fleurs, le Musée Walter-Ubricht qui a été désaffecté, les nombreuses boutiques des changeurs qui ont pignon sur rue, petites sources de devises ouvertes la nuit, le dimanche... Une certaine amabilité avec les étrangers qui a succédé à la peur, une loquacité même. Mais aussi un vrai désarroi devant l'avenir : les hausses des prix (44 % en moyenne pour une hausse des salaires de 5 %), le lait qui vient de doubler, la scission du Forum civique, une ignorance du fonctionnement de l'économie de marché et, de plus en plus, une certaine défiance à l'égard de ces intellectuels du Château - Havel excepté - de bonne volonté, mais qui ne savent pas gouverner en professionnels.

Une nostalgie aussi. Notamment pour la 1^{re} République et son président T. M. Masaryk (1850-1937), figure emblématique du « libérateur » réélu pendant quinze ans, dont les « démocrates » se réclament aujourd'hui, à propos de qui la cinéaste Vera Chytilová a réalisé un documentaire et dont les éditions de l'Aube publient justement (en fac-similé de l'édition Stock de 1936) un volume d'Entretiens. Réalisé par Karel Capek, l'auteur, entre autres, de la Guerre des salamandres, ce livre de Mémoires du fils d'un cocher slovaque des Habsbourg, devenu philosophe avant d'être le premier président de Tchécoslovaquie, parle simplement et est une grande leçon d'histoire vécue d'une Europe centrale en effervescence. Pleine d'enseignements pour les choix d'aujourd'hui, et pas seulement « aux sources de la pensée de Havel », comme le dit la bande publicitaire...

Nostalgie de Prague qui change, qui va changer, réticence pourtant à se laisser envahir par le dollar, le mark et le Coca-Cola. Nostalgie de sa ville natale, pour Libuse Monikova, l'auteur de la Façade (Belfond, 1989) exilée depuis vingt ans de son pays et de sa langue (elle écrit en allemand) et qui avait, dans son premier roman, Pavane pour une infante défunte, tenté d'exorciser par la culture la douleur du déracinement et de la perte de Prague.

À capitale du plus occidental des pays d'Europe de l'Est, qui ne se sent pas de liens réels avec Varsovie ou Budapest, friande de langue française se souvient encore avoir joué son rôle dans le surréalisme, l'École de Paris, le Grand Jeu. Influence de la France qui se prolonge par la publication, la semaine passée, de Maximum, une

anthologie de la poésie française contemporaine : Michaux, Char, Ponge et leurs cadets traduits en tchèque. Influence de la France qu'on retrouve, si forte, dans les deux belles expositions au Musée du château et à la maison de la Cloche, sur la Vieille-Place, à propos des peintres tchèques depuis 1900 et d'un hommage aux Editions Aventinum qui éditait dans les années 20 Apollinaire, Francis Carco, Clara d'Ellebeuse, de Francis Jammes illustré par Jan Zrzavy, Cocteau illustré par Frantisek Muzika, Pierre Mac Orlan avec des couvertures de Josef Capek, l'Europe galante de Paul Morand ou un album Louis Delluc illustré par Josef Sima, qui vécurent plus de la moitié de sa vie à Paris.

Hier dans cette même rue, Derrière la vitre du buffet, les ivrognes debout comme aujourd'hui Et la neige descendait si étrangement La nuit si étrangement tombait. Tout était si triste. Plus triste que d'habitude.

Est-ce parce que la journée était d'hiver ? Cette question que pose le poète Ivan Wernisch (né en 1942) dans un poème de 1989 repris dans l'anthologie de la Poésie tchèque moderne qui vient de paraître chez Belin ne peut que vous hanter alors que vous descendez, la nuit, la rue Jan-Neruda en foulant la neige vierge... « La poésie existe, c'est tout ce dont nous sommes sûrs à son sujet », écrit le poète d'inspiration surréaliste Petr Kral, notre ancien collaborateur du Monde des livres, exilé à Paris depuis 1968 et devenu l'an dernier conseiller culturel, qui a voulu, dans ce choix de textes inédits en français, délimiter le territoire poétique tchèque d'aujourd'hui dans une culture où la poésie continue à tenir une grande place. « On remarquera leur goût constant pour le concret du monde sensible, perçu à travers de nombreux détails », comme chez Vladimir Holan - « s'affirme en même temps un goût de la réflexion métaphysique », note Petr Kral pour présenter une soixantaine de ces poètes nés entre 1878 et 1965, si longtemps emprisonnés par le réalisme

socialiste, depuis le prêtre Jakub Deml (1878-1961), les surréalistes Jindrich Styrsky (1899-1942) ou Vitezslav Nezval (1900-1958), le métaphysique Frantisek Halas (1901-1949), l'esprit expérimental d'un Jiri Kolar (né en 1914), les dissidents, les exilés, jusqu'aux paroliers du rock underground et de la revue Revolver.

SANS oublier Jaroslav Seifert (1901-1986), le poète unanimement admiré de Prague, dont les Editions Belfond publient Toutes les beautés du monde, le premier volume des Souvenirs et histoires vécues du Prix Nobel de littérature 1984, paru en 1979 en samizdat. C'est une sorte d'initiation à la poésie mélancolique et sensuelle du poète de Prague qui avait été comme la conscience de la culture nationale. Une mosaïque de vignettes délicates dans

lesquelles l'enfant du quartier prolétaire de Zizkov évoque l'atmosphère début de siècle de Prague et ses sortilèges médiévaux, en même temps que le souvenir de ses amis artistes, musiciens et poètes (pour réparer nos ignorances, l'index des noms des personnes, des mouvements littéraires et artistiques, des repères géographiques de Prague et de Tchécoslovaquie est tout à fait bienvenu). Évoquant la rupture des glaces sur la Vltava, les incursions de l'adolescent à Mala Strana vers la rue des maisons closes qu'on nommait la rue des Trépassés, la patinoire de Zizkov où patinaient Lénine en 1912, une bouteille de bourgogne offerte par Nezval, Seifert transmet simplement la mémoire des sensations, la mémoire de la beauté et des paysages aux différentes saisons. Libre en soi-même dans l'attente de la liberté.

Cependant, la liberté, si elle a fait naître depuis 1989 des quantités de journaux, d'hebdomadaires, de revues, des centaines de maisons d'édition, laisse la culture dans une situation difficile. Le théâtre n'a pas trouvé un nouveau souffle, le cinéma est exsangue et on ne sait pas encore ce que vont devenir les Studios Barrandov. L'édition souffre des variations de prix, les Tchèques ont dû réduire leur budget-livres. « Après la Révolution, on était aux anges. On a fait des projets d'un plan éditorial. Mais, après quelques mois, on a commencé à avoir beaucoup de problèmes, puisque les barrières idéologiques ont été remplacées par des barrières économiques », expliquait un des responsables de l'ancienne maison d'édition de l'Union des écrivains, Odeon, spécialisée dans la littérature étrangère et les beaux livres qui, déjà, a dû licencier la moitié de son personnel, surseoir à plus d'une moitié de son programme de publication, et va bientôt quitter des locaux dont le loyer est devenu inaccessible.

Les librairies ne sont plus rentables : avec ce qu'on appelle la petite privatisation, elles vont être vendues. L'ancien Centre de diffusion du livre, qui existe encore, ne veut prendre aucun risque et n'a pas d'argent. « Ainsi, continue l'éditeur, si nous publions un livre sollicité par les lecteurs, nous n'avons pas les moyens de le lui faire parvenir, parce que ce Centre de diffusion ne fonctionne plus, qu'il ne veut pas acheter les livres des éditeurs parce que la Banque nationale refuse de lui donner de l'argent... À l'heure actuelle, nous essayons de trouver des modes de vente, par exemple dans les galeries d'art, même dans les rues... Depuis le 1^{er} janvier, le prix du papier a doublé ; alors, le livre devient un objet de luxe, et beaucoup des membres de notre Club des lecteurs (quelque 350 000 adhérents) se désabonnent. D'autant plus que ce que les lecteurs recherchent actuellement, c'est la littérature tchèque ; mais même ce boom ne va pas durer, parce que ces livres commencent déjà à perdre le goût du fruit défendu. (Il soupire, comme prêt à assumer la mauvaise conscience de tous. Incapable d'en vouloir à ces jeunes qui préfèrent découvrir le rock et le pop, Ladislav Klíma et les Souffrances du prince Sternhoch ou bien Skvorecky, mais pour qui on ne traduira pas le Traité des merveilles de Vaclav Jemel, Prix Médicis inconnu dans son pays). Nous excitons avant et on a édité de bons livres, alors on nous reproche d'avoir servi à légaliser le totalitarisme. »

« Si ces gens-là attendent qu'on leur règle leurs problèmes, il n'y aura aucun avenir possible », explique notamment l'écrivain Ivan Klíma, déporté à onze ans par les nazis avec ses parents au camp de Terezin, interdit, mais déjà très largement traduit en anglais et publié dans vingt-deux langues depuis vingt ans (les éditions du Seuil préparent Amour et ordures. Mes métiers en or). « Si ces gens-là attendent qu'on leur règle leurs problèmes, il n'y aura aucun avenir possible », explique notamment l'écrivain Ivan Klíma, déporté à onze ans par les nazis avec ses parents au camp de Terezin, interdit, mais déjà très largement traduit en anglais et publié dans vingt-deux langues depuis vingt ans (les éditions du Seuil préparent Amour et ordures. Mes métiers en or).

Le livre se termine pourtant sur une note d'espoir : la rencontre, les 7 et 8 septembre à Brno, des intellectuels du Groupe du dialogue social avec les représentants des mineurs. Les agressés et les agresseurs de juin sont face à face. « Après un premier temps de médiation, Marian Munteanu, le leader des étudiants, et Mircea Cozma, le numéro un des mineurs, s'embrassent par un geste symbolique qui soulève l'enthousiasme. » La poétesse Ana Blandiana déclare : « Nous nous sommes rencontrés pour nous convaincre nous-mêmes, pour nous convaincre les uns et les autres, pour essayer de convaincre le pays tout entier et le monde que la haine monstrueuse que nous oppose les uns les autres (...) ne jaillit pas de notre âme mais est le résultat d'une machine infernale à produire la haine qui nous domine depuis quarante-cinq ans (...). La solidarité est le superlatif de la liberté. »

Aujourd'hui, dans les journaux de l'extrême droite roumaine, Doña Cornea, devient Doña Cornea-Juhász (du nom, magyarisé, de son mari) et est régulièrement traitée de « psycho-

pathe », de « poule pondeuse », de « venue aux Hongrois ». C'est ce que nous apprend Roumanie, le livre blanc de Mihnea Berindei, Ariadna Combes et Anna Planché, consacré aux journées tragiques de juin au cours desquelles les mineurs de la vallée du Jiu firent une descente sanglante sur Bucarest. Composée presque intégralement de témoignages recueillis auprès des acteurs-victimes, ce livre permet mieux que toute analyse de se rendre compte de l'ambiguïté fondamentale du régime en place à Bucarest depuis la chute de Nicolae Ceausescu. Qui étaient ces mineurs ? Qui leur a donné l'ordre de descendre sur Bucarest ? Qui a manipulé les manifestants ? Qui est à l'origine du prétendu complot ayant donné prétexte à cette mise à sac de la capitale ? Point par point les auteurs, tous quatre membres de la Ligue pour la défense des droits de l'homme en Roumanie, s'efforcent de donner les réponses, jusqu'à ce jour les plus claires, à ces interrogations.

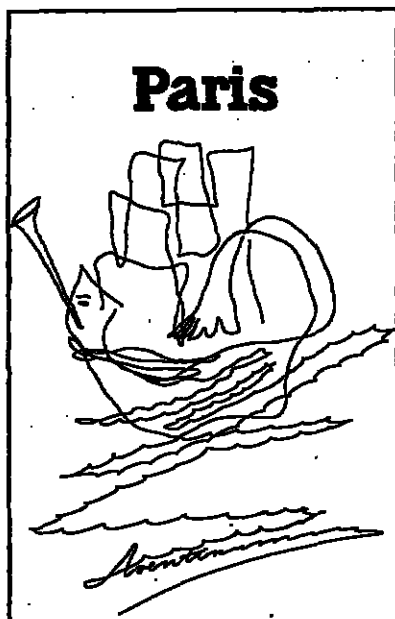
Le livre se termine pourtant sur une note d'espoir : la rencontre, les 7 et 8 septembre à Brno, des intellectuels du Groupe du dialogue social avec les représentants des mineurs. Les agressés et les agresseurs de juin sont face à face. « Après un premier temps de médiation, Marian Munteanu, le leader des étudiants, et Mircea Cozma, le numéro un des mineurs, s'embrassent par un geste symbolique qui soulève l'enthousiasme. » La poétesse Ana Blandiana déclare : « Nous nous sommes rencontrés pour nous convaincre nous-mêmes, pour nous convaincre les uns et les autres, pour essayer de convaincre le pays tout entier et le monde que la haine monstrueuse que nous oppose les uns les autres (...) ne jaillit pas de notre âme mais est le résultat d'une machine infernale à produire la haine qui nous domine depuis quarante-cinq ans (...). La solidarité est le superlatif de la liberté. »

José-Alain Fralon

D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand

Prague sous la neige



Josef Sima, Paris, 1927.

socialiste, depuis le prêtre Jakub Deml (1878-1961), les surréalistes Jindrich Styrsky (1899-1942) ou Vitezslav Nezval (1900-1958), le métaphysique Frantisek Halas (1901-1949), l'esprit expérimental d'un Jiri Kolar (né en 1914), les dissidents, les exilés, jusqu'aux paroliers du rock underground et de la revue Revolver.

SANS oublier Jaroslav Seifert (1901-1986), le poète unanimement admiré de Prague, dont les Editions Belfond publient Toutes les beautés du monde, le premier volume des Souvenirs et histoires vécues du Prix Nobel de littérature 1984, paru en 1979 en samizdat. C'est une sorte d'initiation à la poésie mélancolique et sensuelle du poète de Prague qui avait été comme la conscience de la culture nationale. Une mosaïque de vignettes délicates dans

lesquelles l'enfant du quartier prolétaire de Zizkov évoque l'atmosphère début de siècle de Prague et ses sortilèges médiévaux, en même temps que le souvenir de ses amis artistes, musiciens et poètes (pour réparer nos ignorances, l'index des noms des personnes, des mouvements littéraires et artistiques, des repères géographiques de Prague et de Tchécoslovaquie est tout à fait bienvenu). Évoquant la rupture des glaces sur la Vltava, les incursions de l'adolescent à Mala Strana vers la rue des maisons closes qu'on nommait la rue des Trépassés, la patinoire de Zizkov où patinaient Lénine en 1912, une bouteille de bourgogne offerte par Nezval, Seifert transmet simplement la mémoire des sensations, la mémoire de la beauté et des paysages aux différentes saisons. Libre en soi-même dans l'attente de la liberté.

Cependant, la liberté, si elle a fait naître depuis 1989 des quantités de journaux, d'hebdomadaires, de revues, des centaines de maisons d'édition, laisse la culture dans une situation difficile. Le théâtre n'a pas trouvé un nouveau souffle, le cinéma est exsangue et on ne sait pas encore ce que vont devenir les Studios Barrandov. L'édition souffre des variations de prix, les Tchèques ont dû réduire leur budget-livres. « Après la Révolution, on était aux anges. On a fait des projets d'un plan éditorial. Mais, après quelques mois, on a commencé à avoir beaucoup de problèmes, puisque les barrières idéologiques ont été remplacées par des barrières économiques », expliquait un des responsables de l'ancienne maison d'édition de l'Union des écrivains, Odeon, spécialisée dans la littérature étrangère et les beaux livres qui, déjà, a dû licencier la moitié de son personnel, surseoir à plus d'une moitié de son programme de publication, et va bientôt quitter des locaux dont le loyer est devenu inaccessible.

Les librairies ne sont plus rentables : avec ce qu'on appelle la petite privatisation, elles vont être vendues. L'ancien Centre de diffusion du livre, qui existe encore, ne veut prendre aucun risque et n'a pas d'argent. « Ainsi, continue l'éditeur, si nous publions un livre sollicité par les lecteurs, nous n'avons pas les moyens de le lui faire parvenir, parce que ce Centre de diffusion ne fonctionne plus, qu'il ne veut pas acheter les livres des éditeurs parce que la Banque nationale refuse de lui donner de l'argent... À l'heure actuelle, nous essayons de trouver des modes de vente, par exemple dans les galeries d'art, même dans les rues... Depuis le 1^{er} janvier, le prix du papier a doublé ; alors, le livre devient un objet de luxe, et beaucoup des membres de notre Club des lecteurs (quelque 350 000 adhérents) se désabonnent. D'autant plus que ce que les lecteurs recherchent actuellement, c'est la littérature tchèque ; mais même ce boom ne va pas durer, parce que ces livres commencent déjà à perdre le goût du fruit défendu. (Il soupire, comme prêt à assumer la mauvaise conscience de tous. Incapable d'en vouloir à ces jeunes qui préfèrent découvrir le rock et le pop, Ladislav Klíma et les Souffrances du prince Sternhoch ou bien Skvorecky, mais pour qui on ne traduira pas le Traité des merveilles de Vaclav Jemel, Prix Médicis inconnu dans son pays). Nous excitons avant et on a édité de bons livres, alors on nous reproche d'avoir servi à légaliser le totalitarisme. »

« Si ces gens-là attendent qu'on leur règle leurs problèmes, il n'y aura aucun avenir possible », explique notamment l'écrivain Ivan Klíma, déporté à onze ans par les nazis avec ses parents au camp de Terezin, interdit, mais déjà très largement traduit en anglais et publié dans vingt-deux langues depuis vingt ans (les éditions du Seuil préparent Amour et ordures. Mes métiers en or). « Si ces gens-là attendent qu'on leur règle leurs problèmes, il n'y aura aucun avenir possible », explique notamment l'écrivain Ivan Klíma, déporté à onze ans par les nazis avec ses parents au camp de Terezin, interdit, mais déjà très largement traduit en anglais et publié dans vingt-deux langues depuis vingt ans (les éditions du Seuil préparent Amour et ordures. Mes métiers en or).

Le livre se termine pourtant sur une note d'espoir : la rencontre, les 7 et 8 septembre à Brno, des intellectuels du Groupe du dialogue social avec les représentants des mineurs. Les agressés et les agresseurs de juin sont face à face. « Après un premier temps de médiation, Marian Munteanu, le leader des étudiants, et Mircea Cozma, le numéro un des mineurs, s'embrassent par un geste symbolique qui soulève l'enthousiasme. » La poétesse Ana Blandiana déclare : « Nous nous sommes rencontrés pour nous convaincre nous-mêmes, pour nous convaincre les uns et les autres, pour essayer de convaincre le pays tout entier et le monde que la haine monstrueuse que nous oppose les uns les autres (...) ne jaillit pas de notre âme mais est le résultat d'une machine infernale à produire la haine qui nous domine depuis quarante-cinq ans (...). La solidarité est le superlatif de la liberté. »

José-Alain Fralon

slovaques et moraves : Pavel Kohout, Ivan Klíma (à paraître aux Editions du Seuil), Eda Kriseova, Jan Trefulka, Karel Pecka (publié aux Editions de l'Aube), Ludvik Vaculik (dont l'indispensable Côté des songes tchèques a paru chez Actes Sud), Milan Simecka, Jiri Grusa, actuellement ambassadeur à Bonn, Vaclav Havel, le best-seller, avec les Lettres à Olga (paru en français aux Editions de l'Aube). Et elle prépare la publication des œuvres complètes d'un enfant de Brno de nationalité française, Milan Kundera, en commençant par la Plaisanterie et Risibles Amours...

Autre enfant de Brno, qui aime Prague et ses brasseries, le plus connu et le plus populaire des écrivains tchèques d'aujourd'hui, Bohumil Hrabal, rendu célèbre grâce aux films de Jiri Menzel notamment Trains étroitement surveillés (d'après le roman paru chez Gallimard, 1969), puis grâce à ces chefs-d'œuvre de dérision grinçante et d'humour angoissé que sont Une trop bruyante solitude (Laffont, 1983), ou bien son autobiographie déguisée, les Noces dans la maison (Laffont, 1990) et surtout ce chef-d'œuvre, Moi qui ai servi le roi d'Angleterre (Laffont, 1981), génial monologue du serveur de restaurant opportuniste et philosophe qui considère l'Histoire. C'est le même Hrabal, avec ses personnages extravagants et bavards, pleins de bêtise, de goulash et de rêves, issus à la fois de Kafka et de Hasek, qu'on trouve déjà dans les premières nouvelles d'Hrabal réunies sous le titre les Palabres, parues dans deux volumes 1963 et 64, histoires irréelles et fausses ment naïves dans la « Prague dorée » des poètes empruntent l'entrepôt, pompes funèbres pour une soirée, leur groupe surréaliste qui rappelle feu les pompiers, de Forman ! pe breurs à l'épaisse « tchéquité » par difficile à exporter dont se réclame Bohumil Hrabal : « Membre correspondant de l'Académie de palabres, audité à la chaire d'euphorie, Dionysos, homme suave et saoul, c'est mon dieu Socrate l'ironique, qui engage la conversation avec tout un chacun pour mener par la langue et par le bout de langue au seul même de la connaissance de son ignorance, est le premier Église, et Jaroslav Hasek en est fils aîné, lui qui inventa, vécu génie, ment et consigna l'histoire bistrot. (...) Je suis un taureau exsang de rire, dont on mange le cerveau à petite cuiller, comme de la glace. (Mauvais de l'apprenti palabreur).

U-DELA du Château, les pentes couvertes de neige du parc du couvent de Strahov, créés en 1140 par l'ordre des prémonstrés, avec ses splendides bibliothèques qui en font un des monuments les plus visités de Prague. Occupé après 1948 par le mouvement de la littérature nationale, le couvent a été restitué aux religieux ; ils ont déjà entrepris des travaux dans les anciens bureaux du musée socialiste qui a l'air d'y vivre ses derniers mois.

Je redescends vers le pont Charles en laissant la trace de mes pas. Devant l'église Saint-Nicolas de Mala Strana gît une grande voiture noire avec le drapeau américain. Décidément, Prague est « magique », comme le savant Perutz et Ripellino, l'auteur de Praga magica (jamais traduit en français) : j'ai vu passer Shirley Temple!!! (1)

(1) Shirley Temple Black (Blackmore-Templerova) est ambassadrice des États-Unis en Tchécoslovaquie.

Dernières parutions tchécoslovaques

Entretiens avec Masaryk, de Karel Capek, traduit du tchèque par M. David, préface de Jan Rubes, Editions de l'Aube, 270 p., 95 F.

La Poésie tchèque moderne (1914-1989), textes choisis, traduits et présentés par Petr Kral, Belin, 256 p.

Toutes les beautés du monde, souvenirs et histoires vécues, par Jaroslav Seifert, volume 1, traduit du tchèque par Milena Braud, Belfond, 334 p., 140 F.

Les Palabres, de Bohumil Hrabal, nouvelles traduites du tchèque par Marianne Canavaggio, postface de Claudio Magris, Albin Michel, 320 p., 140 F. Du même auteur : Moi qui ai servi le roi d'Angleterre, traduit par Milena Braud, Livre de Poche/Biblio, 256 p.

Pavane pour une infante défunte, de Libuse Monikova, traduit de l'allemand par Dominique Kagler, Belfond, 190 p., 120 F.

Lire aussi : Prague, Secrets et métamorphoses. (Autrement, 1990) ; le Grand guide de Prague, (Gallimard. Bibliothèque du voyageur, novembre 1990) ; l'Infini, n° 33 : du nouveau à l'Est ? (Printemps 1991).

Ambiguïtés roumaines

LIBERTÉ ?
Entretiens avec Michel Combes de Doña Cornea.
Critérion, 272 p., 99 F.

ROUMANIE, LE LIVRE BLANC
La réalité d'un pouvoir néo-communiste
de Mihnea Berindei, Ariadna Combes, Anne Planché.
La Découverte, 260 p., 95 F.

« Lorsque la guerre a éclaté, notre ville a été occupée et j'ai dû fréquenter malgré moi une école hongroise. Les juifs y étaient encore plus persécutés que nous, les Roumains. Un jour, on a organisé une grande assemblée de tous les élèves dans la salle des fêtes du collège, et le directeur, en montrant les juifs du doigt, les a fait mettre debout, un à un, devant nous. Finalement, après un petit discours injurieux, il a mis à la porte ces enfants de quatorze ans, comme des êtres malfaisants. J'avais une amie juive, Fany... lorsqu'elle a dû partir, je me suis levée, moi aussi, et je suis sortie avec elle et les autres enfants juifs... », écrit Doña Cornea dans les premières pages de son livre de souvenirs, Liberté ?

L'essentiel tient dans ces quelques lignes. Quelques lignes qui expliquent pourquoi la frêle silhouette de Doña Cornea émerge bien au-dessus de la grande majorité des « personnalités » qui ont fait l'actualité roumaine depuis la chute de Nicolae Ceausescu. D'abord parce que Doña Cornea n'a pas attendu, comme beaucoup, la « révolution » de décembre pour se découvrir, a posteriori, une vocation de dissidente. Ses premiers ennemis avec la Securitate, les services secrets roumains, ne datent-ils pas de 1948, lorsqu'elle envisage de distribuer des tracts appelant les fidèles gréco-catholiques à la résistance contre l'interdiction de l'Eglise ? « Je n'étais pas trop croyante à l'épo-

que, raconte-t-elle, c'était plutôt un sentiment d'honneur que l'éprouvé, un sort de respect pour la religion elle-même et surtout pour les gens qui étaient en prison. » Tout le reste de sa vie sera un combat acharné, tenace, contre un régime qui n'a peut-être pas été le plus sanguinaire des anciennes dictatures communistes mais sûrement le plus humiliant.

Enseignante, Doña Cornea, dont on estime les cours non conformes à l'idéologie ambiante - elle avoue aimer Baudelaire, Verlaine, Pascal et, crime abominable, Lamartine et Chateaubriand ! - est humiliée devant tous ses collègues lors d'une réunion politique et se voit obligée de déposer, tous les matins, ses cours sur une petite table à l'entrée de la salle des professeurs pour que tout le monde puisse les contrôler. Après le frêle et fugace espoir que l'arrivée de Ceausescu au pouvoir en 1965 a suscité parmi la population roumaine, Doña Cornea continue sa lutte contre le nouveau dictateur et passe dans une résistance plus active : tracts, samizdats, interventions sur Radio Free Europe.

Une nouvelle lutte

Emprisonnée, assignée à résidence, chassée de l'Université, totalement isolée du reste du pays, elle apprend par le radio les événements de Timisoara. Elle a peu le temps de se réjouir de la chute de la dictature car va très vite commencer pour elle une nouvelle lutte, celle qui va l'opposer, et l'opposera encore, aux « néocomunistes ». Un nouveau pouvoir qui ne cesse, selon elle, d'opposer les Roumains entre eux : jeunes contre vieux, « Hongrois » contre « Roumains », intellectuels contre ouvriers...

Aujourd'hui, dans les journaux de l'extrême droite roumaine, Doña Cornea, devient Doña Cornea-Juhász (du nom, magyarisé, de son mari) et est régulièrement traitée de « psycho-